

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LE PLATEAU CONTINENTAL DANS LE DROIT POSITIF ACTUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée par

Charles VALLÉE

Soutenue publiquement le 22 Juin 1970

*Ouvrage honoré d'une Subvention
du Ministère de l'Éducation Nationale*

JURY :

Président : M. le Professeur ROUSSEAU

Suffragants : M. le Professeur NGUYEN QUOC DINH

M. le Professeur TÉNÉKIDÈS

EDITIONS A. PEDONE

13, Rue Soufflot, 13

PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549001_0001

UNIVERSITÉ DE SAINTE
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ASSOCIÉES

LE PLATEAU CONTINENTAL
DANS
LE DROIT POSITIF ACTUEL

Le plateau continental
dans
le droit positif actuel

CHARLES VALLEE

Thèse présentée au jury le 20 juin 1970

Thèse soumise à l'examen
du jury de la Faculté de Droit

1970

Président : M. le Professeur J. Gauthier
Rapporteurs : M. le Professeur J. Gauthier, M. le Professeur J. Gauthier
M. le Professeur J. Gauthier

ÉDITIONS A. J. J. J.

100, rue Saint-Jacques

1001

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LE PLATEAU CONTINENTAL DANS LE DROIT POSITIF ACTUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée par

Charles VALLÉE

Soutenue publiquement le 22 Juin 1970

*Ouvrage honoré d'une Subvention
du Ministère de l'Éducation Nationale*

JURY :

Président : M. le Professeur ROUSSEAU

Suffragants : M. le Professeur NGUYEN QUOC DINH

M. le Professeur TÉNÉKIDÈS

EDITIONS A. PEDONE

13, Rue Soufflot, 13

PARIS

LE PLATEAU CONTINENTAL DANS LE DROIT POSITIF ACTUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée par
Charles VALLE



Charles Vallée, 1957
Leiden, 1957

« La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal. »

« L'homme entrera dans la mer. Il n'a même plus le choix. La population de la terre s'accroît à un tel rythme que les ressources du sol seront insuffisantes demain. Viandes, végétaux, minéraux, engrais, limon, pétrole, antibiotiques seront abondamment fournis par la mer. Une première étape de la conquête est celle du « plateau continental », le socle qui borde largement les continents dans moins de deux cents mètres d'eau. »

Jacques-Yves COUSTEAU,

« Le Monde du Silence ».

PRÉFACE

On a déjà beaucoup écrit sur le plateau continental. Mais l'ouvrage de M. Charles Vallée ne représente pas seulement une contribution de plus dans une liste déjà longue de travaux de valeur. L'auteur, qui a fait un séjour aux Etats-Unis, a eu tout le loisir d'analyser la réglementation américaine en la matière et de la comparer aux autres législations internes. C'est là le premier mérite de son étude, car avant lui les auteurs s'attachaient surtout à dégager et à commenter le droit positif international en négligeant trop souvent les efforts de réglementation nationale. Et ce ne sera pas le moindre étonnement des juristes que de constater avec M. Vallée que la doctrine du plateau continental, que l'on pouvait croire d'origine relativement récente, a eu des antécédents inattendus en la personne d'Hérodote — 450 ans avant Jésus-Christ ! — et de certains savants russes du début du XIX^e siècle, et qu'elle a été également préfigurée par quelques réglementations internes peu connues, tel le British Colonial Act de 1811 qui établissait la souveraineté britannique sur des bancs de perles situés bien au-delà de la limite alors courante des trois milles.

Parmi les apports originaux de ce travail on relèvera l'analyse très fine de la proclamation Truman de 1945, la critique de la théorie de la continuité et de la contiguïté à laquelle l'auteur, dans une formule heureuse, reproche de vouloir « institutionnaliser des inégalités », enfin son excellent commentaire de la convention de Genève de 1958 et de l'arrêt de la Cour internationale de justice du 20 février 1969 dans l'affaire du plateau continental de la mer du Nord.

M. Vallée est d'ailleurs sans illusions sur la valeur actuelle du droit du plateau continental, qui lui paraît ne répondre qu'imparfaitement au double objectif qui devrait être en l'espèce celui de toute réglementation internationale positive : d'abord assurer l'exercice des diverses libertés de la haute mer, ensuite permettre l'accès aux richesses maritimes des Etats dépourvus de littoral. Peut-être

aurait-on pu souhaiter de le voir, à la suite de Georges Scelle, faire porter sa critique sur les déformations du concept de souveraineté, abusivement étendu par les auteurs de la convention de Genève à un espace où il n'a que faire, puisqu'il se caractérise par l'absence d'exclusivité des compétences qui s'y déploient. Mais l'auteur a préféré tourner ses regards vers l'avenir plutôt que vers le passé ; et l'insistance avec laquelle il préconise en terminant l'internationalisation des fonds marins — anticipant à peine sur le droit positif en gestation — est révélatrice. L'unicité et l'indivisibilité de l'espace maritime envisagé dans son aspect physique appelle nécessairement en effet, dans l'ordre juridique, l'internationalisation. M. Vallée a eu le courage de l'écrire. Et c'est là une constatation qui dépasse de beaucoup le problème particulier du plateau continental.

Charles ROUSSEAU,

*Professeur à l'Université de Paris,
Membre de l'Institut de droit international.*

CHAPITRE INTRODUCTIF

SECTION I

Réalité de ce monde : Planète « Terre » ou Planète « Océan » ?

Les Océans représentent 70 % de la surface du globe (1). Leurs eaux imposent leur présence sous tous les cieux, sous toutes les latitudes. Séparées arbitrairement, pour les besoins de la Géographie, en Mers et Océans, elles ne constituent cependant qu'une seule et même entité.

L'aventure humaine est indissolublement liée à la conquête des grandes voies océaniques. La mer Méditerranée, et particulièrement ses rives orientales, sera le berceau de cette attirance des hommes vers ce qui n'était alors qu'un domaine inconnu et parsemé d'embûches de toutes sortes.

Conduits d'abord par des buts lucratifs (2) les navigateurs, ces « découvreurs » des mers, seront animés ensuite par un besoin de connaître plus désintéressé. Les Phéniciens, les Crétois, puis les Grecs, infatigables coureurs des mers, seront les premiers explorateurs maritimes véritables. A leur hardiesse répondra l'imagi-

(1) *Impact. Science et Société*, vol. XI, 1960, pp. 79 et s., Henri Rotschi, « L'Homme et la Mer. Influence de la Mer sur le développement des Sociétés » : « ...pour une surface terrestre de 510 millions de km², l'eau salée en recouvre 361, soit 70,8 % ».

Science et Vie, numéro « hors série », 1969, « Vers un statut juridique des océans », Georgette C. Mariani, pp. 152 et s. : « Ainsi les océans qui représentent 70 % de la surface du globe, constituent la « dernière frontière » de notre planète au sens où l'entendent les Américains et, partant, un domaine de compétition ».

Voir également : *La découverte des mers*, J.M. Pérès, P.U.F.

(2) « Si l'on fait abstraction de la légende qui « fait de Noé le premier architecte naval et armateur, on ne saurait compter ce patriarche comme ayant contribué à la découverte des mers ; il ne navigua qu'à son corps défendant, se bornant à flotter et à attendre que son navire s'échouât, ce qui n'est pas, en général, considéré comme le propre du marin » (J.M. Pérès, *op. cit.*).

nation de leurs contemporains. Des récits des marins, Pythagore déduit la sphéricité de la terre. Avec Hérodote (3), Aristote, Hipparque et Ptolémée, il jette les bases de ce que sera un jour l'Océanographie.

« Quand vient le XIX^e siècle, les hommes de pensée et les hommes d'action, savants, économistes ou hommes politiques, ont pris conscience de l'importance que revêt pour toutes les activités humaines le monde des mers. Il ne s'agit plus alors de découvrir de nouvelles routes et de nouveaux continents, de rechercher de nouvelles mines d'or ou d'autres sources de biens de consommation, mais d'étendre la main-mise de l'homme sur un univers fluide qui échappe totalement à son contrôle et qu'il n'arrivera à utiliser à ses propres fins qu'à partir de connaissances précises qui lui font totalement défaut » (4). Parmi celles-ci figurent, au premier chef, les profondeurs marines. L'homme a désormais, en quelque sorte, « apprivoisé » océans et mers en longitude et en latitude. Demeure cette troisième dimension dont on ignore encore presque tout mais dont on suppose les richesses possibles. Ce sentiment va pousser les grandes nations maritimes à lancer des expéditions. La plus marquante sera celle du « *Challenger* », battant pavillon britannique (5). L'Océanographie est véritablement née.

(3) Voir : *Scientific American*, Sept. 1969, « The Continental shelves », K.O. Emery, pp. 107 et s., « Le plateau continental a été le premier espace sous-marin à avoir été étudié par l'homme... Sa première observation fut peut-être transcrite par Hérodote, vers 450 av. J.-C. « La nature du sol de l'Égypte est telle, écrivit-il, que lorsqu'un navire s'en approche jusqu'à être à un jour de voile du rivage, un sondage du fond apportera de la boue s'il est effectué à une profondeur de onze brasses ».

(4) Henri Rotschi, *op. cit.*, p. 79.

(5) J.M. Pérès, *op. cit.* : « H.M.S. Challenger est une grande corvette de 2.300 tonnes munie d'une machine à vapeur de 1.200 ch. Son installation est étudiée dans les moindres détails, instruments nautiques, treuils, laboratoires, matériels pour les mesures de tous ordres et les prélèvements représentent le dernier cri de la technique du temps, et chaque appareil a été éprouvé à la mer. De 1873 à 1876, le Challenger fera, sur toutes les mers du globe, 69.000 miles. Les recherches ne sont pas spécialisées ; aucun aspect des sciences de la mer n'est laissé de côté. On améliore la connaissance géographique et topographique des régions encore mal relevées ; on fait d'innombrables sondages (proposant pour la première fois, une profondeur record des océans : 8.183 m, au voisinage des îles Mariannes) ; on prélève des échantillons d'eau de mer et de sédiments ; on étudie le magnétisme terrestre, etc... Les désirs des naturalistes sont comblés ; l'abondance des récoltes est telle que quelques milliers d'espèces nouvelles peuvent être décrites, dont beaucoup d'animaux des grands fonds. Aujourd'hui encore, dans tous les laboratoires spécialisés du monde, les cinquante gros volumes reliés de vert des « Challenger Reports » sont un indispensable instrument de travail, quelle que soit la mer à laquelle un zoologiste est appelé à s'intéresser. On peut dire que, peut-être parce que le sujet était presque vierge, aucune expédition n'amassera jamais un capital scientifique comparable à celui réuni par le Challenger ».

SECTION II

La Mer et ses richesses

« Océanographie », Paul Robert : « Science qui a pour objet l'étude des mers et des océans, dans leurs fonds et des organismes qui y vivent ». Cette science touche à de nombreuses autres : la « Dynamique » étudie les mouvements horizontaux, verticaux, permanents, temporaires, périodiques, apériodiques ; la « Physique » qui s'intéresse aux propriétés optiques et acoustiques des eaux ; la « Chimie » dont le domaine englobe la nature et les propriétés de la solution qu'est l'eau de mer ; la « Biologie » qui examine la nature des êtres vivants peuplant la mer, le cycle biologique des espèces ; la « Géographie physique », la « Géologie », la « Géophysique », discipline dont fait partie la morphologie des côtes et du fond, la nature des sédiments ainsi que la nature du sous-sol marin.

Parmi les activités humaines dépendant de la mer il en est plusieurs dont *l'importance dépasse le cadre des nations strictement maritimes*. Elles se situent sur le *plan universel*. La mer offre en effet une grande variété de ressources que l'on peut classer sous diverses rubriques :

- a) la mer est une source de nourriture ;
- b) la mer est une source de matières premières ;
- c) la mer est une voie de communication ;
- d) la mer est une source d'énergie ;
- e) la mer est un espace stratégique ;
- f) la mer est une source de santé, de loisirs et de culture.

a) *La mer source de nourriture* (6)

Une grande partie de la matière vivante contenue dans la mer peut être consommée par l'homme : poissons, mollusques, crustacés, algues. Mais cette richesse est encore mal exploitée : en face du milliard de tonnes que représente la production mondiale de céréales et de riz en 1966, très faibles apparaissent les 57 millions de tonnes de poissons extraites des mers du globe la même année. De plus cette exploitation n'est pas toujours rationnelle. Des sur-

(6) Voir : Programme d'orientation « Océan », Centre national pour l'exploitation des océans (C.N.E.X.O.), août 1968.

exploitations locales sont dûes à des connaissances insuffisantes des différentes espèces, de leurs migrations, et entraînent parfois de véritables destructions (7).

b) *La mer source de matières premières*

L'affirmer semble une évidence si l'on songe aux quantités de *sel* contenues dans les flots. La mer, à cet égard, est le véritable *banquier de l'humanité*. Mais l'océan est également une source d'eau « dessalée ». Dessaler l'eau de mer constitue un impératif pressant. Car si le problème de la soif n'apparaît pas encore aussi préoccupant que celui de la faim, il n'en constitue pas moins une menace à terme. De nombreuses régions du globe manquent d'eau, d'autres, moins défavorisées par les pluies ou la présence de lacs et de rivières atteignent cependant des taux de concentration humaine et des consommations industrielles tels que les ressources disponibles ne suffiront plus si des mesures appropriées ne sont pas prises en temps utile (8).

Si les réserves d'or sont considérables, (les dernières estimations les chiffrent à environ dix milliards de tonnes), et les réserves d'*argent* cinquante fois supérieures, les concentrations sont tellement basses que les coûts des traitements apparaissent prohibitifs dans la majorité des cas.

Mais la mer n'est pas toujours aussi avare. Les algues, par exemple, constituent une véritable couverture vivante et sont, elles aussi, une grande source de richesses car elles se reconstituent au fur et à mesure de la récolte.

D'autre part, l'application des méthodes de prospection géophysique en mer a permis, dans certaines zones particulièrement favorables du *plateau continental*, l'inventaire de dépôts sédimentaires dans lesquels le *pétrole* et les gaz naturels se sont accumulés.

Plusieurs *techniques d'exploration* sont couramment utilisées. Certaines consistent en galeries creusées depuis la terre ferme, d'autres en installations fixes, mobiles ou flottantes aménagées au large des côtes (9).

Toute opération d'exploration suppose un certain nombre d'actes successifs : localisation, relevé topographique des fonds, établis-

(7) Voir, par exemple, la réglementation multilatérale visant la chasse à la baleine in Charles Rousseau, *Droit international public*, Dalloz, 3^e édition, n° 254.

(8) Voir : Ivan Chéret, *L'eau*, Seuil, Société, n° 20.

(9) Sur le statut juridique de ces installations, cf. *infra*, II^e Partie, Titre I, Chapitre IV.

sement de la carte bathymétrique, préreconnaissance géophysique, échantillonnage (10).

Ces recherches pratiquées à une grande échelle dans le golfe du Mexique, au large de la Californie, dans le golfe Persique, dans la mer Caspienne et dans la mer Noire ont ouvert la voie à l'exploitation du pétrole sous-marin qui est devenue pratique courante, en particulier dans certaines régions comme le long des côtes de la *Louisiane* et de la *Californie*, et du *Texas*.

c) *La mer, voie de communication*

Si la concurrence des transports aériens a porté un rude coup à la flotte des paquebots assurant la liaison à grande distance, les autres catégories de navires n'en ont pas été affectées. Actuellement plusieurs tendances se dégagent :

- tendance à la spécialisation ; le cargo « à tout faire » cède la place au « fruitier », au « minéralier », au « pétrolier » ;
- tendance à un accroissement des tonnages ;
- tendance à l'automatisation de la conduite de l'appareil propulsif en attendant celle de la navigation proprement dite liée aux problèmes de « routage ».

d) *La mer, source d'énergie*

L'utilisation « directe » de l'énergie des mers est relativement faible. Il en va tout autrement de l'énergie produite ou à produire

(10) Voir *Science et Vie*, n° « hors série », *op. cit.* : « Lorsque la zone de recherches est localisée, délimitée, cartographiée, il reste à recueillir le maximum de données les plus exactes possibles sur la nature des fonds marins et leur teneur en minéraux utiles. Les procédés de prélèvement sont extrêmement nombreux. Pour les prélèvements superficiels on peut utiliser : les dragues sédimentologiques traînées sur le fond, les bennes dont l'avantage est d'autoriser des prélèvements ponctuels ; les engins automatiques sans câbles de liaison avec le navire. L'utilisation de sous-marins et autres engins autonomes est encore, en ce domaine, très limitée. Les procédés optiques (photographie, télévision) sont, en tous cas, d'un grand secours, en particulier pour l'exploration des champs de nodules polymétalliques. Lorsqu'il s'agit d'explorer en profondeur, on dispose de très nombreux modèles de *carottiers* variables avec le terrain : carottiers à gravité, à roches, à piston pour les vases... vibrocarottiers pour les sables. Ces engins, en liaison souple avec le navire, ne dépassent guère une dizaine de mètres dans les sables mais peuvent pénétrer jusqu'à 30 m dans les fonds vaseux. Au delà d'une certaine profondeur, on a recours à des navires de forage ou à des pontons-foreurs. La colonne de tubage, pratiquement solidaire de l'engin flottant, s'enfonce par rotation, vibration ou percussion. Afin d'assurer une grande stabilité au navire, on utilise plusieurs ancres ou des techniques de stabilisation dynamique avec moteurs auxiliaires asservis à un calculateur, pour les corrections automatiques par rapport au trou de forage ».

indirectement grâce à des éléments du sol et du sous-sol océaniques, ou contenus dans la surface des eaux. C'est déjà une évidence en ce qui concerne le pétrole et le gaz. Mais surtout les millions de tonnes de deutérium et de tritium que contient l'eau des océans pourraient, dans un proche avenir, constituer une source d'énergie nouvelle pour l'humanité (11).

e) *La mer, espace stratégique*

L'idée d'installer dans ce milieu océanique si favorable pour se dissimuler aux regards des avions et satellites, des bases difficilement repérables et peu vulnérables pour des opérations, des stockages d'armes, des bases de lancement de fusées, etc..., n'est pas absente des préoccupations des états-majors (12).

f) *L'océan, source de santé, de loisirs et de culture*

Il ne saurait être question de commenter longuement cette affirmation qui déborde largement le cadre de cette étude. Il suffit, ici, de rappeler cette vérité première que sans océan il n'y aurait pas d'eau, donc pas de vie. L'existence humaine doit bénéficier, pour l'épanouissement de sa santé et de son équilibre général, des innombrables bienfaits de l'océan. Dans ce domaine également l'« exploration » est à peine entamée. A titre d'exemple on peut citer les progrès récents de toute une nouvelle médecine qui s'est créée autour de la thalassothérapie.

SECTION III

Pétrole et Plateau continental

Ces observations générales sur les richesses des océans ont permis de montrer leur diversité. L'une d'entre elles, le *pétrole*, a sus-

(11) Cf. Programme d'orientation, « Océan », *op. cit.* : « Les recherches sur cette « fusion contrôlée » se poursuivent dans tous les pays avancés... (il s'agit de la fusion des atomes légers, isotopes de l'hydrogène : deutérium et tritium), et leur aboutissement ferait de l'océan une réserve énergétique quasi-inépuisable. En effet, si 11 % des océans sont constitués d'hydrogène, celui-ci contient toujours, pour un milliard de milliards d'atomes, 160.000 milliards d'atomes de deutérium et un atome de tritium. Ainsi ces deux matières premières dont il ne faut que des grammes pour produire l'énergie H des engins militaires existent-elles par millions de tonnes dans l'océan ».

(12) Voir *infra*, II^e Partie, Titre III, Chapitre II.

citée, ces dernières années, et suscitera encore, une sorte de « course au trésor » d'un type nouveau pour les Etats technologiquement avancés.

Pourtant, au début du XIX^e siècle, le pétrole ne semblait ni promis à un brillant avenir ni susceptible de provoquer l'« Oil Fever » contemporaine. En effet, si l'on en juge par les conclusions d'un groupe de savants de l'Académie Impériale des Sciences de Russie, convoqués par le Tsar Alexandre pour rechercher l'utilisation de ce produit : « Le pétrole, affirmaient-ils, est un minéral dépourvu de toute utilité. C'est un liquide gluant qui sent mauvais. Il ne peut recevoir aucun emploi sauf peut-être celui de graisser les roues des charrettes qui grincent effroyablement » (13).

Quelques dizaines d'années plus tard, les faits infirmèrent ce jugement.

L'extraction du pétrole fut d'abord exclusivement terrestre. Car c'est après avoir « vaincu » forêts, déserts et glaces que l'homme s'est « attaqué » à ce milieu hostile qu'est le fond marin. Ce retard s'explique par le fait que l'homme y a rencontré des obstacles pratiques tels que l'effet de la corrosion, de la houle et des vagues sur du matériel insuffisamment résistant pour travailler dans d'aussi rudes conditions. En 1894, soit quelques années après l'expédition du « *Challenger* » (14), des pétroliers américains reconnaissent le sous-sol du plateau continental par des puits déviés au large des côtes californiennes. Ce sondage détecte la présence de pétrole mais reste sans lendemain. Entre 1918 et 1933 ont lieu, aux Etats-Unis, et dans le golfe du Mexique, des forages qui révèlent encore de très importants gisements de pétrole dans le plateau continental. La première exploitation en mer aura lieu, en 1938, au large des côtes de la *Louisiane*.

Depuis, ces recherches pratiquées à une grande échelle dans le golfe du Mexique, au large de la Californie, dans le golfe Persique, dans la mer Caspienne et dans la mer Noire ont ouvert la voie à l'exploitation du pétrole sous-marin qui est, ainsi, devenue une pratique courante.

La production marine provient de trois zones : Etats-Unis : 30 %, Venezuela : 34 % et golfe Persique : 26 %. En 1971 on peut prévoir que le rôle du golfe Persique va devenir prépondérant.

(13) Cité par Jean Devaux-Charbonnel : « L'intervention des Etats dans la recherche et dans l'exploitation des gisements de pétrole », thèse, Paris, 1951.

(14) Cf. *supra*, Section I.

En 1967, 16 % du pétrole extrait dans le monde provenait de forages dans le sous-sol marin. Dans un proche avenir, aux Etats-Unis, près de la moitié du pétrole proviendra du plateau continental (15).

D'après les récentes estimations (16), le plateau continental (il faut entendre ici le terme dans son acception la plus générale) contiendrait un volume de sédiments pétrolifères de l'ordre de 120 millions de km³, détenant une réserve d'huile brute de l'ordre de 40 milliards de tonnes. Ces quantités considérables représenteraient approximativement un tiers des réserves pétrolifères totales du monde.

1966

	<i>France</i>	<i>Monde entier</i>
Pêche totale (y compris crustacés et coquillages (poids nominal)...) ..	800.000 t	57.000.000 t
Sous-produits de la pêche (huile, farines et divers)	52.400 t	
Algues traitées	11.500 t	
Sel marin	1.064.000 t	100.000.000 t
Pétrole « off shore »	Néant sur P.C. français	250.000.000 t
Energie marémotrice	540.000.000 KW _h	

Chiffres extraits du Programme d'orientation « Océan » (C.N.E.X.O.) (*op. cit.*).

(15) Voir : Programme d'action « Océan » (C.N.E.X.O.), *op. cit.*, p. 15 :

« Si l'on en juge par les efforts déployés au large des côtes du monde entier, notamment en mer du Nord et dans le golfe de Gascogne, ces pourcentages ne feront que croître. Le développement de la technologie permet en effet à l'homme d'intervenir toujours plus efficacement sur la totalité du plateau continental en vue d'extraire non seulement les hydrocarbures, gaz naturel et pétrole, mais encore les matières premières présentes dans les sédiments et dans le sous-sol.

La prospection ne fait que commencer, et, déjà des gisements divers (autres que le pétrole) ont été découverts (phosphates au large de la Californie) et, surtout d'importants « dépôts » sur le plateau continental lui-même ; diamant au large de la côte sud-africaine, or au delà du littoral de l'Alaska, fer au large du Japon, titane au large de la Floride.

Les nodules polymétalliques constituent également une réserve de minerais ; ils contiennent notamment 30 % de manganèse, 15 % de fer, 1 à 3 % de nickel et de cuivre. Lorsqu'on sait l'importance du manganèse dans les industries de pointe, on ne peut manquer d'être impressionné par la quantité de ces nodules dont la réserve, rien que dans le Pacifique-Sud, est estimée à 200 milliards de tonnes. Certes, leur ramassage par fonds de 600 à 4.000 mètres, posera de sérieux problèmes, mais l'étude technique de l'opération et les calculs de rentabilité intéressent déjà les pays industriellement avancés. »

(16) Voir H. Rotschi, *Impact, Science et Société*, *op. cit.*

S'il est singulier de constater (17) que l'apparition, dans la littérature juridique de la théorie du plateau continental a été liée à l'exploration sismique sérieuse et systématique du domaine marin ainsi qu'aux découvertes pétrolifères qui l'ont suivie, il serait cependant faux de penser que seule cette exploration a permis de dégager la notion géographique et géologique de plateau continental.

Il convient, à présent, d'examiner celle-ci.

SECTION IV

La notion géographique et géologique de plateau continental

C'est l'empirisme de certaines observations effectuées par des marins qui ont permis de dégager la notion de plateau continental. Ils remarquèrent, en effet, que les espèces marines « utiles » (il faut entendre par là les familles animales comestibles) fréquentaient, de préférence, des zones marines situées à des distances assez proches des côtes. Au contraire, à une distance plus grande des côtes, et surtout dans les grandes profondeurs, la faune devient plus rare et dissemblable et présente un intérêt moins grand pour l'homme (18).

Selon certains géographes auxquels le juriste doit se référer (19), le plateau continental est « la zone qui borde un continent et s'étend du point où les terres s'immergent jusqu'à celui où la pente du sol s'accroît nettement pour atteindre de grandes profondeurs ».

Quant à M. Jacques Bourcart, il estime que : « *La seule définition précise du plateau continental est de le limiter entre le rivage et la première rupture de pente importante (vers le large) quelle qu'en soit la côte* » (20).

(17) Cf. *infra* : Traité de Paria et Proclamation Truman (I^{re} Partie, Titre I, Chapitre I).

(18) Voir : Olivier de Ferron, *Le droit international de la mer*, t. I (Paris, Genève), pp. 112 et s.

(19) S.W. Boggs, « Delimitation of Seaward Areas under National Jurisdiction », *A.J.I.L.*, vol. 2, avril 1951, p. 240.

(20) J. Bourcart, *Géographie du fond des mers. Etude du relief des océans*, Paris, Payot, 1949, p. 222.

Différents termes employés en matière de plateau continental (cité par O. de Ferron) :

— *Plateau continental* ou *plate-forme continentale* : zone immergée située autour des continents et s'étendant conventionnellement jusqu'à une profon-

Le plateau continental est donc la partie pratiquement plate du socle des continents qui s'étend de la ligne du rivage à l'isobathe de 200 mètres, celle-ci marquant, en général, l'apparition d'une rupture de pente et d'une forte déclivité vers les grandes profondeurs.

La plupart des géographes reconnaissent que la largeur du plateau continental varie avec la pente du continent qu'il borde. Très étroit le long des chaînes plissées (exemple : la Cordillère des Andes en Amérique du Sud), il est généralement d'autant plus large que le relief continental est plus faible. Cette proportionnalité n'est cependant pas rigoureuse. L'exemple du plateau continental français montre que cette largeur est beaucoup plus faible à la hauteur de la côte basse et plate des Landes que devant la péninsule armoricaine.

La profondeur du plateau continental varie de 20 à 550 mètres, la profondeur moyenne étant de l'ordre de 135 mètres. Quant à la largeur, elle varie de zéro à 1.500 kilomètres, la largeur moyenne étant de 80 kilomètres. D'autre part, si le plateau continental ne représente qu'environ 7,5 % de la surface totale des océans, leur superficie équivaut à 18 % de la masse terrestre globale.

a) *Pluralité de plateaux continentaux*

Si le plateau continental implique généralement une surface plate et unie, ceci n'est vrai que dans une certaine mesure. On peut citer plusieurs exemples de plateaux continentaux semblant correspondre à une surface plate et unie : ceux de la France, des Îles Britanniques, de la Norvège ainsi que le plateau continental

deur de 200 mètres, mais celle-ci peut être inférieure ou supérieure à cet isobathe.

— *Talus continental ou rebord océanique* : zone sous-marine adjacente au plateau continental où la déclivité s'accroît fortement. Certains auteurs lui préfèrent l'expression « pente continentale », qui ne préjuge pas de l'origine, encore discutée et sans doute variable, de cette partie du relief sous-marin.

— *Bordure continentale* : déclivité sous-marine qui entoure les continents et en marque la limite. Cette expression est utilisée de préférence lorsque la profondeur du plateau continental est très irrégulière et comporte des dépressions dépassant les cotes généralement admises.

— *Marge continentale* : ce terme englobe à la fois le plateau continental proprement dit et le talus continental ou rebord océanique ou encore pente continentale.

— *Plate-forme insulaire* : plateau continental entourant une île ou un groupe d'îles.

— *Pente insulaire* : partie du plateau insulaire où la déclivité augmente considérablement.

Arctique russo-sibérien. Ils sont creusés de vallées sous-marines provenant d'anciennes vallées de cours d'eaux terrestres (exemple : la « fosse norvégienne »).

b) Répartition des plateaux continentaux

On dispose actuellement de certaines données topographiques pour la plupart des plateaux continentaux. Les zones les mieux connues sont celles bordant les côtes des Etats-Unis d'Amérique, du Canada et du Japon ainsi que celles bordant les côtes de l'Europe occidentale.

Il est possible d'indiquer brièvement, afin de fixer les idées, comment se répartissent les plateaux continentaux :

1) *Océan Pacifique.*

— Présence d'un large plateau continental au large des côtes de l'Alaska.

— Mer de Béring : un important plateau.

— Japon : seulement le long des îles.

— Mer Jaune : le plateau n'atteignant pas 200 mètres de profondeur son fond doit être considéré comme appartenant au plateau continental dans toute son étendue.

— Mer de Chine : un large plateau s'étend le long des côtes de la Chine jusqu'à Formose.

— Au large du continent Australien : le plateau continental de Sahul-Bank au Nord et celui de la Nouvelle-Zélande prolonge au Sud-Est par le plateau de Chatass.

2) *Océan Atlantique.*

— Atlantique-Nord : un immense plateau continental comprenant la quasi-totalité des fonds de la mer du Nord, de la Baltique et de la Manche.

— Côtes occidentales : un assez large plateau continental entre Savannah et la Floride.

— Afrique du Sud : un plateau continental s'élargissant au synclinal des Amazones. Large plateau argentin.

3) *Océan Indien.*

— Large plateau continental le long de la côte occidentale de l'Inde.

— Socles insulaires de Madagascar, des îles Kerguelen et Mac Donald.

— La mer Rouge ne comporte de plateau continental qu'au large de l'Éthiopie.

4) *Mer Méditerranée.*

— Un plateau continental dans le golfe du Lion. Mais, selon le professeur Bourcart (21), ni le plateau sicilo-tunisien, ni les hauts fonds de l'Adriatique Nord, ni ceux de la mer Égée ne peuvent être considérés comme de vrais plateaux continentaux.

5) *Océan Arctique* : un large plateau continental le long des côtes eurasiatiques du Svalborg à la hauteur du détroit de Béring.

6) *Océan Austral* : presque dépourvu de plateau continental.

c) *Origine géologique du plateau continental*

C'est encore aux travaux du professeur Bourcart qu'il convient de se référer ici pour éclairer le juriste. Ce dernier doit, d'ailleurs, être très intéressé par les conclusions établies par les géographes et océanographes. Celles-ci affirment qu'il n'y a pas de rupture brutale entre la structure morphologique des continents et celle des mers. Ainsi est posé le principe de la *continuité* du relief continental et du relief sous-marin. La suite de cette étude montrera que la plupart des revendications étatiques portant sur le plateau continental, de même qu'un récent Arrêt rendu par la Cour internationale de Justice se fondent sur cette « hypothèse géologique » de l'unité du continent et du plateau continental (22). Il faut donc prendre connaissance des théories géologiques avancées.

Quatre théories sont mentionnées :

- la théorie de l'abrasion marine,
- la théorie de la sédimentation marine,
- la théorie de Wegener,
- la théorie de la transgression de la mer sur une surface précédemment continentale.

(21) *Op. cit.*, pp. 133-146.

(22) Voir Martine Rémond, « L'exploration pétrolière en mer et le droit », *Technip*, 1970, Préface de R. Rodière, p. 13.

Les trois premières théories ne sont pas retenues par le professeur Bourcart (23) ; c'est la théorie de la « transgression marine » qui, selon lui, *fait ressortir le lien géologique existant entre le plateau continental et le continent*. Dans ses explications le professeur Bourcart apporte des preuves abondantes de cette transgression telles que :

— l'existence de blocs ou de galets volumineux et anguleux dans la Manche, les côtes de Gascogne, ne peut s'expliquer que par une avance de la mer sur le continent,

— la pluralité de plateaux continentaux au large de certaines côtes,

— la proximité des côtes ; la profondeur relativement peu importante de cette région sous-marine ; l'influence exercée par les courants, vents, marées, etc...

d) Répartition des zones de prospection (24)

1) Amérique du Nord.

— *Etats-Unis* : c'est dans la région du golfe du Mexique et particulièrement sur le plateau continental de la Louisiane qu'a porté l'effort le plus important d'exploration. En Californie, les premiers forages ont été exécutés en déviation à partir de la côte. Du fait de l'approfondissement rapide des fonds dans cette zone, il a fallu attendre la mise en service de plates-formes capables de forer dans plus de 120 mètres d'eau pour assister à une augmentation rapide de l'effort d'exploration.

— *Canada* : les travaux d'exploration et d'exploitation débutent.

— *Alaska* : malgré des conditions climatiques difficiles des forages sont en cours dans le golfe du Cook Inlet.

2) Amérique du Sud :

— *Venezuela* : une partie importante des gisements est située sous les eaux du lac Maracaïbo.

— *Guyanes* : au large des côtes des Guyanes, de nombreuses campagnes de géophysique ont été réalisées. Plusieurs forages ont été effectués sur le plateau continental de la Guyane française.

(23) Voir H. Lauterpacht, « Sovereignty over Submarine Areas », *B.Y.I.L.*, 1950, pp. 376-433 ; Gidel (G.), *La plataforma Continental Ante El Derecho*, Universidad de Valladolid, 1951, pp. 430-431. ; Gastão Nascimento Ceccatto, *L'évolution juridique de la doctrine du plateau continental*, Paris, Pedone, 1955, Préface de Charles Rousseau, pp. 24-27.

(24) Voir *Newsweek*, 23 avril 1969 et *Science et Vie*, op. cit.

— *Brésil et Argentine* : les recherches effectuées ont abouti à des résultats prometteurs.

3) *Europe.*

— *France* : plusieurs permis de recherche ont été attribués ou demandés dans le golfe de Gascogne et en Méditerranée. L'exploration s'y poursuit activement ; une première campagne de forage dans le golfe de Gascogne s'est terminée sans découverte commerciale. La plate-forme semi-submersible « Pentagone 81 », en construction au Havre effectue des sondages à des profondeurs supérieures à 100 mètres.

— *Mer du Nord* : des titres de recherche ont été attribués par les pays riverains, qui sont parvenus à s'entendre sur le difficile problème de la répartition de leur souveraineté. Rapidement, les travaux ont abouti à la découverte de gisements de gaz dont les réserves sont de l'ordre de 1.000 milliards de m³.

— *Italie* : en Adriatique d'importants gisements sont en cours d'exploration et d'exploitation.

— *U.R.S. S.* : l'activité marine est principalement développée en mer Caspienne, au large de la presqu'île d'Apscheron. L'exploitation se fait à partir d'estacades qui ont été construites sur plus de 200 kilomètres de longueur.

4) *Moyen-Orient.*

— *Le golfe Persique* est la zone où l'exploration en mer présente les perspectives les plus favorables. L'activité pétrolière y est très importante.

5) *Afrique.*

Des sondages sismiques ont été réalisés dans la plupart des pays côtiers. Les plateaux continentaux les plus riches sont ceux d'Egypte (golfe de Suez), du Nigéria, du Gabon et de la Libye.

— *Extrême-Orient.*

Les travaux n'ont débuté que depuis peu dans cette partie du monde.

6) *Australie.*

La prospection marine ne fait que commencer sur le plateau continental australien. La zone du détroit de Bass entre l'Australie

et la Tasmanie a déjà donné lieu à plusieurs découvertes d'huile et de gaz.

SECTION V

Les forages pétroliers : « Plateau-poubelle » ou « Plateau-trésor »

Au fur et à mesure des progrès technique les forages de puits atteignent des profondeurs de plus en plus grandes. De remarquables résultats ont été donnés par l'« auscultation » des sédiments marins sur toute une épaisseur, par la méthode des sondages *acoustiques*. Si l'on provoque une explosion à la surface de la mer, l'onde sonore ainsi créée produit une onde réfléchie, non seulement quand elle atteint le fond, mais encore, en traversant la couche sédimentaire, chaque fois que les caractéristiques physiques de cette couche se modifient elle produit une onde plus forte au contact des roches cristallines de l'écorce terrestre. On peut ainsi évaluer l'épaisseur des sédiments marins. Grâce à cette méthode les océanologues de divers pays disposent maintenant de diverses données de cette nature.

Cependant les forages pétroliers ont donné lieu à des incidents regrettables. C'est ainsi que le 28 janvier 1969, la plate-forme Alpha de l'Union Oil a été endommagée (la marée noire de Santa Barbara). Elle était installée sur un fond de 57 mètres alors que le trépan (25) avait déjà foré 1.050 mètres de puits (26). Pour spectaculaires qu'ils soient, ces incidents ne doivent pas inciter à un trop grand pessimisme. Car, si d'aucuns jugent inéluctable la transformation de ce « Plateau-trésor » en « Plateau-poubelle », il faut, néanmoins, tenir compte de la relative rareté de ces événements eu égard au nombre très élevé des puits de forage en activité. Mais il convient de souhaiter que les compagnies pétrolières soient frappées d'amendes lors d'accidents de cette espèce (27).

(25) Le « trépan » permet des sondages dirigés (« directional drilling »). Son principal intérêt est de rendre possibles plusieurs forages simultanés à de grandes profondeurs et dans plusieurs directions. Les coûts d'exploitation sont ainsi diminués par la diminution du nombre des plates-formes que cette méthode entraîne.

(26) Voir *Le Monde*, 4 février 1969 ; *Newsweek*, 17 février 1969, 24 février 1969.

(27) Une proposition de loi en ce sens a été déposée au Congrès américain en 1968 mais n'a pas abouti (*Newsweek*, 24 février 1969).

SECTION VI

Aperçu historique

Selon certains auteurs, c'est à Fra Paolo Serpi qu'il faut remonter pour découvrir, en 1686, les premières traces de la théorie du plateau continental.

Mais la notion est pour la première fois mentionnée en 1916. En effet, cette même année, l'océanographe Odon de Buen proposa, au Congrès national de la pêche, d'ajouter à la mer territoriale une portion (« *plataforma continental* ») dans laquelle les espèces les plus comestibles ont « choisi » de vivre.

En 1916 également, le gouvernement impérial russe revendiquait dans une note adressée aux autres puissances la souveraineté sur les « îles Henriett, Jeannett, Bennett, Herald et Gyedineniya qui, avec la Nouvelle-Sibérie, Wrangel et les autres îles proches des rives asiatiques de l'Empire, forment un *prolongement* au nord de la plate-forme continentale de Sibérie ».

Le 4 novembre 1924, le gouvernement de l'U.R.S.S. formula la même revendication (28).

Quelques années auparavant, soit en 1918, sous le titre « El Mar Territorial y las Industrias Maritimas », le professeur argentin José Léon Suarez exposa ses idées selon lesquelles c'est dans le plateau continental que les conditions les plus favorables à la vie et à la reproduction de la faune marine sont réunies.

Ces idées furent reprises à diverses occasions dans l'entre-deux guerres (exemples : 1927 : rapport présenté par le Comité des experts pour la codification progressive du droit international présenté au Conseil de la S.D.N. ; 1930 : Conférence de codification de La Haye ; 1937 : propositions de Lois déposées au Congrès des Etats-Unis demandant une extension de la juridiction des Etats-Unis sur les eaux du Pacifique).

Tous ces exemples présentent la même caractéristique : les revendications invoquées sont toutes sous-tendues par un objectif essentiel, celui d'assurer une meilleure *protection des pêcheries*.

Ce ne sera qu'avec le *Traité de Paria de 1942* et surtout la *Proclamation Truman de 1945* que la nouvelle doctrine aura pour fondement la protection des ressources naturelles du lit de la mer et de son sous-sol (29).

(28) Voir François (J.P.A.), Reports on the High Seas, A/C.N.4/17.

(29) Cf. *infra* (I^{re} Partie, Titre I, Chapitre I).

SECTION VII

**Progrès de la technologie
et nécessité de la création d'un droit nouveau**

A) Progrès et droit

Ainsi, durant les premières années de l'ébauche de la théorie du plateau continental, celle-ci n'avait pour objectif immédiat que la protection de certains lieux de pêche. On ne peut s'en étonner outre mesure puisque, pendant des millénaires, l'homme n'a utilisé des océans que leur surface. Très longtemps, l'homme s'est contenté de mettre au point des procédés astronomiques de navigation, de pratiquer la pêche avec des moyens souvent primitifs et de récolter, au voisinage des côtes, des invertébrés et des plantes utilisables pour l'alimentation.

C'est seulement depuis quelques décades que mers et océans suscitent un grand intérêt dans leurs divers aspects. La nécessité d'exploiter les ressources biologiques minérales et énergétiques des zones de haute mer (que sont les eaux surjacentes du plateau continental) s'est considérablement accrue, imposant à la science, à l'industrie et aux juristes une tâche et des problèmes considérables.

De nouvelles méthodes de recherches insoupçonnées encore récemment ont été mises au point (30), ce qui, hier encore, semblait du domaine de la fiction devient réalité. Des expériences telles que celle du « *Nautilus* » traversant, en 1958, l'Arctique de part en part en passant sous la calotte glaciaire, ou celle du « *Sargho* », bathyscaphe qui atteignit en 1960 la profondeur de 11.000 mètres, permettent de prévoir que dans un très proche avenir il sera possible d'effectuer des sondages sous l'océan, à travers toute l'épaisseur des sédiments marins et de l'espace terrestre. Pour reprendre des formules du professeur Zenkévitich on peut affirmer que la science « se lance à l'assaut des mystères de l'océan », et que la « conquête des eaux profondes et des grands fonds de l'océan présente un intérêt théorique et pratique aussi important que celle de l'espace ».

(30) Voir *Impact, Science et Société*, vol. XI, 1961, pp. 139 et s. : « L'étude des profondeurs des océans », L.A. Zenkévitich.

Les zones du plateau continental présentent, on l'a vu, un intérêt particulier. Il n'est donc pas surprenant que leur exploration et leur exploitation aient été les moteurs de l'apparition, dans le droit international, d'une *théorie juridique nouvelle*. Celle-ci s'est efforcée d'organiser des modalités d'exploitation des richesses naturelles du plateau continental qui apparut rapidement comme le domaine d'élection des préjugés, défauts et appétits humains.

Certes, le droit est encore très imparfait en ce domaine puisque l'un des aspects fondamentaux de l'édifice juridique, la définition même du plateau continental, ne peut être considérée comme satisfaisante. Les multiples hésitations qui ont présidé à son élaboration et les incertitudes souvent graves auxquelles la définition du plateau continental de la Convention de Genève de 1958 a abouti sous-tendent cette étude. De ces imperfections il faudra retenir que, sans doute, le plateau continental ne saurait être considéré comme une véritable « dernière frontière » des explorations humaines. Ses richesses, si considérables soient-elles, ont sans doute été quelque peu exagérées (31). De plus le plateau continental n'est certainement qu'un « premier pas » vers l'exploration et l'exploitation du sol et du sous-sol marins dans leur intégralité.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que le droit, véritable reflet juridique des préoccupations économiques du moment, ait exprimé ces deux nécessités : d'une part, il fallait traduire en termes juridiques les définitions du plateau continental les plus communément admises par les géographes et les géologues, d'autre part les immenses possibilités que supputaient les nations technologiquement avancées au delà de ce plateau continental « géographico-géologique » ne permettaient pas de s'en tenir à cette étroite limite géologique et géographique.

A cet égard, il est intéressant de constater que bon nombre de propositions récentes tendant à « redéfinir » le plateau continental reçoivent généralement un accueil plus favorable que voici quelques années. Les interminables controverses que la définition de la Convention de Genève avait suscitées demeurent d'actualité, mais une tendance nouvelle se dégage : celle d'un intérêt pour les éventuelles utilisations du lit des océans au delà des limites de la

(31) Voir *Scientific American*, *op. cit.*, p. 107.

juridiction nationale (32). La présente étude s'efforcera de montrer les difficultés rencontrées par le législateur international pour adapter le progrès scientifique à une certaine finalité. Celle-ci, pour ce qui est de la définition du plateau continental, a été dès l'origine, en quelque sorte, partagée entre deux exigences : celle d'une délimitation à fondement géographico-géologique et celle de ne pas réduire les découvertes techniques à l'exploration et à l'exploitation du seul plateau continental au sens géologique de terme.

Puisque le droit international a consacré l'existence de droits souverains et exclusifs d'exploitation et d'exploration exercés par l'Etat riverain sur son plateau continental et que le critère de l'exploitabilité, affirmé par la Convention de Genève (33), tend à laisser envisager une extension de l'exercice de ces droits vers les profondeurs les plus grandes, la nécessité d'une coopération internationale en matière d'exploitation du plateau continental d'abord, du lit des océans ensuite, apparaît urgente. Les difficultés d'une telle coopération internationale ne manqueront pas d'apparaître au cours de cette étude.

Quoi qu'il en soit, ce souhait de coopération internationale sous-tendra également cette étude pour de multiples raisons parmi lesquelles on peut retenir :

— L'étude du plateau continental et du lit des océans (34), présente une très grande importance pratique et théorique et l'homme ne fait qu'aborder cette étude.

— La fin de ce siècle verra, à n'en pas douter, un grand développement de la recherche océanographique dans tous les secteurs.

— Une telle entreprise dépasse les possibilités d'un seul Etat.

— Et surtout, le plateau continental et le lit des océans sont parties intégrantes de cet océan, qui est un patrimoine commun de l'humanité et dont l'exploitation constitue un objectif digne de susciter la coopération pacifique de tous les Etats.

(32) Voir *infra* : « Rapport du Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale » ; Assemblée générale, Documents officiels, 23^e session, A/7230.

(33) Voir *infra*, I^{re} Partie, Titre III, Chapitres II et III.

(34) La distinction entre « plateau continental » et « lit des océans » est purement académique. Pour la commodité de l'exposé, l'expression « plateau continental » lorsqu'opposée à celle de « lit des océans » sera à prendre dans son sens géologique.

B) *Plan général*

La *première partie* de cette étude tentera de montrer le cheminement de la législation internationale qui, sous la poussée du fait économique particulier, construit un *droit* nouveau s'y rapportant.

La *seconde partie* expose l'adaptation de ce droit nouveau à l'épreuve de divers « secteurs d'influence ». En examinant, par exemple, certains accords internationaux, quelques législations nationales, les travaux d'organisations internationales spécialisées ainsi que la récente jurisprudence de la Cour internationale de Justice en cette matière, il sera possible, en dégageant les conclusions qui s'imposent, de faire des propositions estimées utiles pour l'avenir.

PREMIÈRE PARTIE

LA TRADUCTION DE FAITS ÉCONOMIQUES EN CONSTRUCTIONS JURIDIQUES

*« Quand beaucoup d'hommes sont ensemble, il faut
les séparer par des rites ou bien ils se massacrent. »*

Jean-Paul SARTRE
(« Les Mots »).

Plan de la Première Partie

L'introduction dans la littérature juridique de la notion de plateau continental a été due à des manifestations unilatérales émanant de certains Etats. Elles seront analysées dans un *Titre I*. Puis, un *Titre II* étudiera les travaux de la Commission du droit international qui, en 1951, adopte un projet d'articles relatifs au plateau continental. Enfin, un *Titre III* sera consacré à la Convention de Genève de 1958 sur le plateau continental qui a parachevé l'œuvre de la Commission du droit international sur ce problème et constitue le document capital auquel le juriste doit se référer par priorité.

TITRE I

PRISE DE CONSCIENCE PAR CERTAINS ÉTATS DE L'IMPORTANCE DU PLATEAU CONTINENTAL

« ...Sur quoi fondera-t-il l'économie du monde qu'il veut gouverner ? Sera-ce sur le caprice de chaque particulier ? quelle confusion ! sera-ce sur la justice ? il l'ignore. »

PASCAL
(« Pensées »).

INTRODUCTION

A) *Le Traité de Paria*

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale l'intérêt suscité par le plateau continental fut relativement faible et sporadique. Si l'on excepte quelques rares tentatives de « pénétration » dans le sous-sol du plateau continental, celui-ci apparaissait le plus souvent, alors, comme un fond marin favorable aux pêcheries sédentaires. Cependant, au cours de la seconde guerre mondiale, certains Etats commencèrent de tourner leurs regards vers le plateau continental lorsque le besoin de découvrir de nouvelles sources pétrolifères se fit ressentir.

Le *Traité de Paria* signé entre la Grande-Bretagne et le Venezuela le 26 février 1942 est, à plus d'un titre, caractéristique du passage de la conception du plateau continental très restrictive de l'avant-guerre à celle, infiniment plus extensive, quant à ses composantes, qui prévalut à partir de 1945.

Le golfe de Paria sépare le Venezuela de l'île de la Trinité et le plateau continental qui entoure cette partie du Venezuela est unique et continu jusqu'à l'île de la Trinité. Le Traité de Paria délimitait les zones respectives de prospection et d'exploitation du golfe, réputé contenir d'importants gisements pétrolifères. Chaque Etat, aux termes du traité, peut explorer et exploiter les gisements de pétrole situés dans le sous-sol du plateau continental du golfe de Paria. C'est ainsi que les articles 5 à 8 du traité font référence aux « installations permanentes » situées sur le plateau continental ainsi qu'à la sécurité de la navigation. Ils exposent, de plus, quelques mesures destinées à prévenir une éventuelle pollution des eaux.

Néanmoins, on ne peut pas dire que le pétrole constitue le seul objet du traité. L'exploration et l'exploitation du pétrole ne sont pas, dans les dispositions du traité, les seules caractéristiques qui font du Traité de Paria un « *point de rupture* » dans l'évolution du plateau continental.

En effet, le Traité de Paria stipule que les droits de passage et de navigation ne devront pas être perturbés par les recherches effectuées au delà de la limite des eaux territoriales des deux Etats. Cette disposition est une *nouveauté* si l'on se reporte, par exemple (1), au « British Colonial Act » de 1811 qui établissait une souveraineté au profit de la Grande-Bretagne sur des bancs de perles situés bien au delà de la limite des 3 milles marins, et qui autorisait, parallèlement, la poursuite et l'arraisonnement de tout navire « étranger » trouvé dans les eaux surplombant les bancs de perles précités.

De la même manière, la disposition concernant la pollution des eaux est un *concept moderne* inconnu à l'époque où le plateau continental était considéré uniquement comme une zone particulièrement favorable aux pêcheries sédentaires.

Il est, d'autre part, significatif que le traité ne contienne aucune disposition en ce qui concerne les droits de pêche en haute mer dans le golfe de Paria. « Le Traité sur le golfe de Paria, est, sans doute, la source originelle de la doctrine du plateau continental... on est très tenté de dire que ce traité montre qu'il est possible d'assouplir la rigidité des règles, lorsque les parties y ont un intérêt mutuel et sont prêtes à des concessions » (2).

(1) Voir : Zdenek J. Slouka, *International Custom and the Continental Shelf, a study in the dynamics of customary rules of International Law*, Martinus Nijhoff, The Hague, 1968, p. 73.

(2) Voir : *L'évolution juridique de la doctrine du plateau continental*, Gastao Nascimento Ceccatto, Paris, 1955, Préface de M. Charles Rousseau, pp. 35-38.

On ne peut souscrire complètement à cette opinion si l'on considère que le Traité de Paria, loin de constituer un précédent dont la portée ne pouvait manquer d'être universelle, ne fait que poser, dans un cas précis, le principe d'une possibilité de réglementation conventionnelle relative au plateau continental. En ce sens, il est vrai que le traité « peut apparaître comme révolutionnaire, car nul jusqu'alors, n'avait songé à admettre *la légalité d'un partage contractuel de la haute mer* » (3).

Ce traité bilatéral oblige chaque partie à ne pas prétendre à de quelconques droits (« not to assert any claim to sovereignty or control ») (4) sur les zones sous-marines adjacentes aux côtes de l'autre partie. La « portion » de plateau continental attribuée à chaque Etat est définie, de façon précise (art. 3), par une ligne de partage du golfe.

Il est, d'autre part, important de constater que rien dans les dispositions proprement dites du traité ou dans son économie générale, n'indique que les Etats tiers pourraient s'appuyer sur les principes énoncés dans le traité pour justifier leurs prétentions sur les plateaux continentaux adjacents à leurs côtes.

On peut donc, avec Vallat (5), affirmer que le traité est un acte purement bilatéral, en fait comme en droit, dont les Etats tiers ne peuvent que prendre note.

Cette signification générale du Traité de Paria est, toutefois, quelque peu infirmée par le « British Order in Council » consécutif au Traité de Paria, en date du 6 août 1942. En effet, ce document affirme l'existence de « droits souverains » sur le plateau continental britannique dans cette région du golfe de Paria.

« Ainsi les deux documents, pris ensemble, peuvent être considérés comme les points de départ d'un droit exclusif qui pourrait, éventuellement, se transformer soit en un droit prescriptif, soit en un titre obtenu grâce à la technique juridique de l'acquisition territoriale. Mais, dans les deux cas, le concept de base, celui de la réciprocité entière et générale (« general and full reciprocity »), indispensable à la formation de toute règle coutumière, fait défaut. De plus, dans les deux cas, il va de soi que des éléments autres que cet « animus occupandi » seraient requis pour la pleine effectivité de ce droit exclusif. » (6)

(3) Voir : O. de Ferron, *op. cit.*, p. 36 (tome II).

(4) O.N.U., Legislative Series, 44-47.

(5) F.A. Vallat, « The Continental Shelf », 23 *British Year Book of International Law* (1946), pp. 333-338.

(6) Voir Zdenek J. Slouka, *op. cit.*, p. 73.

En *conclusion*, il faut retenir, d'une part, que cet accord pose, pour la première fois, dans la littérature juridique, le concept de plateau continental tel qu'il devait se développer par la suite, c'est-à-dire indépendamment de la notion de protection des pêcheries. D'autre part, l'ambiguïté de cet accord doit également être soulignée. Celle-ci est caractéristique de la difficulté majeure à laquelle n'a cessé, depuis, de se heurter la notion juridique de plateau continental : la difficile conciliation entre le principe de la liberté de la haute mer et les implications de la nouvelle théorie juridique.

Gidel souligne ainsi cette ambiguïté : « Le précédent créé par cet accord est caractérisé par le fait qu'un arrangement à effet théoriquement bilatéral se résout dans l'utilisation industrielle privative de surfaces de haute mer considérées par eux comme n'intéressant pas les tiers, sous réserve de certaines précautions prises par les contractants pour respecter, au moins en façade, l'utilisation par ces tiers de la surface et du volume des eaux de haute mer dont le sous-sol et le tréfonds sont appropriés par les riverains » (7).

B) *Plan du Titre I^{er}*

Le *Chapitre I^{er}* analysera la Proclamation Truman du 28 septembre 1945. Un *Chapitre II* étudiera ensuite certaines déclarations et prises de position unilatérales postérieures à la Proclamation Truman. On s'interrogera, dans un *Chapitre III* sur la valeur juridique et la portée de ces diverses déclarations unilatérales. Enfin, le *Chapitre IV* envisagera l'étude des fondements possibles de l'acquisition et de l'exercice de droits par les Etats riverains, sur le plateau continental.

(7) G. Gidel, *La Plataforma continental ante el derecho*, p. 431.

CHAPITRE I

LA PROCLAMATION TRUMAN DU 28 SEPTEMBRE 1945

« Il convient de rappeler tout d'abord l'acte, généralement connu sous le nom de Proclamation Truman, que le Gouvernement des Etats-Unis a publié le 28 septembre 1945. Bien que cet acte n'ait été ni le premier ni le seul, il a, selon la Cour, une importance particulière. Auparavant, des juristes, des publicistes et des techniciens avaient avancé diverses théories sur la nature et l'étendue des droits existants à l'égard du plateau continental ou pouvant être exercés sur lui. La Proclamation Truman devait cependant être bientôt considérée comme le point de départ dans l'élaboration du droit positif en ce domaine et la doctrine principale qu'elle énonçait, à savoir que l'Etat riverain possède un droit originaire, naturel et exclusif, en somme un droit acquis, sur le plateau continental situé devant ses côtes, l'a finalement emporté sur toutes les autres... »

(Plateau continental de la mer du Nord,
Arrêt, C.I.J., Recueil 1969, § 47).

SECTION I

Texte de la Proclamation

« Attendu que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, considérant que le monde aura besoin, dans un avenir plus ou moins rapproché, de nouvelles sources de pétrole et d'autres minéraux, estimant qu'il y a lieu d'encourager les efforts pour découvrir et produire de nouvelles quantités de ces ressources ;

Attendu que ses experts compétents estiment que ces ressources gisent en de nombreux points du plateau continental au large des côtes des Etats-Unis d'Amérique, et qu'avec les progrès modernes de la technique, leur exploitation est déjà possible où le deviendra à bref délai ;

Attendu qu'il est nécessaire d'établir une juridiction reconnue sur ces ressources dans l'intérêt de leur conservation et de leur utilisation prudente lorsque leur exploitation sera entreprise ;

Attendu que, de l'avis du Gouvernement des Etats-Unis, il est juste et raisonnable que la juridiction sur les ressources naturelles du sous-sol et du lit de la mer du plateau continental soit exercée par l'Etat contigu, puisque l'effectivité des mesures prises pour utiliser ou conserver les ressources dépend de l'aide et de la protection apportées du rivage, puisque le plateau continental peut être considéré comme un prolongement de la masse terrestre de l'Etat riverain, lui appartenant ainsi naturellement, puisque ces ressources forment souvent une extension vers la mer d'un gîte ou d'un dépôt situé sur le territoire, et puisque le souci de sa protection oblige l'Etat riverain à surveiller étroitement les activités poursuivies au large de ses côtes qui sont nécessaires pour l'utilisation de ses ressources ;

Nous, Harry S. Truman, Président des Etats-Unis d'Amérique, proclamons par les présentes la politique suivante des Etats-Unis d'Amérique concernant les ressources naturelles du sous-sol et du lit de la mer du plateau continental. Conscient qu'il importe de conserver et d'utiliser avec prudence ces ressources naturelles, le Gouvernement des Etats-Unis *considère les ressources du sous-sol du lit de la mer du plateau continental recouvert par la haute mer, mais contigu à la côte des Etats-Unis, comme appartenant aux Etats-Unis, et soumis à sa juridiction et son contrôle*. Lorsque le plateau continental s'étend jusqu'aux rivages d'un autre Etat, ou est commun à un Etat adjacent, la frontière sera déterminée par les Etats-Unis et l'Etat intéressé sur la base de *l'équité*. Ce qui précède ne porte aucunement atteinte au caractère de haute mer des eaux recouvrant le plateau continental et au droit de navigation libre et sans entraves sur ces eaux. » (1)

Un communiqué de presse (2) accompagnant la Proclamation apporte quelques précisions supplémentaires. Deux points, entre autres, sont importants :

1) Généralement, la terre submergée contiguë au continent et recouverte d'un maximum de 100 brasses (600 pieds) d'eau est considérée comme constituant le plateau continental.

2) Tout en affirmant la juridiction et le contrôle des Etats-Unis sur les ressources minérales du plateau continental, la Procla-

(1) *Department of State Bulletin*, vol. 13 (1945), p. 486 ; *Laws and Regulations on the regime of the High Seas*, p. 38.

(2) *State Department Bulletin* (1945), p. 484.

mation n'abroge aucunement le droit de navigation libre et sans entraves sur la haute mer recouvrant le plateau, pas plus qu'elle n'étend les limites actuelles des eaux territoriales des Etats-Unis.

SECTION II

Analyse de ce document

Le Traité de Paria passa relativement inaperçu à l'époque de sa conclusion et ne saurait être considéré comme ayant joué un rôle décisif dans la formation de la notion juridique de plateau continental.

Toute autre devait être la portée de la Proclamation Truman du 28 septembre 1945 que d'aucuns considèrent comme l'origine véritable de la création de la théorie juridique du plateau continental (3).

§ 1. — FONDEMENT DE LA PROCLAMATION

Cette Proclamation expose la politique future des Etats-Unis en ce qui concerne les ressources naturelles du sous-sol et du lit de la mer du plateau continental. Cette politique peut être résumée de la façon suivante : le Gouvernement des Etats-Unis, déclare, de façon unilatérale, « soumis » à sa « *juridiction* » à son « *contrôle* » et lui « *appartenant* », les « *ressources naturelles du sous-sol et du lit de la mer du plateau continental* ». Cette déclaration est soutenue par une série d'arguments :

A) *Justification de la politique des Etats-Unis*

1° Il est certain que le « monde » aura besoin, dans un avenir plus ou moins proche, de nouvelles sources de pétrole et d'autres minéraux.

(3) M. Rémond, *op. cit.* : « La véritable source de la théorie est la déclaration Truman de 1945, manifestation unilatérale par laquelle les Etats-Unis étendent leur contrôle et leur juridiction sur le plateau continental adjacent à leur territoire », p. 12.

2° Les progrès de la technique rendront possible, bientôt, l'utilisation de ces ressources par les Etats-Unis.

3° Il est nécessaire d'établir sur ces ressources une juridiction « reconnue » pour que la conservation et l'utilisation de ces ressources soit assurée.

4° Il serait « juste et raisonnable » que cette juridiction soit assurée par l'Etat riverain.

5° Le plateau continental est le *prolongement sous-marin du territoire riverain*. Il ne s'agit pas là d'une « fiction » contestable mais d'une véritable réalité géologique.

6° Il est indispensable de sauvegarder les intérêts de l'Etat riverain en surveillant la poursuite d'« activités » au large de ses côtes.

Ayant passé en revue les divers arguments invoqués par le Président Truman dans sa Proclamation il convient maintenant de s'interroger sur l'« intention » véritable de ce document.

B) L'« intention » politique de la Proclamation

Pour Zdenek J. Slouka (4), l'intention politique de la Proclamation Truman est claire : il s'agit d'un acte de « *persuasion internationale* ». Il est évident, pour de multiples raisons, que cette Proclamation ne pouvait manquer d'attirer l'attention des Gouvernements du monde entier. La situation privilégiée qui était, à cette époque, celle des Etats-Unis sur la scène internationale, ne devait pas contribuer pour peu au retentissement de la Proclamation.

Il est, en effet, vraisemblable que le Gouvernement américain ait supputé qu'avec cette Proclamation la notion de plateau continental allait prendre corps. En reprenant à son propre compte les bases de la Proclamation Truman, chaque Etat, pourvu d'un littoral maritime pouvait être incité à prendre des mesures identiques à celles décrites dans ce texte. Ce processus, effectué dans un *climat de confiance*, grâce à la Proclamation, permettrait, dans le même temps, aux Etats-Unis de procéder, en toute conformité avec ce nouveau droit en pleine gestation, aux investissements nécessaires à l'exploration et à l'exploitation de leur propre plateau continental.

Cependant, tous les auteurs ne sont pas unanimes pour voir dans la Proclamation Truman cette « invitation » implicite formulée aux autres Etats de se joindre aux Etats-Unis pour une élaboration quasi-délibérée d'un droit coutumier.

(4) Zdenek J. Slouka, *op. cit.*, p. 74.

C) *L'opinion de Waldock*

Cet auteur (5) note qu'il est remarquable, qu'à la différence de la Proclamation Truman du 28 septembre 1945 sur les pêcheries, la Proclamation sur le plateau continental ne mentionne pas les droits correspondants des autres Etats. Selon Waldock rien dans les dispositions de la Proclamation Truman sur le plateau continental ne permet, même de façon implicite, aux autres Etats d'en déduire l'affirmation de droits comparables, sur leurs plateaux respectifs, à ceux évoqués par le Président Truman.

D) *Critique*

Mais l'argument invoqué par Waldock n'est pas convaincant. Il n'est, pour s'en persuader, que d'examiner attentivement le texte de la Proclamation. Celle-ci, à plusieurs reprises, donne à penser que les dispositions qu'elle énonce ne visent pas que les seuls Etats-Unis mais ont une portée plus générale.

Il faut noter, d'abord, dans le premier « attendu », la référence aux besoins de nouvelles sources de pétrole que « *le monde* » éprouvera dans un avenir plus ou moins proche. Cette prévision (non dépourvue d'un certain messianisme) a une portée volontairement universelle. D'autre part, lorsque la Proclamation stipule qu'« il est juste et raisonnable que la juridiction sur les ressources naturelles du sous-sol et du lit de la mer du plateau continental *soit exercée par l'Etat contigu...* », il n'est nullement exprimé, par ailleurs, que cette opinion ne vise que les seuls Etats-Unis.

Ensuite, lorsque la Proclamation, faisant allusion aux ressources minérales contenues par le plateau continental au delà de la côte des Etats-Unis, estime qu'il est « nécessaire d'établir une juridiction reconnue sur ces ressources... », il est vraisemblable et probable que cette « reconnaissance » à laquelle il est fait allusion ne peut être qu'internationale.

Enfin, abordant le problème de la délimitation d'un même plateau continental entre plusieurs Etats, la Proclamation (« ...lorsque le plateau continental s'étend jusqu'aux rivages d'un autre Etat, ou est commun à un Etat adjacent... ») pose le principe selon lequel un tel partage devra être effectué « *sur la base de l'équité* ».

(5) C.H.M. Waldock, « The legal basis of claims to the Continental Shelf », 36 *Transactions of the Grotius Society* 138-139 (1950).

On peut hésiter quant à la portée de cette règle. Porte-t-elle, en elle-même, les germes d'un principe général en ce qui concerne les problèmes posés par la délimitation du plateau continental ? N'a-t-elle, au contraire, obtenu une consécration que par une interprétation extensive ultérieure ?

A la première question, on peut répondre que l'exégèse du texte de la Proclamation incite à conclure que la règle de l'équité ne vise que le cas précis de la détermination de la frontière entre les Etats-Unis d'une part, et l'« Etat intéressé » d'autre part.

La deuxième question a, récemment, été illustrée par l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice, le 20 février 1969, dans l'« Affaire du Plateau continental de la mer du Nord » (6). Appelée à déterminer les principes et les règles du droit international applicables à la délimitation, entre les parties (Danemark, Pays-Bas et République fédérale d'Allemagne) des zones du plateau continental de la mer du Nord, la Cour a estimé que la « délimitation doit s'opérer... conformément à des principes équitables » (1). La Cour a, au demeurant, clairement exprimé l'origine de la norme qu'elle pose puisqu'elle affirme au § 47 : « En ce qui concerne la délimitation latérale des plateaux continentaux d'Etats limitrophes, problème qui avait été étudié dans une certaine mesure sur le plan technique mais avait fort peu retenu l'attention sur le plan juridique, la Proclamation Truman énonçait que la ligne de délimitation serait « déterminée par les Etats-Unis et l'Etat intéressé conformément à des principes équitables ». De ces deux notions de délimitation par voie d'accord et de délimitation conforme à des principes équitables a procédé toute l'évolution historique postérieure. On en trouve la trace dans des proclamations faites à partir de cette époque par divers autres Etats, ainsi que dans les travaux consacrés depuis lors à ce problème ».

E) *Signification véritable de la Proclamation*

En justifiant leurs prétentions par des objectifs généraux, la référence aux intérêts communs à l'humanité entière, la sécurité des Etats riverains, la notion de « prolongement naturel », le Gouvernement des Etats-Unis ne prétendait pas seulement à l'exercice de droits de juridiction et de contrôle sur les ressources naturelles de leur propre plateau continental, mais *s'interdisait l'exercice de ces mêmes droits sur le plateau continental d'autres Etats*.

(6) Cf. *infra*, II^e Partie, Titre IV.

Mais ne s'agit-il pas là d'une affirmation quelque peu péremptoire ? Pour se convaincre qu'il n'en est rien, il n'est que de s'interroger sur les autres « tactiques » qu'aurait pu utiliser le Gouvernement des Etats-Unis pour entreprendre la prospection et l'exploitation de son plateau continental. De plus, pour mieux situer le problème, il peut être intéressant d'examiner brièvement ses capacités technologiques à cette époque.

1° *Quelles étaient les « possibilités » différentes de la rédaction de cette Proclamation qui s'offraient au Gouvernement des Etats-Unis ?*

Tenter de répondre à une telle question implique que la démarche américaine ne pouvait être que « machiavélique » et qu'il s'agissait, pour le Gouvernement des Etats-Unis, de trouver le « meilleur » moyen d'exploiter son plateau continental. Il est aisé de démontrer que si tel avait été l'objectif premier et unique des Etats-Unis, ils avaient à leur disposition un « arsenal tactique » très varié.

Au lieu de rédiger une telle Proclamation visant à exposer, en termes généraux, une doctrine du plateau continental, le Gouvernement des Etats-Unis aurait pu appuyer ses revendications sur la théorie juridique de l'acquisition territoriale effectuée en vertu de l'occupation. Une telle théorie ne pouvait être invoquée que si le plateau continental est une *res nullius* (7). Il eût été, d'autre part, possible au gouvernement des Etats-Unis de fonder ses droits sur ceux reconnus au « premier usager », le plateau continental étant, dans ce second cas, considéré comme une *res communis*.

A cette époque de l'immédiat après-guerre le contexte politique était, dans le monde occidental, à ce point favorable aux Etats-Unis qu'il n'est sans doute pas exagéré d'affirmer qu'ils auraient pu appuyer leurs revendications sur la « théorie » de leur choix.

2° *Quant aux capacités technologiques des Etats-Unis*, elles étaient, dès 1945, considérables, et leur permettaient d'envisager avec optimisme l'exploration future de leur plateau continental, et sans doute, de celui des autres Etats, si tel avait été leur désir. Diverses entreprises privées américaines, telles la « Magnolia Com-

(7) Cf. *infra*, Titre I, Chapitre IV, et O. de Ferron, *op. cit.*, pp. 170-195 (tome II) : « ...mais alors n'importe quelle puissance pourrait s'emparer, par une prise de possession, d'abord symbolique puis réelle, des étendues sous-marines situées en face des côtes de n'importe quel Etat. Or, précisément la doctrine du plateau continental a été élaborée (et la Proclamation Truman est à l'origine de cette élaboration) afin d'éviter l'intervention et l'immixtion de tierces puissances dans la mer adjacente à l'Etat riverain ».

pany », avaient, à cette époque, mis sur pied des plans d'exploration et d'exploitation, en particulier dans le golfe du Mexique.

Ainsi, selon toute vraisemblance, et il convient d'être particulièrement affirmatif sur ce point, même sans la parution de la Proclamation Truman, les ressources minérales du plateau continental américain auraient été exploitées par les Etats-Unis. On voit assez mal comment leur Gouvernement aurait pu, invoquant, par exemple, l'occupation ou l'« inchoate title » (8) être empêché de protéger et régulariser les activités de ses entreprises sinon par une véritable « auto-limitation ». De plus, profitant de cette situation avantageuse et privilégiée à laquelle il a été fait allusion à plusieurs reprises, il est relativement difficile d'imaginer comment les Etats-Unis n'auraient pu envoyer quelques-unes de leurs entreprises prospecter et exploiter les ressources du plateau continental d'autres Etats.

En présence de ces diverses suppositions on peut, avec Zdenek J. Slouka (9), affirmer que si le Gouvernement des Etats-Unis, au lieu de rédiger cette Proclamation, avait adopté une « *politique compétitive* » du plateau continental, celle-ci n'aurait pas manqué de lui être, immédiatement, favorable. En effet, il est prévisible que l'industrie américaine aurait, dans cette hypothèse, imposé son hégémonie. Certes, la Proclamation Truman n'a peut-être pas eu un effet radicalement différent dans tous les cas. Il n'en demeure pas moins que l'« esprit » qui l'anime et les conséquences qu'elles a eues ne sont pas strictement conformes à ce schéma.

Pour illustrer cette « hégémonie » telle qu'elle aurait pu être, Zdenek J. Slouka cite l'exemple de la « Superior Oil Company of California ». Cette Compagnie, après avoir emporté maints succès en matière d'exploration et d'exploitation du plateau continental, tant au large des côtes de Louisiane que de celles de Floride, entreprit, au cours des années 1948 et 1949, des négociations avec le Sheikh Shakhbut d'Abu Dhabi (10) en vue de l'obtention de droits préférentiels en matière d'extraction pétrolifère dans les zones sous-marines d'Abu Dhabi. Cet exemple prouve que la « Superior Oil Company of California » avait l'expérience requise, ainsi que les moyens technologiques et financiers pour entreprendre l'exploration coûteuse du plateau continental situé sous la haute mer de cette région. En l'absence de la Proclamation Truman et des décisions subséquentes prises par la Grande-Bretagne, au profit du

(8) Cf. *infra*, Chapitre IV.

(9) Voir Zdenek J. Slouka, *op. cit.*, p. 78.

(10) Cf. *infra*, Chapitre III, Section II.

Sheikh d'Abu Dhabi, la Compagnie aurait pu, matériellement et « légalement » entreprendre des activités « off-shore » (11) dans le golfe Persique.

En conclusion sur ce point, on peut formuler les deux remarques suivantes :

— Avec la conception du « Plateau continental *res nullius*, le Gouvernement des Etats-Unis aurait pu, reprenant les termes utilisés par le Département d'Etat américain en 1918, à propos de la proposition d'une construction de plates-formes situées à 40 milles des côtes dans le golfe de Mexico, « assurer tout contrôle sur ces installations », si celles-ci étaient habitées et construites par des citoyens américains au nom des Etats-Unis » (12).

— Avec la conception du « Plateau continental — *res communis* » le rôle du Gouvernement des Etats-Unis aurait pu être de protéger effectivement les entreprises américaines opérant sur le plateau continental du monde entier. Assimilés à la haute mer, le plateau continental et leurs ressources auraient été ouverts à tous les Etats.

Mais en publiant cette Proclamation, le Gouvernement des Etats-Unis était animé par le désir de créer chez les autres Etats un sentiment de « *réciprocité* ». Mis en présence de ce texte, les Etats pourvus d'un littoral maritime pouvaient entreprendre d'explorer et d'exploiter les ressources de leur propre plateau continental, en parfaite connaissance de la politique des Etats-Unis en ce domaine. Ces « autres » Etats n'auront pas à redouter que leurs industries gaspillent leurs énergies en une course perdue d'avance face à un concurrent trop fort puisque ce même concurrent se déclare, lui-même, hors de cette course. En définitive, on peut se poser la question suivante :

F) Une double situation d'« Estoppel » ?

La portée de cette Proclamation a conduit les autres Etats à modifier, se fondant sur l'attitude américaine, leur politique en ce qui concerne le plateau continental. Certes, en soi, le texte de la Proclamation n'avait pour objectif immédiat et apparent que de proclamer unilatéralement la politique des Etats-Unis dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation de leur plateau conti-

(11) « Off shore » est un terme générique désignant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en mer.

(12) Voir : G.H. Hackworth, *Digest of International Law*, vol. 2 (Washington D.C. Government Printing Office, 1941), p. 679.

nental. De la même façon les Etats-Unis pouvaient changer leur politique et, partant, infléchir celle des autres Etats.

Cependant, il est permis de penser, la forme et le contenu du document plaidant en faveur de cette thèse, que la politique annoncée avait été mûrement réfléchie. Il était donc peu probable que les principes énoncés dussent changer dans l'immédiat. Par contre, il était évident que ces principes étaient destinés à être remarqués par les autres Gouvernements.

La Proclamation éclairait les autres Etats en leur dévoilant l'intention des Etats-Unis de ne pas prétendre à l'exercice de droits quelconques sur le plateau continental d'autres Etats. L'élément de réciprocité résidait dans le fait que les autres Etats ne pourraient qu'aligner leur politique du plateau continental sur celle annoncée par les Etats-Unis.

L'effectivité de cet élément de réciprocité dépendait, pour une large part, du potentiel de l'Etat qui était l'instigateur de cette déclaration unilatérale. Si elle avait émané d'un Etat faible économiquement et pourvu d'un littoral maritime réduit, sa portée eût, certainement été moins considérable. Provenant d'un tel Etat, la Proclamation aurait eu beaucoup moins de chances d'avoir un effet « attractif » sur les autres Etats.

La première situation *d'estoppel* réside dans le fait que le « poids » des Etats-Unis eut non seulement pour effet d'augmenter la portée de la Proclamation Truman, mais encore de *limiter* la liberté des Etats-Unis eux-mêmes en ce qui concerne leur propre politique. De plus, les Etats-Unis en se condamnant, en quelque sorte, à ne plus modifier leur politique (par exemple à ne pas chercher à exercer des droits de juridiction et de contrôle sur les plateaux continentaux étrangers) créaient une deuxième situation *d'estoppel* dans la mesure où un tel engagement contraignait les Etats « influencés » par la Proclamation à adopter une ligne de conduite semblable.

La Proclamation Truman fut le point de départ de nombreuses réactions étatiques exprimées sous une forme semblable. Avant d'examiner, dans le chapitre suivant, ce processus de « réactions en chaîne », il faut, maintenant, examiner l'objet de la Proclamation Truman. Celui-ci n'apparaît pas déterminé de façon très claire puisque l'élément fondamental qu'est la définition précise du plateau continental fait défaut. Il n'est donc pas surprenant, dans ces conditions, qu'avec une telle origine la question du plateau continental ait été et soit encore une des plus ambiguës et controversées du droit international moderne (13).

(13) Cf. *infra*, Titre III, Chapitres II et III.

§ 2. — OBJET DE LA PROCLAMATION

Dans le texte de la Proclamation Truman il n'est pas fait mention de la définition « spatiale » du plateau continental. Celui-ci est seulement décrit comme un « *prolongement terrestre* (14) *de l'Etat riverain, lui appartenant ainsi naturellement*, puisque ces ressources forment souvent une extension vers la mer d'un gîte ou d'un dépôt situé sur le territoire... ».

La notion de plateau continental telle qu'elle est décrite dans la Proclamation Truman repose donc sur des *considérations purement géographiques*. La Proclamation ne fait que les *constater*. Ce n'est que dans le communiqué de presse (15) joint à la Proclamation qu'il est fait mention de l'*isobathe* (maximum) de 100 brasses (200 mètres). La fortune ainsi que les déboires que connut, par la suite, cette isobathe (16) des 200 mètres s'explique, on le verra, par différentes raisons. L'une d'entre elles, que l'on peut déjà signaler, réside sans doute dans le fait qu'elle n'est qu'une approximation moyenne qu'aucun exemple ne vient confirmer.

Plus précis apparaît le passage essentiel consacré à la *finalité* même de la Proclamation : « ...le Gouvernement des Etats-Unis considère les ressources du sous-sol et du lit de la mer du plateau continental recouvert par la haute mer, mais contigu à la côte des Etats-Unis, comme *appartenant aux Etats-Unis, et soumis à sa juridiction et à son contrôle* ».

Ainsi, *toutes* les ressources (pétrole inclus) du sous-sol et du lit de la mer du plateau continental contigu à la côte des Etats-Unis appartiennent à cet Etat et sont soumis à l'exercice de sa juridiction et de son contrôle (17).

(14) La notion de « *Prolongement naturel* » a été reprise par l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans l'« Affaire du plateau continental de la mer du Nord », cf. *infra*, II^e Partie, Titre IV.

(15) Cf. *supra*, Section I.

(16) Cf. *infra*, Titre III, Chapitre II.

(17) Voir sur ce point O. de Ferron, *op. cit.*, t. II, p. 144 : « Dans un document postérieur..., le « *Submerged Lands Act* » du 28 mai 1953, les Etats-Unis ont énuméré les diverses ressources du plateau continental sur lesquelles s'exerce leur droit de propriété de contrôle et de juridiction. Le titre même de cette loi où il est question de terres immergées est déjà une prise de position juridique, en ce sens que le gouvernement américain considère que le plateau continental est le prolongement sous-marin du continent adjacent et qu'il fait naturellement partie d'un complexe à la fois naturel et maritime. Notons également que le « *Submerged Lands Act* » comprend dans les ressources naturelles du plateau continental non seulement les organismes marins dont l'existence est liée en permanence au lit de la mer, *mais également ceux dont l'association avec le sous-sol marin n'a pas un caractère aussi intime* ».

Il est notable, également, que la Proclamation exprime une certaine dissociation entre le plateau continental lui-même et les ressources qu'il contient. Tout se passe comme si ces droits, propriété, contrôle et juridiction, ne s'exercent que sur celles-ci. Cette distinction, pour « subtile » qu'elle soit, visait, sans doute, à ne pas soulever trop de protestations tant sur le plan interne qu'international.

De plus, il est intéressant de remarquer que la Proclamation, dans les droits qu'elle attribue unilatéralement aux Etats-Unis, mentionne ceux de « propriété », de « juridiction » et de « contrôle » sans aller jusqu'à énoncer la notion de « *Souveraineté* » (18). Le mot « souveraineté » n'a pas été employé parce que, très vraisemblablement, le Président des Etats-Unis n'a pas voulu prononcer ouvertement une telle annexion ou acquisition de territoire (qu'aux termes de la Constitution des Etats-Unis seule une décision du Congrès pouvait valider...) pour éviter de créer un précédent sur le plan international. L'obstacle psychologique fondamental à la déclaration affirmée de la souveraineté des Etats-Unis sur leur plateau continental fut, pour les rédacteurs de la Proclamation, la crainte d'être accusés d'étendre unilatéralement la largeur de la mer territoriale des Etats-Unis.

En effet, la Proclamation du Président des Etats-Unis se garde de porter atteinte au principe traditionnel de la liberté des mers :

(18) Voir *infra* l'art. 2 § 1 de la Convention de Genève sur le plateau continental.

J.M. Yepes, « *Les nouvelles tendances du droit international de la mer et le droit international américain*, Paris, 1956 : « Le Président Truman a évité l'emploi du mot « souveraineté » pour qualifier les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental sous-marin ; il parle seulement de son droit de « contrôle et juridiction ». Mais au fond, qui dit « contrôle et juridiction » dit « souveraineté », cette expression étant entendue dans le sens que lui donne le droit international et avec les limitations que celui-ci lui impose. Pour bien saisir la véritable portée des paroles du Président Truman, il faut rappeler, ici, que le mot « control », en anglais, a une signification beaucoup plus intense que le mot « contrôle » en français. En « français », contrôle signifie simplement surveillance, vérification d'un fait. « Control », en anglais, c'est l'imperium, pouvoir suprême et proprement impérial. Il n'est donc pas exagéré de dire que les mots « control and jurisdiction » employés par le Président Truman dans sa Proclamation peuvent se traduire par « souveraineté ».

G. Scelle, « Plateau continental et droit international », *R.G.D.I.P.*, 1955, p. 36.

Le professeur Scelle explique que la véritable justification de la Proclamation Truman est à trouver dans le rapport annuel du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (sous la juridiction et le contrôle duquel les ressources furent placées à des fins administratives), (*Laws and Regulations on the Regime of the High Seas*, vol. I, sales n° 1951, v. 2, p. 39) : « Le plateau continental ne coûte que la précaution nécessaire d'y établir notre souveraineté ».

« ... ce qui précède ne porte aucunement atteinte au caractère de haute mer des eaux recouvrant le plateau continental et au droit de navigation libre et sans entraves sur ces eaux... ».

CONCLUSION

La Proclamation Truman a engendré un processus de formation du droit international. Certains Etats ont rapidement, dans des lois et proclamations postérieures, infléchi ce précédent dans le sens de leurs intérêts. D'autres ont été conduits à élaborer une doctrine niant toute valeur juridique à cette Proclamation. Tous ont subi son influence. En résumé, elle posait trois règles essentielles :

a) chaque Etat riverain a le droit d'exercer des droits exclusifs de contrôle et de juridiction sur le plateau continental situé sous la haute mer adjacente à ses eaux territoriales ;

b) le droit d'exercer un tel « contrôle » et une telle « juridiction » ne s'applique qu'à l'exploration et à l'exploitation des ressources minérales dont l'extraction exige ou permet l'usage d'installations relativement importantes et permanentes dans (ou au-dessus) les eaux recouvrant le plateau continental.

c) les limites à l'exercice de tels droits exclusifs sont définies par référence à des critères géographiques et géologiques.

CHAPITRE II

LES DÉCLARATIONS UNILATÉRALES
POSTÉRIEURES A LA DÉCLARATION TRUMAN

« Il y a aussi d'autres familles où la fantaisie de chacun est une chose sacrée, chose aimée, et où nul ne songe jamais que sa joie puisse être importune aux autres. Mais ne parlons point de ceux-là ; ce sont des égoïstes... »

ALAIN

(« Propos »).

La Proclamation Truman fut suivie d'initiatives semblables de la part d'un certain nombre d'Etats, en particulier d'Etats latino-américains. Cette déclaration unilatérale avait soulevé l'enthousiasme dans une partie de l'opinion américaine qui fut tentée d'y voir la preuve d'une extension supplémentaire du territoire des Etats-Unis. Pourtant, cette Proclamation ne revendiquait pas explicitement la souveraineté sur le sous-sol du plateau continental, mais la juridiction et le contrôle sur ses richesses. Par contre, les déclarations postérieures allèrent généralement jusqu'à prétendre à la *souveraineté sur les zones maritimes recouvrant leur plateau continental*.

On n'analysera pas ici de façon détaillée toutes ces déclarations. On se bornera, dans un premier point, à citer les passages les plus caractéristiques de ces documents. Ensuite, il sera possible de résumer les caractères généraux de ces déclarations (proclamations, décrets, lois, ou articles de constitutions...) qui, pour la plupart, s'écartent de la Proclamation américaine et ont provoqué quelques notes de protestation que l'on examinera également.

SECTION I

Contenu de ces déclarations

A) *La déclaration relative à la souveraineté nationale
sur la mer épicontinentale et le plateau continental
de l'Argentine*

Cet acte publié le 5 décembre 1946 complète le décret 1386 du 24 janvier 1944 (1). Ce dernier, survenant deux ans après le Traité de Paria (2), constitue, à vrai dire, la première « prétention » unilatérale sur les « zones transitoires de ressources minérales ». Dans la déclaration de 1946 (3) l'article I^{er} stipule :

« Il est déclaré par les présentes que la mer épicontinentale et le plateau continental argentin sont soumis au pouvoir souverain de la nation. »

La revendication de l'Argentine invoquait la Proclamation du Président Truman ainsi que la déclaration présidentielle du Mexique du 29 octobre 1945. Cependant pas plus que la Proclamation américaine, la déclaration mexicaine ne déniait le caractère de haute mer aux eaux recouvrant le plateau continental. En effet, elle se bornait à définir le plateau continental comme la partie du sol marin s'étendant sous la mer jusqu'à une profondeur de 200 mètres et à affirmer qu'il est partie intégrante de son territoire.

Pour contestable qu'elle ait été, cette revendication de l'Argentine s'appropriant la « mer épicontinentale », ou haute mer, ne souleva que peu de désapprobations, voire de commentaires, à l'époque de sa publication. Elle servit de base à d'autres prises de position unilatérales.

B) *La déclaration du Président du Chili (23 juin 1947) (3 bis)*

« 1. Considérant que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique et de la République Argentine ont, par des dé-

(1) *Boletín Oficial*, 17 mars 1944.

(2) Cf. *supra*, Chapitre I.

(3) *Laws and Regulations on the regime of the high seas*, p. 4 ; *American Journal of Int. Law*, vol. XLI, 1947.

(3 bis) Voir *infra*, Annexe 10, la Déclaration des Etats latino-américains sur le droit de la mer (8 août 1970).

clarations présidentielles datées respectivement des 28 septembre 1945, 25 octobre 1945 et 11 octobre 1946, proclamé de façon catégorique la souveraineté desdits Etats sur le plateau ou socle continental contigu à leurs côtes et sur la mer adjacente, sur toute l'étendue nécessaire pour conserver auxdits Etats la propriété des richesses naturelles actuellement connues ou qui seront découvertes dans l'avenir.

« 2. Considérant que lesdits Gouvernements ont expressément proclamé les droits de ces Etats de protéger, conserver, réglementer et surveiller les pêcheries afin d'empêcher que des activités illicites ne menacent de diminuer ou d'épuiser les considérables richesses de cette nature qui se trouvent dans les mers contiguës au continent et qui sont indispensables au bien-être et au progrès de leurs peuples respectifs, et *considérant que la justice de ces desseins est indiscutable.*

« 3. Considérant qu'une proclamation de souveraineté analogue est manifestement nécessaire en ce qui concerne la République du Chili, non seulement parce qu'elle exploite déjà des richesses essentielles pour la vie de la nation, qui se trouvent dans le plateau continental, telles que les mines de charbon qui sont et qui continueront à être exploitées dans le territoire recouvert par les eaux de la mer, mais aussi parce que, en raison de la topographie et du manque d'extension à l'intérieur des terres, la vie du pays est liée, plus que celle de toute autre nation, à la mer et à toutes les *richesses présentes et futures qu'elle recèle.*

« 4. Considérant que le droit de chaque pays de considérer comme territoire national toute l'étendue de la mer épicontinentale et du plateau continental contigu à ses côtes est internationalement reconnu.

« 5. Considérant que l'Etat doit protéger et surveiller l'exploitation des richesses de son territoire maritime terrestre et aérien ;
le Président de la République déclare :

a) Le Gouvernement du Chili confirme et proclame la *souveraineté territoriale* sur tout le plateau continental contigu aux côtes continentales et insulaires du territoire national, *quelle que soit la profondeur à laquelle il se trouve*, et revendique en conséquence toutes les richesses naturelles qui se trouvent sur ledit plateau, sur son sol et dans son sous-sol, actuellement connues ou qui seront découvertes dans l'avenir.

b) Le Gouvernement du Chili confirme et proclame la *souveraineté nationale* sur les mers contiguës à ses côtes, *quelle qu'en soit la profondeur, sur toute l'étendue* nécessaire pour réserver, protéger, conserver et exploiter les ressources et les richesses natu-

relles de toute nature qui se trouvent sur lesdites mers, sur leur lit et dans leur sous-sol et soumet notamment à la surveillance de l'Etat la pêche et la chasse maritime en vue d'empêcher que les richesses de cette nature soient exploitées de façon préjudiciable aux habitants du Chili et diminuées ou détruites au détriment du pays et du continent américain.

c) La délimitation des zones de protection de la chasse et de la pêche maritimes dans les zones contiguës aux côtes continentales et insulaires qui sont sous le contrôle du *Gouvernement du Chili* sera effectuée en vertu de la présente déclaration de souveraineté, lorsque le Gouvernement le jugera opportun, les limites de cette zone pouvant être confirmées, étendues ou modifiées d'une manière quelconque, en tenant compte des connaissances, des découvertes, des études et des intérêts du Chili dans l'avenir. Sont d'ores et déjà placées sous ledit contrôle et ladite protection toutes les eaux maritimes situées à l'intérieur du périmètre délimité par la côte et par un parallèle mathématique projeté sur la mer à une distance de 200 milles marins des côtes continentales chiliennes. En ce qui concerne les îles chiliennes, cette délimitation sera effectuée de façon à inclure tout autour desdites îles une étendue de mer contiguë d'une largeur de 200 milles marins.

d) La présente déclaration de souveraineté reconnaît les droits légitimes analogues des autres Etats, sur une base de réciprocité, et n'affecte pas les droits de libre navigation en haute mer. » (4)

On a reproduit l'intégralité de cette déclaration car elle représente un exemple de prétentions démesurées, sur le plateau continental. La déclaration commence par invoquer la « filiation » de la Proclamation Truman ainsi que les déclarations postérieures du Mexique et de l'Argentine. Puis elle justifie ses revendications par l'« intérêt spécial » du Chili sur les richesses diverses que recèle la mer. Cet argument, la « nécessité économique », est fréquemment invoqué dans le droit international de la mer en ce qui concerne la pêche. Mais il s'agit, pour le Chili, d'affirmer une souveraineté totale sur le plateau continental et sur les eaux surjacentes. En « confirmant » et en « proclamant » cette souveraineté inconditionnelle sur son plateau continental, le Gouvernement chilien étend unilatéralement la superficie de son territoire national puisqu'il considère comme faisant partie de ce même territoire national « toute l'étendue de la mer épicontinentale et du plateau continental contigu à ses côtes ». Pour appuyer encore ces prétentions, le Chili va jusqu'à affirmer que tous ces droits exercés sur le

(4) *Laws and Regulations on the regime of the high seas*, p. 14.

plateau continental (droits d'exploitation exclusifs, inconditionnés, droits de surveillance, de protection, de conservation des ressources...) sont « internationalement reconnus ».

Cette affirmation de pure forme montre combien les manifestations étatiques unilatérales les plus exigeantes éprouvent le besoin de se fonder sur le droit international public même si celui-ci n'est, au moment de leur parution, qu'en pleine genèse.

Quant à la délimitation éventuelle du plateau continental chilien elle n'offre que peu de ressemblances avec les principes posés par la Proclamation Truman. En effet la déclaration du Président du Chili précise que les limites du plateau continental chilien seront décidées par le Gouvernement chilien lui-même et que, d'autre part, elles pourront être « confirmées, étendues ou modifiées d'une manière quelconque... ».

Il est difficile d'aller plus loin dans le sens de l'affirmation de droits sans consulter les autres partenaires de la vie internationale (5).

C) Brésil : Décret n° 28 840 incorporant au territoire national la partie adjacente du plateau continental (8 novembre 1950)

« Article 1^{er} : Il est formellement proclamé que la partie du plateau continental adjacente au territoire continental et insulaire du Brésil est incorporée à ce territoire, sous la juridiction et le pouvoir exclusif de l'Union fédérale.

Article 2 : L'utilisation et l'exploration des produits ou ressources naturelles de cette partie du territoire national seront soumises dans tous les cas à une autorisation ou une concession fédérale.

Article 3 : Les règles régissant la navigation dans les eaux recouvrant le susdit plateau continental resteront en vigueur sans préjudice de tous autres règlements qui pourront être promulgués, en particulier concernant la pêche dans cette région. » (6)

« Juridiction et pouvoir exclusif... ». Le décret n'emploie pas l'expression « souveraineté », mais la revendication est cependant formulée de façon nette puisque l'article 1^{er} incorpore au territoire national le plateau continental.

(5) « Cela est certainement une déclaration de grande portée qui mérite l'épithète d'extravagante... » (G.N. Ceccatto, *L'évolution juridique de la doctrine du plateau continental...*), *op. cit.*, p. 43.

(6) *Laws and regulations on the regime of the high seas*, p. 299.

D) *Nicaragua : Constitution du 1^{er} novembre 1950*

Article 5 : « Le territoire national s'étend entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique et les Républiques du Honduras et du Costa-Rica. Il comprend aussi les îles adjacentes, le sous-sol, les eaux territoriales, le *plateau continental*, les fondations submergées, l'espace aérien et la stratosphère... ».

E) *Panama : Constitution du 1^{er} mars 1946*

Article 209 : « Appartiennent à l'Etat ... l'espace aérien et le plateau continental sous-marin qui sont partie du territoire national... ».

F) *La Déclaration de Santiago du 18 août 1952*
(*Pacte du Pacifique Sud*)

Signée le 18 août 1952 par le Chili, le Pérou et l'Equateur, confirmée et complétée en décembre 1954 par la *déclaration de Lima*, cette déclaration proclame la souveraineté de ces Etats ainsi que la « juridiction exclusive de chacun d'eux sur la mer qui baigne ses côtes jusqu'à une distance minima de 200 milles marins desdites côtes » (7).

Le préambule de la Déclaration de Santiago affirmait :

« Les trois gouvernements ont l'obligation d'assurer à leurs peuples les conditions nécessaires à leur subsistance et à leur développement économique. Par conséquent, ils ont le devoir de veiller à la conservation et à la protection de leurs ressources naturelles et d'en réglementer l'utilisation pour le plus grand avantage de leurs pays respectifs. Ils ont aussi le devoir d'empêcher qu'une exploitation de ces richesses, hors de leur contrôle ou de leur juridiction, ne les mette en péril, au grand dommage de leurs populations riveraines qui, en raison de leur situation géographique, possèdent dans leurs eaux ces sources irremplaçables de subsistance et de moyens économiques vitaux. »

G) *Australie : Proclamation du 10 septembre 1953*

Cette proclamation stipulait : « ... Le Gouverneur général... agissant sur l'avis du Conseil exécutif fédéral, déclare que l'Aus-

(7) Voir : J.M. Yepes, *Les nouvelles tendances du droit international de la mer et le droit international américain*, Paris, Pedone, 1956.

tralie a des droits souverains sur le lit de la mer et le sous-sol du
a) plateau continental contigu à toute partie de son territoire, et
b) plateau continental contigu aux côtes des territoires placés sous
 son autorité, autres que les territoires administrés sous le régime
 de tutelle des Nations Unies, à des fins d'exploration et d'exploita-
 tion des ressources naturelles de ce lit de la mer et de son
 sous-sol.

Déclare que ce qui précède ne porte aucunement atteinte *a)* au
 caractère de haute mer des eaux situées au delà des limites de ses
 eaux territoriales, ou, *b)* au statut du lit de la mer et de son sous-
 sol se trouvant sous ses eaux territoriales ».

H) *Pakistan* :

Déclaration du Gouverneur général du 9 mars 1950 : « ...le lit
 de la mer le long des côtes du Pakistan s'étendant de la ligne de
 100 brasses de profondeur vers la mer libre, fera partie, à compter
 du jour de cette déclaration du territoire du Pakistan » (8).

I) *Philippines* :

Loi sur le pétrole (1949).

Article 3 : « Sont propriété de l'Etat : tous les dépôts naturels
 sur le plateau continental ou le soubassement correspondant dans
 un archipel, qui ne sont pas compris dans le territoire d'un autre
 pays... » (9).

J) *Arabie Saoudite*

Edit royal sur la politique du royaume d'Arabie Saoudite con-
 cernant le sous-sol et le lit de la mer de certaines parties du golfe
 Persique (28 mai 1949) : « Le sous-sol et le lit marin des parties
 du golfe Persique situées au large de la mer territoriale de l'Arabie
 Saoudite, mais adjacentes à ses côtes, sont réputées appartenir au
 Royaume d'Arabie Saoudite et soumises à sa juridiction et à son
 contrôle » (10).

K) *Abu Dhabi*

Proclamation relative au lit de la mer et du sous-sol de la haute
 mer dans la partie du golfe Persique (10 juin 1949) :

(8) *Laws and regulations on the regime of the high seas*, p. 305.

(9) *Ibid.*, p. 19.

(10) *Laws and regulations on the regime of the high seas*, p. 22.

« Le lit de la mer et le sous-sol situés au-dessous de la haute mer dans la partie du golfe Persique adjacente aux eaux territoriales de Abu Dhabi et s'étendant jusqu'à des frontières à déterminer ... appartiennent au territoire de Abu Dhabi et sont soumis à sa juridiction et à son contrôle exclusifs. » (11)

L) Koweït

Proclamation relative au lit de la mer et au sous-sol de la haute mer du golfe Persique (12 juin 1949) :

« Considérant qu'il est souhaitable d'encourager les efforts qui permettront une meilleure utilisation des ressources naturelles du globe ;

Considérant qu'il peut exister de précieuses ressources sous les eaux des régions du golfe Persique au large des côtes de Koweït et que, de plus, il devient possible d'utiliser ces ressources sous-marines ;

Considérant qu'il est souhaitable dans un intérêt de protection, de conservation et de développement rationnel, de contrôler comme il convient l'exploitation de ces ressources ;

Considérant qu'il est juste que le lit de la mer et le sous-sol qui s'étendent à une distance raisonnable du littoral appartiennent à l'Etat riverain auquel ils sont contigus et soient contrôlés par lui ;

Considérant que le droit d'un Etat riverain d'exercer son contrôle sur les ressources naturelles du lit de la mer et du sous-sol contigus à ses côtes a été établi, dans la pratique internationale, par les mesures prises par d'autres Etats.

En conséquence, Nous, Souverain du Koweït, dans l'exercice des pouvoirs qui nous sont conférés à cet égard, proclamons par les présentes ce qui suit :

Le Souverain du Koweït déclare par les présentes que le lit de la mer et le sous-sol de la haute mer du golfe Persique contigus à la mer territoriale de l'Etat du Koweït et qui s'étendent au large jusqu'aux limites qui seront fixées de manière plus précise, lorsqu'il y aura lieu, par le Souverain du Koweït, après avoir consulté les Etats voisins et conformément aux principes de l'équité appartiennent à l'Etat du Koweït et sont soumis à son autorité et sa juridiction absolues.

Aucune disposition de la présente proclamation ne sera considérée comme affectant la souveraineté sur les îles ou le statut du lit de la mer et du sous-sol que recouvrent les eaux territoriales.

(11) *Ibid.*, pp. 24-29.

Aucune disposition de la présente proclamation ne sera considérée comme affectant le caractère de haute mer des eaux du golfe Persique qui recouvrent les eaux territoriales.

Aucune disposition de la présente proclamation ne sera considérée comme affectant le caractère de haute mer des eaux du golfe Persique qui recouvrent le lit de la mer et s'étendent au delà des limites des eaux territoriales, le statut de l'espace aérien qui surplombe les eaux du golfe Persique au delà de la limite des eaux du golfe Persique au delà de la limite des eaux territoriales, la pêche ou les droits traditionnels de la pêche des perles dans ces eaux. »

SECTION II

Appréciation critique

A) Causes de ces déclarations

« *Ne pas s'indigner mais comprendre* », écrivait Spinoza. Quels sont les motifs ayant pu inspirer de telles déclarations unilatérales ?

L'influence de la Proclamation Truman ne fait aucun doute. On peut néanmoins s'étonner en constatant la « démesure » que ces déclarations, en particulier, celles émanant des Etats latino-américains, ont affichée. Quelles explications peuvent permettre de comprendre ces prétentions unilatérales ?

D'abord, les déclarations unilatérales qui ont suivi la Proclamation Truman ont, pour la plupart, été tentées de dépasser les exigences formulées par le Président des Etats-Unis. Cette attitude peut s'expliquer par un réflexe d'autodéfense. Ne voulant pas courir le risque de voir les richesses bordant leurs côtes être explorées et exploitées par leur puissant voisin, les Etats latino-américains ont, d'emblée, posé des règles leur conférant une souveraineté *totale* sur ces zones maritimes. Tous les « aspects » des richesses de la mer tombent sous ces principes édictés par certains Etats.

Cette souveraineté « *avouée* », par opposition à celle « *déguisée* » et diffuse dans la Proclamation Truman, fut justifiée par M. Melo Lancaros, délégué chilien, dans son exposé devant la Commission du droit international (12) : « On a beaucoup insisté sur le mot

(12) O.N.U., Doc. A/Conf.13/19, 3 décembre 1957. Voir aussi *infra* (débat de la quatrième commission).

de souveraineté employé dans ces documents au lieu des termes juridiction et contrôle utilisés par d'autres pays. Il me semble qu'il n'y a pas là sujet à discussion. La juridiction et le contrôle sont des conséquences de la souveraineté et reviennent au même ».

M. Melo Lancaros devait, au cours de ce même exposé insister, d'autre part, sur le but essentiel de la quasi-totalité de ces déclarations : *la protection de la pêche* : « Il est impossible de comparer la situation d'un pays qui a besoin, pour vivre, de la mer qui le baigne avec celle des pays qui défendent les intérêts commerciaux de leurs flottes de pêche... Dans ce problème moderne, dans ce droit nouveau, plus que d'un conflit juridique, il s'agit d'un *conflit d'intérêts*. Il appartient donc aux juristes de peser les intérêts pour établir les normes applicables ; mais quand il s'agit d'une lutte d'intérêts, il faut d'abord déterminer quels sont les intérêts les plus légitimes, ceux qui doivent donc obtenir l'appui du droit... Il est facile de comprendre qu'un pays, même petit, s'il possède une grande flotte de pêche, doit logiquement être en faveur d'une mer territoriale même réduite puisqu'ainsi sa flotte aura la maîtrise de la mer entière ».

Enfin, ces déclarations sont généralement, à la différence de la Proclamation Truman, très imprécises quant à la liberté de navigation sur les eaux recouvrant le plateau continental. On le comprend puisque l'objet de ces proclamations est de revendiquer une souveraineté sur la totalité des zones marines adjacentes à leurs côtes jusqu'à une distance correspondant à l'aire « moyenne » du plateau continental au sens géologique du terme.

B) *Attitude des autres Etats*

Dans l'ensemble, les déclarations unilatérales telles que celles de l'Argentine et du Chili n'ont pas, à l'époque de leur parution, soulevé de *protestations* véhémentes de la part de la majorité des Etats.

Cependant, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient adressé aux pays signataires de ces déclarations des notes de protestation.

Une note américaine adressée à l'Argentine, au Chili et au Pérou (13) déclarait : « Les principes qui sont à la base de ces proclamations sont très différents de ceux de la proclamation des Etats-Unis et semblent s'écarter des principes de droit international généralement reconnus ».

(13) *A.J.I.L.*, vol. 44 (1950), p. 674.

Une note de la Grande-Bretagne adressée aux Gouvernements du Chili et du Pérou en date du 6 février 1948 déclarait qu'en revendiquant de telles zones marines, les déclarations unilatérales de ces deux Etats concernant « la souveraineté sur les vastes étendues de la haute mer au-dessus du plateau continental semblaient tout à fait incompatibles avec les principes reconnus du droit international » (14).

La France, de son côté, avait remis au Gouvernement de la Grande-Bretagne une note portant la date du 7 avril 1951 :

« Le Gouvernement français n'a jamais reçu, par voie diplomatique notification des résolutions ou propositions adoptées de 1945 à 1950, par le Mexique, le Chili, le Pérou, le Costa-Rica et le Salvador, ayant pour effet de changer la limite de leurs eaux territoriales. Il n'a donc pas eu, dans ce cas précis, à formuler un avis.

Il estime cependant, sur un plan général, que de telles revendications ne sont pas recevables, car elles lui paraissent en contradiction avec un principe de droit international qui n'a jamais, jusqu'à présent, été contesté.

Les revendications contenues dans les décrets pris par les pays intéressés excèdent sans aucun doute l'étendue maxima des eaux territoriales admise en droit international, même en tenant compte du fait que cette étendue est assortie parfois d'une « zone contiguë » dans laquelle l'Etat adjacent peut exercer certains droits spéciaux (sûreté, police, douanes). Aucun Etat ne peut, par une déclaration unilatérale, étendre sa souveraineté sur la haute mer et rendre cette annexion opposable aux pays qui ont le droit d'invoquer le principe de la liberté des mers, tant que ces derniers ne l'auront pas formellement acceptée. Une renonciation à une règle de droit international établie dans l'intérêt de la communauté des nations ne peut pas se présumer.

Telle pourrait être la position que le Gouvernement français soutiendrait si un quelconque pays lui notifiait officiellement sa résolution d'étendre la limite de ses eaux territoriales. Cette position n'a aucun caractère confidentiel puisqu'elle est fondée sur des principes universellement reconnus du droit international. » (15)

Olivier de Ferron (16) remarque que si les Etats européens, à l'exception de ces notes s'appuyant sur des « principes » universellement reconnus du droit international, sont demeurés singu-

(14) Voir : Mouton (N.W.), « The continental shelf », *Recueil des Cours de l'Académie internationale*, 1954, I, Leyde, A.W. Sijthoff, 1955, pp. 91-92.

(15) Voir Ceccatto, *op. cit.*, pp. 46-47.

(16) O. de Ferron, *op. cit.*, p. 165.

lièrement passifs et indifférents devant ce foisonnement de déclarations unilatérales, leur attitude provient de ce que 1° les Etats européens sont traditionnellement attachés au principe de la liberté des mers (17) ; 2° la structure géographique de ces Etats se prête mal à des prétentions unilatérales « exagérées » sur les différents plateaux. Seule l'Islande, parmi les Nations européennes, a épousé les thèses des Etats latino-américains.

C) Incidents diplomatiques créés par ces déclarations

Un décret du Président péruvien en date du 1^{er} août 1947 déclarait la souveraineté nationale du Pérou sur le plateau continental. Reprenant, à peu de détails près, les formules employées dans la déclaration chilienne, il étendait la juridiction du Pérou sur les mers et les îles jusqu'à une distance de 200 milles marins mesurés depuis la côte et tous les points du pourtour des îles comme l'avait fait le Chili (18).

L'application de ce décret a eu pour effet l'arraisonnement, par le Gouvernement péruvien, de sept navires baleiniers appartenant à l'armateur grec Aristote Onassis, qui pêchaient dans une zone comprise à l'intérieur des 200 milles marins. Le Gouvernement péruvien infligea une amende de 3 millions de dollars à M. Onassis et consentit, après le paiement de cette amende, à relâcher les navires capturés (19).

(17) Ils l'ont été, en conformité avec les réflexions de M. Melo Lancaros, cf. *supra*, Section I.

(18) Cf. *supra*, *ibidem*.

(19) Voir Ch. Rousseau, *Droit international public*, Dalloz, 1965, p. 240. Cf. *infra*, « L'affaire des langoustes », II^e Partie, Présentation générale.

CHAPITRE III

VALEUR JURIDIQUE ET PORTÉE DE CES ACTES
UNILATÉRAUX

« Americans declare, satellites follow, science recognizes and a norm has been born. »

KORETSKI.

« Les actes unilatéraux se produisent dans l'ordre juridique interne et non international. Même la répétition de ces actes ne saurait nullement être considérée comme une coutume à ses débuts. »

Georges SCELLE

(« Plateau continental et droit international », *R.G.D.I.P.*, 1955).

Sir H. Lauterpacht exprime une opinion moins défavorable à l'égard de ces déclarations unilatérales : « Les déclarations unilatérales faites par les Etats pacifiques, dans un domaine où ils sont reconnus compétents, revêtant un caractère d'uniformité et de fréquence, non suivies de protestations d'autres Etats, peuvent être considérées comme remplissant les conditions de conformité au droit qui sont constitutives de coutume et de preuve de coutume » (1).

PLAN DU CHAPITRE III :

Deux conceptions s'opposent quant à la valeur juridique des déclarations unilatérales étudiées précédemment. Une partie de la doctrine, se fondant sur le fait que certains éléments importants et généralement constitutifs de la coutume internationale tels la

(1) Sir H. Lauterpacht, « Sovereignty over submarine areas », (*B.Y.I.L.*, 1950), p. 381.

continuité d'application dans le temps et la généralité d'application dans l'espace font défaut dans ces déclarations, leur dénie toute valeur juridique.

Pour une autre partie de la doctrine ces déclarations doivent être considérées comme une « coutume en voie de formation » : en l'absence d'une véritable protestation de la part de la Société internationale la validité légale de cette coutume ne saurait être contestée.

Entre ces deux conceptions extrêmes il faut rechercher une troisième voie : il peut sembler plus constructif de proposer un fondement nouveau plus approprié à l'introduction dans la littérature juridique de la notion de plateau continental.

Il convient donc d'examiner dans une *Section I* la thèse selon laquelle les déclarations unilatérales peuvent être considérées comme de la « coutume en formation ». Puis on s'interrogera, dans une *Section II*, sur la portée de la théorie se refusant à admettre qu'une simple déclaration unilatérale puisse engendrer dans l'ordre juridique international des droits au profit de l'Etat qui l'a énoncée et des obligations à la charge des autres Nations. Enfin une *Section III* tentera de dégager l'idée selon laquelle la coutume peut être une notion inadaptée pour décrire cette évolution particulière d'un droit entièrement nouveau.

SECTION I

Une « coutume en formation » ?

A) *Des opinions péremptoires*

Les impératifs économiques pressants ont été l'élément moteur déterminant de l'éclosion de ces multiples déclarations unilatérales concernant le plateau continental. Comme il arrive fréquemment les progrès de la technologie n'ont pas eu pour effet d'entraîner un progrès parallèle de la « morale internationale ». On l'a vu, bon nombre d'Etats, désireux d'affirmer leurs prétentions nationales, ont proclamé unilatéralement l'exclusivité de leurs droits sur leurs plateaux continentaux respectifs sans attendre la création de règles indiscutables du droit international. Mais le pouvaient-ils ? Car, si l'on en croit *M. Letts*, délégué du Pérou à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui s'est tenue à Genève en 1958 :

« La notion de plateau continental, comme celle qui en découle, du droit inhérent (2) à l'Etat d'exploiter et de conserver les ressources naturelles de la mer au voisinage de ses côtes, constitue une innovation. Cependant, aucune de ces deux notions ne contredit une règle quelconque du droit en vigueur jusqu'ici ; ces notions ne représentent que de nouvelles applications de ces règles résultant du progrès scientifique, et il est conforme aux principes du droit international que les Etats revendiquent des droits qui n'ont pas été prévus dans des règles antérieures. » (3)

Le professeur *J.M. Yepes*, ancien vice-président de la Commission du droit international estime que, sous certaines conditions, les déclarations ou les actes unilatéraux peuvent engendrer des droits et des obligations entre Etats et contribuer à la formation de la coutume : « C'est par des pratiques répétées individuellement par les différents Etats que la coutume internationale se crée peu à peu. Un Etat agit individuellement d'une certaine façon, un autre le suit et ainsi de suite. Et, à la fin, par cette pratique unilatérale d'un certain nombre d'Etats agissant chacun séparément, le droit international coutumier réussit à se constituer. Nier, donc, les effets juridiques obligatoires des actes unilatéraux d'un Etat, c'est méconnaître toute l'histoire de la formation du droit international qui est, pour sa plus grande partie, un droit essentiellement coutumier » (4).

Dans le commentaire joint à son projet de 1951 (5), la Commission du droit international s'était montrée peu favorable à l'opinion selon laquelle la multiplicité des déclarations unilatérales aurait, à elle seule, créé un droit coutumier.

Cette attitude quelque peu restrictive de la Commission du droit international s'explique par l'attitude résolument outrancière adoptée par certains Etats, pour lesquels l'« inhérence » des droits de l'Etat riverain sur le plateau continental bordant ses côtes avait pour conséquence logique que les Etats faisant valoir des droits sur leur plateau continental revendiquaient également des droits sur les eaux surjacentes. Le délégué argentin, *M. Ruiz Moreno*, devait, lors de la quatrième séance (Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Plateau continental), se faire un porte-parole virulent de cette théorie extensive : « Il est vrai que les droits sur

(2) Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV.

(3) Document officiel A/Conf.13/42, quatrième Commission (Plateau continental), 7^e séance.

(4) *J.M. Yepes, Les nouvelles tendances du droit international de la mer et le droit international américain*, Paris, Pedone, 1956, p. 48.

(5) Voir *infra*, Titre II.

le plateau continental ont été proclamés sous la forme de décisions unilatérales des Etats, mais ce fait ne peut servir d'argument valable pour reconnaître le droit entier de l'Etat. Le droit international est fondé sur la coutume. Toute coutume tire son origine de décisions unilatérales qui, à force d'être répétées, ont été acceptées par d'autres et ont fini par acquérir le caractère de règle générale et contraignante. Telle a été l'origine de la mer territoriale. Le principal instrument juridique concernant le plateau continental, à savoir la déclaration du Président Truman de 1945 et son acceptation par d'autres Etats, a donné lieu à une pratique qui, bien que fondée sur des décisions unilatérales a acquis la valeur d'un principe de droit international » (6).

Dans cette dernière prise de position il faut noter que l'acceptation de « décisions particulières » « par d'autres » demeure une condition de la formation de cette règle coutumière « générale et contraignante ». Au nom du principe de la souveraineté nationale et du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, *la Roumanie* exprima, sur ce point, la thèse des pays socialistes : « On ne saurait faire dépendre la validité de la décision prise par l'Etat riverain de la reconnaissance de cette décision par les autres Etats. Il suffit qu'il la leur notifie... Cette notification ne signifie nullement une demande de reconnaissance de la part de l'Etat auquel cette notification est adressée. Le refus par les autres Etats de reconnaître la décision en question serait contraire au droit international et constituerait une immixtion dans un domaine relevant de la juridiction souveraine de l'Etat riverain » (7).

Dans ce qu'elle a de « subversif » cette opinion est, cependant, intéressante. Elle montre combien les Etats désireux de justifier leurs prétentions les fondent, néanmoins, sur des principes du droit international parfois interprétés, voire déformés, comme dans cette dernière affirmation, afin de combler ce *vide juridique* que la récente apparition de la théorie du plateau continental a mis en lumière. Une telle attitude est, de plus, de nature à montrer combien la théorie contractuelle du droit international risquait de « se désintégrer », pour reprendre l'expression d'*Eric Suy* (8) sous la pression des Etats voulant combler les lacunes de ce droit.

L'assimilation de ces déclarations unilatérales à une coutume internationale en voie de formation pose de nombreux problèmes qui peuvent donner lieu à des discussions sans fin.

(6) Documents officiels A/ Conf. 13/42, compte rendu analytique, 4^e séance.

(7) O.N.U., Document A/Conf. 13/19, 3 décembre 1957, pp. 461-462.

(8) Voir : *Eric Suy, Les actes juridiques unilatéraux en droit international public*, Paris, 1962.

Tout d'abord, il faut remarquer que la valeur juridique d'une telle déclaration sera souvent *largement tributaire de l'Etat qui l'énonce*.

De plus n'y a-t-il pas une contradiction entre la production immédiate d'effets juridiques réalisée par les déclarations unilatérales et la notion de répétition attachée à la coutume ?

A cette question, Olivier de Ferron répond : « Que conclure sinon qu'à l'inverse de la coutume proprement dite, la déclaration unilatérale n'exige pas nécessairement, pour acquérir une valeur juridique et engendrer des droits et des obligations, une certaine durée de temps » (9).

Cette conclusion indique précisément que coutume et déclarations unilatérales ne procèdent pas du même processus créateur de droits et d'obligations. La multiplication de précédents ayant le même contenu et la même portée est, lorsqu'elle a rencontré l'assentiment tacite ou exprimé des autres Etats, constitutive de coutume. Force est de reconnaître que *la valeur juridique des déclarations unilatérales, pour indéniable qu'elle soit, au moins en ce qui concerne le droit de la mer, n'est pas à découvrir dans ce droit particulier qu'est le droit coutumier*.

B) Coutume et déclarations unilatérales : caractéristiques doctrinales

Pour le *professeur Rousseau* (10), « la coutume internationale résulte d'une attitude déterminée par une conviction de droit et acceptée dans le même esprit par l'Etat à l'égard duquel elle est prise ».

Le même auteur, analysant le « phénomène coutumier » écrit qu'il « implique la réunion de deux éléments : d'une part un élément de fait (c'est-à-dire l'existence d'un usage constant et général) ; d'autre part, un élément psychologique (c'est-à-dire l'existence d'un élément intellectuel), l'*opinio juris* impliquant l'acceptation du caractère obligatoire de la coutume par les sujets de droit eux-mêmes » (11).

Cette acceptation, si elle se rencontre parfois dans les actes unilatéraux, leur confère, dans ce cas, une certaine force juridique,

(9) *Op. cit.*, (tome I, pp. 142-143).

(10) Charles Rousseau, *Principes généraux de droit international public*, Paris (1944), t. I, p. 825.

(11) *Ibidem*.

mais il n'en demeure pas moins que ces actes unilatéraux « *sont inopposables aux tiers dans la mesure où ils se présentent comme une violation du droit existant* » (12).

Eric Suy (13) auquel on s'est déjà référé, a caractérisé l'acte juridique international par la réunion de trois éléments :

a) la manifestation de volonté d'un seul sujet de droit international, ce sujet pouvant être autre qu'un Etat ;

b) l'indépendance à l'égard d'autres manifestations de volonté. L'acte ne doit jamais dépendre d'un acte juridique antérieur ;

c) la production d'effets qui, s'ils correspondent à la volonté manifestée, ne constituent pas une charge pour les tiers.

Le professeur Rousseau pense que cette définition est « d'une grande rigueur scientifique ». Appliquée aux proclamations latino-américaines ou asiatiques ou à la Proclamation Truman, il apparaît que seule cette dernière satisfait aux deux premières exigences. En effet, on ne peut affirmer avec certitude que les autres prises de position unilatérales ont répondu à l'exigence d'autonomie introduite par la thèse de M. Suy (14).

Cependant il serait abusif, également, de prétendre que la Proclamation Truman respecte la dernière exigence décrite par M. Suy. Car, malgré son caractère prudent, la Proclamation Truman impose de façon indiscutable les vues des Etats-Unis en ce qui concerne l'exploration et l'exploitation du plateau continental sans tenir compte « directement » des charges encourues de ce fait par les autres Etats.

SECTION II

La valeur juridique de ces déclarations est-elle nulle ?

Diverses opinions de sources très variées n'ont pas hésité à l'affirmer.

1° Comparant les déclarations unilatérales à la coutume pour ce qui est du processus de formation de cette dernière, *M. Georges Scelle* écrit : « Pour qu'il y ait évolution du droit coutumier, il faut encore qu'il y ait non seulement multiplication des précédents, mais que le développement de l'éthique sociale soit « unilinéaire » ;

(12) *Ibidem.*

(13) *Op. cit.*

(14) Voir *supra*, Chapitre II.

que les précédents aient le même contenu et la même portée. A cette condition seulement, ils ont chance de réunir l'assentiment universel » (15).

2° Dans le commentaire de son projet de 1953 (16) la *Commission du droit international* formula l'avis suivant : « Il n'est pas question, dans le cas présent, de donner l'autorité juridique à une pratique unilatérale reposant uniquement sur la volonté des Etats intéressés ».

3° *La France*, dans une réponse du Ministère des Affaires étrangères à une note adressée par la Grande-Bretagne, disposait (17) : « Aucun Etat ne peut, par une déclaration unilatérale, étendre sa souveraineté sur la haute mer et rendre cette annexion opposable aux pays qui ont le droit d'invoquer le principe de la liberté des mers, tant que ces derniers ne l'auront pas formellement acceptée. Une renonciation à une règle de droit international établie dans l'intérêt de la Communauté des Nations ne peut pas se présumer ».

4° *La jurisprudence.*

a) L'importance du *consentement* dans la formation du droit coutumier a été soulignée par la Cour suprême des Etats-Unis qui, à propos de l'affaire de *Scotia et Berkshire* (1871) avait déclaré : « Beaucoup d'usages qui ont aujourd'hui force de loi ont été, à l'origine, les prescriptions législatives d'un seul Etat. Toutes ces lois particulières sont devenues des usages maritimes en droit international par le consentement des nations intéressées » (18).

b) *L'arbitrage de Lord Asquith of Bishopstone.*

Un différend opposa, en 1951, la « Petroleum Development Ltd » et le Cheik d'Abu Dhabi. L'arbitre Lord Asquith rejeta les thèses arabes selon lesquelles des décisions purement unilatérales auraient justifié leurs prétentions : « Je ne peux, dit-il, accepter ces articles comme enregistrant, ni même prétendant enregistrer des règles établies : et, s'il en est ainsi, si ce sont de simples recommandations touchant ce que de telles règles pourraient avantageusement être, au cas où elles seraient adoptées par une Convention internationale, elles ne peuvent évidemment pas avoir d'effet sur l'interprétation d'un contrat de 1939... » (19).

(15) G. Scelle, « Plateau continental et droit international », *R.G.D.I.P.*, 1955, p. 39.

(16) Rapport de la Commission du droit international, document de l'O.N.U. (A/2454), p. 14, § 73.

(17) Voir : Mouton (N.W.), « The continental shelf », *Recueil des Cours de l'Académie internationale*, 1954, I, Leyde, A.W. Sijthoff, 1955, p. 264.

(18) Cité par Charles Rousseau (*Principes généraux de droit international public*), p. 828.

(19) Voir : G.N. Ceccatto, *op. cit.*, p. 93.

c) *L'arrêt de la Cour internationale de Justice du 18 décembre 1951.*

Dans l'« Affaire des Pêcheries », la Cour internationale de Justice affirma que : « La délimitation des espaces maritimes a toujours un aspect international ; elle ne saurait jamais dépendre de la seule volonté de l'Etat riverain telle qu'elle s'exprime dans son droit interne. S'il est vrai que l'acte de délimitation est nécessairement un acte unilatéral parce que l'Etat riverain a seul qualité pour y procéder, en revanche, la validité de la délimitation à l'égard des tiers relève du droit international ».

d) *L'arrêt de la Cour internationale de Justice du 20 février 1969. (Affaire du plateau continental de la mer du Nord) (20).*

« L'élément essentiel, à cet égard..., est que, ces actes, même considérés globalement, ne suffiraient pas en eux-mêmes à constituer l'*opinio juris* car, pour parvenir à ce résultat, deux conditions doivent être remplies. Non seulement les actes considérés doivent représenter une *pratique constante*, mais en outre ils doivent témoigner, par leur nature ou la manière dont ils sont accomplis, de la conviction que cette pratique est rendue obligatoire par l'existence d'une règle de droit. La nécessité de pareille conviction, c'est-à-dire l'existence d'un élément subjectif, est implicite dans la notion même d'*opinio juris sive necessitatis*. Les Etats intéressés doivent donc avoir le sentiment de se conformer à ce qui équivaut à une obligation juridique. Ni la fréquence, ni même le caractère habituel des actes ne suffisent. Il existe nombre d'actes internationaux, dans le domaine du protocole par exemple, qui sont accomplis presque invariablement mais sont motivés par de simples considérations de courtoisie, d'opportunité ou de tradition et non par le sentiment d'une obligation juridique. » (21)

De ces citations on peut conclure que de nombreuses opinions sont résolument hostiles aux déclarations unilatérales en ce que celles-ci peuvent être considérées comme une coutume en formation. Partant de ce refus elles déniaient, ainsi, toute valeur juridique à ces déclarations.

Poursuivre la controverse n'aboutirait sans doute pas à une solution satisfaisante. Il semble, que cette dispute doctrinale a eu son origine dans le désir de trouver dans la « théorie juridique » une réponse à ces problèmes. Or, *l'exemple du plateau continental est caractéristique de l'affrontement du droit avec des faits nou-*

(20) Cf. *infra*, II^e Partie, Titre IV.

(21) *Rec. C.I.J.*, 1969, § 77.

veaux imposés par la nature et la technologie. Et, pour reprendre les termes de M. Manfred Lachs dans son opinion dissidente rédigée à propos de l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 20 février 1969 (Affaire du Plateau continental de la mer du Nord) : « *Le droit est destiné à résoudre les problèmes posés par ces faits et c'est en cela que le lien entre le droit et les réalités de la vie est manifeste* » ; il convient donc d'opérer, parmi toutes les possibilités juridiques offertes, un choix et de retenir celle qui sert le mieux ses fins. La Commission du droit international elle-même dans le commentaire joint à son projet de 1953 estimait que « cette pratique unilatérale » s'appuyait « sur des considérations de droit et de commodité ».

Refusant l'assimilation des actes unilatéraux à une coutume internationale, fut-elle « en formation », sans avoir dénié toute valeur juridique à ceux-ci, il reste à déterminer quelle est la valeur propre de ces actions, interactions et réactions en chaîne, basées sur un « *esprit de réciprocité* », qui ont tenté de relever le défi posé par la récente accélération considérable des transformations technologiques et abouti à un « consensus international » d'un nouvel ordre.

SECTION III

Ces déclarations unilatérales ont constitué un « noyau autour duquel se cristallisera un ensemble de règles juridiques généralement reconnues »

Cette expression est empruntée à M. Max Sorensen et extraite de son opinion dissidente sous l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 20 février 1969. Cet éminent juriste ne partage pas les vues de la Cour lorsque celle-ci, à propos de la règle de l'« équidistance-circonstances spéciales » (22) repousse la thèse selon laquelle cette règle (incluse dans l'un des articles de la Convention de Genève de 1958 sur le plateau continental) aurait, en quelque sorte, transcendé sa force purement conventionnelle pour devenir, à la suite d'un processus coutumier d'élaboration du droit, un principe général à portée universelle. La Cour se fonde, dans sa démonstration, sur certains arguments qui feront ultérieurement

(22) Pour une analyse détaillée de cet arrêt, cf. *infra*, II^e Partie, Titre IV.

l'objet d'un examen spécial au cours de cette étude. Il est particulièrement intéressant de constater que cette même Cour reconnaît et affirme que la Proclamation Truman a été « *le point de départ* dans l'élaboration du droit positif en ce domaine », et que « la doctrine qu'elle énonçait, à savoir que l'Etat riverain possède un droit originaire, naturel et exclusif, en somme un droit acquis sur le plateau continental situé devant ses côtes, l'a finalement emporté... ». Par ailleurs, la Cour, estimant que la délimitation du plateau continental entre plusieurs Etats devra se faire en attribuant, dans la mesure du possible, à chacun des « parts égales », appuie cette exigence sur une des dispositions de la Proclamation Truman qui énonçait que la délimitation du plateau continental serait « déterminée par les Etats-Unis et l'Etat intéressé conformément à des principes équitables ».

Puis, la Cour conclut sur ce point que toute l'évolution historique postérieure de la théorie du plateau continental a procédé de cette Proclamation, « on en trouve, dispose -t-elle, la trace dans des proclamations faites à partir de cette époque par divers autres Etats, ainsi que dans les travaux consacrés depuis lors au problème ».

Il apparaît donc évident que la Cour internationale de Justice considère la Proclamation Truman comme le « catalyseur » de l'évolution juridique de la théorie du plateau continental.

On trouve, diffuse dans l'opinion dissidente de M. Max Sorensen (juge *ad hoc* dans l'affaire du plateau continental de la mer du Nord, désigné par le Danemark et les Pays-Bas) l'idée selon laquelle ce point de départ qu'a été la Proclamation Truman et cette « réaction en chaîne » qui l'a suivie ne doivent pas être comparés à la coutume. Le terme même « coutume », écrit-il, qui, dans sa signification classique implique un certain élément de temps, « *peut même être une expression impropre pour décrire cette source particulière du droit* ».

Estimant que la Convention de Genève a essentiellement été déclaratoire d'un droit préexistant, il pense qu'elle peut « servir de *guide reconnu* par la pratique des Etats qui ont à résoudre les nouveaux problèmes juridiques en cause, et que *ses dispositions peuvent ainsi constituer le noyau autour duquel se cristallisera un nouvel ensemble de règles juridiques généralement reconnues* ».

Mutatis mutandis, et logiquement, on peut appliquer ce raisonnement aux déclarations unilatérales car elles ont été à l'origine de ce nouvel ensemble de règles, reprises pour l'essentiel, par la Convention de Genève de 1958 sur le plateau continental.

A l'issue de cet examen des actes unilatéraux qui ont, d'une part, été à l'origine de la notion juridique de plateau continental, et, d'autre part, provoqué des oppositions doctrinales quant à leur portée, il convient d'examiner, à présent, une autre controverse. Celle-ci porte sur les principales théories relatives au régime juridique du lit de la mer et du sous-sol du plateau continental et destinées à trouver une « possible » justification de l'appropriation de ces étendues sous-marines par l'Etat riverain. Cette justification n'est pas, on va le voir, facile...

CHAPITRE IV

FONDEMENTS JURIDIQUES POSSIBLES DE L'ACQUISITION ET DE L'EXERCICE DE DROITS SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

« La haute mer étant ouverte à toutes les Nations, aucun Etat ne peut légitimement prétendre en soumettre une partie quelconque à sa souveraineté. »

(Art. 2, Convention de Genève de 1958
sur la haute mer).

Le principe de la liberté de la haute mer est très ancien. Des discussions théoriques concernant la nature juridique de cette mer ont opposé les juristes au cours des siècles. La célèbre controverse qui opposa Grotius à Selden fut un épisode de ces discussions (1).

La haute mer étant *res nullius*, « ce qui signifie que les différents Etats n'y exercent qu'une compétence de défense et qu'une compétence personnelle à l'égard de leurs nationaux et des navires portant leur pavillon » (2), il s'agit, à présent, de déterminer quels sont les rapports entre la « notion » de plateau continental et le principe de la liberté de la haute mer. On sait que cette « notion » de plateau continental a pour signification essentielle la prétention des Etats d'explorer et d'exploiter les ressources naturelles du lit et du sous-sol de la mer au delà des limites des eaux territoriales. Cette prétention impliquant l'exercice, par les Etats intéressés, de droits souverains sur ces zones sous-marines, les relations entre la doctrine du plateau continental et le principe de la liberté de la haute mer sont multiples. On peut citer, à titre d'exemple, les conséquences des érections de derricks destinés à explorer et exploiter le plateau continental. Ces derricks causeront une gêne pour la navigation. Ils seront, de plus, une entrave pour la pêche et contraindront, éventuellement, les pêcheurs à abandonner les lieux

(1) Voir : Charles Rousseau, *Droit international public*, Dalloz, 1965, pp. 222-223.

(2) *Ibidem*.

de pêche par suite de la pollution plus importante des eaux, d'explosions ou de la seule présence d'engins divers de forage en ces lieux.

La Convention de Genève du 29 avril 1958 sur le plateau continental dispose en son article 2, § 4 que « les ressources naturelles... (sur lesquelles l'Etat riverain exerce des droits « exclusifs ») comprennent les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol, ainsi que les organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire les organismes qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol » (3).

Cet article n'a pas seulement été à l'origine indirecte d'une affaire célèbre connue sous le nom d'« Affaire des Langoustes » (4), mais a également été la cause du refus par certains Etats de signer ou ratifier la Convention de Genève. C'est ainsi que dans l'exposé des motifs du projet de loi sur le plateau continental de la Belgique, le ministre des Affaires étrangères, M. P. Harmel, déclarait le 23 octobre 1967 : « Comme la Convention (de Genève) étend les droits exclusifs de l'Etat riverain aux organismes vivant en contact permanent avec le lit de la mer (huîtres, moules, algues, etc...), l'absence de tout critère concret de délimitation pourrait causer de graves préjudices à nos pêcheurs de haute mer. *Cette raison a amené le Gouvernement belge à ne pas signer la Convention du 29 avril 1958 sur le plateau continental* » (5).

La coexistence de deux régimes juridiques difficilement conciliables a conduit les juristes à rechercher quels sont les fondements possibles, en droit international, des revendications formulées par les Etats sur le plateau continental.

SECTION I

Théories autres que celles de l'« appartenance »

L'effectivité de l'occupation a naturellement retenu, en premier lieu, l'attention de divers courants doctrinaux. On sait que l'Acte final de la Conférence de Berlin de 1885 définissant « les conditions

(3) Voir *infra*, I^{re} Partie, Titre III, Chapitre III.

(4) Voir *infra*, II^e Partie, Présentation générale.

(5) C.I.J., Mémoires, Plaidoiries et Documents, Affaires du Plateau continental de la mer du Nord, vol. I, p. 280.

essentielles à remplir pour que les occupations nouvelles sur les côtes du continent africain soient considérées comme effectuées », prévoyait pour la validation d'une occupation :

1° l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté de commerce et de communication ;

2° une notification aux autres Etats signataires de l'Acte de Berlin.

Ces principes peuvent toujours être considérés comme étant l'expression du droit international en matière d'occupation. Cependant, en ce qui concerne le plateau continental l'on constate que certains auteurs établissent une distinction entre le lit de la mer et son sous-sol, tandis que d'autres confondent les deux zones dans un régime identique.

A) *La distinction du régime juridique du lit de la mer
de celui de son sous-sol*

La théorie du plateau continental a trouvé, on l'a vu, son origine dans les problèmes connexes soulevés par les pêcheries sédentaires. Aussi n'est-il pas surprenant de découvrir sous la plume du professeur Gidel l'idée selon laquelle « il n'est pas possible de soutenir que la reconnaissance de droits spéciaux de propriété dans des zones particulières du lit de la mer en dehors de la bande des eaux territoriales à l'effet des pêcheries sédentaires n'entre en aucune façon en conflit avec la jouissance commune par toute l'humanité du droit de navigation des eaux surplombant ce lit ou ces bancs et que cette reconnaissance ne porte atteinte non plus à celle d'aucun droit spécial ou exclusif à la capture des espèces mobiles de poissons au-dessus ou à l'entour de ce lit ou de ces bancs. On ne saurait convenir avec Sir Cecil Hurst que la prétention à la propriété absolue d'une portion du lit de la mer et des richesses qu'il produit, sous forme d'huîtres perlières, de coquillages, de coraux, d'éponges ou d'autres fruits du sol, n'est pas incompatible avec le droit universel de navigation en haute mer avec le droit commun du public de pêcher en haute mer » (6).

De même, Higgins et Colombos pensent qu'il « faut faire une nette distinction entre le lit de la mer et de son sous-sol. En ce qui concerne le premier, la meilleure opinion paraît être qu'il est

(6) G. Gidel, *La plataforma continental ante el derecho*, Valladolid, 1951, p. 75.

insusceptible d'occupation par aucun Etat et que son régime juridique est le même que celui des eaux de la haute mer qui le recouvrent. Les mêmes raisons qu'on a de le maintenir libre de toute appropriation dans l'intérêt de la navigation valent, avec la même force pour le lit de la mer. Exceptionnellement, pour des motifs historiques et parce qu'une prescription est acquise, on admet généralement qu'une portion limitée du lit de la mer est susceptible d'occupation par des Etats à des fins bien déterminées, et que l'occupation peut être reconnue par les autres Etats » (7).

B) *La confusion entre le régime juridique du lit de la mer et celui du sous-sol*

P. Fauchille figure parmi les auteurs qui affirment que, sans distinction, le lit de la mer et son sous-sol sont susceptibles d'occupation : « ...on le sait, le fond et le tréfonds de la mer peuvent, à la différence de ses eaux faire l'objet d'une occupation permanente, constitutive d'un droit exclusif de souveraineté. Les travaux ainsi réalisés ne seront-ils pas toutefois de nature à apporter une gêne au libre usage des mers ? On ne peut pas ici faire une réponse absolue. Ce qu'on doit dire, c'est qu'en général, de pareils travaux ne sont pas susceptibles d'entraver la navigation et de nuire à la communication des peuples, principales raisons d'être de la liberté des mers : ils sont plutôt une aide au rapprochement des Nations » (8).

C) *La théorie de l'« inchoate title »*

Très proche de la théorie de l'occupation apparaît la théorie de l'« inchoate title » à laquelle le même P. Fauchille a particulièrement accordé son attention. Cette théorie suppose l'acquisition en deux temps d'un bien sans maître. D'abord, l'« invention », ou plus exactement la « découverte » ne conférerait à son bénéficiaire qu'un titre temporaire, un « inchoate title ». Puis, selon les conditions prévues pour chaque cas, et après un délai « raisonnable » (9), ce titre deviendrait un véritable titre d'acquisition après une occupation effective.

(7) A.P. Higgins et J.C. Colombos, *International Law of the Sea*, p. 54.

(8) P. Fauchille, *Traité de D.I.P.*, vol. I, II^e Partie, pp. 18-19, 61.

(9) Voir *infra*, Titre III, Chapitres II et III.

Comme le fait remarquer O. de Ferron (10), cette thèse, appliquée au plateau continental aboutirait à des situations imaginables comme suit : un Etat A proclame sa souveraineté sur le plateau continental d'un autre Etat et crée ainsi un « inchoate title », ce titre temporaire, puis aménage quelques plates-formes d'exploitation. Appliquée à la lettre cette hypothèse est conforme à la théorie de l'« inchoate title », surtout si un Etat B n'a pas, par espérance envers un droit international en formation, proclamé, avant l'Etat A, sa souveraineté sur son propre plateau.

Inapplicable au plateau continental, cette règle l'est pour plusieurs motifs dont l'exemple précédent n'est qu'une illustration. Conçue, jusqu'à ce jour, pour permettre à l'Etat riverain d'explorer et exploiter son plateau continental et pour empêcher les Etats tiers d'intervenir ou de s'immiscer, sans son consentement, dans cette exploration et cette exploitation, la théorie du plateau continental est totalement à l'opposé de la règle de l'« inchoate title » élaborée pour les navigateurs « découvreurs » d'îles.

D) *La théorie de la continuité et de la contiguïté*

Cette théorie eut un grand renom au moment des guerres coloniales. Elle permettait à un Etat colonisateur qui avait envoyé un corps expéditionnaire sur une région côtière d'obtenir un titre provisoire sur l'intérieur d'un territoire non encore exploré, jusqu'à la ligne de partage des eaux. Mais, comme pour l'« inchoate title », ce titre, pour devenir définitif, doit être suivi d'une occupation effective.

Le célèbre arbitre suisse *Max Huber*, rendant la sentence arbitrale du 23 janvier 1925 dans l'affaire de l'*île de Palmas*, a, semble-t-il, détruit cette thèse de la continuité et de la contiguïté (11). La sentence affirme en effet « le fait qu'il est impossible d'établir une règle de droit international positif en vertu de laquelle les îles situées en dehors des eaux territoriales appartiendraient à un Etat par le simple fait que le territoire de cet Etat constitue la *terra firma*, ou la terre la plus proche ayant une superficie importante ».

M. Fouad Ammoun, juge à la Cour internationale de Justice, dans son opinion individuelle faisant suite à l'arrêt rendu par ladite Cour le 20 février 1969, se réfère à cette sentence arbitrale et dé-

(10) *Le droit international de la mer* (op. cit.) (t. II, p. 182).

(11) Pour une étude détaillée du critère de l'adjacence dans la Convention de Genève, voir *infra*, Titre III, Chapitre II.

clare à ce propos : « Cette décision, communément acceptée, tranche aussi, par analogie, le cas des régions sous-marines ».

M. Olivier de Ferron, en conclusion de son analyse sur cette théorie de la continuité et de la contiguïté, écrit, avec pertinence, en faisant allusion à l'article 1^{er} de la Convention de Genève sur le plateau continental (12) : « La règle aujourd'hui passée dans la législation internationale en vertu de laquelle l'Etat riverain détient des droits souverains et exclusifs sur le plateau continental adjacent à son territoire, sans qu'il soit nécessaire pour lui de l'occuper ou de l'exploiter effectivement, est une règle *sui generis* qui ne peut être rattachée à aucun précédent juridique. C'est en ce sens qu'elle est révolutionnaire, puisqu'elle permet à l'Etat riverain d'exercer sa juridiction et son contrôle sans autre condition au moyen d'une occupation de pure forme... » (13).

E) Une formule originale

Azcarraga, juriste espagnol, préoccupé par la situation résultant de l'inégalité naturelle dans la répartition des plateaux continentaux mit au point une formule pour corriger cette inégalité :

$$(H \times \text{Km}^2) \times C/S \times 100$$

$(H \times \text{Km}^2)$: Nombre d'habitants au km²,

C : Longueur du littoral en kilomètres,

S : La superficie en km² du territoire national.

L'ensemble de ces opérations est multiplié par 100 et donne la longueur en milles des « eaux juridictionnelles ».

A titre d'exemple la formule donne :

pour l'Espagne : 46,8 milles,

la France : 45 milles,

l'Angleterre : 25 milles,

les Etats-Unis : 28,2 milles (14).

Séduisante au premier abord, cette formule est assez difficilement applicable. L'importance des « variables » fait que si cette formule était prise à la lettre, cela équivaldrait à institutionnaliser des inégalités.

(12) Pour une étude détaillée du critère de l'adjacence dans la Convention de Genève, voir *infra*, Titre III, Chapitre II.

(13) O. de Ferron, *op. cit.* (t. II, p. 183).

(14) Chiffres cités par O. de Ferron, *op. cit.* (t. II, p. 193).

SECTION II

La théorie de l'appartenance

Cette théorie n'a pas été retenue par la Convention de Genève de 1958. Elle avait été introduite dans la littérature juridique internationale par la Proclamation Truman qui, dans son quatrième « attendu » affirmait que le « plateau continental peut être considéré comme un prolongement de la masse terrestre de l'Etat riverain, lui appartenant ainsi naturellement... ».

1) L'assise juridique de cette théorie ne peut être trouvée dans les droits des Etats exercés sur des bancs couvrants et découvrants au large de leurs côtes. En effet, la construction juridique qui régit ces droits ne s'applique qu'aux bancs découvrants et l'on ne peut assimiler le plateau continental à ces bancs découvrants.

2) La théorie des secteurs : cette théorie qui eut pour promoteur un sénateur canadien du nom de *Poirier*, en 1907, fut, par la suite, reprise et systématisée par le juriste russe Lakhtine (*La souveraineté des régions arctiques*, 1918).

Elle vise à répartir, sur une base géographique, au profit de chaque Etat possédant un littoral sur l'Océan glacial arctique, des souverainetés sur des portions de terres comprises dans une « zone d'attraction triangulaire » (15).

L'intérêt (16) de cette théorie réside dans le fait qu'elle dispense de toute occupation effective, même temporaire, l'Etat bénéficiaire d'un droit de souveraineté reconnu en vertu de son application. Mais la question qu'il convient de se poser est celle de savoir si cette théorie est applicable au plateau continental.

Pour plusieurs raisons, la réponse à cette question doit être négative.

En premier lieu, la thèse des secteurs est contraire au principe de la liberté des mers puisqu'elle a pour conséquence de partager, non seulement le sol et le sous-sol marins, mais encore des parties de la haute mer.

(15) Voir : Ch. Rousseau, *Cours D.E.S.*, 1966-67, « Progrès technique et droit international ».

(16) La République fédérale d'Allemagne a invoqué cette théorie lors du litige (non réglé) l'opposant au Danemark et aux Pays-Bas. Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV.

Le professeur Rousseau (17) estime, d'autre part, que même en ce qui concerne les régions arctiques on ne peut accorder de valeur juridique à la théorie des secteurs comme « mode d'acquisition de la souveraineté dans les régions arctiques ». Ceci, à cause de deux objections :

1° Cette théorie « n'a pas de fondement conventionnel. En effet les traités cités par certains auteurs favorables à la théorie des secteurs ne sont que des conventions bilatérales ne pouvant lier « au plus que les Etats contractants ».

2° Pour le professeur Rousseau, enfin, la théorie des secteurs n'est pas « l'expression d'une coutume internationale. C'est une simple pratique appliquée par deux des cinq Etats arctiques (18). Les déclarations unilatérales du Canada et de l'U.R.S.S. demeurent sans valeur juridique à l'égard des Etats tiers ».

On voit que la théorie de l'appartenance peut difficilement trouver les appuis indispensables à son développement. Pourtant de nombreux Etats se sont rangés derrière cette théorie. Il en a été de même pour la Commission du droit international (19). Surtout, dans son arrêt du 20 février 1969, la Cour internationale de Justice a retenu le principe selon lequel chaque Etat doit obtenir les zones de plateau continental qui constituent le « *prolongement naturel* » de son territoire (20).

SECTION III

La théorie des « objectifs économiques » poursuivis par l'Etat riverain

La conciliation entre ces deux fins, à savoir l'exploration et l'exploitation du plateau continental et le respect du principe de la liberté de la haute mer a alimenté les discussions qui ont eu lieu lors de la réunion du Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale (21).

(17) Voir : Ch. Rousseau, *Cours D.E.S.*, 1966-67, « Progrès technique et droit international ».

(18) L'U.R.S.S., la Norvège, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis.

(19) Voir *infra*, Titre II.

(20) Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV.

(21) Voir *infra*, II^e Partie, Titre III.

Plus que toute autre construction juridique il semble qu'il faille retenir cette théorie. Elle offre l'avantage de correspondre à la réalité qui se cache derrière le concept de plateau continental. Cette réalité est la poussée des intérêts économiques mûs par les développements de la technologie. Ces derniers ont suscité « le souci des intérêts particuliers et(au maximum, de l'intérêt national, lequel n'est en droit des gens qu'un intérêt particulier » (22).

M. Fouad Ammoun, dans son opinion dissidente à laquelle il a été déjà fait allusion résume ainsi cette évolution : « Le comportement des Etats est divers et changeant. On peut néanmoins distinguer trois attitudes qui correspondent à la triple alternative que comporte la dernière question posée pour en terminer avec le statut juridique du plateau continental : une attitude nord-américaine qui s'attache à la notion d'exclusivité, une attitude sud-américaine revendiquant la souveraineté territoriale, enfin l'attitude de Genève qui a abouti à la Convention consacrant des droits qualifiés tout à la fois de souverains et d'exclusifs ». Puis, M. Fouad Ammoun qualifie les droits que l'Etat riverain peut exercer sur le plateau continental. Ils doivent être, écrit-il, « susceptibles d'être déterminés tout ensemble par les objectifs économiques qui leur sont assignés, et par la considération que la liberté de la haute mer ne doit être affectée que dans la mesure où l'exige la réalisation de ces objectifs ».

Enfin, M. Fouad Ammoun explique : « Autrement dit, s'agissant d'un principe du droit des gens auquel l'évolution économique, sociale et politique, ainsi que les progrès scientifiques et technologiques sont de nature à apporter des dérogations nécessaires, les droits que l'Etat riverain peut exercer sur le plateau continental ou la plate-forme épicontinentale *sont à la limite ceux que justifie la réalisation des fins pour lesquelles ils ont été institués...* Quant au caractère souverain attribué à ces droits, il s'agirait, dans les trois situations observées, d'une souveraineté territoriale plus ou moins démembrée, dont certains attributs s'exercent sur le plateau continental ou la plate-forme épicontinentale. *Le contenu juridique des droits souverains reste limité aux actes strictement nécessaires à l'exploration ou à la protection des ressources du plateau continental, à l'exclusion des eaux et de l'espace adjacents.* De même, le contenu juridique de ce qui a été appelé souveraineté par les Etats d'Amérique latine est limité aux objectifs précités, auxquels s'ajoute la pêche, exclusion faite de la liberté de

(22) G. Scelle, « Plateau continental et droit international », *R.G.D.I.P.*, pp. 35-36 (1955).

la navigation et du droit de poser et d'entretenir des câbles et pipelines. Dans aucun cas, il ne s'agirait, par conséquent, de la souveraineté telle qu'elle s'exerce sur la mer territoriale ».

CONCLUSION

Les diverses constructions juridiques qui ont été successivement invoquées pour justifier l'exercice de droits sur le plateau continental sont toutes survenues *a posteriori* et, de ce fait, apparaissent souvent entachées d'artifice. Avoir recours à des théories telles celle de l'occupation pour légitimer les droits de l'Etat riverain ne saurait être concilié, de façon satisfaisante, avec le nécessaire développement du droit international dans le domaine du plateau continental. En effet il faut que, dans un avenir aussi proche que possible, les Etats adoptent une politique commune d'exploration et d'exploitation du plateau continental. Car celui-ci n'est, très vraisemblablement, que la première conquête des richesses sous-marines. Il est prévisible que des forages fructueux pourront être effectués de façon courante (certains l'ont déjà été) au delà des limites « géologiques » du plateau continental. Accepter la thèse de l'occupation équivaldrait, dans ces conditions, à institutionnaliser une lutte entre les Etats désireux de se voir attribuer de grandes « portions » des fonds sous-marins. La Convention de Genève (art. 1^{er}) a perçu ces possibilités puisque, on le verra, elle prévoit, dans sa définition du plateau continental, une extension de ce dernier (qui, alors, ne correspond plus au plateau continental « géologique ») jusqu'aux limites possibles de l'exploitation. C'est pourquoi, pour critiquable que soit cette définition (23), dont la signification ne peut toutefois être comprise qu'en tenant compte de cette inéluctable extension des progrès technologiques, la thèse de l'appartenance, affirmée par la Proclamation Truman et reprise par la Cour internationale de justice dans l'Arrêt du Plateau continental de la mer du Nord, pour indiscutable (24) qu'elle soit du

(23) Cf. *infra*, Titre III, Chapitre II.

(24) Elle présente, cependant, en elle-même, une singularité intéressante : permettant de « justifier » l'appropriation, par l'Etat riverain, n'est-elle pas insuffisante si l'on considère que le lit des océans, par opposition au plateau continental proprement dit, « prolonge » « naturellement », lui-même, ledit plateau (les composantes moléculaires du globe terrestre sont, on le sait, fort peu nombreuses). Aussi, les références géologiques avancées pour cautionner

point de vue géologique, ne peut résoudre tous ces problèmes. Car le « dépassement » de la notion de plateau continental, au sens géologique du terme, a déjà eu lieu sur plusieurs plans : celui du droit conventionnel créé à Genève d'abord, celui de la réalisation technique de certains forages entrepris au delà de l'isobathe de deux cents mètres ensuite. Force est donc de se tourner vers un autre fondement. Celui de l'internationalisation progressive des fonds sous-marins basée sur la finalité pour laquelle elle serait instituée, à savoir le profit de la communauté internationale, peut apparaître utopique mais doit être le souci principal des juristes à l'époque contemporaine.

les appétits étatiques pourraient, fort bien, légitimer le contrôle, par la Communauté internationale, des richesses du lit des océans, plateau continental compris.

TITRE II

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

« Dans les articles qui suivent, l'expression « développement progressif du droit international » est employée, pour la commodité, pour viser des cas où il s'agit de rédiger des conventions sur des sujets qui ne sont pas encore réglés par le droit international ou relativement auxquels le droit n'est pas encore suffisamment développé dans la pratique des Etats. De même, l'expression « codification du droit international » est employée, pour la commodité, pour viser les cas où il s'agit de formuler avec plus de précision et de systématiser les règles du droit international dans des domaines dans lesquels il existe déjà une pratique étatique considérable, des précédents et des opinions doctrinales. »

(Statut de la Commission du droit international, Chapitre II : « Tâche de la Commission du droit international, article 15).

La Commission du droit international a pour mission de promouvoir la codification et le développement progressif du droit international. Son statut qui, avec divers amendements ultérieurs, régit ses activités, a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 21 novembre 1947. La Commission a tenu sa première session en 1949.

La Commission se compose de 25 membres. Ils étaient initialement 15, mais ce nombre a été porté à 21 en 1956 et à 25 en 1961. Ces membres siègent à la Commission à titre personnel, en qualité de spécialistes du droit international et non à titre de représentants des gouvernements. Ils sont élus pour cinq ans par l'Assemblée générale des Nations Unies (1).

(1) Voir : « La Commission du droit international et son œuvre », Service de l'information de l'O.N.U.

Chaque année la Commission tient une session à Genève. Quand elle a choisi un sujet d'étude et qu'elle l'a communiqué pour approbation à l'Assemblée générale, ou que l'Assemblée générale a prié la Commission d'étudier une question particulière, celle-ci désigne l'un de ses membres comme rapporteur spécial ; ce dernier prépare alors un projet, habituellement sous la forme d'articles accompagnés de commentaires, destiné à être examiné et adopté par la Commission. Lorsque la Commission a adopté, à titre provisoire, une série de projets d'articles, elle les soumet aux observations des gouvernements des Etats membres pour observations. Les articles du projet et les commentaires sont ensuite révisés par la Commission, compte tenu des observations soumises par écrit ou faites oralement au cours des débats de l'Assemblée générale. Une fois la révision d'une série d'articles achevée, le projet est soumis à l'Assemblée générale, qui peut décider de convoquer une Conférence internationale en vue de la conclusion d'une convention.

A sa première session, en 1949, la Commission du droit international a inclus le régime de la haute mer et le régime des eaux territoriales parmi les questions qu'elle jugeait nécessaires et possibles de codifier. Les travaux sur le régime de la haute mer commencèrent par la nomination d'un rapporteur qui remit son premier rapport sur le régime de la haute mer à la Commission en 1950. Dans son deuxième rapport, présenté en 1950, le rapporteur spécial traite également du plateau continental et de divers sujets connexes.

Avant d'étudier le contenu des rapports successifs et des projets d'articles de la Commission du droit international, il convient d'examiner si la question du plateau continental, telle qu'elle se présentait au cours des années qui ont précédé l'entrée en vigueur de la Convention de Genève de 1958 sur le plateau continental, relevait de la notion de « codification » ou de celle de « développement progressif » du droit international.

SECTION I

« Codification » et « Développement progressif »

L'article 13, § 1 de la Charte des Nations Unies stipule :

« L'Assemblée générale provoque des études et fait des recommandations en vue de :

a) Développer la coopération internationale dans le domaine politique et encourager le développement progressif du droit international et sa codification. »

Comme on l'a vu précédemment, le statut de la Commission du droit international, dans son article 15, a distingué les cas d'application de ces deux notions de « développement progressif » d'une part, et de « codification » d'autre part.

En théorie ces deux notions apparaissent ainsi claires et distinctes. Le codificateur international prend diverses mesures qui tendent vers une fin unique : l'élaboration de nouvelles règles devant énoncer des dispositions de droit international qui ont déjà été généralement acceptées dans le cadre du droit international coutumier. Si l'on veut rapprocher la codification internationale de la codification effectuée en droit interne on constate l'abîme qui les sépare (2). En effet, une des caractéristiques de la codification en droit international est cet élément « novateur » qui se manifeste de façon beaucoup plus fréquente et importante qu'en droit interne.

Lorsqu'il s'agit de codification le juriste international, même s'il fait œuvre nouvelle, ne part cependant pas du complet néant. Il tente plutôt de formuler des règles *tenues pour acquises* qui n'exigent que cette formulation. Pour reprendre l'expression de M. Visser Thooft, le juriste international, dans ce cas, « crée de l'ordre là où existent des incertitudes et des divergences ». En ce qui concerne le plateau continental qu'existait-il en 1950 ? Certes, infiniment plus d'« incertitudes » et de « divergences » que d'« ordre ». Confronté avec la théorie nouvelle du plateau continental le législateur international ne pouvait guère trouver, en fait de « règles tenues pour acquises », que le vieux principe de la liberté de la haute mer. Pour le reste, la Commission n'était confrontée qu'à une suite d'actes unilatéraux dont les revendications ne pouvaient que difficilement être considérées comme constitutives d'« une pratique étatique considérable ».

Tout en tenant compte de la difficulté qu'il y a d'établir, dans la pratique des relations juridiques internationales, une stricte démarcation entre codification et développement progressif (3), il est

(2) Voir : H.Ph. Visser Thooft, *Les Nations Unies et la conservation des ressources de la mer*, Leiden, 1957 : « ...la codification interne ne se limite pas à la rédaction de coutumes et de précédents, mais se fait législative et impose l'unité de solutions juridiques ».

(3) M. Sorensen (opinion dissidente, C.I.J., « Affaire du plateau continental de la mer du Nord ») : « Bien qu'elles soient claires et distinctes en théorie, ces deux notions tendent en pratique à se recouvrir ou au contraire à laisser

impossible d'alléguer que le statut juridique du plateau continental, avant les travaux de la Commission du droit international, constituait un ensemble de règles communément admises.

La tâche de la Commission du droit international peut donc (une fois perçue cette « twilight zone » floue et incertaine entre « codification » et « développement progressif ») être considérée comme relevant du développement progressif du droit international tant il est vrai qu'on peut difficilement dire que la doctrine du plateau continental, telle qu'elle a été formulée et circonscrite avec force détails, tout d'abord par la Commission du droit international dans son projet de 1956, puis par la Conférence de Genève de 1958, n'a constitué rien de plus qu'une réaffirmation des règles de droit international coutumier existant alors.

SECTION II

Etapes et résultats des travaux de la Commission du droit international

La Commission du droit international reçut le concours de l'« International Law Association », de l'Institut de droit international et de l'International Bar Association, qui avaient examiné la question d'un point de vue scientifique.

Pour la Commission il s'agissait, entre autres objectifs, de formuler un principe reconnaissant un droit spécial accordé à l'Etat riverain sur son plateau continental. Quelle serait la nature de ce droit ?

subsister entre elles un domaine intermédiaire où il est impossible d'indiquer avec précision où finit la codification et où commence le développement progressif ».

— Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa huitième session, § 26 : « En élaborant la réglementation du droit de la mer, la Commission a acquis la conviction que, du moins dans cette matière, la distinction entre ces deux activités, prévue par le statut, peut difficilement être maintenue. Non seulement, les opinions sur le point de savoir si un sujet est déjà « suffisamment développé dans la pratique » peuvent largement diverger, mais plusieurs dispositions adoptées par la Commission et basées sur un « principe reconnu en droit international ont été élaborées d'une manière qui les range dans la catégorie du « développement progressif » du droit. Après avoir essayé de spécifier les articles rentrant dans l'une ou l'autre catégorie, la Commission a dû y renoncer, plusieurs articles n'appartenant entièrement ni à l'une ni à l'autre des deux catégories. »

Le principe de la liberté de la haute mer n'interdisait pas, en lui-même, aux Etats d'exercer des droits sur des parties du lit de la mer et de son sous-sol au delà des limites de la mer territoriale, mais on ne pouvait déduire de ce principe aucune règle permissive.

§ 1. — ETAPES DES TRAVAUX

1° *Le Rapport de 1950.*

La Commission du droit international prit pour base de discussion les neuf points du premier rapport sur le régime de la haute mer préparé à sa demande par le professeur *J.P.A. François*, et ainsi conçus :

« 1) La reconnaissance de droits spéciaux touchant l'exploitation du sous-sol marin et la protection des ressources maritimes doit-elle être rattachée à la présence d'un plateau continental ?

2) Dans l'affirmative, comment doit-on définir ce plateau continental ? Doit-on adopter une ligne de profondeur de 200 mètres (100 brasses) pour limite extérieure ?

3) Faut-il exiger une occupation effective, ou au moins théorique, comme condition de la revendication des droits en question ?

4) Si l'on répond à la première question par la négative, doit-on reconnaître de tels droits sur une zone contiguë aux eaux territoriales, et à quelle distance de la côte doit-on limiter cette zone ? Doit-on adopter la même distance pour les ressources minérales et les ressources marines ?

5) S'agit-il d'un droit de souveraineté, ou simplement de droits de contrôle et de juridiction ?

6) Quelle est la compétence de l'Etat riverain dans les zones en question (plateau continental ou zone contiguë), en ce qui concerne : *a)* l'exploitation des ressources minérales du sous-sol ; *b)* les ressources marines. Dans quelle mesure les ressortissants de l'Etat riverain ont-ils un droit à un traitement particulier ?

7) Lorsque les plateaux continentaux (ou les zones contiguës) de différents Etats se chevauchent, comment faut-il les délimiter ?

8) Les ouvrages et installations établis sur les eaux en question pour l'exploitation du sol ont-ils des eaux territoriales propres ? Sinon, peut-on revendiquer pour eux des zones de sécurité spéciales ?

9) Dans quelle mesure peut-il être question en ce domaine de droits déjà reconnus par le droit international ? » (4).

On voit que tous les principaux problèmes en suspens en 1950 sont posés ici avec une magistrale concision. Certaines de ces questions demeurent préoccupantes de nos jours. D'autres n'ont reçu qu'un imparfait commencement de solution.

Lors de sa deuxième session la Commission fit porter la discussion sur le choix des sujets à étudier dans le cadre du régime de la haute mer. A l'aide de ces directives présentées par M. François, elle examina et approfondit la question du plateau continental et divers sujets connexes, après avoir repoussé certaines propositions qui lui semblèrent peu intéressantes. Parmi celles-ci, on peut citer, d'une part, celle qui se prononçait en faveur d'une internationalisation du plateau continental, d'autre part, celle qui affirmait l'appartenance *ipso jure* du plateau continental à l'Etat riverain. A ce stade de ses travaux, la Commission ne fit pas dépendre la reconnaissance d'un droit de contrôle et de juridiction sur le plateau continental, de la présence d'un plateau continental.

Le rapport préliminaire de 1950 conclut que : « Le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines ne sont ni une *res nullius* ni une *res communis*, ils sont soumis à l'exercice, par l'Etat riverain, de son contrôle et de sa juridiction à des fins d'exploration et d'exploitation. L'exercice de ce contrôle et de cette juridiction est indépendant du concept d'occupation. Les eaux qui recouvrent le plateau continental demeurent soumises au régime de la haute mer et l'exercice des droits de navigation et de pêche sur ces eaux ne peut être entravé que dans la mesure strictement nécessaire à l'exploitation du lit de la mer et du sous-sol, on pourrait créer des zones de sécurité spéciales, mais on ne saurait les classer comme eaux territoriales. La protection des ressources de la haute mer doit être indépendante de la notion de plateau continental. Si deux ou plusieurs Etats voisins sont intéressés aux régimes sous-marins du plateau continental hors de leurs eaux territoriales, il faut tracer des frontières » (5).

2° En 1951 (troisième session de la Commission du droit international), la Commission adopta un « Projet d'articles relatif au plateau continental et aux sujets voisins » (pêcheries sédentaires, richesses de la mer, zone contiguë). Ce projet fut communiqué aux Gouvernements des Etats membres de l'O.N.U. (18 gouvernements

(4) J.P.A. François, Report on the High Seas (A/CN.4/17).

(5) Rapport de la Commission du droit international, deuxième session, A/1316.

présentèrent des observations). La Commission s'en tint, de façon générale, aux principes qui avaient été énoncés en 1950. Elle définissait ainsi le plateau continental :

« L'expression « plateau continental » désigne le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines contiguës aux côtes, mais situées en dehors de la zone de la mer territoriale, où la profondeur des eaux de la mer permet l'exploitation des ressources naturelles du lit de la mer et de son sous-sol. » (6)

Il faut noter que la Commission retient ici le critère de la contiguïté allié à une certaine « exploitabilité » (les régions dans lesquelles l'exploitation est techniquement impossible, en raison de la profondeur des eaux, sont exclues du plateau continental), qui sera la source, ultérieurement de nombreux conflits et difficultés.

D'autre part, comme le fait remarquer M. Ceccatto (7), la Commission s'écarte, dans les termes cités précédemment, de la notion géographique de l'expression « plateau continental ». Les motivations de cet écart furent essentiellement dictées par le fait que la Commission prit conscience de ce que les diverses opinions des géologues ne constituaient pas un concept d'une précision rigoureuse sur la question. Pour ce qui est des droits exercés par les Etats riverains, la Commission les qualifia comme suit :

« L'Etat riverain exerce des droits de contrôle et de juridiction sur le plateau continental aux fins de l'exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles. »

3° En 1952 (quatrième session de la Commission du droit international), on assista à la première discussion sur le sujet des eaux territoriales. Comme pour le plateau continental, des « directives » furent élaborées.

4° En 1953 (cinquième session) la Commission procéda à l'examen des réponses et observations des gouvernements à adresser par ceux-ci lors de l'élaboration du projet de 1951. Elle adopta ensuite des « projets d'articles relatifs au plateau continental, aux pêcheries et à la zone contiguë ».

Dans le même temps, la Commission recommandait à l'Assemblée générale d'adopter, dans une résolution, des articles relatifs au plateau continental. Elle l'exhortait également à mener des consultations avec la F.A.O.

Dans ce nouveau projet la Commission abandonnait le critère de l'exploitabilité mentionné plus haut. Elle se prononçait, alors, en faveur d'un critère basé sur la profondeur :

(6) *Ibidem*.

(7) *Op. cit.*, *supra*, p. 117.

« ... l'expression « plateau continental » désigne le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines contiguës aux côtes, mais situées en dehors de la zone de la mer territoriale jusqu'à une profondeur de 200 mètres. » (8)

A l'Assemblée générale des Nations Unies, cependant, aucune délégation ne semblait désirer l'adoption immédiate d'articles relatifs au plateau continental et aux richesses de la mer. La majorité des Etats était favorable à un renvoi indéfini (écartant donc la proposition tendant à un examen de ces questions au cours de la dixième session des Nations Unies) ; quelles sont les raisons invoquées pour justifier une telle attitude ? Selon M. Visser Thooft (9), elles sont « pratiques autant que politiques ». Les commentaires des Etats sollicités sont insuffisants, brefs, tardent à parvenir, les délais pour l'étude du projet sont trop courts... C'est ainsi que la résolution 798 (huitième session) de l'Assemblée générale dispose :

« Tenant compte du fait que les problèmes relatifs à la haute mer, au plateau continental, et aux eaux surjacentes sont étroitement liés tant sur le plan juridique que sur le plan physique... l'Assemblée générale décide de n'examiner aucun aspect du régime de la haute mer ou du régime des eaux territoriales tant que les problèmes qui s'y rattachent n'auront pas été étudiés par la Commission du droit international. »

5° En 1954 (sixième session de la Commission du droit international, la Commission adopta un projet d'articles provisoires relatifs au régime de la mer territoriale.

En ce qui concerne le plateau continental, ce sujet fut de nouveau inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Un groupe d'Etats comprenant le Brésil, la Bolivie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne proposa de revenir sur les décisions de 1953. Alors, l'Assemblée générale, après avoir affirmé que tous les problèmes maritimes étaient « connexes » (10) pria la Commission du droit international de terminer ses travaux sur le régime de la haute mer, le régime des eaux territoriales et tous les problèmes connexes, en temps voulu, pour un examen global lors de la onzième session de l'Assemblée générale. Cette dernière décida également dans sa résolution 900 (IX) de faire convoquer une conférence technique sur la conservation des ressources biologiques de la mer, pour que

(8) Rapport de la Commission du droit international (cinquième session) A/2456.

(9) « Les Nations Unies et la conservation des ressources de la mer », *op. cit.*

(10) Document des Nations Unies A/2849.

ses résultats servent de nouvel élément d'appréciation à la Commission du droit international.

6° En 1955 (septième session de la Commission du droit international). Au mois de mai de cette année là, la Conférence technique sur la conservation des ressources biologiques de la mer fut tenue à Rome. La Commission du droit international adopta un « projet d'articles provisoires relatifs à la conservation des ressources biologiques de la mer ». En fait, ces articles constituaient une révision des articles de 1953 sur les pêcheries.

7° 1956 (huitième session de la Commission du droit international). La Commission rédigea des « articles relatifs au droit de la mer » et recommanda à l'Assemblée générale de procéder à la convocation d'une Conférence internationale « chargée d'examiner le droit de la mer en tenant compte non seulement des aspects juridiques mais aussi techniques, biologiques, économiques et politiques de ce problème et de consacrer le résultat de ses travaux dans une ou plusieurs conventions internationales ou autres instruments qu'elle jugera appropriés ».

A l'Assemblée générale (11) dont c'est la onzième session, il est décidé, avec un seul vote défavorable, celui de l'*Islande*, de convoquer une conférence internationale pour mars 1958. L'Assemblée prie le Secrétaire général de procéder aux travaux préparatoires nécessaires.

§ 2. — LE PROJET D'ARTICLES ADOPTÉS A LA HUITIÈME SESSION

A) *Texte de ces articles* (12)

« Section III. — LE PLATEAU CONTINENTAL.

Article 67

Aux fins des présents articles, l'expression « plateau continental » est utilisée pour désigner le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres (environ 100 brasses) ou, au delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions.

Article 68

L'Etat riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

(11) Résolutions 1105 (XI).

(12) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

Article 69

Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental ne portent pas atteinte au régime des eaux surjacentes en tant que haute mer, ni à celui de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux.

Article 70

L'Etat riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de câbles sous-marins sur le plateau continental, réserve faite de son droit de prendre des mesures raisonnables pour l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles.

Article 71

1. L'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles ne doivent pas avoir pour conséquence de gêner d'une manière injustifiable la navigation, la pêche ou la conservation des ressources biologiques de la mer.

2. Sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 5 du présent article, l'Etat riverain a le droit de construire et d'entretenir sur le plateau continental les installations nécessaires pour l'exploration et l'exploitation de ses ressources naturelles et d'établir autour de celles-ci, jusqu'à une distance raisonnable, des zones de sécurité et de prendre dans ces zones les mesures nécessaires à la protection de ces installations.

3. Ces installations, tout en étant soumises à la juridiction de l'Etat riverain, n'ont pas le statut d'îles. Elles n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre et leur présence n'influe pas sur la délimitation de la mer territoriale de l'Etat riverain.

4. L'Etat intéressé devra donner dûment avis des installations construites et entretenir les moyens permanents de signalisation nécessaires.

5. Ni ces installations elles-mêmes, ni les zones de sécurité susmentionnées établies autour de celles-ci ne doivent être situées dans des chenaux ou dans des parages où elles peuvent gêner l'utilisation des routes maritimes régulières indispensables à la navigation internationale.

Article 72

1. Dans les cas où un même plateau continental est adjacent au territoire de deux ou plusieurs Etats dont les côtes se font face, la délimitation du plateau continental entre ces Etats est déterminée par accord entre ces Etats. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci s'opère par application du principe de l'équidistance des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun des deux pays.

Article 73

Les litiges susceptibles de naître entre Etats au sujet de l'interprétation ou de l'application des articles 67 à 72 seront soumis à la Cour internationale de Justice sur la demande d'une quelconque des parties, à moins que les parties ne conviennent d'en rechercher la solution par un autre mode de règlement pacifique. »

Dans la suite de la présente étude, lorsque les articles de la Convention de Genève seront analysés, on pourra comparer ces

derniers avec le projet de la Commission du droit international. Il sera également intéressant, à la lumière des débats de la « quatrième commission », de confronter le texte final de la convention avec le commentaire qu'avait joint à son projet d'articles la Commission du droit international. En attendant on peut examiner :

B) Observations présentées par les Gouvernements (13)

Par la résolution 1105, l'Assemblée générale des Nations Unies décide de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires chargée d'étudier le droit de la mer. Il est demandé, d'autre part, dans cette même résolution, au Secrétaire général, d'inviter les experts voulus à conseiller et aider le Secrétariat à préparer la conférence, leur mandat étant notamment :

« a) d'obtenir des gouvernements invités à la conférence, de la façon qu'ils jugeront la plus appropriée, toutes nouvelles observations provisoires que lesdits gouvernements pourraient souhaiter présenter sur le rapport de la Commission du droit international et les questions connexes... » (14).

Certains Gouvernements envoyèrent donc au Secrétaire général des observations visant les divers sujets que la conférence allait étudier.

1° Canada (15).

Le Gouvernement canadien, préoccupé par la recommandation formulée par la Commission du droit international à sa huitième session, selon laquelle le plateau continental peut être considéré comme s'étendant au delà de la limite de 200 mètres, « jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions », estime que dans la majorité des cas (90 % des cas, non comprises les régions polaires) le bord du plateau continental est géographiquement bien défini. Aussi suggère-t-il que, dans toutes ces hypothèses, la limite du plateau soit le bord du plateau lui-même. Mais lorsque le bord du plateau est mal déterminé ou lorsqu'il n'existe pas de plateau (« au sens géographique du terme ») la limite pourrait être fixée à une

(13) Document A/Conf. 13/5 et Add. 1 à 4.

(14) Documents officiels A/Conf. 13/5 et Add. 1 à 4.

(15) Note verbale en date du 10 septembre 1957 du Département des Affaires extérieures du Canada.

profondeur qui réponde aux perspectives pratiques et prévisibles d'exploitation (16).

2° Cuba (17).

Le Gouvernement de Cuba approuve les critères de définition du plateau continental retenus par la Commission du droit international dans son article 67. Il note l'analogie existant entre cet article et la définition approuvée par la Conférence spécialisée inter-américaine de Ciudad-Trujillo (18). Il se félicite d'autre part de ce que la Commission ne reconnaisse de droits souverains à l'Etat riverain qu'aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi, aucune atteinte ne sera portée par ces droits au régime des eaux surjacentes en tant que haute mer ni à celui de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux.

Puis, faisant allusion à l'article 68 du projet de la Commission du droit international et du commentaire qui l'accompagne, le Gouvernement de Cuba note que, par « ressources naturelles », il faut entendre uniquement les ressources « minérales » et les espèces « sédentaires », c'est-à-dire celles qui se trouvent attachées en permanence au lit de la mer. Cette restriction exclut donc les poissons vivant au fond de la mer ainsi que les espèces qui y ont occasionnellement leur habitation ou y fraient. A cet égard, le Gouvernement cubain manifeste son inquiétude, car, pour que ce critère, qu'il approuve, soit parfaitement clair, il faudrait que « la conférence le fasse figurer dans l'article, même une fois que les études scientifiques nécessaires auront été faites, pour que l'on sache bien à l'avenir quelles sont les espèces vivantes qui appartiennent au lit de la mer et celles qui sont soumises au régime applicable aux eaux surjacentes.

(16) Le Gouvernement canadien poursuivait son argumentation en ajoutant : « ...cette suggestion pourrait aussi résoudre le problème particulier soulevé par la Commission du droit international en ce qui concerne les régions immergées d'une profondeur inférieure à 200 mètres qui sont séparées du plateau principal par des chenaux étroits. Bien que dans beaucoup de régions les sondages effectués aient été si rares qu'il soit impossible de donner le nombre précis de ces régions immergées, nous pensions que si le bord même du plateau était considéré comme sa limite, la très grande majorité de ces îles seraient alors comprises dans le plateau, et, de ce fait, ne poseraient plus de problème spécial ».

(17) Lettre en date du 1^{er} mai 1957 émanant de la mission permanente de Cuba auprès de l'O.N.U.

(18) Voir : acte final de la conférence spécialisée interaméricaine sur « la conservation des ressources naturelles : le plateau continental et les eaux océaniques », Ciudad-Trujillo, 15-28 mars 1956, Union panaméricaine, Washington (D.C.), 1956.

3° *Danemark* (19).

Le Gouvernement danois fait des observations sur chaque article qui lui paraît présenter une quelconque ambiguïté. C'est ainsi qu'en ce qui concerne les zones de sécurité mentionnées à l'article 71, § 5, le Gouvernement danois jugerait préférable de prévoir que le rayon de ces zones de sécurité ne devrait pas excéder 500 mètres (20).

4° *Islande* (21).

Le ton du Gouvernement de l'Islande dans ses observations est particulièrement dur et sévère. Cet Etat commence par souligner que le problème le plus important est, pour lui, celui de l'Etat riverain sur les pêcheries. Insistant sur le fait que dans tous les pays, comme l'Islande, où la population tire sa subsistance des pêcheries côtières, il faut adopter des mesures de conservation nécessaires, le Gouvernement de l'Islande affirme que tout Etat riverain « devrait avoir priorité pour ce qui est de l'utilisation des pêcheries côtières jusqu'à une distance raisonnable, *que cette zone s'appelle mer territoriale, zone contiguë, eaux surjacentes du plateau continental ou autrement* ».

D'autre part le Gouvernement de l'Islande semble s'élever contre la dissociation des différents aspects du droit de la mer et se félicite de ce que, par exemple, les problèmes du lit de la mer et du sous-sol du plateau continental aient été traités conjointement (22).

5° *Inde* (23).

Le Gouvernement indien ne fait porter ses observations que sur l'article 73 du projet de la Commission du droit international. Selon ce gouvernement cet article devrait disparaître de la convention

(19) Lettre en date du 5 août 1957 émanant de la mission permanente du Danemark auprès de l'O.N.U.

(20) Cette suggestion fut retenue par la Conférence de Genève (voir *infra*, art. 5 § 3 de la Convention sur le plateau continental).

(21) Note verbale en date du 7 août 1957 émanant du Ministère des Affaires étrangères de l'Islande.

(22) Voir : Documents officiels de l'Assemblée générale, 11^e session, supplément n° 9 (A/3/59) (C.D.I., 8^e session) : « La Commission a constaté par expérience — et les observations des gouvernements ont confirmé cette opinion — que l'interdépendance des différentes sections du droit de la mer est telle qu'il sera très difficile d'en traiter seulement une partie, en laissant de côté les autres ».

(23) Note verbale en date du 12 août 1957 émanant du Ministère des Affaires étrangères de l'Inde.

ultérieure, car il est susceptible d'entraîner des difficultés, cette disposition, pour être adoptée, supposant que « chaque pays accepte la juridiction de la Cour internationale de Justice ».

6° *Norvège* (24).

Envisageant d'abord les articles 67 et 68, le gouvernement de ce pays fait remarquer que ces articles relèvent du développement progressif du droit international.

Ensuite le Gouvernement norvégien fait remarquer qu'il éprouve quelques difficultés à voir accorder à l'Etat riverain « des droits souverains » aux fins d'exploitation des ressources naturelles du plateau continental. Pour ce gouvernement, la question de savoir s'il est « nécessaire » ou « raisonnable » d'accorder des privilèges spéciaux à l'Etat riverain est intimement liée au problème de la mer territoriale.

Abordant l'article 72, le Gouvernement norvégien estime qu'il est complexe et que « la façon naturelle et appropriée de procéder serait de stipuler qu'aucun pays n'a le droit d'étendre son plateau continental de manière à comprendre une partie quelconque de mer plus proche de la côte d'un autre Etat, ou, ..., de s'appuyer sur une clause générale introduite à cet effet et applicable à tous les droits de l'Etat riverain ».

7° *Pérou* (25).

Le Gouvernement péruvien aurait voulu voir la Commission faire une place plus large aux faits nouveaux qui, en droit international, marquent une évolution en faveur de l'Etat riverain.

A propos de l'utilisation des ressources minérales du plateau continental, le projet, s'il reconnaît à l'Etat riverain les droits les plus étendus, les lui refuse en ce qui concerne la conservation et l'exploitation des ressources biologiques des régions maritimes adjacentes à ses côtes. Le Gouvernement péruvien espère que la Commission n'a agi de la sorte que parce qu'elle n'a pas pu étudier les aspects techniques, biologiques, économiques et politiques dont la Conférence devra, selon lui, tenir compte.

(24) Lettre en date du 12 août 1957 émanant de la Mission permanente de la Norvège auprès de l'O.N.U.

(25) Lettre en date du 5 août 1957 émanant du Ministère des Affaires étrangères du Pérou.

8° *Suède* (26).

Le Gouvernement suédois entend que les droits attribués à l'Etat riverain ne portent pas atteinte au principe de la liberté de la haute mer. Il se refuse, d'autre part, à envisager que l'on puisse lier ce principe à la question de la mer territoriale.

L'expression « droits souverains » paraît regrettable à ce gouvernement car il estime que l'exercice de tels droits « risquerait notamment d'entraver la libre recherche scientifique, par exemple celle qui est entreprise dans l'intérêt de la pêche, sur le fond de la mer et les sédiments. Le Gouvernement suédois désire, en outre, voir limiter aux richesses naturelles non organiques le droit qu'aurait un Etat riverain d'exploiter le plateau continental. Ainsi, le Gouvernement suédois désirerait voir exclure de l'application des articles 67 à 73 toute forme de pêche ainsi que toute forme d'exploitation des richesses organiques du plateau continental ».

9° *Grande-Bretagne* (27).

Visant l'article 67 la Grande-Bretagne fait les observations suivantes :

« La dernière phrase de cet article est quelque peu ambiguë, dans la mesure où elle peut concerner des parties séparées du plateau de moins de 200 mètres de profondeur, situées au delà du plateau immédiatement adjacent à la côte, avec, dans l'intervalle, des profondeurs de plus de 200 mètres. Cette ambiguïté est imputable en particulier aux deux significations du mot « adjacent » et « contigu ». En effet, ils peuvent vouloir dire non seulement « situé le long de » et « touchant à », mais également « avoisinant » ou « à proximité immédiate de ».

En ce qui concerne l'article 69 le Royaume-Uni estime qu'il serait judicieux de remplacer l'expression « ne portent pas atteinte » par « ne portent en aucune manière atteinte », ceci pour mieux exprimer le but auquel répond cet article.

Comme le Danemark, la Grande-Bretagne estime que la largeur des zones de sécurité mentionnées à l'article 71 devrait être spécifiée. Il estime d'autre part qu'une disposition de la future convention devrait préciser que « les installations abandonnées ou ne servant plus doivent être complètement enlevées ».

(26) Lettre en date du 31 août 1957 émanant du Ministère des Affaires étrangères de Suède.

(27) Note verbale en date du 20 septembre 1957 émanant de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Puis, commentant l'article 72 du projet le Gouvernement du Royaume-Uni poursuit :

« Nous pensons que la définition de la ligne médiane contenue dans les paragraphes 1 et 2 de cet article, serait mieux formulée comme suit : « dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale » ... « Nous suggérons encore l'addition d'une clause prévoyant le tracé permanent des lignes médianes, soit sur les lieux, soit sur les cartes, ou encore leur détermination complète par rapport à des points fixes sur les lieux. Les lignes côtières et, partant, les lignes de base servant à mesurer la largeur des eaux territoriales sont à la longue sujettes à des variations. La délimitation du plateau continental entre deux Etats ne devrait subir aucune variation sous l'effet de causes naturelles ».

Enfin la Grande-Bretagne considère que certains problèmes non examinés par la Commission du droit international pourraient faire l'objet d'études approfondies lors de la réunion de la Conférence internationale. C'est ainsi que l'incidence de la présence d'îles sur la délimitation du plateau continental entre Etats limitrophes n'a pas été envisagée.

10° *Pays-Bas* (28).

a) Les dispositions de l'article 67 représentent, aux yeux du Gouvernement des Pays-Bas le danger d'entraîner une possible revendication de monopole par certains Etats sur la base de ce texte.

b) Au paragraphe 1^{er} du projet concernant l'article 71 l'expression « de gêner d'une manière injustifiable la navigation » est, pour ce même gouvernement « plutôt vague ». A cet égard, le Gouvernement des Pays-Bas « désire marquer dès le début que ce sont les intérêts de la navigation qui doivent avoir le pas sur les différents intérêts en présence ».

c) Il est intéressant également de prendre note des commentaires rédigés par cet Etat en ce qui concerne l'article 72 du projet prévoyant la délimitation du plateau continental entre Etats voisins ou limitrophes. En effet, dans l'« Affaire du plateau continental de la mer du Nord » (29), les Pays-Bas avanceront des thèses qui se révéleront en accord avec les brèves observations suivantes adressées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :

(28) Lettre en date du 17 octobre 1957 émanant de la Mission permanente des Pays-Bas auprès de l'O.N.U.

(29) Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV.

« Le Gouvernement des Pays-Bas qui a déjà marqué son accord en ce qui concerne la délimitation des mers territoriales... le marque également pour les principes contenus dans l'article 72 par rapport à la délimitation du plateau continental. Le gouvernement néerlandais désire souligner la nécessité d'une règle acceptée sur le plan international pour fixer ces délimitations ainsi que d'une garantie suffisante de jugement impartial en cas de litige, car il ne suffira pas d'exprimer l'espoir que les Etats intéressés s'accorderont en la matière. »

d) Cet article qui vise le règlement des litiges éventuels pouvant naître au sujet de l'interprétation ou de l'application des articles 67 à 72 fait suite à d'autres articles de projets antérieurs ayant le même objet. A cet égard le gouvernement néerlandais « apprécierait vivement l'introduction d'une clause prévoyant le règlement des litiges susceptibles de naître au sujet de tous les articles de toutes les conventions qui sont conclues sur le présent sujet ».

Une partielle satisfaction devait être donnée au Gouvernement néerlandais puisqu'un « Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends » devait être adopté lors de la Conférence de Genève de 1958 (30).

CONCLUSION

Un des grands mérites de la Commission du droit international est d'avoir jeté d'excellentes bases pour les travaux ultérieurs de la Conférence de Genève. Cet objectif fut le premier principe qui guida son action. Le second fut de tendre au respect du postulat fondamental de la liberté des mers qui, malgré la nouveauté de la notion de plateau continental et des bouleversements inhérents à l'introduction de cette théorie dans le droit international, ne doit pas être bafoué.

Avant d'étudier la discussion ayant précédé l'adoption des articles de la Convention de Genève sur le plateau continental, ainsi que le contenu et les conséquences de ces articles il paraissait utile de noter les principales observations émanant de certains Etats à ce stade du développement progressif du droit international.

(30) Voir *infra*, Titre III, Chapitre III.

TITRE III

LA CONVENTION DE GENÈVE DU 29 AVRIL 1958 SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

« Ce sont de bons mouvements d'horlogerie, pourvu qu'on ait soin de les remonter. Alors ils indiquent l'heure sans se tromper, tout en faisant entendre un modeste ronron. »

NIETZSCHE

(« Ainsi parlait Zarathoustra »).

Entrée en vigueur le 10 juin 1964 cette Convention n'a pas réglé tous les problèmes ayant trait à la notion de plateau continental. Elle a cependant abordé de nombreux aspects des principales questions demeurées jusqu'alors « à l'extérieur » du droit international. Si, parmi les sujets traités, certains l'ont été d'une façon imprécise, incertaine, voire éminemment critiquable, il n'en demeure pas moins que cette Convention *constitue la première pierre d'un édifice juridique uniquement construit, jusque là, à coups d'égoïsmes nationaux manifestés sous la forme de prétentions unilatérales*. A la Conférence de Genève l'un des soucis majeurs a été la *recherche du compromis*. Cette attitude a eu pour conséquence d'entraîner des faiblesses regrettables dont l'article 1^{er} de la Convention donne, dès l'abord, une idée. Mais, si le prix de ces lacunes ou de ces erreurs a pu paraître et demeure assez lourd, il ne faut pas oublier que le droit international devait se développer de façon prudente et progressive en cette matière qu'il avait encore peu appréhendée directement.

On s'attachera, dans ce Titre, à analyser les qualités et démérites de la Convention.

Plan du Titre III

Pour ce faire, un *premier Chapitre* décrira l'« environnement » de la Conférence de Genève de 1958 en la situant brièvement dans le contexte politique de l'époque, en exposant sa composition, son organisation, et en donnant un aperçu de la discussion générale qui eut lieu avant que la Conférence n'examinât le projet de la Commission du droit international article par article.

Puis un *Chapitre II* étudiera les imperfections et incertitudes de la définition du plateau continental telle qu'elle a été adoptée par la Conférence de Genève dans l'article 1^{er} de la Convention.

Enfin, un *Chapitre III* analysera les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental en examinant les caractères de ces droits et leur étendue, la conciliation de ces droits de l'Etat riverain avec ceux des Etats voisins (problème de la délimitation du plateau continental tel qu'il est résolu par la Convention) et la protection de ces droits (règlement des litiges).

CHAPITRE I

CONTEXTE ET CONDITIONS GÉNÉRALES
DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE
SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

« ...L'humanité vient d'entrer dans ce qui est probablement la plus grande période de transformation qu'elle ait jamais connue depuis sa naissance. »

P. TEILHARD DE CHARDIN.

La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui s'est tenue à Genève du 24 février au 27 avril 1958 a abouti à l'adoption de quatre Conventions sur le droit de la mer. La première Commission de cette Conférence participa à la rédaction de la Convention sur la *mer territoriale* et la *zone contiguë*, la deuxième Commission à la Convention sur la *haute mer*, la troisième Commission à la Convention sur la *pêche* et la *conservation des ressources biologiques* de la haute mer. Enfin la quatrième Commission élaborait la convention sur le *plateau continental*.

Rarement une Conférence internationale avait été aussi bien préparée. La Commission du droit international avait étudié la question du droit de la mer pendant sept années et consacré huit sessions à l'étude de ce sujet. Le rapporteur, le professeur J.P.A. François, ne lui avait pas soumis moins de sept rapports successifs.

Quatre-vingt-six Etats participèrent à cette Conférence sur le droit de la mer, ce qui eut pour effet de conférer aux travaux de la Conférence une indiscutable autorité et de leur donner un grand retentissement. La contre-partie fut de rendre d'importantes divergences au sein des divers courants d'opinions exprimées.

Celles-ci peuvent être perçues si l'on rappelle très sommairement le contexte international à l'époque de la Conférence.

SECTION I

Le climat international de 1958

En 1958 règne toujours sur le monde une « *paix armée* ». Le premier « spoutnik », lancé le 16 novembre 1957, donne à Khrouchtchev et Boulganine l'occasion de proclamer l'inéluctable fin du monde capitaliste. De ce monde qui n'a pas oublié les événements de Budapest. Du côté de l'Europe occidentale, la France et la Grande-Bretagne sont encore mal remises de leur expédition d'Egypte.

La tension qui existe entre les puissances occidentales et les pays socialistes ne sera pas diminuée lorsqu'après la signature, en janvier 1958, d'un accord culturel entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., Boulganine sollicite la réunion d'une Conférence au sommet. En effet, dans un premier temps, Eisenhower déclinera l'offre parce que celle-ci n'a pas eu pour objet de provoquer une discussion dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Par la suite, soit en avril 1958, les désaccords se préciseront au sujet de cette Conférence au sommet pour laquelle, entre-temps, Boulganine a, en quelque sorte, forcé la main des Occidentaux en amenant ceux-ci à ne plus oser refuser toute idée de négociation, par l'association à sa proposition de certains Etats « neutres ».

Enfin, dès juillet 1958, il s'avèrera certain que la Conférence au sommet n'aura pas lieu. Des litiges quant à l'ordre du jour et à des questions de procédure ne parviennent pas à dissimuler la véritable divergence qui, au cours de l'été de 1958, menacera la paix mondiale à la suite des événements du Moyen-Orient. La crise qui survient dans cette partie du globe a pour conséquence immédiate, la naissance, le 1^{er} février 1958, de la République Arabe Unie.

Outre la tension entre les deux blocs, le Tiers-Monde, en pleine évolution, exige une indépendance que certaines Métropoles ne lui accordent pas facilement. Une grande méfiance va ainsi se manifester au cours de cette Conférence. L'opposition entre les grandes puissances maritimes et ce « Tiers-Monde » soucieux de ne pas se laisser imposer la volonté des colonisateurs venus de la mer sera sensible tout au long des débats.

Aussi, comme le fait remarquer M. R. Simonnet (1) « toute proposition, pour être adoptée à la majorité nécessaire des deux tiers devait apparaître comme n'étant dirigée ni contre les Etats occidentaux, ni contre les Etats socialistes, ni contre les pays développés, ni contre les pays en voie de développement ».

Dans ces conditions, les tâches de la Conférence étaient particulièrement difficiles. D'autant que l'ambition qu'elle nourrissait pouvait sembler démesurée, puisqu'elle envisageait de traiter, sinon de résoudre, tous les problèmes relatifs au monde maritime. A cette fin, et contrairement à la Conférence de La Haye de 1930, la Conférence de Genève « a passé outre à un point de désaccord et a publié tous les points sur lesquels l'accord s'est réalisé » (2).

A la différence des Conférences maritimes antérieures qui ne rassemblaient que des puissances maritimes riveraines de la mer, la Conférence de Genève de 1958 groupa des Etats que l'on peut, comme M. R. Simonnet (3), réunir en cinq catégories dont les intérêts et aspirations étaient fort dissemblables :

- a) les grandes puissances,
- b) les Etats dépourvus de marine militaire,
- c) les Etats dépourvus de flotte de commerce,
- d) les Etats dépourvus de littoral maritime,
- e) les Etats en voie de développement.

SECTION II

Organisation générale des travaux de la Conférence

La présidence générale du Bureau de la Conférence fut assurée par le *Prince Wan Waithayakon* (Thaïlande). Lors de la première séance de travail de la quatrième Commission, le mercredi 26 février 1958, M. A.B. Perera (Ceylan) fut élu à la présidence des travaux de cette Commission sur le plateau continental. La deuxième séance vit élire M. Quarshie (Ghana), vice-président et M. Diaz Gonzalez (Venezuela), rapporteur.

Il fut décidé à la troisième séance de travail de la Commission (quatrième) qu'une discussion générale précéderait l'examen des règles proposées par la Commission du droit international pour le

(1) (2) (3) M. R. Simonnet, *La Convention sur la haute mer*, thèse, Paris, 1966.

régime du plateau continental. Le président, M. A.B. Perera se rangea, à cet égard, aux opinions exprimées avec force par M. Gros (France) et M. Münch (République fédérale d'Allemagne). Le représentant du Japon (M. Tsumoka) se déclara, lui aussi, en faveur de cette discussion générale antérieure.

M. Gros (France) s'exprima en ces termes : « *Les articles relatifs au plateau continental rédigés par la Commission du droit international ne sont pas du droit international positif mais ont trait à une institution juridique nouvelle qu'on propose à la Conférence de faire entrer dans le droit positif. Trois problèmes d'ordre général doivent par conséquent être examinés tout d'abord : la définition de la nouvelle institution, sa délimitation et enfin son statut juridique. La Commission pourrait discuter utilement ces trois problèmes généraux avant d'aborder l'examen des articles et des amendements éventuels à ces articles* ».

On se bornera ici à donner le ton de cette discussion générale qui eut lieu entre le 3 mars 1958 et le 20 mars 1958, l'examen du projet d'articles proposés par la Commission du droit international devant être effectué dans les chapitres ultérieurs.

SECTION III

La discussion générale : une inutile logomachie ?

M. Gros ouvrit cette discussion générale en déclarant que la délégation française ne pourrait se ranger à la définition du plateau continental donnée par la Commission du droit international. Cette définition ne donne « aucune garantie de fixité, d'uniformité et de certitude » (4). Concluant sur ce premier point fondamental, M. Gros estime qu'il « faudra étudier avec précision la définition et la délimitation du plateau continental avant de passer à l'étude du contenu juridique de cette notion qu'on se propose d'introduire dans le droit international » (5).

Après une digression sur le rôle de la coutume dans la formation du droit international qu'il estime fondamental (6), M. Ruiz

(4) Documents officiels, A/Conf.13/42.

(5) *Ibidem*.

(6) « Le droit international est fondé sur la coutume. Toute coutume tire son origine de décisions particulières de certains pays, qui, à force d'être répétées, ont été acceptées par d'autres et ont fini par acquérir le caractère de règle générale et contraignante. Telle a été l'origine de la mer territoriale.

Moreno (Argentine) insista sur le fait que la géologie et l'océanographie ainsi que des déclarations unilatérales de certains Etats ont « établi » que le plateau continental est le *prolongement naturel* et sous-marin du continent.

Développant une thèse familière aux Etats latino-américains (voir *supra* les déclarations unilatérales de ces Etats) le délégué argentin estima que « ces zones sous-marines dépendent du continent ou en font partie et leur propriété appartient au propriétaire du continent ».

Puis, la délégation de l'Argentine, par la voix de M. Moreno, alla jusqu'à formuler le vœu selon lequel : « l'on doit aborder la question du plateau continental à l'opposé de ce qu'a fait la Commission du droit international », et, qu'« il faut affirmer dans les articles à ce sujet la souveraineté de l'Etat sur le plateau continental, puis établir les limites de cette souveraineté » (7).

Or, le projet d'articles rédigé par la Commission du droit international, après avoir « défini » le plateau continental, pose, dès l'article 68 (8) que l'« Etat riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles ». Puis le même projet enferme ces droits dans un ensemble de règles plus ou moins strictes. Il semblerait donc que la proposition de l'Argentine telle qu'elle fut énoncée dès le début de la discussion générale ait été véritablement abusive. La thèse de l'Argentine se justifie dans une certaine mesure (au plan de la logique et non à celui du droit international, si l'on entend par celui-ci l'intérêt de la communauté des peuples dans la justice et l'équité) par cette théorie du « prolongement naturel » qui, on le verra, a été retenue par la Cour internationale de Justice du 20 février 1969 (9). En effet, si l'on admet cette hypothèse géologique, pourquoi ne pas reconnaître que la souveraineté exercée sur le plateau continental par l'Etat riverain pourrait être analogue à celle exercée par tout Etat sur son propre continent ?

Le principal instrument juridique concernant le plateau continental, à savoir la déclaration du Président Truman de 1945 et son acceptation par d'autres Etats, a donné lieu à une pratique qui, bien que fondée sur des décisions unilatérales, a acquis la validité d'un principe de droit international. Cette pratique pourrait sans doute être modifiée pour tenir compte de l'interdépendance des peuples et il faudrait peut-être établir des règlements sauvegardant les intérêts de la navigation et de la pêche, mais on ne saurait rien changer au principe même de la souveraineté de l'Etat riverain sur le plateau continental. » (O.N.U., Documents officiels, A/Conf.13/42).

(7) Documents officiels, A/Conf.13/42.

(8) Voir *supra*, Titre II.

(9) Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV.

Le texte de l'article 68 prévoyait que les droits « souverains » exercés par l'Etat riverain sur son plateau continental étaient finalisés aux fins de l'exploration et de l'exploitation dudit plateau. Les Etats latino-américains, dès la discussion générale, manifestèrent leur désaccord sur ce point. Une proposition formulée dans les termes suivants par M. Gomez Robledo illustre l'attitude de ces Etats à la Conférence de Genève : « ...le *Mexique* soutient d'une manière non équivoque que l'Etat riverain exerce la souveraineté sur le sol et le sous-sol du plateau continental et sur ses ressources naturelles ... si le plateau continental est incontestablement une prolongation de la terre ferme, il doit être soumis au même régime légal... La Commission du droit international semble admettre les effets de la souveraineté sans admettre la souveraineté elle-même ; or la juridiction et le contrôle ne peuvent avoir d'autre fondement que la souveraineté » (10).

Cette proposition fut soutenue par le délégué chilien : « Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental sont définis à l'article 68 en tant que droits d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles. Cette expression est restrictive et implique une limitation des droits souverains de l'Etat riverain ; or les dispositions de l'article 69 (11) paraîtraient sans objet si les droits en question se limitaient effectivement à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles » (12).

Toutes différentes furent les opinions exprimées par d'autres délégations. C'est ainsi que la *Norvège* souhaita que la notion de souveraineté sur le plateau continental n'apparût point dans le texte de l'article 68.

La délégation *italienne* estima, de son côté, que la position de l'Etat riverain par rapport au plateau continental n'était que celle d'un titulaire de *droits d'utilisation*.

Mlle Whiteman (*Etats-Unis*) fit valoir, quant à elle, que la Proclamation Truman de 1945 et la législation ultérieurement adoptée dans ce pays employait les termes de « juridiction » et « contrôle » et non ceux de « droits souverains ». Elle souhaita que, dans cet article, fut supprimé le mot « souverains » tout en acceptant le maintien du mot « droits ». Prenant la parole après la délégation des Etats-Unis, le représentant de l'U.R.S.S. déclara l'insertion de

(10) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(11) Voir *supra*, Titre II.

(12) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

la notion de droits souverains, à l'article 68, « pleinement justifiée par la pratique internationale et par le droit international » (13).

Cette discussion ressembla à un dialogue de sourds, chaque délégation, à très peu d'exceptions près, se bornant à exprimer son avis. Pour en donner un autre aperçu, il suffit de rapprocher deux opinions, la première étant formulée par la délégation *danoise* qui « préférerait ... qu'à l'article 68 les mots « droits souverains » soient remplacés par les mots « contrôle et juridiction » ; toute référence à la souveraineté, même si elle est suivie d'une clause restrictive, risque de susciter des difficultés en cas de conflit armé international ou en matière de recherches scientifiques », la seconde étant celle du *Venezuela* qui « estime que l'article 68 n'est pas acceptable : il est trop ambigu et trop peu réaliste pour servir de base au droit international. L'identité admise entre la terre ferme et les zones immergées ou leur contiguïté suffit à créer le droit de souveraineté de l'Etat riverain. L'article 68 devrait reconnaître clairement de droit et prévenir ainsi les litiges qui peuvent toujours naître de l'interprétation des dispositions restrictives » (14).

En définitive, deux thèses s'affrontèrent au sujet des droits exercés par l'Etat riverain sur le plateau continental. Selon la première, cet Etat riverain devrait exercer une complète souveraineté territoriale sur le plateau continental et la future convention ne devrait contenir, sur ce point, aucune disposition qui aurait pour effet de limiter cette souveraineté. Pour la seconde, les droits de l'Etat riverain devraient être limités à la juridiction et au contrôle sur le plateau continental aux fins d'exploration et d'exploitation de ses ressources naturelles.

Ces deux prises de position antagonistes, outre qu'elles étaient principalement inspirées par le désir, pour la plupart des Etats, de faire respecter leurs intérêts vitaux, cherchaient à étayer leurs arguments sur des considérations économiques.

C'est ainsi que fidèle à la doctrine latino-américaine le représentant de l'*Uruguay* se prononça nettement en faveur de la thèse attribuant à l'Etat riverain une entière souveraineté sur le plateau continental. Pour justifier cette prétention il n'hésita pas à affirmer que : « La souveraineté de l'Etat riverain sur le plateau continental est la conséquence du progrès de la science » (15).

(13) A/Conf.13/42, ce même représentant soviétique affirma, par ailleurs, que « la définition du plateau continental donnée à l'article 67 est dans l'ensemble satisfaisante ».

(14) Documents officiels, A/Conf.13/42.

(15) (16) Documents officiels, A/Conf.13/42.

Dans le même temps, la délégation *italienne* (16) s'exprimait ainsi : « Une définition des droits des Etats sur le plateau continental doit, pour être compatible avec la nature de ces droits, procéder de considérations économiques. Il s'agit en effet, par cette définition, de légitimer en droit international l'utilisation de certaines ressources du plateau continental. En d'autres termes, on se trouve en présence d'un droit d'utilisation, donc d'un droit qui n'est pas absolu, mais sujet à des limitations d'ordre technique et juridique » (17).

Ainsi les difficultés prévisibles n'étaient pas aplanies et subsistait, pour les délégations, le désir très marqué de prendre des positions de principe opposées. M. Gros mit en garde les délégations contre ce qu'il appela « *de simples divergences verbales* ». C'est dans ce climat assez défavorable que la quatrième Commission, après cette discussion générale préliminaire, aborda le projet de la Commission du droit international, article par article.

Cet article 68 fut, ainsi, de nouveau examiné. Il a paru significatif de présenter, à son propos les diverses opinions qui s'exprimèrent lors de la discussion générale. Caractéristique de l'atmosphère discordante de la Conférence et adopté à l'issue de celle-ci en termes identiques à ceux sur lesquels portèrent ces interminables discussions que l'on a retracées, il montre les difficultés qu'ont rencontré les délégations pour parvenir à un accord (18).

(17) Documents officiels, A/Conf.13/42.

(18) Voir *infra*, Chapitres II et III.

CHAPITRE II

LES IMPERFECTIONS ET INCERTITUDES
DE LA DÉFINITION DU PLATEAU CONTINENTAL
SELON LA CONVENTION DE GENÈVE

« On pourrait comparer le texte de la Commission du droit international à un règlement de la circulation aux termes duquel les véhicules seraient autorisés à circuler à une vitesse de 100 kilomètres à l'heure ou à la vitesse maximum du véhicule. »

M. Obiols GOMEZ
(15^e séance, Guatemala).

INTRODUCTION

L'expression « plateau continental » n'apparaît pas pour la première fois dans la Convention signée à Genève sur le plateau continental, mais dans l'article 26 § 2 de la Convention sur la haute mer qui stipule :

« L'Etat riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de... câbles ou pipe-lines, réserve faite de son droit de prendre des mesures raisonnables pour l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles. »

L'article 1^{er} de la Convention de Genève définit le plateau continental. Adopté à la dix-neuvième séance de la quatrième Commission (1), il dispose :

« Aux fins des présents articles, l'expression « plateau continental » est utilisée pour désigner : a) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres

(1) Documents officiels, A/Conf.13/42 : Par 51 voix contre 9, avec 10 abstentions, l'article 67 du projet de la C.D.I. amendé par les Philippines (voir *infra*), fut adopté. Votèrent contre : France, R.F.A., Italie, Japon, République de Corée, Pays-Bas, Pakistan, Argentine, Belgique.

ou, au delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions ; b) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines analogues qui sont adjacentes aux côtes des îles. »

Cette définition donna lieu, lors de la Conférence, à des débats confus. Depuis 1958 et 1964, année de l'entrée en vigueur de la Convention (2) (après qu'aux termes de l'article 11, le 22^e instrument de ratification ou d'adhésion ait été déposé) (2 bis), des critiques émanant de sources diverses n'ont cessé de témoigner de leur hostilité envers cette définition.

Avant de donner, par quelques exemples, une idée des difficultés de tous ordres que cette définition engendre, il faut retracer les conditions dans lesquelles elle a été adoptée. Dans ce but, seront étudiées, dans une *Section I*, les propositions et suggestions, abandonnées au cours des débats, retirées par les délégations qui les avait formulées, adoptées ou rejetées par les votes qui eurent lieu.

Ceci permettra de réfléchir sur la portée de certaines observations formulées pendant les séances par les délégations qui prirent une part active à celles-ci et participèrent aux débats.

Car la Conférence fut un remarquable forum permettant un échange de vues sur le sujet du plateau continental. Sur les 86 *délégations* plus de 60 profitèrent de cette occasion, en particulier lors des séances de travail de la quatrième Commission (3) et exposèrent les vues de leurs gouvernements. Il est donc d'un grand intérêt d'examiner avec attention certains aspects des discussions qui eurent lieu afin de découvrir non seulement les vœux des Etats en ce qui concerne la définition du plateau continental, mais encore quelles étaient les conceptions de ces mêmes Etats à propos de ce « droit en formation ». Treize années s'étaient écoulées entre la formulation, par le président Truman, de cette nouvelle doctrine et de son entrée dans le droit positif. Cette dernière ne fut pas, dès l'adoption de cet article 1^{er}, regardée comme très heureuse par certaines délégations.

On a le sentiment, à la lecture des comptes rendus analytiques des séances, que l'objectif profond de la Conférence fut non pas

(2) Les 22 premiers Etats à avoir ratifié la Convention ou à y avoir adhéré sont, dans l'ordre : Cambodge, Union soviétique, Malaisie, Ukraine, Biélorussie, Etats-Unis, Sénégal, Venezuela, Tchécoslovaquie, Israël, Guatemala, Roumanie, Colombie, Pologne, Madagascar, Bulgarie, Portugal, Union sud-africaine, Danemark, Australie, Royaume-Uni, République Dominicaine.

(2 bis) Voir *infra*, Annexe 2.

(3) Les séances plénières furent infiniment moins riches d'enseignements que les séances de travail de la 4^e Commission.

tant de « créer du droit », en coulant les « règles préexistantes » dans un moule juridique aussi parfait que possible, que de *conclure un traité*. Il est vrai que cet objectif est, par nature, conforme à une telle Conférence. Il est exact également que ce désir de parvenir à un accord « à tous prix » eut pour effet l'adoption de règles imparfaites. Cependant, comme le fait justement remarquer Zdenek J. Slouka (4) « *la tâche des délégations était de parvenir à un accord et non de codifier un ensemble de règles établies* » (5).

Certes, il aurait été plus satisfaisant de voir cette notion nouvelle, aux conséquences économiques considérables, parvenir, d'emblée, à satisfaire, par son régime légal originel, la Communauté internationale toute entière. Mais un tel succès n'aurait pas manqué d'être surprenant. Des questions aussi capitales que celle de la largeur de la mer territoriale, pourtant inscrite depuis longtemps à l'ordre du jour des Conférences maritimes, n'ont pas encore été résolues.

Dans la *Section II* on examinera brièvement les commentaires jugés intéressants émanant de délégations qui, sans avoir officiellement proposé des amendements à la définition de la Commission du droit international, ont exprimé des vues dignes d'être prises en considération.

La *Section III* s'attachera à exposer les principales conséquences d'une telle définition qui sera critiquée en fonction de celles-ci.

SECTION I

Examen des propositions formulées par les délégations

Si, comme on va le voir, une seule proposition fut retenue, il faut néanmoins examiner, d'abord, celles qui furent rejetées.

A) *Les propositions rejetées*

1° M. Nicolich parlant au nom de la *Yougoslavie*, commença par mettre en doute la limite des 200 mètres qui ne correspond pas, dit-il, avec certitude à la limite géographique de tous les plateaux

(4) Zdenek J. Slouka, *International Custom and the Continental Shelf*, Martinus Nijhoff, 1968, p. 92.

(5) Traduction par l'auteur.

continentaux. Cependant la délégation yougoslave se déclara prête à accepter ce critère bathymétrique mais confirma (elle avait déjà exprimé cette opinion dans la discussion générale) son opposition au critère de la possibilité d'exploitation. Animée par un sentiment de justice, la Yougoslavie, songeant aux Etats pratiquement dépourvus de plateau continental (« au sens que les géographes donnent à ce terme ») proposa, en outre, que dans les zones où la profondeur de la mer dépasse 200 mètres en des points situés à moins de 50 milles de la limite extérieure de la mer territoriale, le lit et le sous-sol de la mer soient considérés jusqu'à une distance de 50 milles de cette limite, comme constituant le plateau continental. Cette proposition aurait pour conséquence que seul l'Etat riverain serait habilité à pêcher dans cette zone.

En définitive, les amendements et modifications proposés par la délégation yougoslave transformaient comme suit l'article 67 de la Commission du droit international :

« 1. Aux fins des présents articles, l'expression « plateau continental » est utilisée pour désigner le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, situées en dehors de la zone de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres, mais seulement jusqu'à une ligne de démarcation ne s'étendant pas au delà de 100 milles à partir de la limite extérieure de la mer territoriale. Dans cette région de 100 milles, il n'y a pas lieu de tenir compte de la présence de gorges, vallées, dépressions et ravins sous-marins, à condition qu'ils se trouvent en deçà de la limite extérieure du plateau continental tel qu'il vient d'être décrit.

2. Si cette profondeur est plus grande, le plateau continental va jusqu'à une ligne de démarcation ne s'étendant pas au delà de 50 milles dans la direction de la haute mer à partir de la limite extérieure de la mer territoriale. » (6)

Cette proposition fut faite lors de la treizième séance qui était la première consacrée à l'examen de l'article 67. Deux séances plus tard, le délégué *argentin* proposa qu'avant d'examiner un à un les articles du projet de la Commission du droit international, il convenait de « savoir à quel objet ont trait exactement ces articles avant d'en examiner le contenu » (7). Faisant suite à l'amendement *néerlandais* (8) qui proposait de remplacer le titre « plateau continental » proposé par la Commission du droit international, par « le plateau continental et les autres zones sous-marines adjacentes

(6) Documents officiels, A/Conf.13/C4/L.12. (Cette proposition fut rejetée par 39 voix contre 2, avec 21 abstentions).

(7) A/Conf. 13/42, p. 42.

(8) A/Conf. 13/C4/L.17.

à la mer territoriale », la délégation argentine émit le point de vue selon lequel elle était disposée à appuyer la thèse consistant à englober sous le vocable « plateau continental » des zones sous-marines adjacentes autres que celle-ci. Cette opinion visait les Etats riverains ne possédant pas de plateau continental « de cette nature » (au sens géologique du terme).

Ces vœux contradictoires en ce qui concerne le titre qu'il convenait de donner à cette « notion » que l'on se proposait de faire entrer dans le droit positif montre bien à quel degré l'imprécision de la définition du plateau continental risquait d'être grande à l'issue de débats de ce genre. M. Calero Rodriguez (*Brésil*) suggéra à la quatrième Commission de terminer l'examen de l'article 67 avant d'en venir au titre. Il fit, en effet, remarquer que cet article a pour objet de déterminer les zones auxquelles s'appliqueront les articles relatifs au plateau continental. M. Nikolic (*Yougoslavie*) partagea l'opinion du représentant du Brésil sur ce point. Il fit remarquer, à la 17^e séance, qu'il était nécessaire de trouver « d'abord le terme approprié pour définir le plateau continental, puis de se mettre d'accord sur un critère imposant une limite raisonnable de manière à sauvegarder le principe de la liberté de la haute mer et, enfin, de faire figurer dans l'article une disposition concernant le plateau insulaire ».

De plus, reprenant le thème de ses réserves antérieures, M. Nikolic exprima l'avis selon lequel les connaissances géographiques ne permettaient pas d'établir une définition juridiquement satisfaisante et rationnelle du plateau continental. Il mit l'accent sur ce que d'autres délégations signalèrent comme étant le « vice profond » de l'article 67 du projet de la Commission du droit international, à savoir l'association des critères de la profondeur d'une part, et de la possibilité d'exploitation d'autre part. Il ajouta :

« Ce serait manifestement gaspiller du temps que de s'efforcer d'établir laquelle des deux est la plus précise ; en vue de trouver une solution juridique, il serait préférable, *sans pour autant priver les Etats des droits acquis par une action unilatérale*, de choisir un critère de profondeur qui permettrait de fixer une limite précise et qui obvierait ainsi au danger de voir morceler de vastes zones maritimes entre les Etats. » (9)

Il est remarquable de constater que, pour ce délégué yougoslave, les « actions unilatérales » qui ont précédemment été analysées, ont été, indiscutablement, constitutives de « droits acquis ». Si l'on en croit Zdenek J. Slouka (10), on peut estimer à vingt le nombre

(9) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(10) *Op. cit.*, p. 91.

des délégations qui estimaient, lors de la Conférence de Genève, avec une conviction plus ou moins grande, que les « principes fondamentaux » de la théorie du plateau continental étaient parvenus à ce stade de « principes » par un processus « coutumier » formateur de règles de droit. Douze autres Etats, selon ce même Zdenek J. Slouka, déniaient clairement l'existence de telles règles et soutenaient que l'apparition de normes juridiques, en ce domaine, serait dûe entièrement à l'œuvre législative de la Conférence.

Il faut ajouter que ce droit « coutumier » n'était pas, loin s'en faut, clairement ressenti par tous les Etats de la même manière et que l'appréciation de sa genèse donnait lieu à des appréciations fort divergentes. En effet, au sein même des délégations qui affirmaient la préexistence de la règle coutumière, aucune n'en définissait clairement les racines. Dès la huitième séance le délégué *yougoslave* affirma qu'une trentaine d'Etats avaient « déjà publié des déclarations unilatérales aux termes desquelles ils étendaient leurs droits souverains à des régions sous-marines situées au delà des limites de la mer territoriale ». M. Bailey, délégué de l'*Australie*, cita les conclusions de H. Lauterpacht selon lesquelles « le droit que possède un Etat riverain de s'approprier les zones sous-marines adjacentes à ses côtes est à présent admis par le droit international, selon une coutume instituée par les principales puissances et approuvée par l'ensemble des Etats » (11).

Cependant, ces opinions ne présentaient d'autre caractère commun que leur aspect affirmatif de pure forme non étayé par un raisonnement rigoureux. N'étaient convaincus de ce rôle indiscutablement créateur de normes juridiques tenu par la répétition de proclamation unilatérales que les Etats qui avaient intérêt à se laisser convaincre ou ceux (c'étaient parfois les mêmes) qui avaient, pour une large part, contribué à cette singulière profusion d'initiatives étatiques.

Si tous les éléments constitutifs de la coutume apparurent comme faisant défaut pour que celle-ci fût élaborée, certaines délégations allèrent jusqu'à expliquer qu'à l'époque contemporaine, on ne saurait « attribuer au facteur temps une importance parmi les éléments qui agissent dans l'évolution du droit coutumier ». Cette affirmation de M. Rosenne (*Israël*) fut poursuivie en ces termes : « Bien que la Proclamation du président des Etats-Unis, en 1945, la première qui ait introduit la notion de plateau continental en droit international, soit de date relativement récente, on peut néanmoins considérer que cette question est régie, dans tous ses aspects,

(11) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

par le droit international. L'existence d'un ensemble important de pratiques suivies par les Etats, l'acceptation générale de ces pratiques, l'importance de la doctrine faisant autorité sur ce sujet et les travaux de la Commission du droit international et de l'Assemblée générale en cette matière sont autant d'éléments à l'appui de cette thèse » (12).

Répondant à une question du représentant de l'*Inde* sur le point de savoir si l'Etat riverain devrait être empêché d'exploiter le lit de la mer et le sous-sol au delà d'une profondeur de 200 mètres, le délégué yougoslave soutint qu'il y avait lieu de répondre par l'affirmative afin de ne pas « empiéter sur la liberté de la haute mer ». Il ajouta : « Cela fait ressortir la nécessité de prendre en considération la proposition yougoslave (A/Conf. 13/C4/L.12) tendant à fixer une ligne de démarcation à 100 milles de la limite extérieure de la mer territoriale ».

2° L'*Inde* exprima en ces termes une proposition révisée (13) :

« Article 67,

Rédiger cet article comme suit :

« Aux fins des présents articles, l'expression « plateau continental » est utilisée pour désigner le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la zone de la mer territoriale, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes atteint 550 mètres. »

Auparavant, la délégation de l'*Inde* avait émis une proposition qui s'articulait autour des trois vœux suivants (14) :

« Article 67,

Remplacer les mots « plateau continental » par les mots « domaine sous-marin côtier ».

Remplacer les mots « adjacents aux » par les mots « au voisinage des ».

Remplacer la fin de l'article « 200 mètres (environ 100 brasses) ou, au delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions », par « 1.000 mètres ». »

Cet amendement aurait présenté l'avantage de supprimer le double critère retenu par la Commission du droit international, celui, territorial de l'isobathe des 200 mètres, et celui, fonctionnel, de la possibilité d'exploitation. Il aurait également eu pour conséquence de mettre un terme à la tentative de justification de cette

(12) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(13) A/Conf. 13/C.4/L.29/Rev./I.

(14) Documents officiels, A/Conf. 13/C.4/L.29, dix-neuvième séance.

notion juridique de plateau continental par l'appel à une « hypothèse géologique » aux contours variables. C'est pourquoi la délégation de l'Inde suggéra de remplacer l'expression « plateau continental » par l'expression « domaine sous-marin côtier » (15) qui précise quelque peu « le régime envisagé sans anticiper aucunement sur les dispositions de l'article 68 ».

S'expliquant sur les raisons du second amendement, M. Jhirad (Inde) déclara :

« ... puisque, par définition, le plateau continental est séparé de la côte par le lit et le sous-sol de la mer territoriale, l'expression « au voisinage de » conviendrait mieux que l'expression « adjacente aux ».

Enfin, la proposition révisée de l'Inde (A/Conf. 13/C.4/L. 29/Rev.I.) fut soumise aux voix et rejetée par 31 voix contre 21 avec 16 abstentions. Auparavant, M. Mouton, parlant au nom des Pays-Bas expliqua qu'il voterait en faveur de la proposition révisée de l'Inde qui « exprime la même idée que la proposition soumise conjointement par sa délégation et par celle du Royaume-Uni, mais qui est mieux rédigée et plus proche du texte de la Commission du droit international ». Prenant la parole avant cette délégation des Pays-Bas, M. Jhirad avait justifié la révision de sa proposition en ces termes :

« ... c'est le désir de conserver autant que possible l'esprit et la substance du texte de la Commission du droit international, tout en tenant compte de certaines objections justifiées soulevées au cours des débats, qui a été la cause de cette révision. Le nouveau texte vise à exprimer clairement que la profondeur limite de 550 mètres ne s'applique pas à l'exploitation du sous-sol au moyen de tunnels percés à partir de la terre ferme. »

3° M. Wershof (*Canada*), expliquant la proposition déposée par sa délégation (16) :

« Article 67,

Rédiger cet article comme suit :

Aux fins des présents articles, l'expression « plateau continental » est utilisée pour désigner le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes mais situées en dehors de la zone de la mer territoriale, jusqu'à l'endroit où le sous-sol

(15) Au délégué irlandais qui lui demandait comment il fallait interpréter le mot « domaine », qui, dans son sens juridique strict « implique l'existence d'une personne morale ayant un droit de propriété absolue », le délégué de l'Inde répondit que, dans sa proposition, le mot domaine serait employé dans son sens très général.

(16) Documents officiels, A/Conf. 13/C.4/L.30.

marin change très sensiblement de pente pour atteindre aux profondeurs abyssales ou, dans les cas où la pente ne change pas de cette façon, jusqu'à l'endroit où la profondeur des eaux atteint 200 mètres », fit remarquer que cette profondeur de 200 mètres avait été choisie « *arbitrairement* ». En tout état de cause, cette délégation était prête à appuyer les propositions diverses tendant à l'adoption d'une profondeur de 550 mètres, *pourvu qu'un accord général se manifestât en ce sens*. Selon M. Wershof l'intérêt de cette profondeur de 550 mètres serait très grand car il permettrait d'« inclure » tous les plateaux continentaux nettement définis. »

Par 39 voix contre 16, avec 12 abstentions, cette proposition fut rejetée.

4° *Panama* : proposition (17).

« Article 67,

Rédiger cet article comme suit :

« Aux fins des présents articles, l'expression nouvelle « plateau continental » est utilisée pour désigner le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes mais situées en dehors de la zone de la mer territoriale, qui composent les deux éléments de la marge continentale, savoir : le *plateau continental* proprement dit et le *talus continental*, avec leurs défilés, vallées, dépressions et gorges jusqu'à la limite où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles de ces régions de la pente continentale, à l'exclusion des fonds profonds des bassins océaniques. »

Deux points de cet amendement revêtent une importance particulière.

Le premier consiste dans la distinction établie entre le plateau continental, le talus continental et la marge continentale. Mettant l'accent sur la nécessité, pour une définition du plateau continental, de comporter « une certaine souplesse » (18) le délégué du Panama fit néanmoins remarquer que toute définition devait être solidement fondée sur les sciences naturelles. A titre de justification scientifique de l'introduction de la notion de talus continental dans la définition, le délégué de Panama fit valoir des arguments analogues à ceux invoqués lors de la Conférence spécialisée de Ciudad-Trujillo et les exprima ainsi :

(17) Documents officiels, A/Conf.13/C.4/L.4.

(18) M. Rubio (Panama) déclara qu'elle avait son origine dans les travaux de la Conférence spécialisée interaméricaine sur la conservation des ressources naturelles du plateau continental et des eaux océaniques tenue à Ciudad-Trujillo, en 1956.

« Le plateau continental et le talus continental constituent la marge continentale, ensemble de terres submergées formant une prolongation naturelle de la terre ferme. Etant donné que les Etats riverains motivent leur revendication sur le plateau continental en invoquant principalement le fait que celui-ci constitue une prolongation de leur domaine terrestre, il serait illogique de revendiquer le seul plateau continental et de renoncer au talus continental tel qu'il est défini par la science. » (19)

Le *second point* important de cette proposition est qu'elle utilise uniquement le critère de la possibilité d'exploitation. Mais ce critère est assorti, dans l'amendement panaméen, d'une limite reposant sur une observation scientifique elle aussi. En effet, comme « la déclivité de la marge continentale prend fin au seuil des profondeurs océaniques dont les eaux surjacentes constituent la haute mer et sont, *incontestablement, res communis* (20), la possibilité d'exploitation au delà de ce seuil des profondeurs océaniques ne saurait être permise puisque contrevenant au principe de la liberté de la haute mer. C'est pourquoi la délégation de Panama précise, à la fin de son amendement, que l'exploitation du plateau continental cesserait dès l'apparition des fonds profonds des bassins océaniques. Celle-ci constituerait ainsi la limite géologique du plateau continental. Sa définition ferait donc abstraction de toute limite purement numérique.

Par 38 voix contre 4, avec 20 abstentions, la proposition du Panama fut rejetée.

5° Corée.

La proposition rédigée par cet Etat (21) supprimait simplement les mots sur lesquels portait toute la controverse. L'expression « jusqu'à une profondeur, ou, au delà de cette limite », étant susceptible, d'une part, de désavantager certains Etats au plateau continental très étroit, d'autre part de ne pas être étayée par des connaissances géographiques et océaniques encore suffisantes, ne devait pas, selon la délégation coréenne figurer dans la définition du plateau continental (22).

(19) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(20) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(21) Documents officiels, A/Conf. 13/C.4/L.7.

(22) Le délégué coréen, lors de la treizième séance, signala à l'appui de sa thèse, que le memorandum du Secrétariat des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (U.N.E.S.C.O.) intitulé : « Considérations scientifiques relatives à la définition de la plate-forme continentale » (A/Conf. 13/2), déniait aux connaissances océaniques actuelles tout support à la notion habituellement exprimée de plateau continental.

Par 42 voix contre 13, avec 13 abstentions, la proposition de la Corée fut rejetée.

6° *France* : Proposition (23).

« Article 67,

Supprimer le membre de phrase : « ou, au delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions ».

Les délégués français, *M. Patey* et *M. Gros*, défendirent cette thèse tendant à définir le plateau continental sur une base purement territoriale. Ils s'attachèrent à montrer combien l'adoption du critère de la possibilité d'exploitation présenterait l'inconvénient « d'être à la fois imprécis et changeant » (24).

A ces commentaires *M. Gros* apporte quelques précisions en répondant aux questions posées par le représentant de l'Inde, à la 14^e séance, aux délégations ayant proposé d'appliquer uniquement le critère de l'isobathe des 200 mètres (25) :

« La première et la deuxième question portaient sur le point de savoir, premièrement, si l'Etat riverain devait être empêché d'exploiter les ressources naturelles du plateau continental au delà de l'isobathe de 200 mètres, au cas où cette exploitation serait possible, et deuxièmement si l'exploitation du plateau, au delà de l'isobathe de 200 mètres, serait ouverte à tous les Etats. A ce sujet, il faut répondre qu'au delà de l'isobathe de 200 mètres, le régime de la haute mer est applicable et que tous les Etats riverains ou non, peuvent exploiter les ressources naturelles. La troisième question portait sur le régime juridique éventuel du lit de la mer et du sous-sol au delà de cette limite des 200 mètres ; dans ce cas, les règles applicables doivent être les règles du droit international positif. »

Par 48 voix contre 2 avec 7 abstentions, la proposition de la France fut rejetée.

B) *Une proposition adoptée : celle des Philippines*

Toutes ces propositions fort diverses présentaient un point commun : elles s'attachaient à définir le plateau continental soit par l'utilisation d'un critère territorial ou fonctionnel, soit par une combinaison ou une suppression des deux. La seule proposition

(23) Documents officiels, A/Conf.13/C.4/L.7.

(24) Documents officiels, A/Conf.13/42, 4^e Commission, 13^e séance.

(25) Documents officiels, A/Conf.13/42, 4^e Commission, 13^e séance.

retenue, celle des Philippines (26) ne se proposait nullement de modifier en quoi que ce soit le projet de la Commission du droit international. Elle se bornait à ajouter un second paragraphe au texte de la Commission du droit international.

Adoptée par 31 voix contre 10, avec 25 abstentions, la proposition des Philippines stipulait :

« Article 67,

Paragraphe additionnel,

Ajouter à cet article un deuxième paragraphe rédigé comme suit :

« 2. Dans les premiers articles, toute mention du « plateau continental » sera interprétée comme s'appliquant également aux régions sous-marines analogues qui sont adjacentes aux côtes des îles et situées autour de ces côtes. »

SECTION II

Suggestions et commentaires d'autres Etats

A) *Les idées d'un expert en biologie marine*

C'est en cette qualité que se présenta le délégué (M. Gohar) de la *République Arabe Unie*, et non en juriste. Il rappela d'abord qu'à l'inverse de la mer territoriale, le plateau continental ne constitue pas une délimitation arbitraire. Il s'agit ici d'une « *formation naturelle* » (27). Aussi, « avant de pouvoir mettre au point, dans ce domaine, un système juridique rationnel, il importe de bien comprendre l'origine et les caractéristiques scientifiques de ce plateau.

On admet généralement que le plateau continental est le résultat d'une érosion du continent par les vagues et par les courants océaniques à des époques géologiques très lointaines, notamment pendant la période glaciaire, alors que le niveau de la mer était de 100 à 300 mètres inférieur à ce qu'il est de nos jours. A certains endroits le plateau peut être aussi le résultat de l'accumulation d'alluvions d'origine fluviale, éolienne, etc... *De toutes façons*, il

(26) Documents officiels, A/Conf.13/C.4/L.26.

(27) Documents officiels, A/Conf.13/42, 12^e séance.

convient de considérer le plateau continental *comme une partie intégrante du continent*, qui a été recouverte ultérieurement par la mer.

Le memorandum préparé par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (U.N.E.S.C.O., A/Conf. 13/2) fournit un excellent point de départ pour l'étude des caractéristiques scientifiques du plateau continental. Ce mémoire montre qu'il est parfois difficile ou impossible de délimiter le plateau continental selon des critères géologiques. Le plateau est formé par une élévation du fond de la mer, en pente souvent douce au début, puis subitement plus accentuée, la ligne de changement de pente correspondant au bord du plateau continental, tandis que la partie abrupte est désignée par l'expression « pente continentale ». Cependant, la profondeur du bord du plateau peut varier de moins de 100 mètres à plus de 300 mètres, le chiffre de 200 mètres indiqué à l'article 67 constitue une *approximation et non une moyenne*. Il s'ensuit que la profondeur n'est pas, à elle seule un critère convenable de la définition du plateau.

Il y aurait lieu de tracer la ligne de démarcation en l'endroit où se manifeste nettement un changement de pente. Toutefois, un certain nombre de difficultés d'appréciation peuvent se présenter, par exemple dans les deltas, du fait de l'accumulation des alluvions, ou dans d'autres cas, lorsque le plateau est entamé sur des distances variables par des échancrures. Le plateau peut donc s'étendre à plusieurs centaines de kilomètres de la côte, ou seulement à quelques kilomètres ; il peut aussi *ne pas exister*. Il peut être relativement plat ou parsemé de saillies ou coupé de fosses ou de gorges, quelquefois d'une grande profondeur, qui peuvent parfois isoler complètement une partie du plateau, qui s'élève du fond de la mer. On peut se demander si ces cas *spéciaux* peuvent raisonnablement être inclus dans une définition du plateau continental, ce qui risquerait de donner matière à contestation. Les îles sont également entourées de plateaux comparables au plateau continental et qui devraient avoir le même statut que celui-ci. Il importe de procéder à un plus grand nombre de levés sous-marins et de dresser un plus grand nombre de cartes détaillées du relief du fond de la mer, surtout dans les régions les moins développées du globe.

Le critère de la possibilité d'exploitation auquel il est fait allusion dans l'article 67 indique, de la part de la Commission du droit international, *un louable souci de souplesse dans l'appréciation des conséquences des progrès techniques*, mais l'adoption de ce critère

pourrait exiger de fréquentes révisions de la ligne de démarcation, au fur et à mesure de l'évolution de la technique. Les forages pétroliers à partir d'une installation flottante sont déjà rentables par un fond de 100 mètres et de récents progrès permettront de descendre bientôt jusqu'à 200 ou 300 mètres. A un moment donné, on n'imaginait pas qu'il fût possible de pratiquer la pêche à des fins commerciales au-dessous d'une profondeur de 200 mètres, mais on peut maintenant atteindre, pour la pêche, des profondeurs beaucoup plus considérables.

La République Arabe Unie partage le point de vue suivant lequel la souveraineté de l'Etat riverain sur son plateau continental implique une *extension de son territoire*, et elle estime qu'il conviendrait de tenir compte du désir des pays dépourvus de plateau continental d'exercer des droits souverains sur la partie adjacente du lit de la mer, quelle qu'en soit la profondeur, aux fins d'exploitation.

Certains orateurs ont nié que l'Etat riverain puisse avoir des droits souverains sur son plateau continental. M. Gohar désirerait proposer une solution apparemment simple mais dont une étude approfondie pourrait montrer qu'elle est de nature à résoudre beaucoup de problèmes ... et ne porte atteinte en aucune façon au principe de la liberté de la haute mer. Cette proposition consiste à n'accorder de droits souverains à l'Etat riverain que sur le lit et le sous-sol de la mer à l'intérieur d'une bande de mer d'une largeur déterminée, au delà de la mer territoriale dudit Etat, quelle que soit la profondeur ou la configuration du fond de la mer.

Le premier avantage de cette solution est qu'elle rendrait inutile la tâche difficile, et parfois impossible, de définir le plateau continental. En deuxième lieu, cette solution limiterait l'étendue du lit de la mer placée sous la souveraineté de l'Etat riverain, et dans les cas où le plateau continental s'étend très loin, une partie de ce plateau serait laissée ouverte à l'exploitation internationale. En troisième lieu cette solution répondrait aux besoins des pays dépourvus de plateau continental et les inciterait à mettre au point les techniques nécessaires pour leur permettre d'exploiter les profondeurs marines au large de leurs côtes. En quatrième lieu, la définition ... n'est pas liée à la profondeur d'exploitation praticable à une certaine époque, de sorte qu'elle serait indépendante des améliorations d'ordre technique. C'est à la Commission qu'il appartiendrait de déterminer la largeur à donner à cette bande de mer. La méthode de délimitation entre Etats voisins pourrait être la même que pour la mer territoriale. »

B) *Appréciation critique*

De ce brillant exposé complet et intéressant se dégagent plusieurs idées essentielles.

Tout d'abord, M. Gohar affirme que l'on ne saurait mettre en doute que, géologiquement, le plateau continental est une « partie intégrante » du continent. Ceci posé, il montre à l'aide de quelques exemples qu'il est impossible, face à cette « notion » géologique de prétendre choisir une « profondeur-type » uniforme et défendable en tant que critère et base convenables de la définition du plateau continental. C'est ainsi que la profondeur retenue, à savoir celle de l'isobathe des 200 mètres n'est qu'une « approximation » très insatisfaisante.

Après avoir envisagé quelques « cas spéciaux » (sur lesquels on aura l'occasion de revenir ultérieurement en étudiant les problèmes de délimitation du plateau continental) M. Gohar souligne la « souplesse » du second critère retenu par la Commission du droit international : celui de l'exploitabilité.

Enfin, le représentant de la République Arabe Unie en arrive à sa proposition. Celle-ci s'articule autour de plusieurs idées : 1) il ne faut pas tenir compte, dans la description des droits de l'Etat riverain de la notion « géologique » de plateau continental ; 2) ces droits doivent s'exercer sur une bande de mer d'une largeur déterminée ; 3) les Etats dépourvus de littoral maritime ou de plateau continental pourraient exploiter les parties des plateaux continentaux qui s'étendent « très loin » car celles-ci seraient ouvertes à l'exploration internationale.

On a reproduit, ici, de larges extraits de cette intervention parce qu'elle avait le mérite de montrer combien la coexistence de deux critères tendait à une grande confusion en ce qui concerne la définition du plateau continental. De plus, l'idée d'une internationalisation de certaines zones du plateau continental (idée qui sera reprise par la suite) ne devait pas manquer d'être signalée.

Cet Etat dont la naissance a presque coïncidé avec l'ouverture des travaux de la Conférence (28) n'a cependant pas évité l'écueil de l'imprécision : quelle sera la distance choisie comme largeur de bande de mer « constitutive » de plateau continental ? Quelle serait la partie du plateau ouverte à l'exploitation internationale ? A ces questions ainsi qu'à de nombreuses autres qui leur sont corollaires M. Gohar n'a pas répondu.

(28) Voir *supra*, Titre III, Chapitre I.

D'autres délégations firent des remarques dignes d'intérêt lors de l'examen de l'article 67. Certaines d'entre elles vont, à présent, être brièvement examinées.

C) Un exemple de défense du critère de l'exploitabilité

Faisant allusion aux amendements visant à supprimer la clause relative à la possibilité d'exploitation, le délégué cubain déclara (29) :

« Cette disposition a été introduite dans le texte après l'étude d'une série d'amendements ; elle marque l'aboutissement de multiples consultations et représente la plus large mesure d'accord à l'heure actuelle. »

Puis, repoussant une définition basée sur des connaissances géologiques il conclut :

« Les récifs de coraux situés au large des côtes chiliennes sont exploités jusqu'à une profondeur de 1.000 mètres ; ils ne sauraient, par conséquent, être considérés comme faisant partie du plateau continental au sens géologique de ce terme. Il n'est que juste cependant que de telles situations soient prises en considération, et le critère de la possibilité d'exploitation a été accepté par souci d'équité à l'égard de tous les Etats. »

D) Le problème de l'exploitation à partir de la terre ferme

Reprenant le commentaire de la Commission du droit international relatif aux Etats exploitant le « lit de la mer » (il est préférable, ici, d'employer cette expression plutôt que celle de « plateau continental » car la Commission du droit international visait particulièrement, à ce propos, les Etats dépourvus de plateau continental) par des galeries creusées à partir de la terre ferme, qui stipule au § 11 :

« Une pareille exploitation du sous-sol de la haute mer par l'Etat riverain n'est, du point de vue juridique, liée à aucune limitation de la profondeur de la mer surjacente. »

Mlle Whiteman déclara que tout en acceptant le texte de la Commission du droit international, « la délégation des Etats-Unis tient à souligner qu'elle reconnaît à l'Etat riverain le droit d'ex-

(29) Documents officiels, A/Conf.13/42, 11^e séance.

exploiter le sous-sol en procédant au percement de tunnels à partir de la terre ferme, quelle que soit la profondeur des eaux surjacentes » (30).

SECTION III

Conséquences de cette définition

Le plateau continental tel qu'il est défini à l'article 1^{er} de la Convention de Genève désigne « le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes ». Sont donc exclues de cette définition du plateau continental les eaux surjacentes. Cette restriction est nette. Elle mérite d'être soulignée, car le même article 1^{er} ne contribue pas, exception faite de l'exclusion précitée, à conférer à la notion de plateau continental une assise juridique clairement posée. En effet, en retenant un double critère, celui de la profondeur (200 mètres) d'une part, celui de l'exploitabilité d'autre part, la Convention suscite de nombreux et graves problèmes. Basée sur l'idée, initialement et autoritairement énoncée dans la Proclamation Truman, selon laquelle le plateau continental n'est que l'extension géographique et géophysique de la masse terrestre de l'Etat riverain et que, donc, il est juste et raisonnable que cet Etat riverain en exploite les ressources, la définition de la Convention donne, de plus, un poids considérable au mot « adjacent ». Ainsi, outre les deux critères précédemment énoncés, on se trouve en présence d'un *troisième critère* : celui de la *contiguïté*.

Dans ces conditions, la construction juridique de l'article 1^{er}, loin d'attribuer *clairement* aux Etats l'exercice d'une autorité et d'une responsabilité sur leur plateau continental, d'établir un régime uniforme, de réduire les chances de conflit et d'assurer la stabilité nécessaire pour encourager les entrepreneurs, risque d'entraîner ces mêmes Etats à des abus sans fin. Refuser de considérer les problèmes juridiques qu'une telle définition peut soulever équivaut à croire que la notion de plateau continental ne vise que des zones limitées et proches des côtes (31). Si la lecture attentive des débats de la IV^e Commission ne donne pas à penser que les diverses délégations songeaient véritablement à l'exploitation du « lit des

(30) Documents officiels, A/Conf.13/42, 10^e séance.

(31) Voir : Richard Young, « The legal regime of the deep-sea floor », *American Journal of Int. Law*, vol. 62, juillet 1968, n° 3.

océans » (bien que l'introduction du critère de l'exploitabilité puisse être considérée comme une prévision « utile » et futuriste...) ceci est simplement dû au fait qu'à l'époque il semblait hors d'atteinte. On peut même ajouter que les anticipations les plus optimistes ne conduisaient pas leurs auteurs à croire que la Convention de Genève pût, un jour, s'appliquer aux grandes profondeurs océaniques. Sous la pression des progrès scientifiques la conception du plateau continental tend à devenir de plus en plus large, et il faut prendre conscience du fait que la définition de la Convention de Genève a pour conséquences « normales » d'éventuelles revendications étatiques singulièrement extensives, voire démesurées. C'est ainsi que, prenant à la lettre cette définition, un Etat riverain pourrait, au fur et à mesure que croît sa capacité technologique, étendre son « plateau continental » jusqu'au point médian situé entre ses propres côtes et celles de l'Etat dont les côtes font face aux siennes (32). Cet effet spectaculaire de la définition est, certes, le plus frappant. Il en est d'autres qui, pour être moins importants, peuvent cependant apparaître inquiétants.

L'imprécision engendrée par la juxtaposition de trois critères aux contours imprécis n'est pas seule à pouvoir créer des difficultés de tous ordres. On peut légitimement craindre, en effet, que de nombreux Etats ne considéreront pas ces trois critères comme un « tout » indissoluble mais comme des *éléments de rechange* pouvant être choisis par eux pour base de leurs législations, et en dernière analyse, de leurs intérêts.

Ainsi posée, la question fondamentale : « Whose is the bed of the sea ? » (33) ne semble pas avoir reçu une réponse satisfaisante. Mais, si l'on s'en tient au terme « plateau continental » (contesté, on l'a vu, par certaines délégations à la Conférence de Genève (34), son « utilisation » implique une distinction entre les zones qu'il comprend et le sol des océans. C'est pourquoi le cœur du problème réside dans la clarification de la notion de *contiguïté*. Seule celle-ci, en effet, peut permettre par ses implications, de parvenir à une *limitation* du plateau continental qui ne saurait être conciliée avec son extension indéfinie vers le lit des océans.

(32) Voir *infra*, l'étude de l'art. 6 de la Convention (délimitation du plateau continental) (Chapitre III).

(33) Hurst (Sir Cecil, « The continental shelf », *International Law Quarterly*, vol. 2 ; « Whose is the bed of the sea ? », *British Yearbook of International Law*, vol. 4, 1923, pp. 34-43.

(34) Voir *supra* (Introduction, Chapitre II).

PLAN DE LA SECTION III

Il s'agit, dans cette section, de montrer combien la conjonction du critère de la profondeur, du critère de l'exploitabilité et du critère de la contiguïté (*sans que la Convention de Genève ne prévoiè une prééminence de l'un sur l'autre*) conduit à une très grande incertitude.

En examinant, d'abord, la notion d'exploitabilité, confrontée avec ses multiples contrepoints (§ 1^{er}), on pourra percevoir les craintes évoquées plus haut. Ensuite, on tentera (§ 2) d'expliciter la notion de contiguïté. Enfin seront étudiés les rapports de ce critère de l'exploitabilité avec la question de la délimitation du plateau continental (§ 3).

§ 1. — SIGNIFICATION DU CRITÈRE DE L'EXPLOITABILITÉ

Dans ce paragraphe seront successivement envisagées les questions suivantes :

A) Rapports entre le critère de la profondeur et le critère de l'exploitabilité.

B) Une exploitabilité « réelle » ou « implicite ».

C) La preuve de l'exploitabilité.

D) Rapports entre exploitabilité et exploration.

E) L'ensemble des régions sous-marines de la haute mer peut-il faire partie du plateau continental ?

A) *Rapports entre le critère de la profondeur
et le critère de l'exploitabilité*

La conjonction du critère de la profondeur et du critère se référant à la possibilité d'exploitation a fait l'objet de nombreuses discussions lors de la Conférence de Genève de 1958. On peut distinguer deux théories à cet égard : certaines délégations ont estimé que les deux critères sont *incompatibles*, tandis que pour d'autres délégations, au contraire, ce qu'il faut retenir de ces deux critères n'est pas tant leur incompatibilité que leur *complémentarité*.

1° La thèse de l'incompatibilité.

— M. Kwei, délégué de la *Chine* exprima cette opinion lors de la quatrième séance (35) : « Si l'on peut alléguer que la première définition constitue une limitation par rapport à l'espace et la deuxième une limitation par rapport au but, il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue juridique, la deuxième contredit la première parce qu'elle supprime la limite qui vient d'être fixée pour éviter les litiges ou les incertitudes. La Chine n'a pas de préférence pour l'une de ces limites ... mais *l'une des deux est superflue* ».

— M. Patey (*France*) fit valoir, lors de la treizième séance (36) les craintes de sa délégation qui, on l'a vu, devait voter contre l'adoption de l'article 67 du projet de la Commission du droit international qui devait devenir l'article 1^{er} de la Convention : « La discussion générale a confirmé la délégation française dans son opposition au critère de la possibilité d'exploitation. Dix représentants, au moins, ont exprimé des doutes au sujet de ce critère ou se sont prononcés catégoriquement contre lui, et quatre au moins ont déclaré qu'il était incompatible avec la disposition relative à la limite de 200 mètres... Si l'article 67 devait être adopté dans sa teneur actuelle, *seule la disposition relative à la possibilité d'exploitation serait appliquée réellement* ».

Il apparaît donc clairement que, dans la perspective du délégué français, seul le critère se référant à la possibilité d'exploitation risque d'avoir une portée pratique.

Enfin on peut citer (37) l'opinion résolument hostile à la confusion causée par ce double critère et exprimée en termes imagés par le délégué du *Guatemala* à la 15^e séance.

2° La thèse de la complémentarité (38).

— M. Barros (*Chili*) fut l'un des défenseurs de cette thèse, ce qui ne surprend pas étant donnée la nature des prétentions unilatérales formulées précédemment par l'Etat chilien.

Il affirma, lors de la 13^e séance (39) ne pouvoir « accepter l'argument selon lequel les deux critères de l'article 67 se contredisent. Il estime au contraire qu'ils sont *complémentaires*. En effet, con-

(35) Documents officiels, A/Conf. 13/42).

(36) *Idem*.

(37) Voir *supra*, Introduction, Chapitre II.

(38) Voir : L.F.E. Goldie, « A Symposium on the Geneva Conventions and the Need for future Modifications », *The Law of the Sea* (Ohio State University Press), 1960, pp. 274-276.

(39) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

formément à cet article, jusqu'à la profondeur de 200 mètres, le plateau continental relève incontestablement des droits souverains de l'Etat riverain, mais au delà de cette limite il faut d'abord déterminer s'il est possible d'exploiter la région sous-marine. *Selon certains, cette possibilité devra être prouvée par l'Etat riverain, pour d'autres elle se prouvera d'elle-même* ».

En d'autres termes, cela signifie que tous les Etats riverains, quels que soient les moyens techniques dont ils disposent, seraient automatiquement titulaires de droits jusqu'à une profondeur de 200 mètres, mais qu'au delà de celle-ci, ils ne pourraient exercer ces droits qu'en exploitant leur plateau continental de façon *effective*. On doit donc s'interroger sur la nature profonde et véritable de cette notion d'exploitabilité pour montrer que, considérée sans doute, à l'origine, comme « accessoire », elle risque de supplanter, en pratique, le critère de la profondeur de 200 mètres.

B) Une exploitation « réelle » ou implicite ?

« ... ou, au delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions » (art. 1^{er}).

En premier lieu, la question qui se pose ici, est celle de savoir si un Etat, pour bénéficier de cette clause doit exploiter *effectivement* les ressources naturelles (40) ou s'il suffit simplement qu'il y ait *possibilité d'exploitation*. L'expression « permet l'exploitation » semble aller en faveur de la seconde interprétation. Cette interprétation est corroborée par l'article 2 § 2 de la Convention qui dispose :

« Les droits visés ... sont « exclusifs » en ce sens que, si l'Etat riverain n'explore pas le plateau continental ou n'exploite pas ses ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités ni revendiquer de droits sur le plateau continental sans le consentement exprès de l'Etat riverain. »

Allant dans le même sens l'article 2 § 3 de la Convention poursuit : « Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive aussi bien que de toute proclamation expresse » (41).

On comprend donc que certaines délégations purent soutenir, lors des débats de la Conférence de Genève, que l'Etat riverain est

(40) Voir *infra*, Chapitre III, Titre III, I^{re} Partie.

titulaire de droits sur le plateau continental même s'il n'est pas en mesure d'en exploiter lui-même les ressources naturelles.

Mais la profondeur d'exploitation atteinte par les Etats les plus avancés technologiquement peut-elle être celle déterminant la limite extérieure du plateau continental d'autres Etats moins avancés dans leur exploitation ou, même, dans leur exploration ?

On peut d'ailleurs se poser la même question à propos d'Etats n'ayant pas commencé à explorer ou exploiter leur plateau continental.

Richard Young (42) apporte une réponse affirmative à cette question. Il constate que l'interprétation de l'article 1^{er} de la Convention de Genève sur le plateau continental permet de penser que tout Etat pourvu d'un plateau continental peut se prévaloir de droits d'exploitation jusqu'à la plus grande profondeur atteinte dans le monde sans tenir compte de ses propres capacités.

Il est vrai qu'aucune disposition dans l'article 1^{er} ou dans les articles ultérieurs de la Convention ne peut dissiper ces craintes évoquées par Richard Young. Même si la « raison » incite à espérer qu'une interprétation « sage » du texte ne devrait pas entraîner de telles extrapolations il est évident que le critère de l'exploitabilité permet tous les excès possibles.

Faisant allusion à ces dangers, *M. Mouton* imagina une hypothèse illustrant d'éventuels abus provoqués par le critère de l'exploitabilité : « ... le critère de la possibilité d'exploitation est juridiquement peu satisfaisant et il serait difficile de l'appliquer. C'est ainsi, par exemple, qu'au cas où un technicien inventerait des installations pouvant en principe permettre l'exploitation des ressources jusqu'à une profondeur de 300 mètres, mais où, en fait, les appareils ne fonctionneraient pas après avoir été installés, l'Etat en cause aura commis un acte illicite ».

Il faut donc s'interroger, à présent, sur la preuve de cette « exploitabilité ».

C) *La preuve de l'exploitabilité*

Quel critère déterminera la véritable exploitation ? Si, par exemple, un Etat parvient à extraire du pétrole de fonds marins situés à 1.000 mètres de profondeur et qu'au bout d'un certain temps cet Etat cesse son exploitation, par suite de difficultés finan-

(42) Richard Young, « The Geneva Convention on the continental shelf ; a first impression », *American Journal of Int. Law*, 1958, p. 735.

cières ou autres, est-ce que cette profondeur de 1.000 mètres constituera une véritable exploitation au sens de la Convention ?

A cette question, Mc Dougal et Burke répondent, mais sans s'appuyer expressément sur la Convention de Genève, que l'exploitabilité devrait être déterminée par la *possibilité commerciale d'extraction* (« in terms of the commercial feasibility of extraction ») (43). M. Mouton, écrivant avant la Conférence de Genève (44), estime que l'exploitation n'est pas « réalisée » uniquement parce qu'elle a eu lieu. Elle ne dépend, de plus, pas seulement des possibilités technologiques mais aussi de la question de savoir si l'exploitation sera une opération « payante ». Car, selon M. Mouton, le coût de l'exploitation est, en dernière analyse, le facteur décisif à prendre en considération (« ... the cost of developing a field is, ultimately, the governing factor »).

Mais, comme le fait remarquer Zdenek J. Slouka (45), ni le texte de la Convention ni les compte rendus analytiques de la Conférence n'indiquent que cette notion de la « *finalité économique de l'opération* » doive être prise en considération. Devant l'imprécision du critère de l'exploitabilité on ne peut savoir si la preuve d'une exploitation sera apportée par un Etat pouvant démontrer un bénéfice économique. Il est, finalement, impossible de se prononcer sur la question de savoir si la réalisation d'un tel bénéfice est la condition nécessaire d'une exploitation « accomplie » (permettant à l'Etat riverain d'étendre son plateau continental au delà de l'isobathe de 200 mètres) ou si la simple possibilité technique et scientifique de procéder à des activités de forage sur le fond de la mer et dans son sous-sol en est la condition suffisante.

Le Comité spécial chargé par l'Organisation des Nations Unies d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale (46) s'est également interrogé sur cette incertitude : « Si un Etat procède, sans but lucratif, à des activités purement scientifiques, par exemple à des forages dans une zone du fond de la mer située à plus de 200 mètres de profondeur, élargit-il ses droits et ceux d'autres Etats sur le plateau continental ? Si un Etat se borne à recueillir dans les fonds

(43) Myres S. Mc Dougal, William T. Burke, *The public order of the oceans ; a contemporary international law of the sea* (New-Haven, Yale University Press, 1962, pp. 668-690).

(44) M. W. Mouton, *Recent developments in the technology of exploiting the mineral resources of the continental shelf* (U.N. Conference on the Law of the sea, prep, doc. n° 20).

(45) Zdenek J. Slouka, *International Law and the continental shelf*, op. cit., pp. 104-105.

(46) Voir *infra*, II^e Partie, Titre III, Chapitre II.

marins certaines ressources naturelles assez facilement accessibles comme les nodules de manganèse, cette activité donne-t-elle à cet Etat des droits sur les ressources que contient le sous-sol et qui ne sont pas exploitables par les techniques actuelles ? » (47) (48).

Il convient, d'autre part, de remarquer que la notion de « poursuite de buts lucratifs » est particulièrement difficile à « traduire » en termes juridiques. Ce qui, pour une entreprise américaine, ou autre, peut sembler une opération commerciale et économique souhaitable peut apparaître inintéressant pour une entreprise d'un autre Etat. De même, un Etat démuné de ressources pétrolières peut estimer profitable d'explorer et exploiter son plateau continental en supportant, pour un temps, des pertes financières.

Puisque la Convention de Genève ne fournit aucune réponse décisive à tous ces problèmes, la conséquence en est que chaque Etat partie à la Convention peut, au moins en théorie, déterminer la limite extérieure de son plateau continental en extrayant, du fond de la mer, quelques ressources répondant à la définition des « ressources naturelles » (49).

Les seules limitations possibles à cette « liberté » de l'Etat riverain résident peut-être, dans ce domaine, dans la différence entre les notions d'« exploration » et d'« exploitabilité » et aussi dans la notion de « contiguïté » (50).

D) *Exploitabilité et exploration*

Un autre problème engendré par le texte de la Convention de Genève sur le plateau continental, et non abordé au cours des débats de la Conférence, résulte du rapprochement de l'article 1^{er} affirmant le critère de la possibilité d'exploitation, de l'article 2/1, selon lequel : l'« Etat riverain exerce des « droits souverains » sur

(47) O.N.U., Assemblée générale, A/AC.135/19, 21 juin 1968.

(48) Doit-on assimiler la simple prospection à l'exploitation ? Si l'on répond par la négative, l'exploration des fonds abyssaux ne sera-t-elle pas découragée par la précarité des droits et l'absence de sanctions jusqu'à ce que l'on ait reconnu qu'une exploitation est possible ?

Sur l'ensemble de la question, voir :

— Meyer-Lindenberg, « Das Geüfer Übereinkommen über den Festlandsockel », *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol. 20 (1959-60), pp. 5 et s.

— Patey, « La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer », *R.G. D.I.P.*, 1958, pp. 446-460.

— S.S. Bernfeld, « Developing the Resources of the Sea », *The International Lawyer*, octobre 1967, pp. 71-72.

(49) (50) Voir *infra*, Chapitre III.

le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles ».

La question est la suivante : si un Etat (A), partie à la Convention, étend la limite extérieure de son plateau continental, grâce à une exploitation « prouvée », « accomplie » à une profondeur de 300 mètres, peut-il prétendre à l'exercice de droits « exclusifs » d'exploration et d'exploitation au delà de cette limite ? Ou, au contraire, ne peut-il prétendre qu'à l'exercice de « droits globaux » qu'il est susceptible de partager avec n'importe quel autre usager de la haute mer ?

Trois hypothèses sont possibles. La première consiste à répondre à la double question posée en affirmant qu'un Etat (B) peut explorer et exploiter les zones voisines de celles exploitées par l'Etat (A). La seconde admet la possibilité pour l'Etat (B) d'explorer ces zones mais non de les exploiter. Enfin, selon la troisième hypothèse, c'est-à-dire celle de l'acception la plus large du critère de l'exploitabilité, l'Etat (B) perdrait ses droits globaux, non seulement d'exploitation, mais encore d'exploration, au profit de l'Etat (A).

Plus concrètement, il est possible d'imaginer, avec Zdenek J. Slouka (51), le problème juridique suivant pouvant surgir entre deux Etats liés par la Convention de Genève :

— Un Etat (X) entreprend, pendant un certain temps, une exploration intensive et coûteuse de fonds sous-marins pour déterminer la richesse de certains gisements et les extraire.

— Les fonds sous-marins explorés ont une profondeur moyenne de 800 mètres et sont à plus de 300 milles des côtes les plus proches. Ces côtes sont celles d'un Etat (Y).

Au moment du commencement de l'exploration entreprise par l'Etat (X) la limite des droits « souverains » et « exclusifs » de l'Etat (Y) établie par une exploitation antérieure et effective est de 300 mètres et dépasse donc, comme pour l'Etat (X) la limite du plateau continental basée sur le critère de la profondeur de 200 mètres.

— Mais à mesure que les travaux d'exploration entrepris par l'Etat (X) progressent, la frontière des droits exclusifs de l'Etat (Y), limite du plateau continental de ce dernier, qu'il peut « faire reconnaître » par suite de son exploitation effective, est devenue la profondeur de 800 mètres.

(51) Zdenek J. Slouka, *International Custom and the Continental shelf*, *op. cit.*, pp. 105-106.

— Alors, ce même Etat (Y), conformément aux dispositions de la Convention de Genève, réclame l'exercice de droits exclusifs d'exploration et d'exploitation sur les fonds sous-marins en question et prétend, toujours en vertu de la Convention, que l'Etat (X) doit abandonner son projet.

— Est-ce que l'Etat (Y) peut fonder une telle prétention en se fondant sur les dispositions de la Convention de Genève ?

On ne peut formuler, ici, qu'une réponse résolument négative. Mais un tel exemple aux conséquences volontairement grossières montre que le critère de la possibilité d'exploitation est susceptible d'avoir des effets très importants tels que de priver « virtuellement » un Etat des fruits d'une activité exploratrice sur des fonds sous-marins menée en accord avec le droit positif.

Aussi, convient-il de se poser la question suivante :

E) L'ensemble des régions sous-marines de la haute mer peut-il faire partie du plateau continental ? (52)

L'outrecuidance d'une telle interrogation paraîtra moins audacieuse si l'on songe que les techniques d'exploration et d'exploitation peuvent progresser au point de rendre exploitables toutes ces régions. De plus, le libellé même de la définition de l'article 1^{er} se référant au « lit de la mer et (au) sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes », étend le plateau continental « jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions ».

A la limite, cela signifie qu'avec la technologie croissante, un Etat riverain pourra étendre sa juridiction au-dessus du fond de la mer jusqu'à ce qu'elle rencontre la limite de la juridiction pareillement étendue de l'Etat riverain qui lui fait face, conformément aux règles déterminant la délimitation du plateau continental (art. 6).

Une telle interprétation est *critiquable* dans la mesure où elle ne tient pas compte de l'élément de la définition du plateau continental stipulant que ces régions doivent être « adjacentes aux côtes ». On peut soutenir, en effet, que l'emploi de cette expression a été retenue, précisément, pour empêcher qu'un Etat n'étende son plateau continental jusqu'au milieu de l'océan.

(52) Pour l'exposé de cette interprétation et les arguments qui lui sont opposés, voir la déclaration du représentant de Malte à la Première Commission de l'Assemblée générale de l'O.N.U. (A/C.1/P.V.1515).

Un autre argument allant à l'encontre de cette thèse peut être trouvé dans le fait que la Commission du droit international, à sa huitième session (1956) a décidé de garder l'expression « plateau continental » et que la Conférence l'a suivie sur ce point et n'a pas voulu employer celle de « régions sous-marines » (53). Il est vrai que celle-ci n'aurait, en elle-même, fourni aucune indication sur la nature géographique de ces zones.

Dans son commentaire relatif à l'article 27 de son projet, devenu par la suite l'article 2 de la Convention sur la haute mer la Commission du droit international disposait : « La Commission n'a pas fait mention de la liberté d'explorer ou d'exploiter le sous-sol de la haute mer. Elle a été d'avis que, en dehors du cas où il s'agit de l'exploitation ou de l'exploration du sol et du sous-sol du plateau continental ... cette exploitation n'a pas encore une importance pratique qui peut justifier une réglementation spéciale » (54).

Le Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale (55) a fait remarquer à cet égard :

« Il apparaît donc que la Commission n'a pas eu l'intention de traiter de la « liberté d'explorer ou d'exploiter le sous-sol de la haute mer » (expression qui différencie en soi ces régions du plateau continental) et qu'elle n'a pas estimé que la question du régime de ces régions ne serait pas automatiquement réglée par l'extension progressive du plateau continental par suite des progrès techniques d'exploitation. On a de plus souligné que, si la Commission du droit international et la Conférence de Genève avaient songé à la possibilité d'une extension aussi radicale de la juridiction nationale, *elles l'auraient sans doute précisé.* »

Il est intéressant de noter que le Gouvernement français a suivi l'interprétation restrictive du concept de contiguïté en déclarant dans son instrument d'adhésion à la Convention, en ce qui concerne l'article 1^{er} :

« Selon le Gouvernement de la République française, le terme « régions adjacentes » se réfère à une notion de dépendance géographique, géologique et géographique qui exclut, par elle-même, une extension illimitée du plateau continental. » (56) (57)

(53) Voir *supra*, Introduction, Chapitre II.

(54) Voir *Annuaire de la Commission du droit international*, 1956, vol. II, p. 278.

(55) Assemblée générale, A/AC.135/19, 21 juin 1969.

(56) SI/Leg. Ser. D/I, p. 326, et voir *infra*, Annexe 3.

(57) Ainsi, le Gouvernement français a officiellement suivi l'interprétation restrictive du concept de contiguïté. Deux des parties à la Convention (Etats-Unis et Royaume-Uni) ont réservé leur position en ce qui concerne la déclai-

Car devant le caractère vague du critère de l'exploitabilité, seul celui de la *contiguïté* peut éviter une extension par trop infinie des zones sous-marines du « plateau continental ».

§ 2. — EXPLOITABILITÉ ET CONTIGUÏTÉ : UN TROISIÈME CRITÈRE ?

Est-ce que l'expression contenue à l'article 1^{er} de la Convention de Genève : « ... le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes... » peut être considérée comme l'obstacle juridique ultime susceptible d'enrayer les prétentions étatiques éventuellement exercées en vertu du critère de l'exploitabilité ?

Faisant allusion à ce problème et visant plus particulièrement l'amendement de l'Inde (58) qui proposait de remplacer l'expression « adjacentes aux » par « au voisinage des », le représentant de Ceylan, lors de la 17^e séance des débats de la 4^e Commission, se posa la question de savoir : « ... quelle interprétation il convient de donner à cet article lorsqu'il s'agit de régions exploitables très éloignées d'un Etat riverain quelconque. Toutes les régions marines du globe seront-elles morcelées entre les diverses nations, ou le lit de la mer, sous certaines parties de la haute mer, pourra-t-il être exploré et exploité par tous ceux qui se présenteront ? » (59).

Lors de cette même séance le délégué de la France fit part à la Conférence de ses appréhensions : « Certaines délégations... soutiennent que l'Etat possède un droit sur tout ce qui est situé au large de ses côtes, c'est-à-dire sur un domaine qu'il est déjà possible de préciser. Elles font valoir ensuite que, ce domaine appartenant déjà par nature à l'Etat, le seul critère pour déterminer les limites de sa compétence est la possibilité d'exploration. Il s'ensuivrait, en fin de compte, que chaque Etat aurait le droit d'aller de l'avant aussi loin qu'il le pourrait, non pas à un moment quelconque, mais à tout moment, et qu'il existerait, en face de ses côtes, un secteur maritime sur lequel il aurait des droits exclusifs dès qu'il serait en mesure de les faire valoir » (60).

ration du Gouvernement français touchant l'article premier. Aucune partie n'a formulé d'objection expresse à son égard (voir *infra* en « Annexe IV » : « Déclarations, Réserves et Objections »).

Voir également : Hartingh (F. de), « La position française à l'égard du plateau continental », *A.F.D.I.*, 1965, p. 725.

(58) Voir *supra*.

(59) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(60) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

La notion de contiguïté contenue dans l'expression « adjacentes aux », n'est pas explicitée dans la Convention de Genève. Depuis avril 1958, on ne peut pas citer d'exemple montrant clairement le caractère « restrictif » de cette notion eu égard aux extensions possibles des droits de l'Etat riverain sur son plateau continental.

Cependant, si l'on se réfère encore aux travaux de Zdenek J. Slouka (61) on relève des passages très significatifs d'un memorandum en date du 5 mai 1961 envoyé par Thomas J. Cavanaugh, « Associate Solicitor, Division of Public Lands of the United States, Department of the Interior », au « Director of the Bureau of Land Management » du même Ministère. Ce memorandum se proposait d'apporter une réponse à la question de savoir si des dépôts de phosphate gisant dans une zone sous-marine au large de la côte californienne pourraient tomber sous le coup de l'« Outer Continental Shelf Lands Act » de 1953 (62). Ce memorandum déclarait en substance que le problème de la propriété de dépôts de phosphate dans cette zone avait été soulevé parce qu'il « a été très souvent dit ou écrit » que le plateau continental s'étend jusqu'au point où la profondeur des eaux devient plus grande. Avec une telle conception, poursuivait le memorandum, la zone précitée se trouverait au delà de la limite du plateau continental.

De plus, le memorandum notait que la Convention ayant été ratifiée par le Gouvernement des Etats-Unis, après autorisation du Sénat, devait être considérée comme exprimant les vues des Etats-Unis. Ainsi, la définition de l'article 1^{er}, officiellement adoptée par les Etats-Unis, dressant une limite extérieure au plateau continental, excluait, selon le memorandum, la zone dans laquelle des gisements de phosphate avaient été découverts.

Zdenek J. Slouka souligne que ce qui est intéressant dans ce memorandum est que le critère de la contiguïté n'a absolument pas été pris en considération. Aucune signification restrictive de la définition du plateau continental n'a été invoquée en faisant appel aux mots « adjacents aux côtes ». Au contraire, le memorandum mentionne, par exemple, que la distance de 40 milles « n'a que peu d'importance, puisque, dans le golfe du Mexique, des activités de forage sont entreprises à de plus grandes distances. Il faut admettre que la distance de 40 milles n'est pas considérable. Il est évident qu'une interprétation, même restrictive du terme « adjacent » inclurait des zones sous-marines aussi proches des côtes.

(61) Zdenek J. Slouka, *International Custom and the Continental Shelf*, *op. cit.*, pp. 107-110.

(62) Voir *infra*, II^e Partie, Titre I, Chapitre I.

Mais en s'en tenant à la Convention de Genève elle-même, on ne voit pas à partir de quelle distance précise une zone sous-marine peut n'être pas adjacente à une côte.

Mc Dougal et Burke (63) retiennent, quant à eux, ce qu'ils nomment la « proximité raisonnable ». Au cours de cette étude on aura l'occasion de revenir sur ce critère de « reasonableness » (64) et d'en dénoncer l'imprécision. Pour ces auteurs, la notion de contiguïté devrait cesser d'être prise en considération lorsqu'un autre Etat serait affecté par les activités d'exploration ou d'exploitation entreprises par un Etat riverain.

Cependant, s'il est permis de douter que la plupart des Etats aient cette conception de la contiguïté, il est surtout difficilement concevable de mesurer en termes précis cette gêne.

Enfin, cette notion de contiguïté impliquée dans l'expression « adjacentes aux côtes » prend une singulière importance lorsque l'on sait que 50 % des plateaux continentaux du monde (ainsi qu'une grande partie de leur exploitation) sont situés dans des zones méditerranéennes. Faut-il comprendre que ce critère, non défini, de la contiguïté signifie une proximité plus grande d'une côte que d'une autre ?

§ 3. — EXPLOITABILITÉ ET DÉLIMITATION DU PLATEAU CONTINENTAL

La délimitation du plateau continental entre Etats voisins ou limitrophes est réglée par l'article 6 de la Convention de Genève sur le plateau continental. Il stipule :

« Article 6 :

1. Dans les cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux ou plusieurs Etats dont les côtes se font face, la délimitation du plateau continental entre ces Etats est déterminée par accord entre ces Etats. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci est constituée par la ligne médiane, dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

2. Dans le cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux Etats limitrophes, la délimitation du pla-

(63) Mc Dougal et Burke, *op. cit.*, pp. 668-690.

(64) Voir *infra*, Chapitre III.

teau continental est déterminée par accord entre ces Etats. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci s'opère par application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

3. Lors de la délimitation du plateau continental, toute ligne de démarcation établie conformément aux principes mentionnés dans ces paragraphes 1 et 2 du présent article devrait être définie par référence aux cartes et aux caractéristiques géographiques existant à une date donnée et il devrait être fait mention de points de repère fixes et permanents à terre. »

L'adoption de ce texte, les débats qui eurent lieu à cette occasion ainsi que l'interprétation qui en a été récemment donnée par la Cour internationale de Justice seront étudiés ultérieurement (65).

Il faut se borner à retenir, pour l'instant, que les comptes rendus analytiques des discussions qui eurent lieu lors de la Conférence ne rendent absolument pas compte des problèmes épineux « en puissance » résultant de la conjonction du critère de la possibilité d'exploitation et des méthodes employées, dans la Convention, pour la délimitation du plateau continental entre Etats voisins.

Ici encore on peut imaginer un exemple : si deux Etats, A et B, dont les côtes se font face et sont pourvus d'un plateau continental unique dont la profondeur n'excède pas 200 mètres et que l'un d'eux, A par exemple, a atteint une capacité technologique supérieure à l'autre, il se peut (par suite du double critère bathymétrique et de l'exploitabilité) que cet Etat A ait la tentation (si la conjoncture politico-économique lui est favorable...) d'exploiter ledit plateau continental jusqu'aux eaux territoriales de l'Etat B, que l'on suppose, et cela peut être le cas, n'avoir pas commencé d'exploiter son plateau continental.

S'il est indéniable que la *Convention de Genève* est susceptible de créer de tels problèmes, on n'y trouve, en revanche, aucune disposition capable de les résoudre (66). La clause des « circonstances spéciales », à laquelle il est, par deux fois, fait allusion dans le texte de l'article 6, peut sembler le seul refuge devant de telles situations. Pour qu'il en soit ainsi il faudrait, néanmoins, que, par hypothèse, les deux Etats conviennent de trancher leur litige soit

(65) Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV.

(66) « While capable of creating this problem, the Convention fails to provide for its solution... », Zdenek J. Slouka, *International Custom and the Continental Shelf*, *op. cit.*, p. 112.

à l'amiable, soit devant une juridiction internationale. On peut affirmer, à cet égard, que dans l'esprit des délégations qui ont pris part aux débats de la Conférence de Genève aussi bien que dans l'optique de la Commission du droit international dont l'article 72 jetait les bases de cet article 6, l'expression « circonstances spéciales » devait être entendue dans le sens de « circonstances exceptionnelles ». C'est cette interprétation restrictive qu'a retenue la Cour Internationale de Justice dans son dernier arrêt (67) rendu le 20 février 1969. Pourtant l'examen attentif des cartes montre que des questions semblables à celles de l'exemple précité peuvent être soulevées dans plusieurs zones méditerranéennes du monde. Elles le peuvent entre les Etats-Unis et Cuba, entre les Bahamas et Cuba, entre la Grande-Bretagne et la Norvège, etc...

Enfin, et ce point n'est pas le moins important, le rapprochement des articles 1 et 6 de la Convention de Genève sur le plateau continental détruit, dans une certaine mesure, le critère fondamental de la notion de plateau continental : celui de « plateau continental - prolongement de l'Etat riverain » (critère retenu et affirmé une nouvelle fois, on le verra, par la Cour internationale de Justice dans l'« Affaire du plateau continental de la mer du Nord ») (68). En effet, on voit dans l'exemple précédent que l'application des principes de délimitation posés à l'article 6 combinés au principe de l'exploitabilité aurait pour conséquence d'attribuer à l'Etat A des zones du plateau continental de l'Etat B tombant sous l'hypothèse géologique du « plateau continental - prolongement naturel de l'Etat riverain ».

CONCLUSION

La grave imprécision de la définition du plateau continental de l'article 1^{er} de la Convention de Genève de 1958 pourra être une source de différends dès que la technique permettra une exploitation courante du plateau continental au delà de la profondeur de 200 mètres. Si même cette imprécision a quelque peu favorisé l'adhésion de certains Etats, elle aura dégagé une « tendance » fort regrettable : celle de favoriser l'appropriation par les Etats côtiers de toutes les terres sous-jacentes du monde.

(67) Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV.

(68) *Ibidem*.

De plus, l'échec de la Conférence de Genève de 1958 (répété lors de la seconde Conférence de 1960) en ce qui concerne l'adoption d'une largeur uniforme (69) délimitant les eaux territoriales pourrait, l'article 1^{er} de la Convention sur le plateau continental « liant » la définition de ce dernier à la mer territoriale (« ...mais situées en dehors de la mer territoriale »), inciter certains Etats, aux prétentions démesurées en ce domaine, à les étendre encore (70).

(69) La largeur de la mer territoriale n'a pu être fixée ni à la première Conférence en 1958, ni à la seconde en 1960, faute d'une voix, en séance plénière.

(70) L'adoption de quatre Conventions distinctes présente de nombreux inconvénients ; à Genève on formula l'espoir que ces documents divers recueilleraient plus de ratifications qu'un instrument unique qui additionnerait oppositions et réserves.

CHAPITRE III

LES DROITS DE L'ÉTAT RIVERAIN
SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

« D'ailleurs, le fait que la région intéressée est submergée la différence du reste du territoire de l'Etat riverain. »

M. GARCIA AMADOR (Cuba)
(Conférence de Genève, 20^e séance).

INTRODUCTION

L'interminable controverse touchant à l'article 68 du projet de la Commission du droit international a été évoquée dans un chapitre précédent (1). Commencée dès la « discussion générale », elle se poursuit entre la 19^e et la 24^e séance.

Quel sens convenait-il de donner aux diverses expressions qui étaient l'objet de la discussion : « droit de contrôle et de juridiction », « droits souverains », « souveraineté » ? Quelle portée l'emploi de tel adjectif ou substantif aurait sur l'évolution du droit de la mer s'agissant du plateau continental ? On en discuta à perte de vue. Une délégation, celle de la *Suède*, proposa de supprimer le terme « droits » (2) :

« Article 68,

Rédiger cet article comme suit :

« L'Etat riverain exerce sur le plateau continental le contrôle et la juridiction aux fins de l'exploration et de l'exploitation de ses ressources minérales. »

M. Gihl, chef de la délégation de ce pays, déclara que, de l'avis de son gouvernement : « Les Etats, qui depuis quelque temps,

(1) Voir I^{re} Partie, Titre III, Chapitre I.

(2) Documents officiels, A/Conf.13/C.4/L.29.

manifestent une tendance à revendiquer la souveraineté du plateau continental au delà de la mer territoriale, vont à l'encontre du droit international tel qu'il existe actuellement, et que de telles revendications devraient être confirmées par des accords internationaux. Il est de l'intérêt de tous que le sous-sol du plateau continental soit exploité et que cette exploitation se fasse sous le contrôle de l'Etat riverain. Néanmoins, seuls doivent être reconnus les pouvoirs qui sont nécessaires à cette fin ; ...l'article 68 va trop loin en utilisant l'expression « droits souverains ». Les droits en question devraient se limiter à ceux qui sont nécessaires pour l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles. L'expression « la juridiction et le contrôle » serait préférable » (3).

M. Gihl se déclara, en outre, favorable à la proposition *danoise* visant à ajouter à l'article précité un nouveau paragraphe établissant la liberté de recherche scientifique. Avant de commenter cette proposition, lors de la 22^e séance, le représentant danois avait exprimé, lors de la 8^e séance, qu'il « préférerait ... qu'à l'article 68 les mots « droits souverains » soient remplacés par les mots « contrôle et juridiction » ; « toute référence, poursuivit-il, à la souveraineté, même si elle est suivie d'une clause restrictive, risque de susciter des difficultés en cas de conflit armé international ou en matière de recherches scientifiques » (4).

Les *Etats-Unis*, par la voix de Mlle Whiteman, déclarèrent que :

« Le terme « souveraineté » s'applique à des notions variables. Il ressort de la discussion que les avis diffèrent beaucoup sur le sens à lui attribuer. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis a proposé de remplacer le mot « souverains » par « exclusifs ». Pour les nombreuses délégations qui s'opposent à l'emploi des termes « souveraineté » ou « souverains » dans cet article, le mot « exclusifs » est le seul acceptable (5).

En résumé, *deux thèses* s'affrontèrent à la Conférence de Genève. La première combattit, avec une plus ou moins grande homogénéité dans les arguments invoqués, la notion de souveraineté. Parmi les Etats hostiles, à divers degrés, à cette notion de « droits souverains » il faut citer, outre ceux dont la position a été précédemment exposée, la Norvège, la République fédérale d'Allemagne, la Chine, et surtout l'Italie qui vota d'ailleurs contre l'ensemble de l'article 68 qui devint l'article 2 de la Convention.

La deuxième thèse, soutenue en particulier par les Etats latino-américains et certains pays asiatiques était en faveur de la recon-

(3) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(4) Documents officiels, A/Conf. 13/C.4/L.10.

(5) Documents officiels, A/Conf. 13/42 (4^e séance).

naissance d'une pleine et entière souveraineté de l'Etat riverain sur le plateau continental. « Le fond de cette thèse, écrit Olivier de Ferron, est que le plateau continental forme incontestablement le prolongement de la terre ferme et doit être soumis au même régime juridique » (1).

Seule note discordante dans cet ensemble latino-américain, la *délégation cubaine*, exprima une opinion contraire et intéressante. Lors de la 20^e séance, M. Garcia Amador s'exprima, en effet, en ces termes :

« Le principal argument que l'on fait valoir à l'appui de cette théorie, qui s'oppose à celle de la souveraineté fonctionnelle proposée dans le projet de la Commission du droit international est que le plateau continental constitue le prolongement du territoire de l'Etat riverain au-dessous de la surface de la mer. Ce principe a été reconnu par la Conférence spécialisée interaméricaine de Ciudad-Trujillo, mais le représentant de Cuba ne pense pas que cette circonstance géologique, ni aucune d'ailleurs, entraîne nécessairement l'adoption d'une position juridique particulière... Selon une règle fondamentale de droit international, alors même que le principe de la souveraineté d'un Etat sur son territoire aurait été reconnu, il peut être nécessaire de préciser quelque peu ce principe à propos de certaines régions particulières dudit territoire. La Conférence de codification de La Haye a reconnu en 1930 que les eaux territoriales font partie intégrante du territoire d'un Etat ; néanmoins, il est indéniable qu'un Etat n'exerce pas une souveraineté absolue sur cette région, puisque le droit international l'oblige à accorder le droit de passage aux navires ; il est clair qu'un Etat n'exerce pas la même juridiction pénale et civile dans ses eaux territoriales que sur le reste du territoire. Ce sont là des faits de caractère juridique reconnus par la pratique invariable des Etats. » (7)

PLAN DU CHAPITRE III

Une *Section I* analysera les caractères de ces droits exercés par l'Etat riverain sur le plateau continental. Ensuite une *Section II* étudiera l'étendue et l'objet de ces droits. Puis une *Section III* analysera les dispositions de la Convention de Genève concernant la délimitation du plateau continental c'est-à-dire la conciliation géo-

(6) O. de Ferron, *Le droit international de la mer*, op. cit. (t. II, p. 204).

(7) Documents officiels, A/Conf.13/42.

graphique des droits de l'Etat riverain avec ceux des Etats voisins. Enfin une *Section IV* examinera la solution apportée par la Convention de Genève pour ce qui est du règlement des litiges relatifs au plateau continental.

SECTION I

Caractères de ces droits

Par 34 voix contre 14, avec 17 abstentions, l'article 68, dans son ensemble, a été adopté lors de la 24^e séance, après avoir été amendé plusieurs fois.

L'article 2 § 1 de la Convention de Genève sur le plateau continental stipule que :

« L'Etat riverain exerce des « droits souverains » sur le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles. »

Cela signifie que ces « droits souverains » sont « finalisés », pour reprendre l'expression de M. le professeur Reuter (8).

L'article 2 § 2 dispose :

« Les droits visés au paragraphe 1 du présent article sont « exclusifs » en ce sens que, si l'Etat riverain n'explore pas le plateau continental ou n'exploite pas ses ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités ni revendiquer de droits sur le plateau continental sans le consentement exprès de l'Etat riverain.

§ 1. — DES DROITS SOUVERAINS « FINALISÉS » ET « EXCLUSIFS »

A) *Des droits souverains « finalisés »*

L'article 2 § 1 tout en qualifiant de « souverains » les droits exercés par l'Etat riverain sur le plateau continental qui borde ses côtes implique que ces droits ne peuvent être exercés *qu'en liaison* avec l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles dudit plateau.

(8) P. Reuter, *Le plateau continental*, étude pour l'Association de droit minier et pétrolier, Paris, 1960.

Néanmoins l'Etat riverain apparaît comme étant le seul juge de la question de savoir si une action quelconque entreprise par lui est liée à cette exploration du plateau continental ou de l'exploitation de ses ressources naturelles. L'aspect « fonctionnel » de ces droits est donc, en quelque sorte, « soumis » à leur caractère « souverain » qui apparaît comme le plus important.

La « liberté » de l'Etat riverain apparaît ainsi sur deux plans. Puisque, on l'a vu, la définition, adoptée à la quatrième Commission, du plateau continental, a aggravé l'incertitude des limites géographiques dudit plateau en introduisant le critère de la possibilité d'exploitation, la souveraineté de l'Etat riverain se manifeste, d'une part quant à la détermination du seuil de l'exploitabilité de son plateau continental, d'autre part quant à son aptitude à juger de la connexité entre ses actions et l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental.

Or, on sait que l'idée de « souveraineté » est dûe, pour une large part, à l'hypothèse selon laquelle le plateau continental n'est qu'une sorte d'excroissance sous-marine de la masse terrestre. Sur cette dernière s'exerce, en vertu du droit international moderne, une compétence territoriale plénière et exclusive qui porte le nom de « *souveraineté territoriale* ». Et celle-ci présente deux caractéristiques essentielles : sa *stabilité* et sa *fixité*.

M. le professeur Rousseau écrit : « ...le territoire étatique est limité ; il comporte des limites précises et fixes à l'intérieur desquelles s'exerce l'activité des gouvernants et des gouvernés. La frontière marque le point où expire la compétence territoriale. La théorie soviétique de l'Etat fluide et la doctrine hitlérienne de l'Etat dynamique aux frontières mouvantes ne représentent que des exceptions passagères et négligeables au principe » (9).

Ces traits essentiels attachés à la souveraineté nationale que sont la fixité et la stabilité ne sont pas actuellement applicables au plateau continental. On peut s'en étonner car presque toutes les théories qui ont entouré l'entrée récente de cette notion dans la littérature juridique ont justifié les droits de l'Etat riverain par le recours à l'argument que l'on peut nommer celui du « *prolongement naturel* ». Sans vouloir mettre en doute cette hypothèse géologique on doit, cependant, insister, comme le fit M. Amador à la Conférence (10) sur le fait que, étant des zones submergées, ces zones sont différentes du reste du territoire. On se trouve, ainsi, en présence d'un paradoxe : voulant justifier l'existence et l'exer-

(9) Ch. Rousseau, *Droit international public approfondi*, Dalloz, 1958, p. 156.

(10) Voir *supra*, Chapitre II.

cice de droits sur le plateau continental en les « calquant » sur ceux attachés à la souveraineté territoriale, le résultat est qu'ils n'en possèdent pas les caractères de constance, de permanence et d'invariabilité.

Pourtant, il ne faut pas perdre de vue, et les débats de la IV^e Commission le montrent bien, que les Etats, dans leur très grande majorité, désireraient que ces « droits » « souverains » (la discussion porte surtout sur cet adjectif et sa suppression éventuelle) fussent limités par cette double « destination » : l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental. Ce désir avait pour sources une certitude quasi-absolue d'une part, et une crainte d'autre part.

— Une *certitude quasi-absolue* : le plateau continental ne peut guère offrir plus que ses « ressources naturelles ».

— Une *crainte* : celle qu'aurait entraîné une « non-limitation » des droits de l'Etat riverain et qui n'aurait pas manqué d'être utilisée comme base de réclamations ultérieures par certains Etats dont les ambitions visaient au moins autant les eaux surjacentes le recouvrant que le plateau continental lui-même.

Au cours des débats de la IV^e Commission, s'il est vrai que certaines délégations demandèrent que les droits accordés à l'Etat riverain fussent décrits comme constitutifs d'une « souveraineté » complète sur le plateau continental il ressort de leurs argumentations qu'elles associent cette « souveraineté » « aux fins de l'exploration et de l'exploitation » des ressources naturelles du plateau continental.

On doit toutefois signaler deux exceptions à ce « consensus ». Ainsi, le délégué du Chili fit remarquer lors de la 9^e séance : « Il est possible qu'en raison du progrès technique les droits souverains sur le plateau continental puissent être exercés à des fins qui débordent le cadre de l'article 68 en ce qui concerne l'exploitation... exemple : les installations de radar établies par les Etats-Unis sur le sol de l'océan Atlantique à une grande distance de ses côtes... la meilleure méthode consisterait à reconnaître la souveraineté de l'Etat riverain sur le plateau continental » (11).

Allant dans le même sens, le délégué de Ceylan déclara : « Si les droits reconnus à l'Etat riverain portent exclusivement sur l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental, il pourrait parfaitement arriver qu'un autre Etat désire construire des installations sur le plateau continental en visant un but totalement différent, par exemple, celui d'assurer les com-

(11) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

munications interplanétaires et l'Etat riverain ne pourrait absolument rien objecter » (12).

Mal accueillies par l'ensemble des délégations pour lesquelles l'exploration et l'exploitation étaient les deux seules « utilisations » possibles du plateau continental ces interventions sont, néanmoins, intéressantes. Elles montrent, une fois de plus, que la Convention de Genève a laissé sans réponse un certain nombre de problèmes pouvant surgir ultérieurement. On peut citer, à titre d'exemple, l'utilisation du plateau continental pour la construction d'installations militaires du type de celles connues sous le nom de « *Texas Towers* » (13) érigées par les Etats-Unis dans l'océan Atlantique.

Il faut noter, à cet égard, que l'Inde proposa l'adoption d'un « paragraphe additionnel » rédigé comme suit : « Le plateau continental ... ne peut être utilisé par l'Etat riverain ou par tout autre Etat pour la construction de bases ou d'installations militaires » (14).

Cette proposition fut rejetée par 31 voix contre 18 avec 6 abstentions. Selon Mc Dougal et Burke (15), il convient de juger ce vote en pensant, qu'en 1958, il apparaissait aux Etats plus important de préserver leur sécurité (par quelques stations de radar, comme c'est ici le cas) que de respecter, à tous prix, le principe de la liberté de la haute mer.

En résumé, la latitude laissée par la Convention de Genève, à l'Etat riverain peut entraîner ce dernier à « utiliser » le plateau continental à des fins autres que celles décrites à l'article 2 § 1 : l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental (16).

En partant d'exemples réels on voit que le plateau continental peut être employé à d'autres fins que celles accompagnant son exploration et son exploitation et que les lacunes de la Convention de Genève ne présentent pas que des inconvénients « imaginaires » mais des désavantages très pratiques.

C'est ainsi que les Etats-Unis ont déjà utilisé leur plateau continental comme lieu de stockage de pétrole, que celui-ci ait été extrait ou non dudit plateau. De plus, et cet exemple concerne, une fois de plus, les Etats-Unis, cet Etat a construit une « tour de re-

(12) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(13) Voir Zdenek J. Slouka, *op. cit.*, pp. 115-116 : les trois « Texas Towers » à avoir été utilisées entre 1950 et 1963 par l'« United States Air Force » furent construites en remplacement de plates-formes d'extraction de pétrole dans le golfe du Mexique.

(14) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(15) *Op. cit.*, p. 717.

(16) Voir *infra*, II^e Partie, Titre III, Chapitre II.

cherche » (« *Argus Island* ») sur des fonds sous-marins, situés à 30 milles au Sud-Ouest des îles Bermudes, à une profondeur de 50 mètres environ. Cette tour, construite en acier (Projet américain « Artémis ») est utilisée comme relais pour les signaux de faible portée recueillis par des hydrophones placés dans le lit de la mer. Le but de l'opération est de mettre au point, en utilisant des procédés tel celui du « sonar », un système de détection des sous-marins « ennemis ». Une troisième illustration de l'utilisation du plateau continental à des fins différentes de celles visées à l'article 2 § 1 est fournie par un projet américain. Ce dernier proposait de convertir 28 chantiers navals flottants (surplus de la deuxième guerre mondiale) en stations spatiales susceptibles de devenir des aires de lancer de fusées. Ces stations seraient en contact avec le sol du plateau continental grâce à des pieds hydrauliques reposant à une trentaine de mètres de profondeur (17).

Ces utilisations du plateau continental, peu nombreuses, il faut en convenir, montrent que d'autres possibilités sont ouvertes aux Etats par suite de l'ambiguïté de la Convention de Genève qui semble accorder à l'Etat riverain le pouvoir d'apprécier « souverainement » la finalité de ses activités d'exploration et d'exploitation.

B) *Des droits exclusifs et inconditionnels*

L'article 2 § 2 et 2 § 3 de la Convention de Genève dispose :

— 2. « Les droits visés au paragraphe 1 du présent article sont « exclusifs » en ce sens que, si l'Etat riverain n'explore pas le plateau continental ou n'exploite pas ses ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités ni revendiquer de droits sur le plateau continental sans le consentement exprès de l'Etat riverain.

— 3. Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective aussi bien que de toute proclamation expresse. »

Ainsi, ces droits ne sont pas subordonnés à une occupation effective ou fictive ou à une proclamation expresse.

Si l'expression « droits souverains » comporte quelque incertitude, la disposition en vertu de laquelle les droits souverains de l'Etat riverain sont acquis sans occupation ou exploitation ne parvient guère à dissiper cette indétermination. La possession de droits exclusifs étant nécessairement un attribut de la souveraineté cet

(17) Voir Zdenek J. Slouka, *op. cit.*, p. 117.

« exclusivisme » ne fait que renforcer le caractère extensible et souple des droits souverains et fonctionnels attribués à l'Etat riverain sur le plateau continental.

« Supposons, écrit Martine Rémond, que les travaux d'exploration entrepris sur le plateau continental révèlent l'existence au fond de la mer d'une épave remplie de pièces d'or. Cette épave est sans rapport avec l'exploration pétrolière. Il est pourtant fort douteux que l'Etat riverain renonce, pour cette raison, à tout droit sur le trésor qui gît sur son plateau continental. » (18)

Ces droits exclusifs et souverains, fort peu limités par la notion de finalité qui leur est attachée, le sont par un certain nombre d'autres limitations décrites dans la Convention de Genève et qu'il convient d'examiner.

§ 2. — LES LIMITATIONS DES DROITS DE L'ETAT RIVERAIN SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

A) *Le principe de la liberté de la haute mer*, est affirmé dans l'article 3 de la Convention qui dispose : « Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental ne portent pas atteinte au régime des eaux surjacentes en tant que haute mer, ni à celui de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux ».

Cet article fut adopté par 54 voix contre 8 avec 8 abstentions. La majorité des Etats se rallia donc à la thèse de la sauvegarde du principe de la liberté de la haute mer en dépit de la pression exercée par les Etats latino-américains.

M. Ruiz Moreno, délégué argentin, estima que le « régime des eaux surjacentes en tant que haute mer » ne saurait être exactement assimilé aux articles 1 et 2 de la Convention sur la haute mer qui stipulent :

« Article 1^{er} :

On entend par « haute mer » toutes les parties de la mer n'appartenant pas à la mer territoriale ou aux eaux intérieures d'un Etat.

Article 2 :

La haute mer étant ouverte à toutes les nations, aucun Etat ne peut légitimement prétendre en soumettre une partie quelconque à sa souveraineté. La liberté de la haute mer s'exerce dans les

(18) Martine Rémond, *op. cit.*, p. 22.

conditions que déterminent les présents articles et les autres règles du droit international. Elle comporte notamment, pour les Etats riverains ou non de la mer :

- 1) la liberté de la navigation ;
- 2) la liberté de la pêche ;
- 3) la liberté d'y poser des câbles et des pipe-lines sous-marins ;
- 4) la liberté de la survoler.

Ces libertés, ainsi que les autres libertés reconnues par les principes généraux du droit international, sont exercées par tous les Etats en tenant raisonnablement compte de l'intérêt que la liberté de la haute mer présente pour les autres Etats. »

Il faut relever *une certaine logique dans l'attitude des Etats latino-américains*. Il va de soi, en effet, que les droits dont dispose l'Etat riverain sur le plateau continental lui confèrent, par leur nature, une souveraineté quasi absolue sur les régions sous-marines adjacentes à ses côtes. Comme la Proclamation Truman, qui avait employé les termes « juridiction et contrôle », la Conférence de Genève n'a pas osé mentionner explicitement le terme de « souveraineté ». Les conséquences attachées à cette notion ne manqueraient pourtant pas d'aller à l'encontre, dans une large mesure, du principe de la liberté de la haute mer. Aussi ne peut-on être surpris par la réflexion du délégué péruvien, M. Letts : « ... le mot « souveraineté » est préférable à toute autre expression proposée parce que chacun sait ce qu'il signifie. L'expression « droits souverains » ne serait pas claire ; pour les uns elle a un sens plus large que le mot « souveraineté », d'autres lui donnent un sens plus étroit. L'expression « droits exclusifs » est extrêmement vague. Les mots « juridiction et contrôle » sont l'équivalent de la souveraineté ; dans ces conditions pourquoi ne pas s'exprimer franchement et ne pas employer le terme « souveraineté » (19).

On peut donc légitimement présumer qu'en cas de conflit entre ce principe de la liberté de la haute mer et les intérêts économiques ou militaires de l'Etat riverain ceux-ci l'emporteront dans la majorité des cas. Cette affirmation solennelle qui protège également la liberté de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux risque, à l'épreuve des faits, de n'être que de pure forme. Mais, comme le fait remarquer Olivier de Ferron : « ... il était toutefois indispensable de rappeler dans un instrument juridique et diplomatique que, pour souverains que soient les droits accordés à l'Etat rive-

(19) Documents officiels, A/Conf. 13/42, 24^e séance.

rain, cette souveraineté particulière cesse là où commence la souveraineté internationale » (20).

B) *Des libertés ne devant pas être gênées
d'une « manière injustifiable »*

La Convention de Genève stipule (art. 5 § 1) que ne doivent pas être gênées « d'une manière injustifiable » un certain nombre de libertés :

- 1° *la liberté de navigation ;*
- 2° *la liberté de pêche et de conservation des ressources biologiques de la mer ;*
- 3° *la liberté des recherches scientifiques et océaniques.*

Que signifie l'expression « d'une manière injustifiable » ? Implique-t-elle qu'en certains cas, non explicités par la Convention, des obstacles apportés à la navigation ou à la pêche, à la conservation des ressources biologiques ou encore à la recherche scientifique seraient admissibles ? Le caractère vague de cette formule a été, à maintes reprises, dénoncé par plusieurs délégations à la Conférence de Genève. Il n'est sans doute pas inutile de souligner le danger représenté par l'éventuelle tolérance d'entraves « justifiables » apportées à la *recherche océanographique*.

L'article 5 § 8 de la Convention de Genève, dont l'origine fut une proposition de la France exposée par M. Patey lors de la 29^e séance et adoptée par 30 voix contre 17 avec 6 abstentions, stipule : « Le consentement de l'Etat riverain doit être obtenu pour toutes les recherches touchant le plateau continental entreprises sur place. Toutefois, l'Etat riverain ne refusera normalement pas son consentement lorsque la demande sera présentée par une institution qualifiée, en vue de recherches de nature purement scientifique concernant les caractéristiques physiques ou biologiques du plateau continental, à condition que l'Etat riverain puisse, s'il le souhaite participer à ces recherches ou s'y faire représenter, et qu'en tout cas les résultats soient publiés ».

La Commission du droit international n'avait pas, dans son projet d'articles, abordé la question de la liberté des recherches océanographiques. Une communication du Conseil international des Unions scientifiques adressée à la Conférence par l'intermédiaire de l'U.N.E.S.C.O. permit, après de vives discussions, d'insérer dans la Convention des dispositions mentionnant et garantissant cette liberté.

(20) O. de Ferron, *op. cit.*, t. II, p. 216.

Telle qu'elle est définie dans les articles 5 § 1 et 5 § 8 de la Convention de Genève, la liberté des recherches océanographiques et scientifiques n'apparaît pas totale mais soumise à certaines conditions. L'exigence du consentement préalable de l'Etat riverain en faveur duquel se prononcèrent la France, l'Iran, la Yougoslavie et l'Indonésie souleva bon nombre de protestations lors des débats de la Conférence.

M. Patey (France) fit remarquer que sa proposition (21) ainsi que celle de l'Indonésie (22), tendant à l'exigence du consentement de l'Etat riverain obtenu avant qu'un autre Etat n'entreprenne des recherches scientifiques, avaient pour but : « d'assurer que des activités se rapportant à l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental, telles que le dragage du lit de la mer ou le prélèvement d'échantillons, ne puissent s'effectuer sous le prétexte qu'il s'agit d'une forme de recherche scientifique » (23).

M. Mouton répondit qu'il ne pouvait admettre ce point de vue : « Les eaux surjacentes » (du plateau continental) « font partie de la haute mer et tous les Etats ont le droit d'y poursuivre des recherches. Les droits de l'Etat riverain sont, aux termes de l'article 68 » (devenu art. 2 § 1) « limités à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles du plateau et ne comprennent pas le droit d'y interdire les recherches scientifiques entreprises par d'autres Etats. Insister sur la nécessité d'un consentement préalable de l'Etat riverain serait aller à l'encontre des articles 68 et 69 » (devenus articles 2 § 1 et 3) « tels qu'ils ont été adoptés » (24).

Certains Etats, membres de la « Commission océanographique intergouvernementale » ont eu, récemment, l'occasion de manifester leur inquiétude face aux problèmes posés par la Convention de Genève sur le plateau continental en ce qui concerne la recherche océanographique. En effet, lors de la réunion, entre le 16 et 20 septembre 1968, d'un groupe de travail sur les questions juridiques liées aux recherches scientifiques sur l'océan (25), certains participants se sont inquiétés d'un malentendu possible qui consisterait à assimiler la recherche scientifique et océanographique sur le plateau continental à une exploration destinée à en exploiter les

(21) Documents officiels, A/Conf.13/C.4/L.56.

(22) Documents officiels, A/Conf.13/C.4/L.53.

(23) « Personne n'est allé jusqu'à prononcer le mot d'espionnage scientifique, mais il était dans la pensée de beaucoup ». O de Ferron, *op. cit.*, t. II, p. 219.

(24) Documents officiels, A/Conf.13/42, 29^e séance.

(25) U.N.E.S.C.O., « Commission Océanographique Intergouvernementale », AVS/9/89M, NS/IOC/B-19.

ressources (26). Avant la réunion de ce groupe de travail la Commission océanographique intergouvernementale avait recueilli des informations dont le but était de servir de document de base pour l'examen et l'identification des dispositions du droit de la mer actuel et futur dont l'interprétation ou l'application entravent ou peuvent entraver les recherches sur l'océan.

C'est ainsi que fut présentée au Secrétaire de la Commission océanographique intergouvernementale une lettre qui lui avait été adressée, le 15 décembre 1967, par le Bureau permanent des Etats-Unis auprès de l'U.N.E.S.C.O.

Voici les passages essentiels de cette lettre : « Le Gouvernement des Etats-Unis a demandé que le navire *Oceanographer* soit autorisé à pénétrer dans les eaux territoriales birmanes, dans la région de l'île Tavoy afin d'y procéder à des mesures océanographiques opérationnelles fondamentales dans le cadre des études effectuées par le navire dans les eaux de l'archipel Andaman. L'*Oceanographer* qui appartient à la « U.S. Coast and Geodetic Survey of the Environmental Science Service Administration » ... devait pénétrer dans les eaux territoriales birmanes entre le 27 juin et le 4 août au voisinage de l'île Tavoy, mais son arrivée a, par la suite, été remise au 3 juillet. Le 7 juillet 1967, l'ambassade des Etats-Unis à Rangoon fut informée que le Gouvernement birman regrettait de ne pouvoir donner son accord aux recherches envisagées de l'île Tavoy. *Aucune explication n'a été donnée à ce pays d'autoriser une mission pacifique de recherche océanographique.*

...L'attention de la Commission océanographique intergouvernementale doit également être appelée sur une décision du Gouvernement soviétique concernant un programme de recherches sur le plateau continental de l'U.R.S.S. que devait effectuer le navire de recherches « *Thomas G. Thomson* ». Ce navire est un navire de recherches utilisé par l'Université de Washington ... il devait poursuivre ses activités pacifiques de recherches océanographiques entre le 24 juillet et le 15 septembre 1967 dans les mers de Bering... et de Sibérie orientale ; à la fin de mai 1967, l'ambassade des Etats-Unis à Moscou a demandé que le navire fut autorisé à effectuer les études envisagées sur le plateau continental (en dehors des eaux que l'U.R.S.S. considère comme ses eaux territoriales). Ces travaux devaient faire suite aux études géologiques et géophysiques de la région commencées en 1934 et poursuivies jusqu'à ce jour, pour le département d'Océanographie de l'Université. Le 18 juillet 1967, le Gouvernement soviétique a fait savoir qu'il refusait de donner

(26) *Idem.*

son autorisation, la nature des recherches envisagées ne satisfaisant pas aux conditions du paragraphe 8 de l'article 5 de la Convention de Genève de 1958 et il alléguait que le « *Thomas G. Thomson* » était un navire de la marine américaine. Le 27 du même mois, le Gouvernement des Etats-Unis a invité le Gouvernement soviétique à reconsidérer sa position en soulignant que les conditions de l'article 5 § 8 étaient effectivement remplies, que le navire était un navire de recherches utilisé par l'Université de Washington et placé sous l'entière responsabilité de celle-ci. Cette demande reçut le 11 août une réponse négative. Le 23 mai, l'Université de Washington envoya au directeur de l'Institut d'Océanographie de l'U.R.S.S. ... une lettre leur rappelant la nature et l'objet des recherches envisagées et invitant les Soviétiques à y participer ; ... A une autre occasion encore, alors que des navires américains essayaient de recueillir en mer des données scientifiques intéressantes, le Gouvernement soviétique a obligé les Etats-Unis à ne pas donner suite à leur projet de circumnavigation, sur 8.000 milles, de l'océan Arctique par deux navires garde-côtes ... prétextant que ces navires ne pourraient traverser des détroits qui étaient censés faire partie des eaux territoriales soviétiques. Or, la circumnavigation de l'océan Arctique par ces navires spécialement équipés pour la recherche océanographique, commencée le 15 août, devait s'effectuer entièrement en haute mer. Avant que cette expédition scientifique ne fut rendue publique le 16 août, l'Union soviétique avait été informée de sa nature et de son itinéraire. La présence d'importants blocs de glace ayant forcé les navires, le 28 août, à mettre le cap sur le détroit de Vilkitsky, l'Union soviétique déclara que ses eaux territoriales chevauchaient celles du détroit qui sont larges de 22 milles au point le plus étroit, et elle exigea que les Etats-Unis lui demandent 30 jours à l'avance une autorisation de transit. Cette attitude amena le Gouvernement américain à renoncer à des recherches pacifiques d'une importance capitale. En outre — et cela est significatif — le droit de passage innocent fut repoussé alors qu'en droit international tout navire doit se voir accorder un droit de passage innocent par des détroits utilisés pour la navigation internationale entre deux parties de haute mer » (27).

On a reproduit ici de larges extraits de cette lettre (qui ne fut pas la seule, d'autres Etats faisant parvenir des doléances diverses au Secrétaire de la C.O.I.) car elle a paru significative des différents obstacles entravant ou pouvant entraver la recherche océanogra-

phique par suite de certaines dispositions du droit international établi par la Convention de Genève.

S'agissant de l'appréciation (28) des entraves « injustifiables » susceptibles d'être apportées à la navigation, ce rappel, pour important et avisé qu'il soit, fait, en quelque sorte « double emploi » avec l'article 3 de la même Convention sur le plateau continental. En effet, s'il est stipulé que l'éventuelle gêne injustifiable à la navigation doit être indissolublement liée (29) à l'exploration ou à l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental, l'article 3, désignant les droits de l'Etat riverain, fait aussi référence à ceux de l'article 2 § 1.

On peut, en ce qui concerne la navigation, expliquer cette formule si critiquée : « d'une manière injustifiable » et la justifier ainsi : si la Convention de Genève avait disposé que l'exploration et l'exploitation du plateau continental ne doivent *jamais* avoir pour conséquence de gêner en quoi que ce soit la navigation, on aurait abouti à rendre pour ainsi dire théoriques non seulement les droits souverains d'exploration et d'exploitation mais aussi l'objectif même des règles adoptées.

Pour ce qui est de la pêche, les critiques les plus vives ont visé la liberté de pêche dans les eaux surjacentes du plateau continental. Elles émanèrent en particulier des Etats latino-américains ainsi que de plusieurs Etats asiatiques.

M. Letts, délégué du Pérou, fit, à cet égard, remarquer : « La Commission du droit international a appliqué des principes très différents à deux situations analogues : elle a reconnu les droits souverains de l'Etat riverain pour l'exploitation des ressources minérales, principalement du pétrole, dont l'exploitation ne peut être entreprise que par des pays industriels ; mais elle n'a pas admis les mêmes droits souverains sur les ressources biologiques de la mer, dont de nombreux Etats dépendent pour l'alimentation de leurs populations. Le droit de pêche illimité en haute mer se fondait sur l'idée que les ressources biologiques de la mer, seraient inépuisables ; mais les méthodes modernes de pêche ont fait apparaître l'erreur de cette conception, et il n'existe par conséquent plus de base désormais pour l'exercice de droits de pêche illimités. De l'avis de la délégation du Pérou, il est parfaitement logique que les Etats qui font valoir des droits sur le plateau continental re-

(28) Voir *infra*, II^e Partie, Titre III, Chapitre I.

(29) Commentaire de la C.O.I., Rapport de 1956, A/31.59 : « ...une entrave, même insignifiante, ne se justifierait pas si elle ne se rattachait pas aux exigences bien comprises de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental ».

vendiquent également des droits sur les eaux surjacentes. Le Gouvernement de l'Islande a exprimé des vues analogues » (30).

Si l'article 5 § 1 et 5 § 8 n'apporte aucune réponse quant à certaines dispositions : quand une gêne est-elle « injustifiable » ? quelles sont les recherches océanographiques « fondamentales » ? que signifie l'adverbe « normalement », l'article 4 contient une formule aussi peu explicite.

C) *La protection des câbles et des pipe-lines sous-marins*

L'article 4 de la Convention sur le plateau continental stipule :

« L'Etat riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de câbles ou de pipe-lines sous-marins sur le plateau continental, réserve faite de son droit de prendre des *mesures raisonnables* pour l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles. »

Cet article ne fait-il pas double emploi avec l'article 26 § 1 et 26 § 2 de la Convention sur la haute mer qui dispose :

« 1. Tout Etat a le droit de poser des câbles et des pipe-lines sous-marins sur le lit de la haute mer.

2. L'Etat riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de ces câbles ou pipe-lines, réserve faite de son droit de prendre des *mesures raisonnables* pour l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles. »

M. Mouton s'interrogea également sur ce point lors des débats de la Conférence. Il estimait que la Commission du droit international avait commis une erreur en introduisant dans la Convention sur le plateau continental cette question déjà traitée ailleurs. Le rapporteur, M. François, auquel il était demandé si une raison quelconque motivait cette répétition (il s'agissait alors des articles 61 et 70 du projet d'articles de la Commission du droit international) avait répondu qu'elle « était sans doute due à la hâte avec laquelle le projet avait été préparé ».

Il n'en demeure pas moins que cette répétition a subsisté. La Convention sur le plateau continental a, cependant, ajouté la mention des pipe-lines dans son énumération de l'article 4.

S'agissant de cet article, il faut, une fois de plus, déplorer son manque de clarté. Que faut-il entendre, en effet, par l'expression « réserve faite de son droit de prendre des *mesures raisonnables* pour l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses

(30) Documents officiels, A/Conf.13/5, section 8.

ressources naturelles » ? Doit-on en déduire que, comme pour les recherches océaniques et autres recherches scientifiques, le consentement de l'Etat riverain doit être obtenu ?

A ce propos, O. de Ferron a, avec raison, imaginé le schéma suivant :

« — Aucune autorisation préalable de l'Etat riverain n'est nécessaire pour la pose de câbles sous-marins ou de pipe-lines sur le sol du plateau continental ;

— Néanmoins, l'Etat qui entend exécuter des travaux de ce genre doit communiquer son projet et son plan à l'Etat riverain ;

— L'Etat riverain peut imposer certaines conditions non précisées et exiger une modification du tracé ;

Plus généralement, l'Etat riverain peut adopter « toute mesure raisonnable. » (31)

Toute la question réside, une fois de plus, dans l'appréciation d'un critère imprécis. Qui décidera des mesures à prendre face aux excès possibles des mesures présumées « raisonnables » prises par l'Etat riverain ?

En voulant aborder tous les problèmes posés par les différents statuts juridiques du plateau continental : sol, sous-sol, eaux surjacentes, espace aérien, et les lier à l'idée-maîtresse de la Convention : l'Etat riverain exerce des droits souverains exclusifs et inconditionnels sur son plateau continental pour ce qui est de l'exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles, cette même Convention a engendré des difficultés et complications.

L'élément le plus persistant des prescriptions traditionnelles concernant le régime de la haute mer et que l'on retrouve à propos du plateau continental est ce fameux critère de « *reasonableness* » (32). Ce caractère « raisonnable » de l'acte considéré est un critère au moyen duquel les organes de décision de la communauté internationale ont statué à chaque fois que des controverses sont nées qui impliquaient un conflit entre des prétentions à la navigation et à la pêche et des prétentions d'un autre ordre.

Ainsi, en définitive, le succès de la réglementation prévue par la Convention de Genève sur le plateau continental dépend, pour une large part, de l'esprit d'entente et de la volonté de coopération des Etats. Car, et c'est la critique la plus décisive que l'on doit adresser à la Convention sur ce point, *l'Etat riverain apparaît toujours comme étant le seul juge de ces questions d'interprétation.*

(31) O. de Ferron, *op. cit.*, t. II, p. 218.

(32) Voir : *A.J.I.L.*, juillet 1955, pp. 356-361.

Les diverses prohibitions qui ont été envisagées jusqu'à présent ne limitent donc pas la liberté d'action de l'Etat riverain mais tendent à « atténuer » la portée du principe de la liberté de la haute mer ou, en tous cas, à lui donner une autre signification.

*D) Les obligations et prescriptions concrètes
à la charge de l'Etat riverain*

L'article 5 § 5 de la Convention précise que l'Etat riverain doit donner son avis sur la construction des installations nécessaires à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental. Il doit, de plus, en assurer l'entretien en permanence et les retirer lorsqu'elles ne servent plus.

La question que l'on peut se poser ici est double :

1° A qui cet avis doit-il être « dûment donné » ?

2° Quand l'Etat riverain doit-il donner cet avis ?

En ce qui concerne les personnes ou organisations auxquelles la notification doit être envoyée, M. Mouton (33) a fait observer que « la Commission du droit international dont les membres sont plutôt juristes qu'experts maritimes, a suggéré, dans le paragraphe 4 du commentaire, d'aviser non seulement les gouvernements, mais aussi les groupements intéressés à la navigation et à la pêche. Dans la pratique, le résultat souhaité sera atteint si la notification est adressée à six ou sept gouvernements qui publient des cartes marines et qui émettent des « avis aux navigateurs ».

S'agissant de la seconde question, on peut remarquer que le projet d'articles de la Commission du droit international faisait allusion aux « installations construites ». En substituant à cette expression la phrase « devra donner avis de la construction de ses installations », la Conférence a marqué son désir de voir l'Etat riverain prévenir les Etats intéressés de ses intentions.

Aux termes de l'article 5 § 6, l'Etat riverain ne peut établir des installations ou autres dispositifs, ni les zones de sécurité autour de ceux-ci « dans les parages où ils peuvent gêner l'utilisation des routes maritimes régulières indispensables à la navigation internationale ».

Ici encore, la question qui se pose est celle de savoir qui déterminera qu'une route maritime est « régulière et indispensable » ?

Enfin, en conformité avec la Convention internationale de 1954 entrée en vigueur le 28 juillet 1956 et imposant à tous les Etats

(33) Documents officiels, A/Conf.13/42 (29^e séance).

d'édicter des règles destinées à prévenir la pollution des eaux marines par les hydrocarbures, l'Etat riverain est, en vertu de l'article 5 § 7 de la Convention de Genève sur le plateau continental « tenu de prendre dans les zones de sécurité toutes les mesures propres à protéger les ressources biologiques de la mer contre les agents nuisibles ».

Avant d'aborder, dans la section suivante, le problème du contenu des droits accordés à l'Etat riverain par la Convention, il convient d'abord de décrire brèvement les droits annexes liés à l'exercice des droits souverains et exclusifs accordés à l'Etat riverain pour l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental.

E) Les « droits annexes » de l'Etat riverain

— Sous réserve de ne pas être la source d'entraves « injustifiables » à la navigation, la pêche ou la conservation des ressources biologiques de la mer ou encore les recherches océanographiques et de ne pas « gêner l'utilisation des routes maritimes régulières indispensables à la navigation internationale », l'Etat riverain a le droit « de construire et d'entretenir ou de faire fonctionner sur le plateau continental les installations et autres dispositions nécessaires pour l'exploration de celui-ci et l'exploitation de ses ressources naturelles, d'établir des zones de sécurité autour de ces installations ou dispositifs et de prendre dans ces zones des mesures nécessaires à leur protection » (article 5 § 2).

— Ces dernières sont décrites à l'article 5 § 3. La largeur des zones de sécurité a été fixée à 500 mètres, mesurée à partir du rebord extérieur des constructions. « Les navires de toutes nationalités sont tenus de respecter ces zones de sécurité » (34) (art. 5 § 3).

— Puis l'article 5 § 4 stipule que si ces installations ou dispositifs sont soumis à la juridiction de l'Etat riverain, elles n'ont pas, pour autant, le statut d'îles (35) : « Ils n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre et leur présence n'influe pas sur la délimitation de la mer territoriale de l'Etat riverain ».

— Enfin, le droit de percer des tunnels d'exploitation à partir de la terre ferme est affirmé à l'article 7. Cette disposition est en accord avec le paragraphe II du commentaire sur l'article 67 (pro-

(34) Sur le caractère juridique de ces installations, voir aussi *infra*, II^e Partie, Titre I, Chapitre III.

(35) Sur cette question, voir : Hubert Charles, « Les îles artificielles », *R.G.D.I.P.*, 1967, pp. 342-368.

jet de la C.D.I.) de la Commission du droit international qui déclarait : « Une pareille exploitation du sous-sol de la haute mer par l'Etat riverain n'est, du point de vue juridique, liée à aucune limitation de la profondeur de la mer surjacente ».

SECTION II

Objet des droits de l'Etat riverain

En vertu de l'article 2 § 1 de la Convention de Genève sur le plateau continental, les droits conférés à l'Etat riverain portent sur les « ressources naturelles » du plateau continental. Que faut-il entendre par là ?

L'article 2 § 4 le précise : « Les ressources naturelles visées dans les présents articles comprennent : les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol, ainsi que les organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire les organismes qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessus de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol ».

§ 1. — FONDEMENT DE CETTE DÉFINITION

Cette définition « tripartite » des « ressources naturelles » du plateau continental incluant : *a)* les ressources minérales du lit et du sous-sol de la mer ; *b)* ses autres ressources non vivantes telles que sables, coquilles d'organismes morts... ; *c)* les organismes vivants qui appartiennent à des espèces sédentaires ou immobiles, c'est-à-dire incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit ou le sous-sol de la mer (éponges, coraux, huîtres, coquillages, plantes marines, algues), a été adoptée à Genève à la suite d'un *compromis politique*. Son origine est à trouver dans les vœux d'un grand nombre d'Etats intéressés en premier lieu par les bénéfices à tirer de la « cueillette » d'organismes vivants plutôt que dans les coûteuses opérations de recherche et d'exploitation des minéraux.

Les controverses les plus vives, à la Conférence, ne furent pas centrées autour de la question de savoir s'il fallait ou non inclure

les espèces vivantes dans les « ressources naturelles » mais plutôt sur les catégories d'espèces à déterminer.

§ 2. — L'EXCLUSION DES CRUSTACÉS

De cette définition il semble qu'il faille exclure les crustacés et les poissons, y compris ceux vivant habituellement au fond de la mer.

Si l'on se reporte à une proposition (36) commune déposée, pendant la Conférence, par l'Australie, Ceylan, Fédération de Malaisie, Inde, Norvège et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, celle-ci disposait :

« Article 68 (Projet de la C.D.I.) :

Insérer dans cet article la définition ci-après de l'expression « ressources naturelles » :

Les ressources naturelles visées dans les présents articles comprennent les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol ainsi que les organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire les organismes qui, au stade où ils sont pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol ; toutefois *les crustacés et les espèces nageantes ne sont pas comprises dans cette définition.* »

Lors de la 24^e séance, cet amendement fut adopté par 41 voix contre 11 et 17 abstentions. Un sous-amendement présenté verbalement par le Mexique et tendant à supprimer les mots « des crustacés et ... » fut repoussé lors de cette même séance. Mais cette partie même du texte primitif de la Commission du droit international fut supprimée par un vote de la Conférence plénière. Il en résulte que le silence de la Convention de 1958, assorti de ce vote négatif, a pu être interprété différemment et donner lieu à des prises de position radicalement divergentes.

Pour les uns, le principe de l'exclusion des crustacés de la notion de « ressources naturelles » du plateau continental exploitables par l'Etat riverain, signifie, à l'évidence, qu'il ne faut pas inclure les crustacés et les espèces nageantes parmi les ressources naturelles.

(36) Documents officiels, A/Conf.13/C.4/L.36.

M. de La Pradelle (Monaco) souligna les difficultés que pourraient présenter cette énumération apparemment limitative et, au demeurant, fort imprécise et lacunaire :

« L'emploi de l'expression « ressources naturelles » aurait de fâcheuses répercussions sur la liberté de la pêche qui est un élément de la liberté de la haute mer. Si cette expression était utilisée, l'Etat riverain pourrait prendre des *mesures unilatérales* à l'égard des régions situées en dehors de ses eaux et il est impossible de prévoir jusqu'où iraient ces mesures... » (37)

Critiquant la proposition commune précitée, M. de La Pradelle émit la crainte suivante : « ...les pêcheurs auraient le droit, dans de nombreuses régions, de pêcher certaines espèces mais non certaines autres. *Il n'est pas possible d'inventer des engins qui différencient les espèces conformément à la distinction faite par les auteurs de la proposition commune.* Les pêcheurs ne reconnaîtraient pas cette distinction, il se produirait des incidents entre pêcheurs de différentes nationalités, et ces incidents provoqueraient, sans aucun doute, des différends d'ordre politique. En conséquence, si la Commission ne limite pas l'article aux ressources minérales, les dispositions de cet article risquent de devenir une source de difficultés politiques ».

Celles-ci ne tardèrent pas à revêtir un aspect pratique. Elles ont donné lieu en 1962-63 à un différend franco-brésilien connu sous le nom d'« *Affaire des Langoustes* » (38).

§ 3. — LES PÊCHERIES SÉDENTAIRES

ET LA NOTION DE « RESSOURCES NATURELLES » DE L'ARTICLE 2 § 4 DE LA CONVENTION SUR LE PLATEAU CONTINENTAL (39)

L'article 13 § 2 de la Convention de Genève sur la pêche et la conservation des ressources biologiques définit ainsi les pêcheries « sédentaires » : des pêcheries « exploitées au moyen d'engins plantés dans le sol, les pêcheries utilisant des engins munis de supports qui sont plantés dans le sol à poste fixe et qui y sont laissés à des fins d'utilisation permanente, ou qui, si on les retire, sont replantés chaque saison sur le même emplacement ».

(37) Documents officiels, A/Conf.13/42 (21^e séance).

(38) Voir *infra*, II^e Partie, Présentation générale.

(39) Voir : *A.J.I.L.*, vol. 63, n° 1, janvier 1969. L.F. Goldie : « Sedentary Fisheries and Article 2/4. A plea for a separate regime ».

Ainsi, selon cette Convention, les pêcheries sédentaires présentent essentiellement trois caractères juridiques :

- 1° Engins enfoncés dans le lit de la mer.
- 2° Fixés en permanence, ou renouvelés chaque saison.
- 3° Emplacements de pêche toujours les mêmes.

Il n'est pas fait mention, dans cet article, de la nécessité, pour les espèces marines considérées d'être plus ou moins « attachées » au fond de la mer et d'y vivre en permanence. Tout se passe comme si le critère décisif des pêcheries sédentaires est basé sur la nature de l'« engin ». Par contre, dans l'article 2 § 4 de la Convention sur le plateau continental la qualité des espèces — sédentaires ou non — n'est pas déterminée par l'engin ; c'est l'immobilité sur le lit de la mer ou le contact permanent avec celui-ci pendant les déplacements qui déterminent cette même qualité. Que dire, dans ces conditions, des espèces pêchées avec des installations semi-permanentes tels les filets ? A la vérité, il faut considérer que les espèces sédentaires devraient être déterminées uniquement en tenant compte de ce que ces organismes marins, au cours de leur vie « adulte » sont biologiquement, de façon permanente, attachés au lit de la mer (ou à son sous-sol) et incapables de s'y mouvoir.

Avant la rédaction de la Convention sur le plateau continental, certains auteurs avaient été séduits par une ancienne décision de la jurisprudence écossaise (40) : « *Duchess of Sutherland v. Watson* », qui classait les moules marines dans la catégorie des récoltes telles celles du blé. A la Conférence de Genève, d'ailleurs, la fiction qui prévalut fut la suivante : les espèces marines sessiles sont des « excroissances » du sol de la même façon que les récoltes terrestres.

Le rapprochement de l'article 2 § 4 de la Convention sur le plateau continental et de l'article 13 § 2 sur la pêche montre donc que l'inclusion des « espèces sédentaires » parmi les ressources naturelles du plateau continental exploitables par l'Etat riverain est une source supplémentaire de l'indétermination de la Convention. L'incertitude apparaît encore plus grande si l'on observe qu'en vertu de la Convention sur la pêche (article 13 § 2) les pêcheurs étrangers ne peuvent être exclus des pêcheries sédentaires, alors que, selon la Convention sur le plateau continental (art. 2 § 4), l'Etat riverain bénéficie d'un monopole d'exploitation sur les espèces animales fixées au fond de la mer.

(40) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

SECTION III

**La délimitation du plateau continental :
la conciliation, sur une base géographique,
des droits de l'Etat riverain avec les Etats voisins**

L'article 6 de la Convention, adopté à la 33^e séance par 36 voix contre zéro et 19 abstentions (41) dispose :

« 1. Dans le cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux ou plusieurs Etats dont les côtes se font face, la délimitation du plateau continental entre ces Etats est déterminée par accord entre ces Etats. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci est constituée par la ligne médiane, dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

2. Dans le cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux Etats limitrophes, la délimitation du plateau continental est déterminée par accord entre ces Etats. A défaut d'accord et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci s'opère par application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

3. Lors de la délimitation du plateau continental, toute ligne de démarcation établie conformément aux principes mentionnés dans les paragraphes 1 et 2 du présent article devrait être définie par référence aux cartes et aux caractéristiques géographiques existant à une date donnée et il devrait être fait mention de points de repère fixes et permanents à terre. »

Ainsi, trois critères distincts ont été retenus pour la délimitation du plateau continental lorsque celui-ci est adjacent aux territoires dont les côtes se font face ou adjacent aux territoires d'Etats limitrophes :

Premier critère : L'accord des Etats intéressés (42).

(41) Documents officiels, A/Conf.13/42.

(42) « En droit, l'accord des parties intéressées est la considération primordiale lorsqu'aucun préjudice n'est causé à un tiers » (Nikolic, délégué yougoslave, Documents officiels, A/Conf.13/42, 31^e séance).

Deuxième critère : La ligne médiane (Etats dont les côtes se font face) ;

Principe de l'équidistance (Etats limitrophes).

Troisième critère : Une solution différente des deux premières peut être justifiée par des « circonstances spéciales ».

Le projet de la Commission du droit international ne comportait que les deux premiers paragraphes. Une proposition de la Grande-Bretagne, soutenue par les Pays-Bas, adoptée à la 33^e séance par 32 voix contre 16 avec 6 abstentions ajouta le 3^e paragraphe à cet article. Ce dernier paragraphe avait pour but, dans l'esprit des Etats qui le défendirent à la Conférence, de conférer une plus grande stabilité à la ligne de démarcation. Il organise, de plus, une certaine publicité : les frontières exactes du plateau continental devant être, par l'utilisation de « repères fixes et permanents à terre » (43), portés à la connaissance des Etats intéressés par une telle publicité.

Mais cette publicité n'est pas absolument une obligation rigoureuse. En effet, les expressions « devrait être défini » et « devrait être fait mention » impliquent seulement que cette publicité quant à la délimitation du plateau continental est souhaitable. Sur ce point le commentaire de la Commission du droit international est significatif : « Il y aurait certains avantages à avoir des lignes de démarcation tracées sur les cartes à grande échelle reconnues officiellement. Etant donné toutefois que l'importance de ces indications pour ceux qui se servent de ces cartes est moins grande qu'en ce qui concerne la délimitation de la mer territoriale, la Commission s'est abstenue d'imposer une obligation à cet égard » (44).

A) La règle générale de l'accord entre Etats

Il ressort des débats de la Conférence que l'accord entre Etats doit être la règle générale, la base du système, et que les règles de la ligne médiane ou de l'équidistance ne sont que deux exceptions.

(43) « Les points de repère des lignes de démarcation doivent être établis par rapport à des points fixes à terre, tels qu'une église, une balise ou un phare. D'autre part la latitude et la longitude constituent une grille mobile qui dépend du système horaire utilisé. De nombreuses cartes sont extrêmement anciennes ; on procède actuellement à leur mise à jour, mais quelques années s'écouleront peut-être avant que le travail soit achevé. Telle est la raison pour laquelle la proposition du Royaume-Uni précise que la ligne de démarcation doit être définie par référence aux cartes existant à une date donnée. » (M. Kennedy, 31^e séance, A/Conf.13/42).

(44) Rapport de 1956, supplément, n° 9, A.31/59, p. 47, § 2.

« L'article 72 du projet de la C.D.I. donne la préférence à la délimitation conventionnelle. C'est à défaut d'accord et sauf circonstances spéciales que l'on prend la ligne médiane. » (M. Patey, France) (45).

« L'accord entre les Etats intéressés doit être la pierre angulaire de l'article. » (M. Mouton, Pays-Bas) (46).

B) *La règle de la ligne médiane*

Si ce critère de la ligne médiane ne soulève pas d'objections de principe il peut, appliqué de façon rigide, créer des situations injustes et donner lieu à des difficultés techniques considérables. Le délégué italien, M. Gabrielli, avait, lors de la 32^e séance, soulevé la question des îles situées sur un plateau continental dont l'éten due est continue entre deux Etats dont les côtes se font face. Selon ce même délégué, de telles îles pourraient être l'objet d'une « disposition spéciale qui figurerait à la suite de la règle générale formulée au paragraphe 1 de l'article 72 » (devenu article 6) (47).

Olivier de Ferron remarque ici : « A partir de quelle base la ligne médiane sera-t-elle calculée ? Celle de la côte ou celle des îles ? Si l'on se rapporte à la sentence rendue par la Cour internationale de Justice dans l'Affaire des Pêcheries norvégiennes, la ligne de base de la côte norvégienne est constituée, non par la ligne intérieure du rivage continental, mais par la ligne extérieure du skjaergaard, c'est-à-dire par celle de l'archipel côtier. C'est donc à partir de cette base que la ligne médiane devra être calculée pour délimiter la frontière du plateau continental entre deux Etats qui se font face. Mais alors, l'un d'eux pourrait être avantagé par rapport à l'autre. D'autre part, la ligne médiane déterminée par des points équidistants des points les plus proches de la ligne de base se présentera sous la forme d'une ligne en dents de scie, composée de courtes droites entrecoupées d'un nombre considérable d'angles et de pointes. Cette irrégularité n'ira pas sans compliquer, en cas d'exploitation, l'observation rigoureuse de la ligne frontière » (48).

(45) Documents officiels, A/Conf. 13/42.

(46) *Ibidem*.

(47) *Ibidem*.

(48) O. de Ferron, *op. cit.*, t. II, p. 202.

C) *La règle de l'équidistance*

Pour ce qui est de l'ensemble de la question de la délimitation du plateau continental et, en particulier à propos de la règle de l'équidistance on se reportera aux analyses ultérieures faisant suite aux commentaires de l'Arrêt de la Cour internationale de Justice, rendu le 20 février 1969 « *Affaire du plateau continental de la mer du Nord* » (49).

D) *La règle des « circonstances spéciales »*

La remarque précédente s'applique ici également. Cependant, on peut noter que la référence aux « circonstances spéciales » avait pour but de pallier aux variations géographiques et géologiques, aux irrégularités et aux configurations exceptionnelles du fond de la mer aussi bien que de celles des côtes. Au nombre de ces « circonstances spéciales » (50) dont il pourrait y avoir lieu de tenir compte, on peut mentionner, par exemple, l'existence d'une île, petite ou grande, dans la zone à répartir (51). D'autres circonstances spéciales pourraient consister dans le fait que l'un des Etats posséderait des droits spéciaux en matière d'exploration et d'exploitation minières ou en matière de pêche ... ou encore dans l'existence d'un chenal navigable.

Il est prévisible, et l'exemple du différend entre la République fédérale d'Allemagne, le Danemark (52) et les Pays-Bas le montre, que l'interprétation de ces fameuses « circonstances spéciales » exigera l'intervention de l'arbitrage ou du règlement judiciaire.

Pour conclure sur ce point on peut constater que rien, dans la Convention, ne permet de répondre à la question de savoir si, par exemple, les pêcheries sédentaires, telles les parcs à huîtres, sont des circonstances spéciales justifiant des dérogations aux principes de l'article 6.

(49) Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV.

(50) *Ibidem*.

(51) Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV, l'attitude de la C.I.J. face à ce problème.

(52) *Ibidem*.

SECTION IV

Le règlement des litiges relatifs au plateau continental

Malgré l'opposition de certains Etats, la Commission du droit international estimait nécessaire de prévoir un système judiciaire. Elle élaborait, en dernier lieu, la règle suivante qui figurait dans l'article 73 du projet qu'elle soumit à la Conférence : « Les litiges susceptibles de naître entre Etats au sujet de l'interprétation ou de l'application des articles 67 à 72 seront soumis à la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties, à moins que les parties ne conviennent d'en rechercher la solution par un autre mode de règlement pacifique ».

Ce texte souleva l'opposition de nombreux Etats peu disposés à se soumettre à la décision de la Cour internationale de Justice. Les Etats occidentaux (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Suisse, Etats scandinaves...) se prononcèrent pour l'arbitrage obligatoire. Au contraire, le bloc des Etats socialistes (U.R.S.S. et Etats socialistes à l'exception de la Yougoslavie), la plupart des Républiques sud-américaines et quelques Etats asiatiques (Inde, Indonésie) s'élevèrent contre cette procédure.

Pour *M. Cheldov* (République socialiste soviétique de Biélorussie, « ... les questions réglées à l'article 73 ressortissent plutôt à la procédure et sont régies par le droit international et la pratique en vigueur, conformément au principe de l'égalité et de la souveraineté des Etats. Il n'y a aucune raison pour que les différends relatifs au plateau continental fassent l'objet d'une disposition particulière, et encore moins qu'ils soient soumis à la demande d'une seule des parties. L'acceptation de la compétence de la Cour internationale dépend de l'appréciation souveraine de chaque Etat ; on ne saurait demander à un Etat de l'accepter quelle que soit la nature du différend... La seule solution appropriée serait de tenir dûment compte des intérêts des Etats qui se réservent le droit de décider si tel différend doit ou non être soumis à la Cour internationale » (53).

Le texte que proposait l'Argentine allait dans le sens des Etats qui pensaient qu'il n'y avait aucune raison d'imposer aux Etats le recours à une seule des procédures prévues par le droit international et notamment par l'article 33 de la Charte des Nations Unies

(53) Documents officiels, A/Conf.13/42, 34^e séance.

sur le règlement pacifique des différends internationaux : « Article 73, Rédiger cet article comme suit : « Les litiges susceptibles de naître entre Etats au sujet de l'interprétation ou de l'application des articles qui précèdent seront réglés par les moyens prévus dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies » (54).

L'article 73 fut adopté lors de la 35^e séance par 33 voix contre 15 avec 14 abstentions et devint l'article « 74 nouveau » des clauses finales adoptées par la quatrième Commission.

Malgré les mises en garde émises par certaines délégations, M. Gros (France) insista sur le risque de futurs différends « du fait que les dispositions du droit coutumier y sont plus nombreuses que les nouvelles règles provisoires », et devant le « silence » des grandes puissances anglo-saxonnes (Etats-Unis, Australie, Grande-Bretagne) cet article fut repoussé en séance plénière, la majorité requise n'ayant pas été atteinte (55).

— *L'acceptation de la proposition suisse : l'adoption d'un Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends.*

A la suite d'une proposition transactionnelle présentée par la Suisse, la Conférence adopta, en séance plénière, un « Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends » (56). Ce protocole ne s'applique pas qu'à la Convention sur le plateau continental mais à toutes les Conventions sur le droit de la mer adoptées à Genève. *Il pose, à l'article 1^{er} que l'Etat qui adhère à ce protocole reconnaît la compétence de la Cour internationale de Justice.* Le projet fut adopté par 53 voix contre zéro et 13 abstentions.

CONCLUSION

Œuvre d'équilibre entre les ambitions des uns et les hésitations des autres, la Convention de Genève n'est pas à l'abri, on l'a vu, des critiques. L'un de ses grands mérites a été, cependant, de consacrer par voie d'accord, des règles nouvelles qui avaient seulement, jusque là, fait l'objet de décisions unilatérales « non opposables » à l'ensemble de la communauté internationale. Les pré-

(54) Document A/Conf. 13/C.4/L.51.

(55) Séance plénière du 26 avril 1958, A/Conf. 13.5R.17.

38 voix pour, 20 contre, 7 abstentions.

(56) Voir en Annexes le texte du protocole (Annexe IV), ainsi que l'Etat

tentions étatiques unilatérales, même multiples, ne pouvant avoir un effet normatif et modifier le droit existant, il est bon que des questions aussi capitales que la définition du plateau continental, la nature des droits de l'Etat riverain, la définition des ressources sur lesquelles portent ces droits, aient reçu un « commencement » de définition juridique.

La Convention a reconnu l'attribution du monopole du plateau continental à l'Etat riverain. Georges Scelle (57) s'opposait à cette attribution après laquelle il pressentait la ruée d'« appétits » étatiques immodérés. D'autres, au contraire, avant 1958 également, considéraient que le principe de la liberté de la haute mer devait s'adapter à la nécessité d'exploiter les ressources de la mer pour subvenir aux besoins du monde moderne. Certains tenants de cette thèse n'hésitaient pas à justifier la souveraineté de l'Etat riverain non seulement sur le plateau continental mais encore sur la mer et l'air surjacents (58).

En définitive, on peut dire que la Convention de Genève a, dans certains de ses aspects, et pour quelques-uns des Etats participant à la Conférence, exprimé un droit qui existait déjà entre eux. Ces Etats exerçaient, avant la Convention, un contrôle exclusif sur les richesses de leur plateau continental. La Convention ne représente donc pas une codification de règles antérieures du droit international coutumier car il existait, dès 1958, un régime du plateau continental. Celui-ci n'était cependant basé que sur une attitude réciproque et n'était reconnu que par un nombre limité d'Etats.

En établissant un système international souvent indéterminé dans ses composantes, la Convention de Genève a cependant contribué à faire progresser le droit international dans le domaine du plateau continental.

Il n'était pas facile de parvenir, d'emblée (59), à l'élaboration d'un texte garantissant la satisfaction générale à propos d'une notion dont les caractéristiques et implications tant géographiques et géologiques que géophysiques peuvent se résumer en un mot : diversité.

des signatures et ratifications (Annexe V).

(57) « Ne semble-t-il pas évident que les eaux marines et le lit sont tellement cohésifs qu'il est impossible de maintenir la libre utilisation des eaux si l'on admet l'appropriation du lit ? » (G. Scelle, « Plateau continental et droit international », *R.G.D.I.P.*, 1955).

(58) « Entre ces conceptions opposées, il y a un juste milieu que représente la position prise par la Commission du droit international » (J. Devaux-Charbonnel, *A.F.D.I.*, 1956, p. 320).

(59) Voir : R.E. Charlier (*A.F.D.I.*, 1960, pp. 62-76) : « Résultats et enseignements des conférences du droit de la mer ».

DEUXIÈME PARTIE

LA NOTION JURIDIQUE DE PLATEAU CONTINENTAL A L'ÉPREUVE DES FAITS

« L'institution du plateau continental est liée à la constatation d'un fait naturel et le lien entre ce fait et le droit, sans lequel elle n'eut jamais existé, demeure un élément important dans l'application du régime juridique de l'institution. »

(« Affaire du plateau continental de la mer du Nord », Arrêt, C.I.J., § 95.)

Présentation générale

Après avoir vu, dans la première partie de cette étude, comment cette notion de plateau continental, purement géologique et géographique à l'origine, est entrée dans le droit sous la pression du fait économique, il reste à examiner de quelle manière cette construction juridique, lentement élaborée par la Commission du droit international et définie à la Conférence de Genève, a résisté à l'épreuve des faits postérieurs à cette Conférence. Ces faits, pour le profane, se confondent, très souvent, avec la célèbre « *Affaire des Langoustes* ». Retentissante par ses aspects comiques, on ne doit, cependant, la considérer que comme une illustration de deux constantes de la notion même de plateau continental. La première concerne la difficulté, en droit international public, (et plus particulièrement en droit de la mer) qu'il y a à définir l'objet sur lequel portera ce droit. Réglementant sans définir, ou en définissant mal, le droit international public entrave ainsi, lui-même, souvent, sa progression. La seconde est déterminée par les divergences des intérêts en présence dans la communauté internationale des Etats. S'agissant du plateau continental, et, plus spécifiquement, de la définition des « ressources naturelles » (1) sur lesquelles portent les droits conférés à l'Etat riverain, l'opposition, illustrée par l'« *Affaire des Langoustes* », est celle existant entre les Etats « en voie de développement » pour qui seule compte, encore, la pêche, et les « autres » Etats.

Quelle est donc cette « *Affaire* » ? On peut la résumer comme suit.

Plusieurs fois en 1962, des bateaux de pêche français avaient été arraisonnés au large des côtes brésiliennes à des distances comprises entre 20 et 30 milles du littoral (2).

S'appuyant sur sa *réglementation interne* qui stipule que les langoustes font partie des « ressources naturelles » du plateau continental réservées à l'Etat riverain, le Brésil fit valoir, qu'en

(1) Voir : art. 2, § 1, de la Convention de Genève et, *supra*, I^{re} Partie, Titre III, Chapitre III.

(2) Huit arraisonnements de langoustiers entre le 2 janvier 1962 et le 30 janvier 1963.

effet, cette loi range dans la catégorie « ressources naturelles » « les poissons qui vivent dans le fond de la mer, les crevettes, les huîtres, les homards, les crabes, les éponges et les perles ».

Après de nombreuses difficultés pour les deux parties à trouver un mode de règlement juridique, le Brésil n'étant pas signataire de la clause facultative de juridiction obligatoire du statut de la Cour internationale de Justice, il restait le recours à l'arbitrage traditionnel.

Le Gouvernement français avait, dès lors, proposé que le règlement eut lieu dans le cadre bilatéral de la Convention d'arbitrage franco-brésilienne du 7 avril 1909.

A cette proposition, le Brésil objecta que le traité de 1909 ne pouvait convenir au règlement du litige. L'article 1^{er} de ce traité, rappela-t-il, excepte de l'arbitrage les différends d'ordre politique touchant aux intérêts des tierces puissances. Or, selon le Brésil, la haute mer étant libre, tous les Etats sont intéressés au problème, spécialement le Japon, les pêcheurs japonais allant exercer leurs activités sur le plateau continental brésilien (3).

Alors, le Gouvernement français a proposé au Gouvernement brésilien, le 20 mars 1963, de limiter la compétence de la Cour permanente d'arbitrage au règlement de l'exception préalable soulevée par le gouvernement défendeur. Cela fut également rejeté par le Brésil.

Finalement, un règlement intervint le 10 décembre 1964 (4). Aux termes de cet accord signé entre les autorités brésiliennes et les langoustiers bretons, une Société brésilienne a accepté d'affréter 26 bateaux français. Ceux-ci, travaillant pour le compte de cette Société, doivent lui livrer en échange 15 % de leurs prises de langoustes et 15 tonnes de poissons par mois et par bateau. Le contrat était valable pour 5 ans. Le professeur Rousseau écrit à propos de cette affaire : « Quelque appréciation que l'on porte sur ce compromis, il laisse évidemment sans solution le problème juridique qui est en suspens depuis 1962 entre les deux gouvernements et dont les données ne peuvent être affectées par un règlement d'ordre purement professionnel et corporatif » (5).

(3) Voir : Ch. Rousseau, « Droit international public », *Cours du D.E.S.*, Paris, 1966-67 : « ...interprétation singulière qui revenait à laisser en dehors de tout règlement arbitral ou judiciaire les différends relatifs à l'usage de toutes les zones spatiales d'utilisation commune, c'est-à-dire aussi bien l'espace aérien que la haute mer.

(4) *R.G.D.I.P.*, 1965, p. 120.

(5) Sur toute cette question, voir : Charles Rousseau, *R.G.D.I.P.*, 1963, pp. 133-135, 364-366.

Mais, outre cette anecdote, il faut observer les « suites » plus directes de la Convention de Genève. Pour cela, il convient d'orienter les recherches dans plusieurs directions.

La valeur d'une Convention internationale peut être mieux appréciée à partir du moment où ses dispositions ont été intégrées aux législations des Etats signataires. Le *Titre I* s'interrogera sur l'influence unificatrice de la Convention tant en ce qui concerne la législation des Etats unitaires que les Etats à structure fédérale. Le *Titre II* passera en revue un certain nombre d'accords internationaux conclus après le 27 avril 1958. Dans un *Titre III* on étudiera les travaux de certaines Organisations internationales qui ont été saisies par leurs Etats membres pour des problèmes surgis depuis 1958. Enfin le *Titre IV* examinera les solutions apportées par la Cour internationale de Justice au litige connu sous le nom d'« Affaire du plateau continental de la mer du Nord ».



TITRE I

ÉTUDE DE LÉGISLATIONS NATIONALES RELATIVES A L'EXPLORATION DU PLATEAU CONTINENTAL ET A L'EXPLOITATION DE SES RESSOURCES NATURELLES

« Ainsi la loi peut bien statuer qu'il y aura des privilèges, mais elle n'en peut donner nommément à personne... »

J.-J. ROUSSEAU
(« Du contrat social »).

Les règles édictées par les législations « offshore » varient selon la structure politique des Etats dont elles émanent. Un Etat unitaire n'aura pas une législation analogue à celle d'un Etat fédéral dont la répartition des pouvoirs entre autorités distinctes supposera un aménagement particulier.

A ces différences peuvent s'en ajouter d'autres. Ainsi, il est possible de rassembler les règles posées par les législations « offshore » autour de deux catégories. Les unes établissent un régime différent de leur régime minier terrestre, les autres ont simplement pour objectif l'adaptation de ce même régime minier terrestre aux problèmes liés à l'exploitation du plateau continental.

On articulera donc les deux premiers chapitres autour de ces distinctions. A l'aide d'exemples, le *Chapitre I* établira la distinction entre la législation d'un Etat unitaire de celle d'Etats fédéraux. L'Etat riverain législateur prétendant respecter la Convention de Genève doit avoir, sur son plateau continental, des pouvoirs différents de ceux qu'il exerce sur son territoire national et dans ses eaux territoriales.

Le *Chapitre II* étudiera des législations essentiellement « minières » et les comparera à d'autres dont la préoccupation est de garantir davantage les libertés attachées à l'usage de la mer sur-jacente.

Puis, un *Chapitre III* sera spécialement consacré à la récente législation française.

Enfin, à l'issue de l'étude de ces différentes législations, il sera possible de dégager les tendances actuelles des législations nationales en matière de recherches, d'exploration et d'exploitation des gisements d'hydrocarbures en mer (*Chapitre IV*). Dans ce même chapitre il faudra examiner l'influence de la Convention de Genève sur les législations et conclure sur le point de savoir si les normes qu'elle a édictées ont, en passant par le filtre de ces textes internes, subi des transformations.

CHAPITRE I

LA LÉGISLATION D'UN ÉTAT UNITAIRE : LA BELGIQUE
LA LÉGISLATION DE QUELQUES ÉTATS FÉDÉRAUX

« Il serait avantageux pour la nation que chaque province fût gouvernée par une même coutume, qu'il n'y eût qu'une même mesure pour tout ce qui se vend à l'aune ; qu'un même poids, même mesure pour les grains. Il résulte de ces différences des inconvénients que l'on ne peut prévoir, ce qui donne lieu à de fréquentes contestations qui conduisent souvent à des procès, surtout relativement aux coutumes. Combien de paroisses sont régies par différentes coutumes ! »

(1789, Cahier des Etats-Généraux).

Telle qu'elle est issue des travaux de Genève, la Convention du 29 avril 1958 sur le plateau continental apparaît comme une construction juridique encore imparfaite. Les principaux griefs que l'on peut formuler à son encontre et qui ont été analysés dans la première partie sont les suivants :

— elle ne retient, comme critère de délimitation (en dernière analyse) que celui de l'exploitabilité ;

— elle dispense l'Etat riverain d'exploiter réellement et même de proclamer ses droits ;

— elle ne prévoit aucun système d'arbitrage obligatoire en cas de différends entre Etats ;

— enfin, la Convention étend les droits exclusifs de l'Etat riverain aux organismes vivants en contact permanent avec le lit de la mer (huîtres, moules, algues, etc...), ce qui, par suite de l'absence de tout critère strict de délimitation du plateau continental, pourrait causer de graves préjudices aux pêcheurs de haute mer.

Toutes ces lacunes et imperfections ont été exposées et dénoncées dans l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi du 11 octobre 1967 concernant le plateau continental belge. C'est éga-

lement pour ces raisons que le Gouvernement belge n'a pas signé la Convention du 29 avril 1958 sur le plateau continental.

L'exposé des motifs donne, d'ailleurs, quelques précisions sur l'attitude du Gouvernement belge :

« Cette abstention ne signifie pas que le gouvernement belge n'accepte pas les principes même des droits de l'Etat riverain. *Comme la mer du Nord ne constitue en réalité qu'un seul plateau continental physique, que les droits que nous pourrions y détenir se trouvent nécessairement limités d'une manière concrète par ceux des autres Etats riverains, les lacunes de la Conférence de Genève ne sauraient y avoir effet.* »

Il peut paraître paradoxal de consacrer une étude particulière à un Etat qui, délibérément, n'a pas signé la Convention de Genève après avoir dénoncé ses imperfections. Mais, précisément, l'intérêt de l'étude d'une telle législation réside — outre le fait qu'elle émane d'un Etat à *structure unitaire* — dans le fait que ce gouvernement « à l'instar de ce qu'a fait le Gouvernement norvégien par sa loi du 21 juin 1963 (1), a-t-il pris la décision d'affirmer les droits de la Belgique sur la part qui lui revient dans le plateau continental de la mer du Nord par la voie d'une loi nationale, reprenant les dispositions de la Convention de Genève du 29 avril 1958, qu'il considère comme plus appropriées au plateau continental belge » (2).

(1) La Norvège n'a pas signé la Convention de Genève.

Loi norvégienne du 21 juin 1963 relative à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles sous-marines :

« 1. La présente loi régit l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles contenues dans le lit de la mer ou dans son sous-sol, *pour autant que la profondeur des eaux surjacentes permette l'exploitation des ressources naturelles*, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières maritimes dont le tracé doit être normalement respecté, mais sans toutefois dépasser la ligne médiane établie par rapport à d'autres Etats.

2. L'Etat exerce des droits souverains sur les ressources naturelles sous-marines ; le Roi peut accorder à des ressortissants norvégiens ou étrangers, et notamment à des institutions, sociétés et autres associations, le droit d'explorer ou d'exploiter des ressources naturelles. Des conditions particulières relatives à une telle autorisation peuvent être stipulées.

3. Le Roi peut publier des règlements relatifs à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles sous-marines.

4. La législation en vigueur n'exclut pas la possibilité de publier des règlements en vertu des paragraphes 2 et 3 de la présente loi

5. Les droits de navigation et de pêche ne sont pas modifiés par la présente.

6. La présente loi entre en vigueur immédiatement. »

(O.N.U., Assemblée générale, A/AC.135/II. Etude des législations nationales relatives au lit et au sous-sol des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale.)

(2) Voir : C.I.J., Affaire du plateau continental de la mer du Nord, contre-mémoire du Danemark (*Mémoires, plaidoiries, documents*, pp. 280-290).

Après avoir examiné, dans une *Section I*, les dispositions de la législation belge, on s'efforcera, dans une *Section II* de déterminer les caractéristiques de quelques législations émanant d'Etats fédéraux.

SECTION I

La législation de la Belgique

Il convient de citer, en premier lieu les principales dispositions d'une loi volontairement courte, d'une « *loi de principe* » fixant de nouvelles limites à la juridiction de l'Etat belge sur son plateau continental (3).

§ 1. — CONTENU

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le ministre des Affaires étrangères, chargé de la coordination de la politique extérieure, le 7 janvier 1966, d'une demande d'avis sur un projet de loi sur le « plateau continental de la Belgique », a donné le 28 février 1966 l'avis suivant :

« Si la souveraineté étatique revêt, en principe, un caractère territorial, l'exercice par un Etat de certaines prérogatives de souveraineté en dehors des limites de son territoire national peut exceptionnellement être légitimé soit par l'effet d'une convention internationale, soit sur la base du droit international coutumier.

La Belgique n'ayant pas adhéré à la Convention de Genève du 29 avril 1958 sur le plateau continental, ne peut fonder sa compétence à légiférer sur cet objet que *sur la coutume internationale* et tel paraît bien être, en effet, le fondement que le gouvernement entend donner à son projet. »

L'opinion émise par le Conseil d'Etat belge semble quelque peu excessive. Car, à moins d'affirmer, de manière implicite — ce que ne fait nullement ledit Conseil d'Etat — que les principales dispositions de la Convention de Genève sur le plateau continental existaient dès avant 1958 sous la forme de règles coutumières, le rapprochement de la loi belge du texte de la Convention montre, à

(3) Voir en « Annexes » le texte intégral de la loi du 13 juin 1969 (loi sur le plateau continental de la Belgique (Annexe 6)).

l'évidence, l'influence de cette dernière sur la législation interne de la Belgique. Car, dans ses dispositions essentielles, la loi belge s'inspire largement des règles énoncées par la Convention de Genève dont elle reproduit parfois textuellement les termes.

Aussi peut-il paraître surprenant de la part d'un Etat n'ayant pas signé la Convention de Genève de dénoncer certaines parties de la Convention et d'adopter une législation conforme à l'économie générale de la Convention internationale.

L'article 1^{er} consacre l'affirmation des droits de l'Etat belge. Il définit la notion de plateau continental et celle de ressources naturelles. Conformément à la terminologie utilisée par l'article 2 de la Convention de Genève, l'article 1^{er} de la loi belge dispose que le Royaume de Belgique exerce des droits « souverains » sur le plateau continental « aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles ». La définition des ressources naturelles est reprise, mot pour mot, de celle figurant dans la Convention de Genève.

La loi belge évite de définir le plateau continental. Elle fixe les critères de délimitation du plateau uniquement par référence aux Etats dont les côtes font face ou sont adjacentes à celles de la Belgique. Le Conseil d'Etat, dans son avis de 1966 fit remarquer : « Cette terminologie implique l'affirmation au profit de l'Etat belge de *certaines droits* démembrés de la souveraineté et non l'affirmation d'une souveraineté territoriale complète qui serait inconciliable avec le principe de la liberté de la haute mer. En conséquence, l'adoption du projet ne modifiera pas les limites de l'Etat telles qu'elles ont pu être fixées par des traités antérieurs, ni la composition du territoire national telle qu'elle est décrite à l'article 1^{er} de la Constitution. Soumis à certaines compétences spécifiques au profit de l'Etat belge, le plateau continental ne fera partie ni du territoire national, ni du territoire de la province et des communes riveraines, ni du domaine public belge. Il formera une zone soumise, pour la protection d'intérêts nationaux spécifiques, à certaines compétences particulières de souveraineté ».

D'autre part, les critères de délimitation du plateau continental sont, dans la loi belge, assez largement inspirés de l'article 6 § 1 et 6 § 2 de la Convention de Genève.

Sans doute, la hiérarchie instaurée par la Convention et consistant à n'adopter la règle de l'équidistance ou celle de la ligne médiane qu'après l'épuisement des recours conventionnels est-elle, ici, omise. Néanmoins, l'influence de la Convention est manifeste.

L'article 3 établit que les recherches ou l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non-vivantes du lit de la mer

et du sous-sol sont subordonnées à l'octroi de concessions, accordées aux conditions et selon les modalités déterminées par le Roi. Cet article, s'il laisse au Roi le soin de déterminer les modalités des concessions ne limite pas la possibilité d'octroi de celles-ci aux seuls ressortissants belges. Il n'est pas question de discrimination entre ceux-ci et les étrangers, les apatrides, les sociétés ou organisations qui n'ont pas de nationalité. Dans l'« exposé des motifs » accompagnant cette loi on peut lire que le souverain « conservera son droit de refuser une autorisation, notamment si des conditions de sécurité ou la perspective d'un épuisement des ressources y conduisent ».

En définitive, s'il est vrai qu'aucune discrimination à l'égard d'étrangers n'est formellement énoncée dans cet article, il n'en reste pas moins que le consentement de l'Etat belge est préalablement exigé avant toute opération de recherche et d'exploitation. Cette exigence va donc dans le même sens que la règle de l'exclusivité énoncée dans la Convention de Genève à l'article 2 § 2.

L'article 4 réserve aux ressortissants belges l'exploration et l'exploitation des organismes vivants du lit de la mer qui appartiennent aux espèces sédentaires selon la définition de l'article 1^{er} § 2. Il est entendu, peut-on lire dans l'exposé des motifs, que « cet article ne tend pas à gêner la pêche au chalut effectuée par des pêcheurs étrangers, bien que ce mode de capture puisse difficilement se pratiquer sans ramener dans le chalut des algues ou l'un ou l'autre coquillage se trouvant sur le lit de la mer. D'autre part, des exceptions individuelles et collectives sont prévues ; l'on ne peut préjuger notamment de ce que sera la politique communautaire en matière de pêche au sein de la C.E.E., et il est préférable de pouvoir l'appliquer, le cas échéant, avec souplesse.

Au surplus, en rendant applicables les articles 3 et 4 à toute exploration ou exploitation des ressources naturelles du plateau continental, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement belge de refuser les autorisations nécessaires aux fins de recherches océanographiques de caractère purement scientifique, pour autant que celles-ci ne constituent pas une gêne au sens de l'article 5. »

Cet article confère au Roi le droit de veiller à ce que l'exploration et l'exploitation ne puissent constituer des entraves à la navigation, à la pêche, à la conservation des ressources biologiques de la mer. Ces dispositions sont conformes, en grande partie, à celles de l'article 5 de la Convention de Genève. L'expression si controversée lors de la Conférence de Genève « gêne d'une manière injustifiable » est même reproduite dans le texte de la législation belge. Il y a lieu d'observer toutefois que ce texte de loi ne fait

pas mention de l'interdiction de gêner les recherches océanographiques et scientifiques que mentionne la Convention de Genève dans l'article 5 § 1.

En vertu de l'article 6, il incombe au Gouvernement belge d'établir, en fonction des nécessités de l'exploration et de l'exploitation une zone de sécurité semblable à celles prévues dans la Convention de Genève : la largeur (500 mètres) reproduit celle établie dans la Convention.

Les articles 7 et 8 de la loi soumettent au droit belge les installations situées en haute mer et fixées à demeure sur le plateau continental, ainsi que les personnes et les biens qui s'y trouvent. Sans cette disposition, il y aurait une sorte de vide juridique sur ces installations situées en dehors du territoire national et non soumises à la juridiction du pavillon comme les navires. L'article 5 § 4 de la Convention de Genève prévoit également que les installations permanentes établies sur le plateau continental sont soumises à la juridiction de l'Etat riverain.

§ 2. — APPRÉCIATION CRITIQUE

Les droits affirmés par la Belgique sur son plateau continental sont très proches de ceux attribués à l'Etat riverain par la Convention de Genève. Il y a donc une acceptation du principe des droits de l'Etat riverain par cet Etat, la Belgique, qui n'a pas signé la Convention de Genève. Pour l'Etat belge le critère de *l'exploitabilité* — qui n'est pas mentionné dans la loi — ainsi que la possibilité accordée à l'Etat riverain de ne pas exploiter réellement ni même de proclamer ses droits sur son plateau, tout en possédant l'« exclusivité » des droits sur ses ressources, font de la Convention une construction juridique encore trop imparfaite. Soucieuse de préserver les intérêts de ses pêcheurs de haute mer, la Belgique n'a pas voulu signer la Convention qui étend les droits exclusifs de l'Etat riverain aux huîtres, moules, algues... c'est-à-dire à tous les organismes vivants en contact permanent avec le lit de la mer. Selon cet Etat, une telle extension des droits de l'Etat riverain jointe aux inconvénients majeurs de l'absence de tout critère concret de délimitation ne peut qu'être une source de conflits et de difficultés.

Il était néanmoins utile de montrer quelles dispositions de la Convention de Genève ont été « détachées » de celle-ci et retenues par la législation interne d'un Etat non signataire de ladite Convention.

SECTION II

LES ÉTATS A STRUCTURE FÉDÉRALE

La question qu'il faut se poser est, ici, la suivante : est-ce l'Etat fédéral ou l'Etat particulier qui est compétent pour exercer la juridiction et le contrôle sur le plateau continental adjacent à leurs côtes ?

La répartition entraîne d'importantes conséquences notamment sur le plan fiscal, car il détermine le droit des autorités habilitées à percevoir les redevances sur les hydrocarbures extraits du sous-sol marin.

On ne se livrera pas à une étude détaillée de toutes les législations internes mais on dégagera les aspects essentiels de quelques législations nationales émanant d'Etats à structure fédérale. Celle de l'U.R.S.S. sera, cependant, examinée de manière plus complète.

§ 1. — LE CAS DES ETATS-UNIS

Le « Submerged Lands Act » du 22 mai 1953 et l'« Outer Continental Shelf Lands Act » (4) du 7 août 1953, instituent un partage de compétences entre les Etats et l'Etat fédéral. Ils attribuent aux Etats particuliers la propriété des richesses du sous-sol du lit de la mer sous-jacent aux eaux territoriales américaines. Les Etats, aux termes du « Submerged Lands Act », ont le droit d'exploiter les gisements pétrolifères « situés dans leurs limites historiques ». L'Etat fédéral exerce ses droits sur la zone extérieure à la limite des eaux territoriales. Certains arrêts de la Cour Suprême sont venus confirmer cette répartition de compétences.

Par deux arrêts du 5 juin 1950 : Etats-Unis/Texas et Etats-Unis c. Louisiane, la Cour Suprême avait affirmé la primauté des droits de l'Etat fédéral sur ceux des Etats particuliers (5).

De nombreux arrêts ultérieurs de la Cour Suprême sont venus confirmer cette jurisprudence. C'est ainsi que dans un arrêt du

(4) *A.J.I.L.*, 1954, Official Documents, 104-105, 110-121.

(5) *International Law Reports*, 1950, cas n° 32 et 33, p. 126.

17 mai 1965, Etats-Unis c. Californie (6), la Cour Suprême des Etats-Unis a rejeté un recours de l'Etat de Californie aux termes duquel cet Etat revendiquait le contrôle de vastes nappes pétrolifères situées entre la côte méridionale de la Californie et les îles situées au large. L'arrêt ne reconnaît à la Californie un droit de souveraineté que sur la zone submergée de 3 milles adjacente à ces côtes et aux îles situées au large. Mais il refuse d'admettre que la ligne de base servant de point de départ à la mer territoriale soit reportée à la limite extérieure des îles et archipels bordant la côte. L'Etat de Californie avait, en effet, prétendu que la limite des 3 milles devait être comptée à partir de cette ceinture insulaire et que l'espace maritime compris entre ces îles et la Californie méridionale constituait une zone d'eaux intérieures (« inland waters ») soumise à la souveraineté complète de l'Etat riverain, ce qui aurait eu pour conséquence d'attribuer à la Californie des terres submergées s'étendant dans l'océan Pacifique jusqu'à une distance de 50 milles de la côte.

Certaines difficultés ne sont pas encore résolues en ce qui concerne le différend qui oppose le Gouvernement fédéral à la *Louisiane*, à propos du partage des revenus provenant de l'octroi des concessions de pétrole sous-marin situées sur le plateau continental.

§ 2. — LE CAS DU CANADA

Malgré la décision prise lors de la Conférence fédérale d'Ottawa de 1965 de constituer un Comité spécial chargé d'examiner si les gisements sous-marins relèvent de l'autorité du Gouvernement fédéral ou des provinces, il ne semble pas que ce problème important ait encore reçu une réponse satisfaisante (7).

L'Etat fédéral et les Provinces, dans l'incertitude de leurs droits respectifs sur le plateau continental ont accordé des titres miniers se recouvrant dans de nombreuses zones. Un arrêt de la Cour Suprême du 7 novembre 1967 s'est prononcé en faveur de l'Etat fédéral et attribue à ce dernier le droit de mine tant sur le plateau continental que sur le sous-sol de la mer territoriale bordant toutes les côtes du Canada. Un Act de 1867 ayant transféré les droits de

(6) Voir *R.G.D.I.P.*, 1965, pp. 799 et s.

(7) Voir *R.G.D.I.P.*, 1965, pp. 1106-1108 ; également *R.G.D.I.P.*, 1968, p. 167 ; Différend entre Canada et France au sujet de la délimitation du plateau continental autour de Saint-Pierre-et-Miquelon.

la Couronne aux Provinces sur les terres du Continent et non sur le sous-sol de la mer territoriale, la Cour a considéré que l'Etat fédéral exerçait une juridiction exclusive sur le sous-sol marin (7 bis).

§ 3. — LE CAS DE L'AUSTRALIE

Une voie différente a été suivie dans un autre pays du Commonwealth, l'*Australie*. Après trois ans de négociations, le Gouvernement fédéral australien a conclu le 16 octobre 1967, avec le Gouvernement des Etats particuliers un accord qui répartit le plateau continental et le sous-sol de la mer territoriale entre les divers Etats particuliers et les place sous la sauvegarde de l'Etat fédéral. Cet accord a été soumis à la ratification du Parlement de la Fédération et des Parlements des six Etats. Un code minier identique en ce qui concerne notamment les hydrocarbures liquides et gazeux

7 bis) Le différend portait sur les terres immergées ainsi que sur les ressources minérales et naturelles s'étendant au delà des îles longeant les côtes de la Colombie britannique et des eaux territoriales du Canada :

a) ces zones « appartenaient-elles au Canada ou à la Colombie britannique ? »

b) le droit d'explorer et d'exploiter lesdites zones pouvait-il être exercé par le Canada ou la Colombie britannique ?

c) qui devait y exercer sa juridiction et son contrôle ?

La Cour Suprême nota qu'avant la naissance de la Confédération toutes les terres « semblables » à celles visées ici appartenaient de droit à la Colombie britannique.

Faisant ensuite un historique de la genèse de la notion de plateau continental, la Cour Suprême nota que *Lord Asquith* dans son arbitrage (*Abu Dhabi*, 1952) avait fait remarquer que la notion de plateau continental n'existait pas, en 1939, en tant que notion juridique. Celle-ci a véritablement, selon la Cour Suprême, fait son apparition le 10 juin 1964, date de l'entrée en vigueur de la Convention de Genève sur le plateau continental.

La Cour Suprême distingua deux ordres de raisons pour lesquelles la Colombie britannique ne pouvait prétendre explorer et exploiter les ressources du plateau continental et y exercer sa juridiction et son contrôle :

1° Le plateau continental est « extérieur » aux limites de la Colombie britannique ;

2° Le Canada est l'Etat « souverain » qui pourra, en vertu du droit international positif établi par la Convention de Genève de 1958 sur le plateau continental, répondre aux éventuelles doléances exprimées par les autres Etats parties à la Convention.

Il n'existe, pour la Cour Suprême, aucune assise juridique ou historique sur laquelle la Province de la Colombie britannique pourrait fonder le droit d'explorer et d'exploiter le plateau continental et d'y exercer sa juridiction et son contrôle.

Par ces motifs, la Cour Suprême décida qu'à toutes les questions a), b) et c) susmentionnées, il convenait de répondre que l'Etat fédéral était le seul habilité à exercer des droits souverains sur le plateau continental longeant les côtes de la Colombie britannique.

a été adopté par tous les Etats et s'applique uniformément aux eaux territoriales et au plateau continental de l'Australie. Ces zones maritimes délimitées par l'accord ont été réparties entre les Etats particuliers riverains ; la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures ayant fait l'objet d'une administration concertée entre le Gouvernement fédéral et les Gouvernements des Etats particuliers après consultation du Gouvernement fédéral, et le produit des redevances sur la production d'hydrocarbures extraite des gisements offshore est partagé à raison de 60 % par l'Etat particulier concerné et de 40 % par l'Etat fédéral. Ce régime, arrêté d'un commun accord entre les Etats intéressés, est entré en vigueur le 1^{er} avril 1968. Il constitue un précédent qui place l'Australie à la pointe de l'évolution des conceptions fédérales en matière d'exploitation des ressources naturelles offshore.

§ 4. — LE CAS DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Cet Etat a provisoirement réglé les problèmes internes touchant à la question d'éventuels litiges pouvant survenir en ce qui concerne la répartition des droits sur le plateau continental entre l'Etat et les länder côtiers. Elle a centralisé toutes les recherches pétrolières entreprises au large des länder côtiers sous l'autorité unique d'une direction générale : la direction des mines de Basse-Saxe dont le siège est à *Clausthal-Zellerfeld*, et qui contrôle, en fait, depuis longtemps déjà, la quasi-totalité de la production pétrolière de l'Allemagne de l'Ouest.

§ 5. — LE CAS DE L'U.R.S.S.

A) *Contenu du décret du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. du 6 février 1968 (8)*

Ce décret règle le statut juridique du plateau continental au delà de la limite des 12 milles des eaux territoriales soviétiques (9).

(8) Voir le texte de ce décret en Annexe 8.

(9) Voir : W.E. Butler, « The law of Soviet territorial waters », *AJIL.*, janvier 1967. D'après la constitution et la législation soviétiques, toutes les ressources du lit de la mer à l'intérieur des eaux territoriales sont la propriété de l'Etat.

Avant la parution de ce décret, un article de M. V.M. Koretski publié en 1950 s'insurgeait contre l'usurpation, par certains Etats, de vastes portions de mer et de leur assimilation abusive au régime juridique des eaux territoriales (10).

Par la suite, il semble que le sujet ait été relativement ignoré en Union soviétique à l'exception de certains articles mentionnant l'avancement des travaux de la Commission du droit international. Au cours des débats de la Conférence de Genève, la délégation soviétique conduite par M. S.V. Molodtsov eut, à plusieurs reprises, l'occasion de manifester sa satisfaction et son approbation en ce qui concerne l'œuvre de la Commission du droit international. En effet, le projet de la Commission du droit international garantissait les droits exclusifs accordés à l'Etat riverain d'utiliser les richesses du plateau continental. Mais ces droits étaient « définis » par leur but. Ainsi, toute prétention de l'Etat riverain sur les eaux surjacentes ou l'espace aérien surjacent était juridiquement dénuée de fondement.

Selon M. Molodtsov, « les articles rédigés par la Commission du droit international concernant le plateau continental sont satisfaisants dans une large mesure et offrent une base solide pour les débats de la quatrième Commission... » (11).

Plus loin : « Les ressources du lit de la mer et du sous-sol du plateau continental sont, en majeure partie, le prolongement des ressources terrestres, voire une partie de ces ressources. C'est pourquoi les Etats riverains sont fondés à revendiquer le droit d'explorer, d'exploiter et de protéger les ressources naturelles du plateau continental... ».

Enfin : « ... Il est impossible d'admettre les propositions de certaines délégations qui méconnaissent les intérêts de l'Etat riverain à l'égard du plateau continental et proposent d'établir pour tous les Etats la liberté d'exploiter les ressources du plateau continental, estimant qu'un autre régime serait en contradiction avec la liberté de la haute mer... Ainsi, à la différence des eaux des mers et des océans, le plateau continental n'est pas une voie de communication entre pays. De plus, l'exploitation des ressources naturelles de ce plateau suppose en général la construction d'installations permanentes qui entraînent nécessairement l'exercice par un Etat de son autorité, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de la liberté de la navigation et de la pêche... Si l'on adoptait les propo-

(10) Voir : *A.J.I.L.*, janvier 1969, vol. 63, n° 1, William E. Butler, « The Soviet Union and the Continental Shelf, notes and documents ».

(11) Documents officiels, A/Conf.13/42, 10^e séance.

sitions qui tendent à instituer la libre exploitation du plateau continental et si l'on ne tenait pas compte de toutes ces particularités en élaborant les règles relatives au régime juridique du plateau, il pourrait s'ensuivre une lutte acharnée des Etats pour la possession des régions sous-marines de la haute mer, à l'issue de laquelle les richesses du plateau continental pourraient tomber au pouvoir de sociétés relevant des grandes puissances. Ce sont les petites et moyennes puissances qui en souffriraient » (12).

— Le décret de 1968 incorpore (article 1^{er}) au plateau continental le lit de la mer et le sous-sol des dépressions entourées en totalité par le plateau continental de l'U.R.S.S., ceci, « indépendamment de la profondeur desdites dépressions ».

L'article 2 qui concerne les problèmes de délimitation du plateau continental est analogue à la Convention de Genève dans son article 6 ; c'est sur cette base que la Finlande et l'U.R.S.S. ont conclu des accords en 1965 et 1967 délimitant le plateau continental dans le golfe de Finlande et la partie Nord de la mer Baltique.

Les ressources naturelles du plateau continental sont expressément placées sous la propriété de l'Union soviétique (article 3). La définition retenue à Genève des ressources naturelles est reprise dans le décret.

De plus, le décret interdit aux individus et aux compagnies étrangères de faire des recherches ou de se livrer à des travaux d'exploration ou d'exploitation sur le plateau continental de l'U.R.S.S., à moins qu'une permission expressément accordée par le gouvernement de cet Etat n'interrompe cette discrimination. L'expression de l'article 5 « autorités compétentes de l'U.R.S.S. », signifie que seul l'Etat fédéral est compétent pour accorder de telles dérogations.

Les raisons de cette discrimination sont de deux ordres. D'abord, l'interprétation des juristes soviétiques de la clause « flexible » de l'exploitabilité — retenue dans le décret de 1968 — est la suivante : ils estiment que la frontière extérieure du plateau continental d'un Etat riverain ne devrait pas dépendre des capacités technologiques de cet Etat mais de celles de tous les Etats. En d'autres termes, la nation la plus avancée technologiquement repousse non seulement les limites extérieures de son propre plateau mais étend celles des autres nations. Une interprétation différente de la Convention de Genève permettrait, selon les juristes soviétiques, aux Etats les

(12) Documents officiels, A/Conf. 13/42, 10^e séance.

plus développés d'explorer et exploiter le lit de la mer et son sous-sol jusque dans des zones soumises à la juridiction et au contrôle d'autres Etats.

D'autre part, selon les juristes soviétiques tels Molodtsov et Koretski, il est impossible d'analyser correctement les phénomènes physiques et biologiques ayant lieu dans les eaux surjacentes sans observer ces mêmes phénomènes sur le lit de la mer. Ainsi la recherche océanographique apparaît très difficilement « séparable » de la prospection du plateau continental dans ces zones sous-marines proches des côtes. C'est sur la base de ce raisonnement que l'U.R.S.S. justifie l'exigence du consentement préalable devant être donné avant que toute recherche ne soit entreprise dans les eaux surjacentes de son plateau continental.

B) *Appréciation critique*

Un grand effort destiné à inventorier les richesses du plateau continental est entrepris en U.R.S.S. depuis quelques années (13).

Le décret de 1968 est largement inspiré des dispositions de la Convention de Genève sur le plateau continental. L'exclusivisme, consacré dans ces deux documents, des droits de l'Etat riverain a été illustré de façon saisissante par une déclaration (14) sur le plateau continental de la mer Baltique signée le 23 octobre 1967 par l'Union soviétique, la Pologne et l'Allemagne de l'Est. Reprenant les termes de la Convention de Genève, les participants ont affirmé leurs droits souverains d'explorer et d'exploiter les ressources naturelles du plateau continental, repris les principes pour délimiter le plateau continental inscrits à l'article 6 de la Convention et proclamé que les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental n'affectent pas le principe de la liberté des eaux surjacentes.

Cependant, la déclaration contient certaines innovations. Il y est prévu, d'abord, que le plateau continental de la mer Baltique devrait être utilisé à des fins « exclusivement pacifiques » (15). Ensuite, les participants ont convenu de ne pas consentir à ce que certaines parties du plateau continental de la mer Baltique soient susceptibles d'être explorées ou exploitées par des Etats non-bal-

(13) Voir : L.G. Weeks, « Offshore operations around the world », *Offshore*, 20 juillet 1967.

(14) Voir : *Oil and Gas Journal*, n° 24 (1968).

(15) Voir *infra*, Titre III, Chapitre II.

tiques. Toute « prospection » ou « recherche scientifique » dans ces zones par ces derniers Etats est rigoureusement interdite. Par cette déclaration l'U.R.S.S. va bien au delà des exigences de son propre décret qui conditionne l'accès des « étrangers » au plateau continental soviétique à l'obtention d'un permis spécial délivré par les autorités soviétiques ou à un accord avec cet Etat « étranger ».

La déclaration est ouverte à tous les Etats baltiques. Ceux qui y « adhèrent » deviennent les bénéficiaires de cette clause.

Conforme aux tendances majoritaires qui sont apparues à Genève, la doctrine soviétique du plateau continental a surtout été, jusqu'à présent, « défensive ». Elle n'a pas tant cherché à repousser les limites du plateau continental (en adoptant, par exemple, le critère de l'exploitabilité) pour entreprendre une exploitation intensive que pour empêcher les autres Etats d'étendre leurs revendications sur des ressources qu'elle se propose, dans un avenir proche, d'utiliser sur une grande échelle.

L'U.R.S.S. a signé sans réserve, le 31 octobre 1958, la Convention sur le plateau continental. Elle l'a ratifiée le 22 novembre 1960 ; la République de Biélorussie l'a ratifiée le 27 janvier 1961, la République d'Ukraine le 12 janvier 1961 (16).

(16) Sur l'ensemble de la question voir : *Les conceptions soviétiques du droit de la mer* (France de Hartingh), Paris, 1960.

CHAPITRE II

LES LÉGISLATIONS DANOISES ET NÉERLANDAISES

« Par ordonnance du 26 avril 1968, considérant que les gouvernements du Danemark et des Pays-Bas ne comptaient, en ce qui concerne la désignation d'un juge ad hoc, que pour une seule partie, la Cour a constaté que ces deux gouvernements faisaient cause commune... »

(C.I.J., 20 février 1969, Affaire du plateau continental de la mer du Nord).

La législation danoise relative au plateau continental n'est qu'une simple adaptation aux problèmes d'exploration et d'exploitation en mer du régime minier terrestre du Danemark. Les Pays-Bas ont, au contraire, institué un régime différent de leur législation minière terrestre.

SECTION I

La législation danoise

A) *Extraits*

Ordonnance du 7 juin 1963 concernant l'exercice de la souveraineté du Danemark sur le plateau continental (1) :

« Nous, Frédéric IX, par la grâce de Dieu Roi du Danemark... proclamons que :

Conformément à la Convention sur le plateau continental qui a été ouverte à la signature à la Conférence des Nations Unies sur

(1) O.N.U., A.G., A/AC.135/11.

le droit de la mer, tenue à Genève en 1958 et à la décision de la chambre basse du 2 mai 1963, il a été arrêté ce qui suit :

Article I^{er}. — Le Danemark exercera des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles, sur la portion de plateau continental qui, aux termes de l'article 2 de la Convention sur le plateau continental ouverte à la signature à Genève le 29 avril 1958..., *appartient* au Danemark.

Article II. — 1. Conformément à l'article 1^{er} de la Convention, l'expression « plateau continental » est utilisée pour désigner : a) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou, au delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions ; b) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines analogues qui sont adjacentes aux côtes des îles.

2. Les limites du plateau continental par rapport aux Etats étrangers dont les côtes font face à celles du Royaume du Danemark ou sont adjacentes à son territoire seront déterminées conformément à l'article 6 de la Convention, c'est-à-dire qu'à défaut d'accord particulier, cette délimitation sera constituée par la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

3. Le ministre des Travaux publics peut, si besoin est, faire établir des cartes officielles sur lesquelles figurera cette délimitation.

Article III. — L'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental mentionnées dans l'article I^{er} ne peuvent être entreprises qu'en vertu d'une concession accordée conformément à la loi n° 181 du 8 mai 1950 sur la recherche et l'exploitation des matières premières du sous-sol du Royaume du Danemark ou à l'ordonnance royale n° 153 du 27 avril 1935 relative à l'exploitation des matières premières du sous-sol du Groënland ... »

B) *Appréciation*

Cette ordonnance du 7 juin 1963 reprend les principes énoncés à Genève dans la Convention sur le plateau continental. C'est ainsi que se fondant sur l'article 2 de la Convention de Genève sur le

plateau continental, l'ordonnance danoise affirme l'« appartenance » au Danemark de la « portion » de plateau continental visée dans cet article.

De plus, et comme il a déjà été signalé, l'article 3 de cette ordonnance assimile, pour ce qui est de l'autorisation des concessions, les ressources naturelles du plateau continental aux « matières premières » du sous-sol du territoire du Danemark.

SECTION II

La législation néerlandaise

A) *Extraits*

Loi du 23 septembre 1965 comportant des dispositions régissant l'exploration et l'exploitation des ressources minérales dans ou sur la partie du plateau continental située sous la mer du Nord ; (loi sur l'exploitation minière dans le plateau continental) (2) :

« ... Attendu que nous avons considéré qu'il est souhaitable de promulguer des dispositions relatives à l'exploration et à l'exploitation des ressources minérales dans ou sur la partie du plateau continental située sous la mer du Nord, sur laquelle le Royaume exerce des droits souverains ;

1. Aux fins des dispositions énoncées dans la présente loi ... les expressions ci-après auront respectivement la signification que voici :

L'expression « plateau continental » s'applique à la partie du lit de la mer et de son sous-sol située sous la mer du Nord et sur laquelle le Royaume exerce des droits souverains, en vertu notamment de la Convention sur le plateau continental, ... et qui est située au large de la ligne fixée conformément à l'alinéa 2 ...

... L'expression « substances minérales » désigne une concentration naturelle ou un dépôt naturel dans ou sur le plateau continental, de minerais, de minéraux ou de substances d'origine organique, à l'état solide, liquide ou gazeux, à l'exception de l'eau des coquillages, du gravier, du sable et de l'argile qui se trouvent sur le lit de la mer ou immédiatement au-dessous du lit de la mer ;

(2) O.N.U., A.G., A/AC.135/11.

2. Nous déterminerons la ligne qui, aux fins des dispositions énoncées dans la présente Loi ... est considérée comme marquant la limite entre la mer territoriale et la mer au-dessous de laquelle le plateau continental est situé. »

B) *Commentaires*

Cette Loi dont on n'a donné ici que quelques extraits a fixé le régime de la recherche et de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures marins au large des côtes des Pays-Bas. Tout en s'inspirant de la Convention de Genève et de la plupart des législations étrangères, les Pays-Bas ont adopté, en ce qui concerne le plateau continental, une attitude moins libérale que pour la mise en valeur des gisements d'hydrocarbures terrestres.

En ce qui concerne la définition et la délimitation du plateau continental, la loi reprend les principes posés par la Convention de Genève sur le plateau continental ainsi que la conciliation des libertés traditionnelles de la mer avec les activités liées aux opérations minières ; les installations établies « offshore » en vue de ces activités sont soumises aux lois de l'Etat côtier.

En plus de la Convention de Genève, la législation néerlandaise s'est inspirée, notamment, du Décret du 12 mai 1964 relatif au plateau continental du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (3). Comme celui-ci, il institue trois titres miniers. Un premier, non exclusif et de courte durée, est destiné à la reconnaissance générale de grandes étendues en vue de faciliter le choix de zones plus limitées pour un effort particulier de recherches. Un second, exclusif, de durée plus longue, renouvelable (au total 15 ans), assorti d'un programme obligatoire de travaux de recherches et portant sur une surface progressivement réduite, donne droit à l'octroi de titres d'exploitation en cas de découvertes de gisements commercialement exploitables. Un troisième, d'une durée plus longue (au total 40 ans) qui permet l'exploitation des gisements mis en évidence et donne lieu à la perception par l'Etat de redevances sur la production extraite. Cette redevance est progressive : de 2 à 16 % tant sur l'huile que sur le gaz.

L'originalité de cette législation réside dans la position de l'Etat néerlandais acquise en vertu de ce texte. Cette loi accentue l'intervention de l'Etat dans la mise en exploitation des gisements marins alors que sur la terre l'attitude adoptée par l'autorité concé-

(3) O.N.U., A.G., A/AC.135/11.

dante est beaucoup plus libérale. C'est ainsi qu'outre la perception d'une redevance sur les produits extraits, est institué un partage par moitié des bénéfices de l'exploitation entre l'Etat et le producteur. Pour les hydrocarbures gazeux, le régime est particulièrement rigoureux puisqu'il est, de plus, imposé à l'exploitant par l'intermédiaire d'une Société mixte de faire participer l'Etat dans la proportion de 40 % aux résultats de la mise en production des gisements concédés. Les hydrocarbures gazeux affectés en priorité au marché intérieur sont cédés à une entreprise mixte (Mines d'Etat de Hollande : 40 %, Shell : 25 %, Esso : 25 %, Etat néerlandais : 10 %) qui détient aux Pays-Bas le monopole de la vente et du transport de gaz naturel (4).

(4) La législation néerlandaise présente quelques analogies avec la loi italienne du 3 août 1967.

CHAPITRE III

LA LÉGISLATION FRANÇAISE

La loi du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles (1)

« Clarifier, c'est moraliser. »

Léon BLUM.

La loi, dans son ensemble, régit, en métropole comme outre-mer, la recherche et l'exploitation de l'ensemble des richesses minières du plateau continental français tel qu'il est défini au sens de la Convention de Genève : ceci, donc, non seulement pour le pétrole mais aussi pour les autres virtualités, minières, végétales ou animales. Pour ce qui concerne le pétrole, la nouvelle loi suit pas à pas l'application du code minier métropolitain sous réserves des adaptations nécessaires du fait du milieu marin ambiant.

SECTION I

La question des redevances

Deux types de redevances sont prévues : l'une annuelle, est celle du code minier — sans changement — et vise les titulaires de concessions. L'autre concerne les titulaires de permis d'exploitation et s'articule autour d'un paiement à la tonne produite. C'est celle-ci qui est nouvelle, en ce sens qu'elle se substitue à l'ancienne redevance départementale et communale payée par les opérateurs métropolitains. La répartition du produit de la redevance spécifique, sera probablement effectuée entre l'Etat et les collectivités locales riveraines. Quant au taux envisagé, si la loi précise qu'il

(1) On trouvera en « Annexes » le texte intégral de cette loi (Annexe VII). Voir aussi Chapitre IV.

sera fixé par des lois de finance, rien n'empêche qu'une formule soit trouvée qui rendrait possible l'instauration en mer d'un cahier des charges du type de celui en vigueur à terre.

Le régime douanier fiscal est semblable à celui qui est en vigueur à terre, ce qui dans le cas présent découle d'une assimilation des plateformes et engins à des îles (on verra qu'il n'en est pas toujours de même quant au statut juridique de ces engins). Fiscalement, les produits pétroliers extraits du sous-sol du plateau continental sont considérés comme provenant du sous-sol du territoire français métropolitain. Il faut noter cependant une différence notable avec le régime douanier qui est appliqué à terre : l'exemption de droits de douane à l'importation de certains équipements, matériels et produits nécessaires à la recherche en mer. Il s'agit là d'un encouragement indirect à la recherche marine, dont le coût, on le sait, est considérablement plus élevé qu'à terre. En contrepartie, l'administration des douanes aura libre accès aux plates-formes.

Du point de vue technique, la « querelle » qui agite les juristes sur le statut des engins de forage — doivent-ils être considérés comme des îles ou comme des navires ? (2) — a été résolue de la façon suivante : suivant que les plates-formes flottent ou non, il y aura instauration de plus ou moins d'obligations maritimes. Les plates-formes sont considérées comme des meubles qui, par emprunt au statut des navires, sont susceptibles d'hypothèques. Il leur est imposé un certain nombre d'obligations de sécurité imposées par le milieu maritime, telles celles sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et la signalisation maritime. Lorsque les engins sont susceptibles de flotter, ils sont soumis aux lois et règlements concernant l'immatriculation et les permis de circulation, ainsi qu'aux règlements sur l'abordage et sa prévention. Enfin, des zones de sécurité sont créées autour des plates-formes, au sens de la Convention de Genève.

SECTION II

Les activités de recherche à bord

La législation française s'applique à bord comme c'est le cas pour toutes les lois « offshore » promulguées ces dernières années. Les inscrits maritimes peuvent, s'ils le veulent, continuer de béné-

(2) Voir *infra*, Chapitre IV.

ficier de la sécurité sociale des marins. Sinon, comme l'ensemble du personnel à bord, ils sont rattachés au régime général. Les lois répressives et commerciales s'appliquent normalement sur les plates-formes et engins de forage, tandis que tout transport entre ces engins et la terre, ou entre les plates-formes, est soumis au monopole du pavillon français.

Les activités pétrolières proprement dites (recherche, exploitation, transport par pipe-lines) restent soumises aux dispositions habituelles du code minier, sous réserve de certaines adaptations : la durée des concessions est ainsi limitée à cinquante ans, non seulement pour les hydrocarbures mais pour toutes les substances minières. En outre, les décrets d'application semblent s'orienter vers l'instauration d'une nouvelle sorte de permis, semblable aux permis non exclusifs de pré-reconnaissance introduits dans la législation italienne à l'image de ce qui se faisait ailleurs, et notamment au Royaume-Uni. Enfin, comme toutes les lois « offshore », la loi française prévoit un arsenal répressif étendu, pour le cas où ses dispositions ne seraient pas appliquées.

Il faut, cependant, relever une innovation par rapport à d'autres lois : l'intervention d'un organisme spécialisé, le Centre national pour l'exploitation des océans (C.N.E.X.O.). Cet établissement public créé en 1967 pour « développer la connaissance des océans » est maintenant habilité à se faire communiquer tous les renseignements géologiques, hydrologiques et miniers nécessaires à son activité.

CONCLUSION

La loi française apparaît foncièrement libérale. Elle ne prévoit pas de discriminations et ne s'attache pas à prévoir la participation de l'autorité concédante dans la mise en valeur des gisements marins.

En comparant la loi française aux textes italiens et néerlandais, il est permis de se demander si le libéralisme de la législation française ne devra pas trouver son équilibre au stade de l'application dans une politique sélective d'attribution des droits miniers par l'autorité concédante.

On voit mal, autrement, comment contrebalancer en équité les situations désavantageuses dans lesquelles pourraient se trouver les entreprises françaises désireuses de sortir du cadre national pour étendre leur prospection aux dimensions du Marché commun.

CHAPITRE IV

CONCLUSIONS SUR LES TENDANCES DES LÉGISLATIONS
NATIONALES

« MER. N'a pas de fond — Image de l'infini — Donne
de grandes pensées. »

Gustave FLAUBERT.

En 1967 les recherches s'étendaient au large des côtes de quatre-vingt pays et une production de pétrole brut ou de gaz était extraite du plateau continental relevant de l'autorité de 24 Etats. Près de deux cents plates-formes foraient en mer. Près de la moitié opérait dans le golfe du Mexique, les autres se répartissant notamment au large des côtes de Californie, Venezuela, Nigéria, mer du Nord, mer Rouge, golfe Persique, mer Caspienne, Japon, Indonésie, Australie.

Les réserves d'hydrocarbures « offshore » sont évaluées à dix milliards de tonnes, ce qui représente près de 20 % des réserves mondiales.

Les opérations d'exploration et d'exploitation du plateau continental ne présentent pas que des difficultés d'ordre technique mais encore posent des problèmes juridiques.

Elles présentent, en effet, un double aspect :

1° Elles portent sur des activités dont la nature, les méthodes et les procédés d'exécution relèvent des mines. L'exploitation minière est régie par un droit qui, bien que soumis à des principes variables selon les Etats, comporte des règles précises dont les modalités s'adaptent aux situations particulières.

2° Elles exigent la traversée des eaux recouvrant les sols prospectés, et donc, s'accomplissent dans un milieu maritime très différent de l'ambiance terrestre, non seulement du point de vue physique, mais aussi du point de vue juridique. Sur terre s'exerce l'autorité exclusive et souveraine de l'Etat sur le territoire natio-

nal ; sur mer, règne, de longue date, un droit international qui s'est formé au cours des siècles, empreint de liberté, et fondé sur de solides traditions.

Le résultat final est un *compromis* : le régime juridique des opérations minières d'hydrocarbures en mer tient de l'un et de l'autre de ces droits. Il est généralement soumis au droit minier de l'Etat riverain qui étend sa compétence aux gisements situés dans le sous-sol marin bordant ses côtes ; il est, de plus, influencé par le droit international de la mer qui règle les relations qui se nouent entre les usagers des eaux recouvrant les bassins explorés ou exploités.

Prenant en considération l'importance et l'urgence que revêt actuellement l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental, certains Etats, comme les Etats-Unis, dès 1953, n'ont pas attendu l'aboutissement des travaux de la Commission du droit international pour promulguer une législation applicable à ce qu'ils considéraient comme leur propre plateau. D'autres, comme la Norvège ou la République fédérale d'Allemagne, se référant à la pratique internationale, ont élaboré une législation sans être partie à la Convention.

Enfin, la plupart des Etats auxquels la Convention est opposable, parce qu'ils l'ont ratifiée ou y ont adhéré, ont institué une législation spéciale « offshore » (Grande-Bretagne, Suède, Italie, Pays-Bas, Australie, etc...).

SECTION I

Tendances générales

Ces législations portent, en principe, sur le plateau continental tel qu'il a été défini par la Convention de Genève, sous réserve des limites fixées par voie de négociations entre les Etats voisins. Parfois, comme c'est le cas pour la *Norvège*, qui, en raison du caractère abrupt de ses côtes ne disposait en certains endroits de ses rivages que d'un plateau continental fort étroit en application des principes de la Convention, d'autres critères sont adoptés : celui de la ligne médiane qu'a consacré en l'espèce le *traité anglo-norvégien du 10 mars 1965* (1), sans tenir compte de la profondeur des eaux, ni de la continuité du plateau.

(1) Voir *infra*, Titre IV, Chapitre II.

Les *Etats-Unis* assimilent le sol du plateau continental aux terres publiques dont ils sont propriétaires et procèdent selon les mêmes principes à l'adjudication des titres miniers d'hydrocarbures.

En *France* la loi du 31 décembre 1968 étend au plateau continental la compétence exclusive en matière de mine que l'Etat exerce déjà sur terre dans un cadre traditionnellement libéral, sans se réserver aucun droit particulier lors des prospections ou des découvertes.

Les procédures d'octroi de titres miniers font souvent intervenir aux côtés des autorités minières traditionnelles les diverses autorités intéressées par la mer. Les capacités techniques et financières des demandeurs font l'objet d'un examen très attentif et les conditions de délivrance sont parfois moins libérales que sur terre : l'Etat riverain est souvent tenté de prendre des mesures protectionnistes ou discriminatoires, la Convention reconnaissant aux Etats un droit souverain en la matière. Ceci explique la position d'Etats qui, comme les Pays-Bas ou l'Italie, ont adopté en ce domaine des législations moins libérales que leur législation minière terrestre.

La *loi italienne* du 21 juillet 1967 qui régit l'ensemble du plateau continental italien, institue en faveur des entreprises italiennes une situation privilégiée et discriminatoire pour les recherches en mer. Cette loi accorde à un organisme public, pendant une certaine période, variant selon les zones, de 30 jours à 26 mois à compter de sa publication, l'exclusivité des recherches préliminaires sur toutes les surfaces actuellement disponibles du plateau italien ; à l'expiration de ces délais, cet organisme public, l'E.N.I., a le droit d'obtenir, soit seul, soit en association majoritaire avec d'autres entreprises, des permis de recherches exclusifs sur le quart de ses surfaces. Les trois quarts restants peuvent alors faire l'objet de titres miniers délivrés à d'autres entreprises non seulement italiennes, mais également étrangères sous réserve de réciprocité.

De son côté, la législation minière *néerlandaise* (2) accentue l'intervention de l'Etat dans la mise en exploitation des gisements marins d'hydrocarbures alors que, sur terre, l'attitude adoptée par l'autorité concédante est beaucoup plus libérale. C'est ainsi, qu'outre la perception d'une redevance sur les produits extraits, est institué un partage par moitié des bénéfices de l'exploitation entre l'Etat et le producteur. Pour les hydrocarbures gazeux le régime est particulièrement rigoureux puisqu'il est imposé à l'exploitant

(2) Voir *supra*, Chapitre II.

par l'intermédiaire d'une Société mixte, de faire participer l'Etat dans la proportion de 40 % aux résultats de la mise en production des gisements concédés. Les hydrocarbures gazeux affectés en priorité au marché intérieur sont cédés à une entreprise publique mixte — Gazunie — qui détient aux Pays-Bas le monopole de la vente et du transport du gaz naturel.

En Suède, l'exclusivité des recherches d'hydrocarbures sur le plateau continental est réservée, en vertu de la loi du 14 mars 1968 à une Société nationale mixte dont le capital est partagé par moitié entre des organismes d'Etat et des Sociétés privées suédoises. Cette Société nationale assure l'exécution d'un programme de recherches financé en partie par des crédits votés par le Parlement.

Considérant les facilités plus grandes et le coût moins élevé que sur le continent des campagnes sismiques, il est aisé de sélectionner en mer, sur de vastes étendues, les zones qui semblent présenter le plus grand intérêt. A cette fin, le législateur prévoit souvent, comme c'est le cas en *Grande-Bretagne* et en *Norvège*, la délivrance de permis de protection non exclusifs et de courte durée portant sur toute la zone ouverte aux recherches, quitte pour les titulaires de ces permis à demander dans un délai rapide un titre de recherche couvrant une superficie réduite sur laquelle ils exerceraient des droits exclusifs et obtiendraient le droit d'exploiter les gisements découverts. Il arrive même, comme ce fût le cas en *Iran*, en 1965, que les entreprises désireuses d'obtenir des titres miniers d'hydrocarbures soient invitées, avant d'être admises à soumissionner, à prendre en charge le coût des campagnes sismiques préalables susceptibles de fournir des informations tant à elles-mêmes qu'à l'autorité concédante. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des résultats de la campagne sismique que le gouvernement intéressé arrête la liste des candidats et qu'il procède à l'adjudication des zones de recherches.

Comme sur terre, le législateur impose des minimums de dépenses et la réduction successive des superficies accordées en vue d'accélérer les découvertes. Le prix de revient des travaux de recherche et d'exploitation étant beaucoup plus élevé que sur la terre ferme en raison du coût des forages (ils sont, en mer, de trois à cinq fois supérieurs à ceux qui ont lieu sur terre, dans des terrains comparables et aux mêmes profondeurs), il est normal que les *dispositions fiscales* qui ne concernent pas les bénéfices soient moins rigoureuses. Aussi les redevances perçues par l'Etat sur la production atteignent-elles généralement des taux plus bas.

Le régime douanier des produits extraits est généralement analogue à celui des produits provenant des sous-sols du territoire de

l'Etat riverain. Cependant, les entreprises minières bénéficient souvent de plus grandes facilités douanières pour l'importation de leurs matériels et des produits nécessaires à leur fonctionnement en ce qui concerne l'exploitation du plateau continental.

SECTION II

Statut des engins de forage

Les problèmes relatifs aux engins de forage sont complexes. Ces engins sont souvent hybrides : tantôt ils flottent et peuvent être considérés comme des navires, tantôt ils reposent sur le fond de la mer et peuvent être considérés comme des installations fixées au sol. En définitive, leur statut dépend de leur *aptitude nautique* et de leur *situation*.

Cette distinction est importante car elle détermine le droit qui sera applicable à ces engins ; s'ils sont considérés comme des navires, le droit maritime résultant des conventions internationales leur sera étendu. C'est ainsi qu'il sera fait application des règles de l'abordage en cas de collisions avec un navire et que les conventions sur l'assistance en mer et sur la limitation des responsabilités les concerneront. De plus, en tant que navires, ils seront soumis à la législation de l'Etat dont ils arborent le pavillon. Toute autre sera la situation de ces engins s'ils sont considérés comme des installations fixes. En cas de dommages causés ou supportés par eux, il devra être fait appel aux règles de droit international privé pour trancher les litiges relatifs aux responsabilités encourues du fait des choses inanimées, à moins que la législation interne applicable n'en dispose autrement.

Il semble qu'en cours de déplacement, les engins de forage puissent être assimilés à des navires puisqu'ils flottent et sont exposés aux risques et périls de la navigation maritime. Mais lorsqu'ils fonctionnent sur leur emplacement de forage, tout dépend du lien qui les attache au sol de la mer. Les engins de forage flottants, que ce soit des navires ou des engins semi-submersibles, devraient être considérés comme des navires à l'ancre, car ils ne sont pas amarrés à poste fixe à la tête du puits, leur stabilité est seulement assurée par leurs attaches à des bouées flottantes en surface et amarrées sur le fond ou par un ancrage dynamique réalisé au moyen de propulseurs orientables. Par contre, des plates-

formes prenant appui sur le fond de la mer, telles les plates-formes fixes, submersibles ou auto-élévatrices ne devraient pas être assimilées à des navires mais à des choses inanimées. Toutefois certaines législations soumettent même ces installations fixes à certaines obligations de droit maritime telles celles résultant de la sauvegarde de la vie humaine en mer et de la tenue d'un rôle d'équipage.

La *loi française* s'est efforcée de donner une solution à ces différents problèmes. Elle tente de fixer le régime de ces installations et dispositifs variés sur lesquels l'Etat riverain exerce un droit de juridiction conformément aux principes posés par l'article 5 de la Convention de Genève.

D'abord elle distingue :

1° Les plates-formes et autres engins d'exploration ou d'exploitation, ainsi que leurs annexes.

2° Les bâtiments de mer qui participent directement aux opérations d'exploration ou d'exploitation. Car, on ne peut laisser ces bateaux soumis exclusivement à la loi du pavillon quand ils prennent part aux travaux. En effet, pendant ce temps, ils ne naviguent pas et se livrent aux mêmes opérations que les installations du premier type. Ces bâtiments comprennent : les navires de forage et les dragues, les bâtiments spécialisés, tels que les bateaux-dortoirs, les bateaux de stockage dans la mesure où, restant en stationnement à proximité d'installations, ils peuvent être considérés comme des annexes de celles-ci. Mais, ne sont pas considérés comme installations ces mêmes engins et bâtiments pendant le temps où ils naviguent sans participer directement aux travaux, tels les bâtiments assurant la liaison entre les installations ou entre celles-ci et la côte, les bâtiments participant sans être en stationnement à des travaux de recherches.

La loi française s'étend sur toutes les installations et sur tous les dispositifs sans distinction de catégorie. L'exposé des motifs précise que la loi française ne peut ainsi s'appliquer aux bâtiments de mer que pendant le temps où ils pourraient être considérés comme des installations ; de plus, le fait de considérer ces installations comme se trouvant en territoire français, permettra d'appliquer à celles, constituées par des bâtiments étrangers, la législation française dans les mêmes conditions qu'aux navires étrangers se trouvant dans les ports français, et donc, de tenir compte, le cas échéant, de la loi du pavillon ; toutefois, la prise en considération de la loi du pavillon ne saurait faire obstacle à l'appli-

cation des dispositions particulières prévues pour tout ce qui concerne l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles.

De plus, la loi française étend aux installations et dispositifs de la première catégorie certaines obligations imposées aux navires.

Ainsi, les installations et dispositifs susceptibles de flotter, comme les plates-formes de forage auto-élévatrices, sont soumis aux règles maritimes concernant l'immatriculation, le permis de circuler et la sauvegarde de la vie humaine en mer, et quand ils flottent, comme c'est le cas des plates-formes auto-élévatrices pendant leur transfert d'un point à un autre, ils sont soumis aux règles relatives aux feux et marques de navigation des navires pour prévenir les abordages en mer. Quand les installations et dispositifs ne sont pas susceptibles de flotter, comme c'est le cas des plates-formes fixes par exemple, l'application des règles touchant l'immatriculation et le permis de circulation ne se justifient plus, mais ces installations restent soumises aux règles relatives à la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Du point de vue de l'information nautique, les installations, flottantes ou non, sont assimilées à des navires, en raison de leur situation isolée en mer. Les personnes responsables sont donc tenues, en vertu des dispositions de la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine de transmettre les informations nautiques dites « messages de danger » (3).

(3) Sur l'ensemble de la question, voir : « Les îles artificielles », Hubert Charles, *R.G.D.I.P.*, 1967, pp. 342-368.

TITRE II

ACCORDS INTERNATIONAUX RELATIFS AU LIT DES MERS ET DES OCÉANS ET A LEUR SOUS-SOL

« Le droit des gens est naturellement fondé sur ce principe : que les diverses nations doivent se faire, dans la paix, le plus de bien, et, dans la guerre, le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs véritables intérêts. »

MONTESQUIEU
(« De l'Esprit des Lois », I, 3).

INTRODUCTION

Faisant suite à la demande formulée dans la déclaration du 20 septembre 1967 (1) par le président du Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale (2), il fut demandé au Secrétariat des Nations Unies de fournir au groupe de travail créé par le Comité spécial une documentation qui comprendrait notamment un relevé des accords internationaux en vigueur relatifs au lit des mers et des océans et à leur sous-sol, en haute mer, au delà des limites de la juridiction nationale et une étude des traités bilatéraux et multilatéraux conclus entre Etats non dépourvus de littoral maritime.

On a reproduit ici, dans *deux Sections*, certains traités multilatéraux de caractère régional (*Section I*) et les traités bilatéraux qui ont été communiqués ou mentionnés par les gouvernements en

(1) Nations Unies, document A/AC.135/5.

(2) Voir *infra*, Titre III, Chapitre II.

réponse aux lettres circulaires qui leur ont été adressées par le Secrétaire général des Nations Unies les 16 mars 1967, 26 janvier et 9 avril 1968 (*Section II*).

SECTION I

Traités multilatéraux de caractère régional

1° Accord entre le Chili, l'Equateur, le Pérou, signé lors de la première Conférence concernant l'exploitation et la conservation des ressources maritimes du Pacifique Sud, à Santiago, le 18 août 1952 (3).

Cet accord a été ratifié par tous les Etats signataires. Le Costa-Rica y a adhéré. Il prévoit que :

« 1) Les gouvernements ont l'obligation d'assurer à leurs peuples respectifs les conditions nécessaires à leur subsistance et de leur donner les moyens de développer leur économie.

2) Il est donc de leur devoir de veiller à la conservation et à la protection des ressources naturelles nationales et d'en réglementer l'usage pour le plus grand profit de leurs pays respectifs.

3) De ce fait, il est également de leur devoir d'empêcher que lesdites ressources soient exploitées hors du domaine de leur juridiction d'une manière qui risque de mettre en péril l'existence, l'intégrité et la conservation de ces richesses au détriment des peuples qui, de par leur situation géographique, possèdent dans leurs eaux maritimes des sources irremplaçables d'aliments et de ressources économiques qui sont pour eux d'une importance vitale.

Pour les raisons qui viennent d'être exposées, les Gouvernements chilien, équatorien et péruvien, résolus à conserver et à assurer à leurs peuples respectifs les ressources naturelles des zones maritimes adjacentes à leurs côtes, déclarent ce qui suit :

1) Etant donné les facteurs géologiques et biologiques qui conditionnent l'existence, la conservation et le développement de la faune et de la flore marines, dans les eaux adjacentes aux côtes des pays déclarants, l'étendue des eaux territoriales qui a été admise jusqu'à présent est insuffisante pour permettre la conservation et l'utilisation de ces ressources auxquelles les pays riverains ont droit.

(3) Série législative des Nations Unies, *Laws and Regulations on the regime of the territorial sea* (ST/Leg./Ser. B/6, p. 723).

II) Les Gouvernements chilien, équatorien et péruvien proclament donc que leur politique maritime internationale est fondée sur le principe de la souveraineté et de la juridiction exclusive de chacun d'eux sur les eaux maritimes adjacentes aux côtes de leurs pays respectifs et s'étendant jusqu'à une distance minimum de 200 milles marins à partir desdites côtes.

III) La juridiction et la souveraineté exclusives sur la zone maritime ainsi définie impliquant la souveraineté et la juridiction exclusives sur le sol et le sous-sol de cette zone.

IV) La zone de 200 milles marins, s'étendant en tous sens autour de toute île ou de tout groupe d'îles appartenant à un pays déclarant et située à moins de 200 milles marins de la zone maritime générale d'un autre pays déclarant, sera limitée par le parallèle de latitude tracé à partir du point auquel la frontière terrestre entre les deux pays touche la mer.

V) La présente déclaration ne doit pas être interprétée comme préconisant les restrictions nécessaires que le droit international impose à l'exercice de la souveraineté et de la juridiction en faveur du passage innocent et inoffensif, à travers ladite zone, des navires de tous les pays.

2° Un Accord complétant cette Déclaration de souveraineté sur la zone maritime de 200 milles signé lors de la Conférence sur l'exploitation et la conservation des ressources maritimes du Pacifique Sud, à Lima, le 4 décembre 1954 (4).

Par cet accord, le Chili, l'Equateur et le Pérou ont proclamé leur souveraineté sur les eaux maritimes adjacentes aux côtes de leurs pays respectifs et s'étendant jusqu'à une distance minimum de 200 milles marins à partir desdites côtes, y compris le sol et le sous-sol de cette zone maritime.

L'accord affirme les points suivants :

1° Le Chili, l'Equateur et le Pérou assureront d'un commun accord la défense du principe de leur souveraineté sur la zone maritime s'étendant jusqu'à une distance minimum de 200 milles marins, y compris le sol et le sous-sol correspondants (5).

2° Si des réclamations ou des protestations sont adressées à l'une quelconque des parties contractantes ou si une demande est présentée contre elle devant un tribunal judiciaire ou arbitral, général ou spécial, les pays contractants s'engagent à se consulter

(4) Série législative des Nations Unies, Laws and Regulations on the regime of the territorial sea (ST/Leg./Ser.B/6, p. 729).

(5) Par mille marin, il faut entendre une distance d'une minute d'arc mesurée sur l'Equateur, soit 1.852,8 mètres.

au sujet des moyens de défense qu'ils invoqueront et s'obligent en outre à se prêter plein et entier secours afin de présenter une défense commune.

3° En cas de violation de ladite zone par la force, l'Etat lésé en rendra immédiatement compte aux parties contractantes afin que les mesures à prendre pour faire respecter la souveraineté soient arrêtées d'un commun accord.

4° Chaque partie contractante s'engage à ne pas conclure d'accords impliquant une limitation de la souveraineté sur ladite zone, sous réserve de son droit de conclure des accords ou de souscrire à des contrats qui ne soient pas incompatibles avec les principes établis d'un commun accord par les pays contractants.

5° Toutes les dispositions de cet accord seront réputées faire partie intégrante des résolutions et décisions de la Conférence sur l'exploitation et la conservation des ressources maritimes du Pacifique Sud tenue à Santiago du Chili, en août 1952, et compléter ces résolutions et décisions sans pour autant les abroger.

SECTION II

Traités bilatéraux

1° *Traité entre le Royaume des Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne concernant la délimitation latérale du plateau continental à proximité de la côte* (signé le 1^{er} décembre 1961).

Jusqu'au 54° degré de latitude Nord, la frontière entre la partie néerlandaise et la partie allemande du plateau continental de la mer du Nord part de l'extrémité septentrionale de la ligne convenue dans l'accord additionnel, en date du 14 mai 1962, au traité Ems-Dollart du 8 avril 1960, laquelle coupe l'estuaire de l'Ems dans le sens longitudinal (6).

2° *Accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Royaume de Norvège relatif à la délimitation du plateau continental entre les deux pays* (7).

(6) O.N.U., *Recueil des traités*, vol. 550, p. 129 ; entré en vigueur le 18 septembre 1965 (voir *infra*, Accord Danemark/R.F.A.).

(7) O.N.U., *Recueil des traités*, vol. 551, p. 218 ; entré en vigueur le 29 juin 1965.

« Article 1^{er},

La ligne de séparation entre la partie du plateau continental qui revient au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et celle qui revient au Royaume de Norvège coïncidera, sous réserve de dérogations mineures autorisées pour des raisons de commodité administrative, avec une ligne dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la mer territoriale de chacun des deux pays.

.....

Article 4,

Au cas où une structure géologique ou un gisement contenant du pétrole ou tout autre produit minéral, y compris du sable ou du gravier, s'étendraient de part et d'autre de la ligne de séparation, et au cas où la partie de cette structure ou de ce gisement qui est situé d'un côté de la ligne de séparation, pourrait être exploitée, totalement ou partiellement, à partir de l'autre côté de la ligne, les parties contractantes, agissant le cas échéant en consultation avec les titulaires de permis d'exploitation, s'efforceront de se mettre d'accord sur la façon d'exploiter le plus efficacement la structure ou le gisement considérés et de répartir le produit de cette exploitation.

Article 5,

Le présent Accord ne porte pas atteinte au régime des eaux surjacentes ni à celui de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux. »

3^e Accord entre le Royaume du Danemark et la République fédérale d'Allemagne concernant la délimitation du plateau continental de la mer du Nord à proximité des côtes (8).

Le Protocole de cet Accord stipule : « Les négociations germano-danoises entreprises sur l'initiative de l'Allemagne en vue de la délimitation du plateau continental adjacent aux côtes danoises et allemandes ont fait apparaître que les divergences subsistent sur les principes de la délimitation du plateau continental de la mer du Nord. L'accord n'a pu se faire que sur la délimitation du plateau continental à proximité des côtes. Pour ce qui est du reste de la délimitation, chacune des parties contractantes réserve sa position juridique.

En ce qui concerne le plateau continental adjacent aux côtes de la mer Baltique qui se font face, il est convenu que la délimitation en est constituée par la ligne médiane. Chacune des parties

(8) Signé à Bonn le 9 juin 1965, entré en vigueur le 27 mai 1966 ; enregistré auprès du Secrétariat de l'O.N.U. le 27 mai 1966.

contractantes déclare n'élever aucune objection de principe à ce que l'autre partie contractante délimite sa partie du plateau continental de la mer Baltique en se fondant sur le principe de la ligne médiane. »

4° *Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la délimitation du plateau continental situé sous la mer du Nord entre les deux pays* (9).

Les deux Etats, désireux d'établir la ligne de séparation entre les parties du plateau continental situé sous la mer du Nord qui leur reviennent d'après une ligne dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est actuellement mesurée la mer territoriale de chacun des deux pays conviennent, dans l'article 3 de cet accord, qu'« au cas où un différend surgirait concernant l'emplacement d'une installation ou d'un dispositif quelconque ou de l'aire d'alimentation d'un puits par rapport à la ligne de séparation, les parties contractantes se consulteraient pour déterminer de quel côté de la ligne de séparation se trouve l'installation ou le dispositif ou l'aire d'alimentation du puits ».

5° *Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à l'exploitation de structures géologiques s'étendant de part et d'autre de la ligne de séparation du plateau continental situé sous la mer du Nord* (10).

Après s'être mis d'accord sur la délimitation du plateau continental situé sous la mer du Nord entre les deux pays, désireux de résoudre certaines questions d'intérêt commun concernant l'exploitation de structures politiques s'étendant de part et d'autre de la ligne de séparation, les deux Etats sont convenus des dispositions suivantes :

« Article 1^{er},

Au cas où une structure géologique ou un gisement contenant du pétrole ou du gaz naturel s'étendrait de part et d'autre de la ligne de séparation, et au cas où la partie de cette structure ou de ce gisement qui est située d'un côté de la ligne de séparation pourrait être exploitée totalement ou partiellement, à partir de l'autre côté de la ligne, les parties contractantes s'efforceront de

(9) Signé à Londres le 6 octobre 1965 ; entré en vigueur le 23 décembre 1966 ; enregistré auprès du Secrétariat de l'O.N.U. le 17 avril 1967 (n° 8616).

(10) Signé à Londres le 6 octobre 1965, entré en vigueur le 23 décembre 1966 ; enregistré auprès du Secrétariat de l'O.N.U. le 17 avril 1967 (n° 8615).

se mettre d'accord sur la façon d'exploiter le plus efficacement la structure ou le gisement considéré et de répartir le produit de cette exploitation, après avoir, le cas échéant, invité les titulaires de permis d'exploitation intéressés à présenter, à cet effet, des propositions établies d'un commun accord.

Article 2,

Au cas où une structure ou un gisement visé à l'article 1^{er} du présent accord entre les parties contractantes compromettrait le maximum de récupération finale du champ ou donnerait lieu à une concurrence inutile dans les forages, toute question sur laquelle les parties contractantes ne parviennent pas à se mettre d'accord en ce qui concerne la façon d'exploiter la structure ou le gisement considéré et de répartir le produit de cette exploitation sera, ou la demande de l'une ou l'autre des parties contractantes, soumise à l'arbitre qu'elles désigneront conjointement. Les parties contractantes seront liées par la décision de l'arbitre.

Article 3,

Les parties contractantes, à la demande de l'une d'elles, se consulteront au sujet de l'extension de l'application du présent accord à des gîtes minéraux autres que ceux visés à l'article 1^{er}. »

6° *Accord entre le Danemark et la Norvège relatif à la délimitation du plateau continental entre les deux pays* (11) :

« Article 1^{er},

La ligne de démarcation entre les parties du plateau continental sur lesquelles Danemark et Norvège, respectivement, exercent leur souveraineté est constituée par la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur des eaux territoriales des parties contractantes...

.....

Article 3,

Les points terminaux de la ligne de démarcation entre la partie danoise et la partie norvégienne du plateau continental sont les points situés à l'intersection de ladite ligne et des lignes de démarcation des parties du plateau continental qui appartiennent à d'autres Etats.

Les parties contractantes entendent, au besoin, fixer définitivement ces points après consultation avec le pays tiers intéressé.

(11) Signé à Oslo le 8 décembre 1965 ; entré en vigueur le 22 juin 1966 ; en cours d'enregistrement au Secrétariat de l'O.N.U.

Article 4,

S'il est établi que les ressources naturelles du lit de la mer ou du sous-sol correspondant s'étendent de part et d'autre de la ligne de démarcation du plateau continental des parties contractantes et que, de ce fait, les gisements situés dans le territoire d'une partie peuvent être totalement ou partiellement exploités à partir du territoire de l'autre, les parties s'entendront, à la demande de l'une d'elles, au sujet de l'utilisation desdites ressources naturelles. »

7° Accord entre le Gouvernement du Royaume du Danemark et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la délimitation du plateau continental entre les deux pays (12).

Ayant décidé d'établir la ligne de séparation entre les parties du plateau continental sur lesquelles le Royaume du Danemark et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, respectivement, exercent des droits souverains aux fins de l'exploitation et de l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental, sont convenus des dispositions suivantes :

« Article 1^{er},

La ligne de séparation entre la partie du plateau continental qui revient au Royaume du Danemark et celle qui revient au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est en principe une ligne dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la mer territoriale de chacun des deux pays.

.....

Article 4,

Au cas où une structure géologique ou un gisement contenant du pétrole ou tout autre produit minéral, y compris du sable ou du gravier, s'étendrait de part et d'autre de la ligne de séparation, et au cas où la partie de cette structure ou de ce gisement qui est située d'un côté de la ligne de séparation pourrait être exploitée, totalement ou partiellement, à partir de l'autre côté de la ligne, les parties contractantes s'efforceront de se mettre d'accord sur la façon d'exploiter la structure ou le gisement considéré. »

8° Accord entre le Gouvernement du Royaume du Danemark et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la délimi-

(12) Signé à Londres le 3 mars 1966 ; entré en vigueur le 6 février 1967 ; enregistré auprès du Secrétariat de l'O.N.U. le 17 mars 1967, sous le n° 8574.

tation du plateau continental limitrophe des deux pays, sous la mer du Nord (13).

Le Gouvernement du Royaume du Danemark et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas sont désireux de déterminer la ligne de séparation entre leurs portions respectives du plateau continental sous la mer du Nord sur la base d'une ligne dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est actuellement mesurée la mer territoriale de chacun des deux pays.

CONCLUSION

Ces quelques accords dont on a reproduit ici les extraits les plus intéressants ne sont pas les seuls (14). D'autres, dont l'objet est le plateau continental, ont été négociés, signés et ratifiés (15). On s'est attaché à mentionner les accords portant sur la délimitation du plateau continental de la mer du Nord. Ceci, afin de montrer, combien, d'une façon générale, les règles de délimitation prévues par la Convention de Genève (accord, « ligne médiane - circonstances spéciales », « équidistance - circonstances spéciales ») ont été appliquées.

(13) Signé à La Haye le 31 mars 1966 ; entré en vigueur le 1^{er} août 1967 ; enregistré auprès du Secrétariat de l'O.N.U. le 29 août 1967 sous le n° 8751.

(14) Voir *infra*, II^e Partie, Titre IV.

(15) Voir, par exemple, *R.G.D.I.P.*, Charles Rousseau, Chroniques : Accord entre Iran et Koweït (13 janvier 1968), p. 819 ; Accord entre Italie et Yougoslavie (8 janvier 1967), p. 821.

TITRE III

ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

« The new United Nations is a child of the cold war, born of the conflict between East and West. The United Nations of the Charter is a ruin, rent asunder by the conflict between East and West. »

Hans J. MORGENTHAU
(« Politics among Nations »).

Plan du Titre III

Après avoir, dans un *Chapitre I^{er}*, étudié les récentes propositions formulées dans le cadre de la Commission océanographique intergouvernementale et touchant aux rapports existant entre la notion juridique de plateau continental et l'Océanographie, il conviendra d'examiner, dans un *Chapitre II* les conclusions du Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale.

CHAPITRE I

LES PROPOSITIONS FORMULÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX
DE LA COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE
INTERGOUVERNEMENTALE
ET DU CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLOITATION
DE LA MER

« Pour les autorités allemandes, il devient de plus en plus difficile de décider si ceux de leurs navires qui servent à des recherches scientifiques sur l'océan ont besoin, pour certains de leurs travaux, d'une autorisation spéciale de l'Etat riverain. Ces difficultés proviennent du libellé de l'article 1^{er} de la Convention sur le plateau continental de 1958, notamment de l'interprétation que l'on donne du critère de l'exploitabilité. »

(Lettre de la République fédérale d'Allemagne
adressée à la C.O.I.).

Sous l'égide de la Commission océanographique intergouvernementale, un groupe de travail s'est réuni entre le 16 septembre et le 20 septembre 1968 pour étudier les questions juridiques liées aux recherches océanographiques. Au terme de ses travaux, ce groupe de travail rédigea un rapport (1). Dans ce dernier, on peut lire que le groupe de travail s'est inspiré de l'article 1^{er} § 1 des statuts de la Commission océanographique intergouvernementale dont la fonction principale, y est-il stipulé : « ... est de contribuer au développement des recherches scientifiques ... des océans grâce à l'action concertée de ses membres ».

La Commission océanographique intergouvernementale a été sensible aux multiples difficultés auxquelles se heurtent les Etats-membres lorsqu'ils sollicitent le consentement des Etats côtiers pour effectuer des recherches océanographiques.

Le groupe de travail, dans un premier temps, dénonça les dispositions du droit international de la mer entravant les recherches

(1) U.N.E.S.C.O., AVS/9/89M (8).

sur l'Océan. On examinera dans une *Section I* ces différentes dispositions. Puis (*Section II*), on analysera les diverses propositions formulées par la C.O.I. pour atténuer les insuffisances exposées dans la Section I. Enfin, (*Section III*) on étudiera les propositions formulées par le Conseil international pour l'exploitation de la mer et relatives à la Convention de Genève sur le plateau continental.

SECTION I

Dispositions du droit international entravant ou pouvant entraver les recherches océanographiques

La Commission océanographique intergouvernementale rassemble les diverses doléances exprimées par les Etats membres à propos des dispositions ou des lacunes du droit international de la mer causant une gêne pour les Etats désireux d'entreprendre des recherches océanographiques. Chacune des remarques qui suivent résume les plaintes émises par les Etats membres de la Commission océanographique intergouvernementale :

1) L'absence de règle uniforme et généralement reconnue concernant la largeur des eaux territoriales des Etats riverains rend difficile l'élaboration et l'exécution de programmes de recherches sur l'Océan.
(U.R.S.S., Japon.)

2) L'absence de définition précise de la limite extérieure du plateau continental soulève des difficultés analogues à celles qui sont mentionnées plus haut.
(U.R.S.S., Pologne, Pays-Bas.)

3) L'obligation énoncée à l'article 5 § 8 de la Convention sur le plateau continental risque d'entraver la liberté des recherches scientifiques et d'empêcher totalement les Etats étrangers de faire des recherches dans certaines zones de haute mer situées au-dessus du plateau continental.
(Grande-Bretagne, Pays-Bas.)

4) Si, en vertu de l'article 5 § 8 de la Convention sur le plateau continental, les Etats riverains donnent leur consentement, à la condition que des détails précis leur soient fournis sur les programmes de recherches envisagés, il risque d'être difficile de modifier et d'ajuster ces programmes de recherches et leur exécution si leur succès l'exige.
(Grande-Bretagne, Pays-Bas.)

5) Le fait d'avoir, dans la même région (par exemple au-dessus du plateau continental) des dispositifs différents soumis à des juridictions de types différents risque de soulever des difficultés.

(Pays-Bas.)

6) L'expression « juridiction nationale » employée par le « Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans » (2), risque de susciter des difficultés supplémentaires pour les recherches océanographiques, car il se pourrait que les Etats riverains invoquent une juridiction qui ne serait pas reconnue par les Etats qui font ces recherches.

(Pologne.)

7) Quand ces recherches scientifiques sont faites à partir de bateaux de pêche ordinaires ou modifiés, ou utilisant aux fins de recherches des engins de type courant, l'obtention du consentement des Etats riverains risque de soulever des difficultés.

(F.A.O.)

8) Divers problèmes risquent de se poser à l'avenir au sujet du travail du personnel et du matériel scientifique par certains pays étrangers (formalités douanières y afférentes), des explosifs transportés à bord, de la détermination précise des escales...

(France.)

9) Les recherches biologiques et autres, la collecte d'échantillons et l'observation de la flore et de la faune pélagique dans les zones de pêche risquent de soulever certaines objections de la part des Etats riverains intéressés.

(Etats-Unis.)

SECTION II

Propositions relatives aux principes juridiques et autres mesures visant à faciliter les recherches scientifiques

1) Un Etat riverain ne doit pas refuser son consentement sans raison sérieuse ; en cas de refus, il est raisonnable d'exiger que celui-ci soit motivé. L'Etat riverain devrait, chaque fois que cela est possible, proposer des modifications telles qu'elles lui permet-

(2) Voir *infra*, Chapitre II.

traient de donner son consentement sans pour autant changer la nature ou les objectifs du programme de recherche en cause.

(Grande-Bretagne.)

2) Il convient de définir clairement les limites du plateau continental ainsi que la zone à laquelle le principe de la recherche océanographique est applicable.

(Pologne.)

3) L'obtention, auprès des Etats riverains, des permis de recherches concernant les zones qui relèvent de leur juridiction peut être facilitée par l'intervention d'organisations internationales ou régionales telles que le C.I.E.M. (3).

(Italie.)

4) Tenant compte de ce qu'une interprétation libérale des dispositions en vigueur faciliterait considérablement la recherche océanographique, le groupe de travail devrait, lors de sa deuxième réunion, préparer une déclaration interprétative indiquant pour quelles catégories de recherches,

a) dans la mer territoriale,

b) dans la zone de pêche,

c) sur le plateau continental,

le consentement de l'Etat riverain serait exigé et pour lesquelles il ne le serait pas. Il serait sans doute utile de conduire les Etats riverains à définir leur attitude avec le plus de précisions possibles, en les priant de faire connaître leurs observations sur une déclaration que la Commission océanographique intergouvernementale enverrait à tous les Etats. (République fédérale d'Allemagne.)

5) Dans les cas où l'autorisation de l'Etat riverain est nécessaire, il y aurait intérêt à obtenir de cet Etat une autorisation générale, conformément aux propositions du C.I.E.M... (4).

(République fédérale d'Allemagne.)

6) Il serait utile de modifier les dispositions actuelles du droit de la mer sur les points suivants :

a) il faudrait obtenir une déclaration ou une résolution formelle, de caractère mondial, concernant la liberté de la recherche scientifique en haute mer ;

b) il faudrait élaborer et conclure une convention multilatérale sur les stations océanographiques ;

c) tant que la limite extérieure du plateau continental n'aura pas été définie d'une façon précise, on pourrait, au moyen d'une

(3) Voir *infra*, Section III.

(4) *Ibidem*.

résolution de la Commission océanographique intergouvernementale, se mettre d'accord, uniquement à des fins de recherches scientifiques, sur une limite provisoire qui permettrait de déterminer s'il faut demander l'autorisation de l'Etat riverain. Cette limite provisoire serait fixée sans préjudice de l'extension du plateau continental ni d'une modification ultérieure de l'article 1^{er} de la Convention sur le plateau continental.

Il entre dans le cadre du mandat du groupe de travail d'appeler l'attention de la Commission océanographique intergouvernementale et, par son intermédiaire, celle de l'O.N.U., sur la nécessité d'une codification plus poussée du droit international de la mer dans l'intérêt de l'Océanographie.

(République fédérale d'Allemagne.)

7) Chaque Etat pourrait adopter une réglementation concernant les engins de chalutage afin de réduire les risques de dommages aux câbles sous-marins. Des dispositions en ce sens pourraient être proposées à l'occasion de tout nouvel examen des conventions internationales concernant l'océan.

(Comité international pour la protection des câbles.)

8) Il conviendrait de donner une interprétation libérale et de bonne foi des dispositions de la Convention de Genève sur le plateau continental, notamment en ce qui concerne l'article 5 § 8.

(France.)

9) Il conviendrait de déterminer des critères généraux permettant de vérifier si les recherches à entreprendre avec le consentement d'un Etat riverain sont, en fait, des recherches purement scientifiques par comparaison avec les recherches entreprises en vue de l'exploration.

(France.)

10) La publication des résultats scientifiques devrait toujours avoir lieu dans les meilleurs délais.

(France.)

SECTION III

Propositions du « Conseil international pour l'exploitation de la mer » relatives à la Convention de Genève sur le plateau continental

Lors de la réunion statutaire du C.I.E.M. tenue en 1964, certains participants ont exprimé la crainte que la Convention sur le

plateau continental entrée en vigueur le 10 juillet de la même année, et notamment les dispositions de l'article 2 § 4, de l'article 5 § 1 et 5 § 8, ne suscitent des difficultés en ce qui concerne les recherches de type traditionnel sur les plateaux continentaux que les pays membres mènent dans l'intérêt des pêcheurs et de la recherche marine, et conformément aux objectifs que le Conseil s'est fixé.

Il a été jugé que ces difficultés pourraient être dûes au fait qu'on considérerait les opérations habituelles d'échantillonnage et d'étude scientifiques de la faune pélagique par prélèvements, dragage, carottage et autres méthodes de ce genre, c'est-à-dire des travaux effectués dans un but purement scientifique comme une exploitation du plateau continental.

C'est pourquoi le Conseil a décidé de chercher à obtenir la collaboration des Etats membres pour qu'il ne soit pas fait obstacle aux travaux des bateaux de recherches des pays membres et a proposé d'apporter son aide en établissant, si les Etats membres le désirent, un registre des bateaux effectuant régulièrement des recherches pour le compte de ces pays.

Après que tous les représentants des Etats membres aient fait connaître leurs points de vue, il est apparu que, tout en n'étant pas disposés à se départir des droits que leur confère l'article 5 § 8 de la Convention, tous ces Etats souhaitent que l'on n'empêche pas les recherches de type traditionnel.

Compte tenu des opinions exprimées par les représentants des Etats-membres, le Conseil, à sa réunion statutaire de 1967, a établi les propositions suivantes :

« 1. Le Conseil international pour l'exploitation de la mer fournira un registre des bateaux qui font régulièrement des recherches scientifiques pour le compte des Etats membres. Ce registre comprendra les éléments d'information nécessaires à l'identification des bateaux.

2. Les Etats membres se communiqueront leurs programmes annuels de croisière, étant entendu que chacun d'entre eux reste libre de demander, s'il le désire, que des modifications soient apportées à un programme de recherches qu'il compte mener sur son plateau continental.

Les programmes de croisière doivent indiquer, dans la mesure du possible, l'endroit du plateau continental où les bateaux vont faire des investigations et mentionner particulièrement toute recherche envisagée sur les fonds marins.

3. Sur la base des renseignements inclus dans le registre des bateaux de recherche et dans les programmes de croisière, les Etats membres sont disposés à délivrer — par l'intermédiaire d'un bu-

reau national ou d'une agence nationale habilitée à agir en leur nom -- une autorisation générale pour les opérations habituelles d'échantillonnage scientifique et d'exploration du sol marin, du sous-sol et de la faune pélagique, au moyen de bennes perceuses, de dragues et d'autres appareils.

4. Chaque essai sismique et chaque recherche nécessitant l'emploi d'une charge sismique devra faire l'objet d'une demande particulière et l'exécution de ces travaux ne pourra se faire que sous réserve d'une autorisation préalable.

5. Cet accord n'infirme en rien les dispositions de l'article 5 § 8 de la Convention de Genève sur le plateau continental et il est entendu qu'on pourra toujours avoir recours à une interprétation plus rigoureuse.

6. Les copies des programmes de croisière et les autorisations générales seront déposées dans le bureau du Secrétaire général du C.I.E.M. » (5)

(5) U.N.E.S.C.O., Documents, AVS/9/89M.

CHAPITRE II

LES TRAVAUX DU COMITÉ SPÉCIAL
CHARGÉ D'Étudier LES UTILISATIONS PACIFIQUES
DU LIT DES MERS ET DES OCÉANS
AU DELÀ DES LIMITES DE LA JURIDICTION NATIONALE

« Les buts des Nations Unies sont les suivants :

I. Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix. »

(Charte des Nations Unies,
Chapitre I : Buts et principes, article I).

Le Comité spécial a été créé par l'Assemblée générale des Nations Unies aux termes de la résolution 2340 (XXII) du 18 décembre 1967, afin d'étudier la portée et les divers aspects de la « question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité » (1). Au paragraphe 2 de la résolution, l'Assemblée générale priait le Comité d'établir en collaboration avec le Secrétaire général une étude qui lui serait fournie lors de sa vingt-troisième session.

Cette étude devait comprendre :

a) Un examen des activités passées et présentes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres organismes inter-

(1) Assemblée générale, Documents officiels, 23^e session (A/7230).

gouvernementaux concernant le lit des mers et des océans, ainsi que des accords internationaux en vigueur relatifs à ces domaines ;

b) Un exposé des aspects scientifiques, techniques, juridiques et autres de cette question ;

c) Une indication quant aux moyens pratiques de favoriser la coopération internationale dans les domaines de l'exploration, de la conservation et de l'exploitations du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, compte tenu des opinions exprimées et des suggestions avancées par les Etats membres des Nations Unies pendant la discussion de cette question lors de la 22^e session de l'Assemblée générale.

COMPOSITION DU COMITÉ SPÉCIAL

En conformité avec la décision de l'Assemblée générale, le Comité spécial était composé des Etats membres suivants : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Ceylan, Chili, El Salvador, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Islande, Italie, Japon, Kenya, Libéria, Libye, Malte, Norvège, Pakistan, Pérou, Pologne, République Arabe Unie, République de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Somalie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, U.R.S.S., Yougoslavie (2).

Le Comité spécial a tenu trois sessions. Les deux premières ont eu lieu au siège de l'O.N.U., la première du 18 au 27 mars et la deuxième du 17 juin au 9 juillet 1968. Sur l'invitation du Gouvernement brésilien, la troisième session a été tenue à Rio de Janeiro, du 19 au 30 août 1968 (3).

(2) (3) Il faut préciser que les travaux de ce Comité ont été poursuivis au cours des années 1969 et 1970. C'est ainsi qu'une session spéciale a été consacrée du 11 au 20 novembre, à l'examen du projet de traité commun soviéto-américain sur l'interdiction du stockage d'armes de destruction massive sur le fond des mers (cf. *infra*, Section II).

D'autre part, le 17 décembre 1970 a été adoptée une déclaration de principe concernant les fonds marins et les fonds des océans, ainsi que les tréfonds qui ne sont soumis à aucune juridiction nationale. Cette déclaration, qui vise à servir de base à un statut international s'appliquant à la zone et à ses ressources, stipule que cette zone et ses ressources font partie du patrimoine commun de l'humanité, et que ni les Etats ni les individus ne doivent se les approprier.

L'Assemblée générale a décidé de réunir, en 1973, une *conférence sur la loi de la mer* qui envisagera la création d'un statut équitable pour les fonds marins. Le Comité pour l'utilisation à des fins pacifiques des fonds marins et des océans, dont le nombre des membres a été porté à quarante-quatre, a été chargé de la préparer. (Voir : *Le Monde diplomatique*, janvier 1971).

De même, que fut créé dans le cadre du Comité spécial un groupe de travail économique et technique, on décida de la création d'un groupe de travail juridique.

Il fut estimé par certaines délégations que la question des limites extérieures du plateau continental n'était pas du ressort de ce groupe. D'autres délégations se sont opposées à toute discussion sur ce sujet en affirmant que le plateau continental est entièrement soumis à la juridiction nationale de l'Etat riverain. Il a également été observé que la juridiction nationale ne porte sur le plateau continental que dans les limites fixées par le droit international.

La plupart des membres ont reconnu que la question des limites du plateau continental soulevait des difficultés considérables et certains ont déclaré que, pour cette raison, le moment n'était pas encore venu de les étudier (4).

On verra, dans une *Section I*, les résultats des travaux du Comité spécial en ce qui concerne les éventuelles utilisations militaires du plateau continental. Ensuite, dans une *Section II*, on examinera certaines réponses des gouvernements des Etats membres des Nations Unies au Secrétaire général afin de faire connaître leur opinion au sujet de l'état actuel du droit de la mer.

SECTION I

Les utilisations militaires du plateau continental (5)

Un document de travail établi par le Secrétariat sur la demande du Comité spécial apporte la conclusion selon laquelle l'on dispose de peu de renseignements publiés en ce qui concerne les utilisations effectives ou virtuelles des fonds marins à des fins militaires.

Les quelques renseignements publiés permettent cependant de penser que les aspects militaires de la question de l'utilisation du plateau continental ont contribué à susciter un intérêt croissant au sujet des possibilités d'utilisation des fonds marins. Cette idée est fondée sur l'existence de sous-marins nucléaires que l'on con-

(4) On peut lire cette surprenante prise de position dans le rapport du Comité spécial, Doc. (A/7230), p. 53.

(5) Voir *infra* (Section II), l'accord américano-soviétique (projet du 27 août 1969) sur la dénucléarisation du fond des mers, adopté lors de la 25^e session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. (15 septembre - 17 décembre 1970).

Dans cette Section I ne sont traitées que les conclusions du Comité spécial en ce qui concerne l'éventuelle « militarisation » du plateau continental.

tinue à perfectionner à des fins d'utilisation dans l'espace océanique, et sur l'intérêt manifesté par les puissances maritimes pour les possibilités de guerre sous-marine et anti-sous-marine. Ces facteurs militaires motivent de nombreuses études et recherches sur le milieu océanique global, y compris le plateau continental.

Pour décrire les utilisations militaires éventuelles des fonds marins, il est apparu nécessaire au Comité d'établir une distinction entre les eaux relativement peu profondes comme celles du plateau continental et de la pente continentale et les grands fonds océaniques. Il faut tenir compte également que certains pics et certaines parties des dorsales ou des crêtes s'élèvent bien au-dessus des fonds océaniques jusqu'à proximité de la surface.

A) Mise en place de dispositifs militaires

Du point de vue technique, la mise en place d'armes et autres dispositifs militaires dans la région du plateau continental et des pics océaniques serait dès à présent réalisable. A l'inverse, les fonds océaniques, d'après les données publiées et disponibles, ne semblent encore faire l'objet, du point de vue militaire, que d'études et de recherches. Il est probable que des armes ne seront pas installées sur ces fonds d'ici un certain temps. L'intérêt que les milieux militaires portent à cette question risque de modifier la situation dans un avenir peu éloigné.

Les travaux du Comité ont montré que le plateau continental sera utilisé avant que ne le soient les fonds océaniques, soit à des fins défensives, soit à des fins offensives contre un adversaire présumé de l'Etat riverain. Dans un cas comme dans l'autre, le plateau continental étant plus proche des côtes, la mise en place, l'entretien et la surveillance des installations présentent beaucoup moins de difficultés.

B) Distinction entre la mise en place d'armes nucléaires et des armes classiques

— Les armes nucléaires seraient posées ou ancrées au fond de l'océan de façon plus ou moins permanente.

— On mettrait en place, de la même manière, des armes de type classique ainsi que des installations militaires d'un autre type (sonars, aides à la navigation, bases sous-marines, installations de stockage...).

L'utilisation du milieu marin à des fins militaires est déjà ancienne ; l'emploi des mines et des sous-marins de type classique remonte déjà à de nombreuses années. Pour les armes modernes l'océan présente encore un certain nombre d'« avantages » : un camouflage plus aisé, une surveillance par satellites beaucoup plus difficile, une détection par ondes acoustiques peu efficace.

Il est désormais techniquement possible de lancer des engins balistiques à tête nucléaire à partir d'un sous-marin en plongée. Les travaux du Comité mentionnent aussi la possibilité de lancer les mêmes engins, ou des engins de même type, à partir de positions situées sur le plateau continental, ainsi que l'éventualité d'un nouveau perfectionnement, à savoir la mise au point de capsules sous pression renfermant des engins, ce qui permettrait peut être d'utiliser les fonds océaniques pour y mettre en place des armes nucléaires.

C) Contrôle et commande des engins

Un des obstacles auxquels se heurte l'installation d'engins à tête nucléaire au fond de l'océan tient à la difficulté d'assurer de manière satisfaisante la commande et le contrôle de tels engins. A cet égard, plusieurs problèmes importants ont été mentionnés.

C'est ainsi qu'on a fait observer qu'aucun Etat ne voudrait laisser sans surveillance des engins à tête nucléaire : un engin installé sur le plateau continental risquerait d'être découvert et enlevé par les forces militaires d'un autre Etat. Dans un proche avenir, de telles considérations pourraient être applicables aux fonds océaniques. La commande et le contrôle des engins impliquent leur entretien, car l'Etat riverain doit s'assurer qu'ils sont parfaitement opérationnels et se prémunir contre toute défaillance technique grave. Ces préoccupations, a-t-on fait valoir, peuvent conduire à installer au fond de l'océan des bases habitées. On a également fait remarquer qu'étaient actuellement à l'étude, dans le cadre de programmes dont l'exécution est déjà avancée, des possibilités de faire séjourner des « aquanautes » pendant de longues durées à des profondeurs correspondant à celles du plateau continental.

D) Avantages stratégiques du plateau continental

Du point de vue stratégique les puissances dotées d'armes nucléaires pourraient estimer avantageux de remplacer les silos d'engins terrestres par des bases ou des silos situés sur le plateau conti-

nental. Un tel changement pourrait réduire les conséquences qu'entraînerait, pour un Etat et sa population, une attaque nucléaire dirigée contre ses engins.

De plus, l'adoption d'un système d'engins basés sur le plateau continental, dans une région adjacente au territoire d'un adversaire présumé, permettrait peut-être d'utiliser des engins de moindre portée, par exemple des engins balistiques de portée intermédiaire au lieu d'engins balistiques intercontinentaux. Le même argument a été mis en avant à propos des antimissiles. Ceux-ci, installés sur le plateau continental ou sur un pic océanique à proximité d'un autre Etat, pourraient intercepter les engins au début de leur trajectoire, peut-être avant que les têtes nucléaires multiples ne soient séparées pour s'engager sur leurs itinéraires respectifs vers les différents objectifs qui leur sont assignés.

E) *Le problème des mines*

Les mines défensives seraient sans doute déposées à proximité des côtes de l'Etat qui les posséderait, quant aux mines offensives, elles seraient disséminées dans les eaux côtières d'autres Etats. Pour éviter qu'on les détecte facilement ces mines pourraient être maintenues près du fond, prêtes à fonctionner, et remonteraient à la profondeur optimale lorsqu'elles seraient mises en action. Là encore on a souligné les problèmes évidents d'entretien, de commande et de contrôle qui se poseraient. Les utilisations militaires éventuelles dont il a été question jusqu'ici intéressent des installations qui seraient fixées au fond de l'océan et qui resteraient plus ou moins stationnaires sur le fond de la mer.

Mais, comme on l'a noté, les études et recherches portent également sur des dispositifs ou des véhicules pouvant se déplacer au fond de la mer. Ces applications serviraient, déclare-t-on, à la mise en place d'armes nucléaires et permettraient aussi de procéder à des opérations de recherche et de détection.

F) *Les utilisations militaires de type « classique »*

Un certain nombre d'utilisations militaires de type classique intéressent le plateau continental. Le terme « classique » signifie qu'il ne s'agit pas directement de la mise en place d'armes nucléaires. Le premier exemple a trait à des réseaux de *sonars* ancrés

au fond de la mer. De tels réseaux fondés sur des techniques d'ondes acoustiques détecteraient et enregistreraient les mouvements des bateaux.

Parmi les autres applications militaires classiques, on peut citer :

- des « aides » à la navigation de type divers, ancrés au fond de la mer ;
- des moyens de communication ;
- des installations de type logistique.

Ainsi, la vieille idée de ville sous-marine n'est plus du domaine de la science-fiction, bien que l'on admette généralement que sa réalisation nécessitera beaucoup de travail. Une possibilité logistique parfois envisagée concerne l'installation de bases sous-marines nucléaires au fond de l'océan. Grâce à ces bases, les sous-marins pourraient passer plus de temps sous l'eau, ce qui permettrait de mieux dissimuler les opérations (6) (6 bis).

CONCLUSION

De l'examen qui précède, il résulte que, malheureusement, les travaux du Comité spécial montrent combien, par suite des avantages divers présentés par le plateau continental (profondeur moins grande, etc...) ce dernier risque de se voir « affecté » à des fins militaires avant que ne le soit le fond des océans (7). Force est d'exprimer, ici, avec la plus grande conviction et la plus grande fermeté qu'une telle « affectation » serait expressément contraire tant aux dispositions qu'à l'esprit de la Convention de Genève sur le plateau continental. L'« exploration » et l'« exploitation » des « ressources naturelles » dudit plateau n'ont, en effet, aucun rapport avec une quelconque utilisation à des fins militaires.

Dans la section suivante, on notera les différentes réactions de certains Etats en face de ces problèmes.

(6) Sur l'ensemble de la question, voir : « Nations Unies, Assemblée générale », A/AC.135/28, et *infra* (accord américano-soviétique).

(6 bis) Sur les plus récentes propositions, voir *infra* les Annexes 9, 10, 11, 12 (France, Etats latino-américains, Etats-Unis, Malte).

(7) Car si, comme dans la déclaration du Président Nixon du 23 mai 1970 (cf. *infra*, Annexe 11) l'« internationalisation » concernant le « patrimoine commun de l'humanité » ne vise que les régions marines s'étendant au delà du point où la haute mer atteint une profondeur de 200 mètres, on peut légitimement craindre une interprétation extensive de l'article 2 de la Convention sur le plateau continental allant jusqu'à la militarisation de ce dernier.

SECTION II

Les réponses des gouvernements des Etats membres

Le Secrétaire général, par une note verbale en date du 5 janvier 1968 a communiqué le texte d'une résolution à tous les Etats membres afin de connaître leur opinion au sujet de l'état actuel du droit de la mer. On se bornera, ici, à examiner quelques réponses émanant de certains gouvernements (7 bis).

1° Madagascar (26 janvier 1968).

Le Gouvernement malgache a adhéré, par décret du 27 février 1963 aux conventions internationales de Genève sur la mer territoriale et la zone contiguë, la haute mer, la pêche et le plateau continental. Il estime que le plateau continental devrait être limité à une profondeur de 200 mètres et qu'au delà, le fond de la mer et son sous-sol devraient rester *res nullius*.

Dans cette hypothèse il conviendrait que le Comité se penche sur l'opportunité de la conclusion, sous l'égide des Nations Unies, de conventions internationales imposant les limites dans lesquelles le sol et le sous-sol des océans pourraient être exploités par tous sans appropriation d'aucune sorte.

Bien que le gouvernement malgache ne pense pas qu'il soit nécessaire de créer une juridiction internationale pour les espaces situés au delà des zones relevant de la compétence de l'Etat riverain, si le fond de la haute mer est déclaré *res nullius* le Comité pourrait étudier dans quelle mesure il s'avérerait utile d'envisager la création d'un organisme international pour contrôler et surveiller les activités du fond des océans, et vérifier que celles-ci n'enfreindraient pas les règles qui seront internationalement adoptées.

En ce qui concerne l'exploitation des ressources du fond de l'océan dans l'intérêt de l'humanité, le Gouvernement malgache pense qu'une convention internationale pourrait fixer le pourcentage des revenus qui, versés à un fonds commun, seraient susceptibles de bénéficier au développement des pays pauvres qui ne peuvent financièrement et matériellement être en mesure de créer des installations sous-marines fort coûteuses.

(7 bis) Voir : Nations Unies, Assemblée générale, A/AC.13b...

2° *Mexique* (30 janvier 1968).

L'opinion du Gouvernement mexicain au sujet de l'étude relative aux fonds marins et océaniques a été exposée dans ses grandes lignes par le représentant du Mexique quand il est intervenu à la I^{re} Commission, le 15 novembre 1967, il a alors déclaré qu'une étude de cette nature devrait notamment porter sur les points suivants :

1° Le statut juridique des ressources du lit de la haute mer et de son sous-sol n'étant pas défini clairement celle-ci constitue, à l'heure actuelle, une grave lacune.

2° Il conviendrait d'examiner la manière et les moyens d'assurer que l'exploitation des ressources se feront dans l'intérêt de l'humanité et plus particulièrement des Etats en voie de développement. Il faudrait considérer l'opportunité et la possibilité pratique de placer lesdites ressources sous le contrôle d'un organe international.

3° Les procédés les plus appropriés et les plus efficaces pour garantir que le lit et le sous-sol de la haute mer seront utilisés exclusivement à des fins pacifiques et que l'installation d'armes nucléaires en sera expressément proscrite, devront être mis au point.

4° La situation actuelle en ce qui concerne la contamination du lit des mers par suite du déversement de déchets radio-actifs devrait être étudiée.

3° *Etats-Unis* (26 février 1968).

Le memorandum américain contient diverses observations et suggestions à l'intention des membres du Comité spécial.

Les Etats-Unis se félicitent de l'adoption de la résolution 2340 (XXII) de l'Assemblée générale. La création d'un Comité spécial chargé d'étudier les questions relatives au lit des mers et des océans est un événement de la plus haute importance, tant en ce qui concerne les activités futures de l'Assemblée générale que du point de vue de l'exploration et de l'exploitation futures du milieu marin.

La première tâche de ce Comité relève surtout du domaine de l'information et a pour objet de fournir à l'Assemblée générale un ensemble de données qui serviront de base à ses activités futures dans ce domaine du droit de la mer. L'étude que doit effectuer le Comité spécial doit également comprendre l'exposé des aspects scientifiques, techniques et économiques ainsi que juridiques de la question.

A cet égard, une analyse détaillée constituera un utile premier pas vers un accord sur le statut juridique du fond de la mer et

sur les principes juridiques qui devront guider les Etats et leurs ressortissants que leurs activités amèneront à travailler dans ce milieu. Une telle analyse contribuera également à faire comprendre le problème du contrôle des armements. Enfin l'analyse demandée au Comité spécial peut aider à définir la nature et le but d'une future coopération internationale ainsi que le rôle qui reviendra aux organismes internationaux dans les futures activités sous-marines.

Le memorandum américain distingue les « questions scientifiques », les « questions techniques », les « questions économiques », et, enfin, les « questions juridiques » :

1) Dans quelle mesure les dispositions des accords et des traités internationaux en vigueur répondent-elles de manière satisfaisante aux besoins présents et futurs en matière d'exploration et d'exploitation du fond de la mer ?

2) Quels sont les principaux problèmes juridiques touchant à l'exploitation du lit de la mer ? A court terme ? A long terme ? Comment pourrait-on les résoudre ?

3) Quelles sont en principe les solutions possibles aux problèmes juridiques rencontrés ?

4) Est-il nécessaire de préciser le sens juridique de certains termes utilisés en océanographie tels que « fond de la mer », « fond de l'océan », « sous-sol », « profondeur océanique » et « plateau continental » ?

Outre les aspects mentionnés ci-dessus, il conviendrait d'étudier également les incidences de l'utilisation pacifique des profondeurs océaniques sur la paix et la sécurité internationales. En examinant cette question, le Comité spécial devrait considérer :

1° Les rapports entre les profondeurs océaniques et le milieu marin dans son ensemble et aussi les rapports entre la question des fonds marins et la situation politique mondiale actuelle et l'état actuel de la sécurité internationale ;

2° Les principes dont l'application offrirait la meilleure garantie possible que l'exploration et l'utilisation des profondeurs océaniques s'effectueront conformément aux principes et aux buts de la Charte et contribueront au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La troisième tâche confiée au Comité spécial par la résolution 2340 (XXII) est de donner à l'Assemblée générale des indications quant aux moyens pratiques de favoriser la coopération internationale dans les domaines de l'exploration, de la conservation et de l'exploitation du lit des mers et des océans. A cet égard, dans son message sur l'état de l'Union, le 17 janvier 1968, le *Président*

Johnson (8) a déclaré que les Etats-Unis se proposaient « d'entreprendre avec d'autres pays, l'exploration du fond des mers et des océans afin d'exploiter leur richesse, leur énergie et leur abondance ». Un effort dans ce sens de la Communauté internationale étant susceptible de contribuer grandement à la postérité et au bien-être du monde entier ainsi que d'améliorer la connaissance du milieu terrestre, les Etats-Unis proposent au Comité spécial de recommander l'élaboration d'un vaste programme international d'exploration de tous les aspects du milieu marin y compris de ses ressources vivantes et minérales.

Entre autres mesures pratiques, le Comité spécial pourrait recommander la mise au point rapide de principes généraux pour guider les activités des Etats et de leurs ressortissants en matière d'exploration et d'exploitation du fond de la mer.

Le Comité spécial pourrait également étudier la question des critères à adopter pour conserver les ressources vivantes de la mer, prévenir la pollution et éviter de bouleverser l'équilibre biologique chimique et physique des océans. Ces critères, une fois déterminés, il serait possible de poursuivre effectivement les buts élevés proclamés par la résolution 2340 (XXII). En établissant des normes de conduite et en énonçant les principaux objectifs de la coopération, ces critères intéresseraient directement tout effort international en matière d'exploration du fond des océans. En outre, ils pourraient servir à un certain nombre de directives générales applicables à l'exploitation des ressources minérales de la mer.

4° *Suède* (29 février 1968).

Répondant à l'invitation formulée par le Secrétaire général sollicitant les suggestions des Etats-membres, le Gouvernement suédois a exprimé sur ce point, son point de vue sur les questions qu'il considère importantes.

1) DÉLIMITATION DU DOMAINE EN CAUSE.

Conformément au mandat qui lui a été confié, le Comité spécial doit indiquer les moyens pratiques de favoriser la coopération internationale pour l'exploration, la conservation et l'exploitation du lit des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au delà des limites de la juridiction nationale actuelle.

Pour s'acquitter de cette tâche, le Comité spécial doit au préalable délimiter le domaine sur lequel son étude doit porter. Son

(8) Voir en Annexe 11 la déclaration du Président Nixon, en date du 23 mai 1970, sur la politique des Etats-Unis touchant les océans.

mandat mentionne expressément les fonds sous-marins en haute mer qui échappent actuellement à la juridiction nationale. Mais on ne saurait se contenter d'une description aussi imprécise du domaine en question qui pourrait donner à penser que l'on devrait (théoriquement) reconnaître toute revendication de juridiction nationale, quelle qu'elle soit, sur le lit des mers et des océans. Une telle interprétation serait aussi erronée que dangereuse. Pour parer à cette fâcheuse éventualité, il conviendrait de n'exclure du domaine visé par la résolution que les parties du lit des mers auxquelles la juridiction nationale peut être étendue en vertu du droit international.

Les débats qui ont précédé l'adoption de la résolution 2340 ont fait apparaître les divergences d'opinion au sujet des règles de droit international à appliquer pour opérer cette délimitation. A l'évidence, le libellé de l'article 1^{er} de la Convention de Genève sur le plateau continental pourrait se prêter à une interprétation très large. On peut opposer des arguments décisifs à une interprétation de ce genre. De l'avis du Gouvernement suédois, on ne peut raisonnablement considérer que cette convention, portant sur le plateau continental, s'applique au fond de la haute mer, du moins aux parties de celui-ci qui ne sont pas adjacentes aux côtes. Il importe que le Comité spécial parvienne à un accord sur l'interprétation de ce passage essentiel de la convention.

Si le Comité spécial ne détermine pas exactement jusqu'où les Etats maritimes peuvent étendre leur juridiction nationale sur le lit des mers et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes à leurs côtes, il éprouvera de grandes difficultés à déterminer les moyens pratiques permettant de favoriser la coopération internationale pour l'exploitation, la conservation et l'exploitation du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol.

II) AFFECTATION DE CE DOMAINE A DES FINS PACIFIQUES.

Il peut paraître paradoxal que la tendance à éliminer des bases terrestres étrangères s'accompagne d'une tendance inverse à établir des installations militaires fixes sur le lit des océans. Une telle évolution aurait des conséquences d'une portée considérable. Certains Etats seraient incontestablement tentés d'étendre leur juridiction nationale sur ce domaine s'il était interdit d'utiliser le lit des océans à des fins militaires quelles qu'elles soient. La résistance opposée à l'internationalisation du lit des océans serait beaucoup moins grande si ce lit devait être utilisé uniquement à des fins pacifiques.

III) RÉGIME INTERNATIONAL.

Le Gouvernement suédois appuie la proposition selon laquelle les ressources du lit des océans devraient être utilisées dans l'intérêt de l'humanité toute entière. Il faudrait, semble-t-il, que l'exploration et l'exploitation du lit des mers soient soumises à une réglementation internationale.

Il convient de reconnaître la primauté de l'intérêt de la Communauté internationale pour empêcher que le lit des océans ne soit utilisé pour servir des intérêts exclusivement nationaux.

L'instauration d'un régime international rendrait possible un système méthodique qui permettrait d'organiser une exploitation du lit des océans de la manière la plus économique. Elle garantirait aussi que les ressources du lit des océans ne seraient pas utilisées d'une manière incompatible avec les principes et les buts de la Charte des Nations Unies ou d'une manière qui entraînerait une obstruction ou une pollution inutile des océans par du pétrole, des matières radio-actives, etc...

IV) MESURES VISANT A « GELER » LA SITUATION ACTUELLE.

Bien qu'aux termes de son mandat, le Comité spécial soit chargé de préparer une étude qu'il devra soumettre à l'Assemblée générale à sa 23^e session, on ne peut raisonnablement espérer que tous les problèmes complexes que pose cette question seront résolus dans un délai relativement court. Plus on tardera à trouver des solutions, plus on s'exposera à des revendications nationales sur certaines parties du lit des océans. Si on laisse les choses évoluer librement, même pendant un délai limité, on risque d'atteindre un point où aucun remède ne sera plus possible. L'appropriation à des fins nationales pourrait aboutir à des situations qui se révéleraient, par la suite, difficiles à modifier.

C'est pourquoi, il est très important que le Comité spécial envisage des mesures appropriées tendant à « geler » la situation actuelle afin d'éviter des revendications sur le lit des océans et des activités sur ce lit, sauf des activités scientifiques, jusqu'à ce que le Comité ait mené ses travaux à bien.

5° *Pays-Bas* (4 mars 1968).

Le gouvernement de cet Etat fait d'abord remarquer que, selon toute probabilité, l'exploitation des ressources naturelles du lit des mers au delà du plateau continental deviendra techniquement possible et présentera un intérêt économique certain, dans un avenir plus ou moins proche.

On peut concevoir théoriquement trois façons de réglementer cette exploitation :

a) elle peut se faire dans le cadre de droits souverains exercés par l'Etat riverain le plus proche ;

b) elle peut également être tributaire de l'exercice de droits souverains au profit de l'Etat qui l'a entreprise le premier (par l'intermédiaire ou non d'un concessionnaire privé) : système dit du « premier arrivé » ou de l'« occupation » ;

c) elle peut également être placée sous le contrôle de l'O.N.U. agissant en tant qu'agent de la Communauté des Nations.

Cette dernière hypothèse devrait comprendre :

1) Une délimitation très stricte de la zone soumise à la juridiction de l'Etat riverain aux termes de la Convention de Genève sur le plateau continental.

2) Un système de double concession pour l'exploitation de la zone mentionnée : l'O.N.U. accorderait des « concessions » à des Etats qui joueraient le rôle d'« autorité administrante » pour toute concession d'exploitation qu'ils pourraient eux-mêmes octroyer à des entreprises ; la part de l'O.N.U. servirait à aider les pays en voie de développement.

3) L'octroi de certaines priorités ou de certains privilèges, droits ou titres, spéciaux à l'Etat ou aux Etats riverains les plus proches quand l'exploitation porterait sur des secteurs qui, sans appartenir au plateau continental, seraient relativement proches des côtes d'un Etat riverain.

4) La concession octroyée par l'O.N.U. qui pourrait être limitée dans le temps, servirait aux objectifs suivants :

a) aider les pays en voie de développement ;

b) assurer une exploitation rationnelle de manière à mettre en valeur les ressources du secteur tout en évitant une perturbation du marché due à une surproduction ou en compensant les effets économiques de la surproduction ;

c) éviter une trop grande concentration de pouvoirs ;

d) sauvegarder la liberté de la haute mer au-dessus du fond des océans ;

e) assurer à tous les pays, dans des conditions d'égalité l'accès économique aux ressources naturelles du lit des océans au fur et à mesure qu'on pourra les exploiter ;

f) établir un rapport rationnel entre la « part du gouvernement » (y compris la « part de l'O.N.U. ») et le profit privé s'il y en a.

5) En principe, l'O.N.U. accorderait une concession à un Etat à condition :

a) que l'exploitation soit entreprise dans un délai raisonnable par l'Etat lui-même (s'il s'agit d'une entreprise d'Etat) ou par un concessionnaire sérieux (avec obligation d'exploitation) ;

b) que l'Etat soit en mesure et soit désireux d'exercer effectivement sa juridiction et son contrôle sur les questions administratives techniques et sociales liées à l'exploitation.

6) La concession octroyée par l'O.N.U. pourrait être révoquée si les conditions auxquelles la concession a été accordée n'étaient pas remplies. L'O.N.U. serait donc autorisée à procéder à des inspections à cette fin. Aucune révocation de ce genre ne pourrait être décidée sans que l'on ait, au préalable, si l'Etat concessionnaire le demande, sollicité de la Cour internationale de Justice, un avis consultatif qui aurait alors force obligatoire pour les deux parties aux termes de la concession.

7) Il faudrait prévoir, dans la concession accordée par l'O.N.U., un pourcentage fixe de la part du gouvernement que l'Etat concessionnaire devrait verser (peut-être sous forme de forfait annuel) à un fonds des Nations Unies destiné à aider les pays en voie de développement.

8) Il serait souhaitable d'instituer une procédure spéciale de recours ou de règlement des différends pouvant surgir sur ces questions d'ordre économique.

9) L'O.N.U. devrait exercer les pouvoirs envisagés plus haut :

a) par l'intermédiaire de l'Assemblée générale quand il s'agirait de formuler des règles générales ;

b) par l'intermédiaire d'un organe analogue au Conseil de Tutelle pour ce qui est des principes régissant sa composition (répartition égale des sièges entre Etats concessionnaires et Etats non concessionnaires) quand il s'agirait de décider de la suite à donner aux demandes des Etats.

10) Les droits ou titres spéciaux mentionnés plus hauts pourraient être notamment :

a) un droit de priorité de l'Etat riverain sous certaines conditions ;

b) le droit de siéger au Conseil mentionné au paragraphe ci-dessus.

11) Il est souhaitable que ce système soit consigné dans son intégralité dans une convention de portée mondiale. En attendant, l'Assemblée générale des Nations Unies pourrait, à titre de mesure préliminaire, adopter une résolution interdisant l'occupation d'une

partie quelconque du fond des océans, en vertu des règles générales du droit international garantissant la liberté de la haute mer ; cette résolution établirait aussi le principe d'un contrôle exercé par l'O.N.U. sur l'exploitation des ressources naturelles du lit des océans.

6° *Chine* (5 mars 1968).

Le Gouvernement chinois espère que le Comité spécial étudiera, entre autres choses : 1) la définition ou la délimitation du lit des mers et des océans et de leur sous-sol, en haute mer, au delà de la juridiction nationale actuelle ; 2) des mesures concrètes en vue de promouvoir la coopération internationale et la coordination des efforts dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation du lit des mers et des océans et de leur sous-sol ; 3) la possibilité pratique d'élaborer des instruments internationaux détaillés réglant ces activités d'exploration et d'exploitation.

Le Gouvernement chinois est prêt à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et avec les institutions spécialisées pour l'exploration et l'exploitation du lit des mers et des océans et de leur sous-sol.

7° *Malte* (6 mars 1968) (8 bis).

Les régions maritimes de notre planète devraient, en tant qu'« héritage commun de l'humanité », être affectées à des fins exclusivement pacifiques et être administrées par un organisme international, au nom et dans l'intérêt de tous les peuples et des générations présentes et futures.

Pour parvenir à cette fin, l'Assemblée générale des Nations Unies devrait, selon le Gouvernement maltais :

a) adopter une déclaration selon laquelle le lit des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol sont l'héritage commun de l'humanité ;

b) faire un appel aux Etats membres afin qu'ils s'abstiennent de revendiquer des droits souverains sur de nouvelles portions du lit des mers jusqu'à ce que l'on ait pu aboutir à une décision acceptable pour l'ensemble de la communauté internationale sur une définition claire des zones sous-marines sur lesquelles un Etat riverain ou une île peuvent exercer de tels droits.

(8 bis) Voir *infra*, Annexe 12.

Les tâches du Comité spécial devront être :

- a) de définir clairement les limites extérieures du plateau continental soumis à la juridiction nationale ;
- b) de jeter les bases d'un code international du droit de la mer ;
- c) de prévoir la création d'un organisme international qui pourrait être chargé d'encourager et de coordonner l'action internationale en ce qui concerne certains problèmes graves intéressant tous les pays et qui se rapportent à l'ensemble du milieu marin (9).

CONCLUSION

Les propositions tendant à internationaliser la mise en valeur des ressources naturelles du sous-sol marin ainsi qu'à établir son utilisation pacifique, telle que la proposition suédoise ou la proposition maltaise mentionnées plus haut, n'ont pas, en ce qui concerne leur premier aspect, encore reçu un commencement d'application. En l'état actuel du droit, le sol et le sous-sol du plateau continental font l'objet d'une *appropriation* de l'Etat riverain. Leurs richesses ne relèvent, en aucune manière, d'une institution spécialisée agissant au nom de la communauté internationale.

En ce qui concerne *l'utilisation pacifique* des fonds marins (le lit du plateau continental étant, à l'évidence, inclus dans cette

(9) C'est en août 1967 que Malte proposa à l'O.N.U. le texte d'une convention sur les fonds marins et leurs richesses éventuelles : le fond des océans (au delà du plateau continental, soit au delà de 200 mètres de profondeur) serait strictement démilitarisé et une agence internationale aurait juridiction sur lui. Cette agence accorderait les concessions d'exploitation et les redevances perçues pour l'exploitation des ressources sous-marines seraient distribuées aux pays en voie de développement. La proposition de Malte fut accueillie très favorablement par les petits Etats, et aussi par de nombreux fonctionnaires des Nations Unies. Ces derniers y voyaient apparemment le moyen de résoudre les problèmes financiers permanents auxquels se heurte l'O.N.U. et d'assurer, ainsi, l'indépendance financière de l'Organisation internationale.

Cependant, les grandes puissances, seules capables d'entreprendre l'exploitation des richesses des océans, manifestèrent moins d'enthousiasme, arguant du fait que les techniques ne permettaient pas d'envisager l'exploitation rentable des profondeurs marines avant longtemps. Quant aux industriels intéressés par l'exploitation des fonds marins, ils auraient préféré le maintien du *statu quo*. Ainsi, ils n'auraient pas eu de royalties à payer à qui que ce soit. Actuellement, ils souhaitent, sans aucun doute, continuer de traiter avec un Etat, comme ils en ont l'habitude sur la terre ferme, plutôt que d'avoir à négocier avec une organisation internationale dont les réactions sont plus difficiles à prévoir. (Voir *Le Monde* du 28 mai 1970).

appellation), l'accord soviéto-américain du 27 août 1969 sur la dénucléarisation des fonds marins est venu interdire l'entrepôt sur les fonds marins de toute arme nucléaire ou de destruction massive (chimique et bactériologique).

Ce traité qui entrera en vigueur après avoir été ratifié par vingt-deux gouvernements est un compromis entre le projet présenté par les Soviétiques le 18 mars 1969 (10) et un contre-projet américain (11) déposé le 22 mai de la même année.

Les premiers ont accepté de renoncer à la démilitarisation complète des fonds marins qu'ils demandaient à l'origine, les seconds ont accepté de fixer à 12 milles des côtes la limitation au delà de laquelle s'appliquent les interdictions comme le voulait l'U.R.S.S. Exception a également été faite pour les « baies historiques » telles que la mer d'Azov ou la baie de Vladivostok que les Soviétiques entendaient soustraire à la zone d'application du traité. Les Américains, pour leur part, ont tenu à préciser que les sous-marins, considérés comme des navires, ne violeraient pas le traité en se posant sur le lit des mers (12). Quant au droit de contrôle, il sera exercé dans le cadre des règles sur la navigation en haute mer. Tout Etat signataire du traité pourra faire appel à un autre Etat adhérent pour l'aider à exercer ces droits (13).

(10) L'article 1^{er} de ce projet précisait : « Il est interdit de placer sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol des engins munis d'armes nucléaires ou de n'importe quel autre type d'arme de destruction massive, d'y établir des bases militaires, des installations, des constructions, des fortifications ou d'autres éléments destinés à des fins militaires ».

(11) L'article 1^{er} de ce projet disposait : « Chaque Etat partie s'engage à ne pas installer ou placer d'armes nucléaires fixes ou d'autres armes de destruction massive ou des plates-formes de lancement fixes pour de telles armes ».

(12) Les Etats-Unis ont toujours entendu écarter la prohibition totale : selon le gouvernement de cet Etat, l'interdiction ne pouvait être que sélective car le danger, pour les Etats-Unis, réside véritablement dans l'installation sur le lit des mers d'armes de destruction massive, nucléaires ou même biologiques ou chimiques. Les Etats-Unis ont toujours insisté sur la nécessaire « fixité » des installations prohibées.

(13) Sur l'ensemble de la question voir *Le Monde*, 9 octobre 1969 ; *Le Monde diplomatique*, septembre 1969, p. 15 : « Le compromis soviéto-américain du 27 août ouvre la perspective d'un accord sur la dénucléarisation du fond des mers » (Charles Zorgbibe).

TITRE IV

L'ARRÊT DE LA COUR INTERNATIONALE
DE JUSTICE DU 20 FÉVRIER 1969 :
« AFFAIRE DU PLATEAU CONTINENTAL
DE LA MER DU NORD »

« Il faut être juste avant d'être généreux. »

CHAMFORT.

Présentation générale

Un différend entre la *République fédérale d'Allemagne* d'une part, le *Danemark* et les *Pays-Bas conjointement* d'autre part, avait été soumis le 2 février 1967 à la Cour internationale de Justice. Ce différend portait sur la *délimitation du plateau continental en mer du Nord*. Le partage géométrique effectué selon le principe de *l'équidistance* proposé par l'article 6 de la Convention de Genève de 1958 sur le plateau continental (1), s'il donnait satisfaction à la Grande-Bretagne, à la Norvège, au Danemark et aux Pays-Bas, était rejeté par la République fédérale d'Allemagne.

La Cour était priée de se prononcer sur les *principes et règles de droit applicables* (2) à une délimitation ultérieure du plateau par les parties en cause.

(1) Voir *supra*, I^{re} Partie, Titre III, Chapitre III.

(2) Si cet arrêt fait date dans l'histoire de la jurisprudence internationale ce sera par ses positions assez nouvelles sur les *sources du droit international*. En ce qui concerne les questions de délimitation du plateau continental, de répartition de ses richesses naturelles sa portée semble beaucoup plus douteuse (voir *infra*).

Siégeant à La Haye le 20 février 1969, la Cour internationale de justice a, par 11 voix contre 6 (3), rendu un arrêt par lequel elle estime que *le principe de l'équidistance n'est pas inhérent à la conception fondamentale du plateau continental*, et que *ce principe ne constitue pas une règle de droit international coutumier*. La Cour a estimé, en effet, que la notion d'équidistance relève, d'une part, de considérations d'ordre pratique et cartographique, et que, d'autre part, elle n'est en aucune façon imposée par la Convention de Genève. En conséquence, selon la Cour internationale de Justice, la délimitation des parts du plateau continental en mer du Nord qui seraient soumises à la souveraineté des Etats en cause, doit s'opérer selon des principes *d'équité*, de manière à attribuer à chaque Etat la totalité des zones du plateau continental qui constituent « *le prolongement naturel* », sous la mer, de son territoire, et qui n'empiètent pas sur le prolongement naturel du territoire de l'autre.

La Cour donne, de plus, quelques indications sur les facteurs à prendre en considération au cours des négociations de délimitation : *configuration générale des côtes des parties, structure physique et géologique du plateau continental intéressé, rapport raisonnable à faire apparaître entre l'étendue du plateau continental d'un Etat et la longueur de son littoral* mesurée suivant la direction générale de celui-ci.

La portée de l'arrêt de la Cour internationale de Justice dépasse la solution du différend qui lui était soumis, car la décision écarte l'application automatique du principe de l'équidistance en tant que règle de droit et fait apparaître ce principe comme une méthode de délimitation parmi d'autres. En second lieu, l'arrêt confirme le droit originaire qu'un Etat possède sur le plateau continental « *prolongement naturel* » de son territoire du point de vue physique et géologique. De plus, l'arrêt est de nature à « empêcher » (dans une très faible mesure sans doute) (4) l'interprétation de la Convention de Genève qui conduirait à étendre — en vertu du critère de l'exploitabilité — de façon illimitée, le plateau continental et aboutirait, par là même, à la négation de la notion de plateau continental en l'« étendant » aux fonds marins abyssaux (5).

(3) Les six juges ayant voté contre l'arrêt de la Cour sont : MM. Koretsky, vice-président, Tanaka, Morelli, Lachs et Bengzon, le professeur Sorensen, juge *ad hoc*, vota également contre cet arrêt.

(4) Voir *infra*, Conclusion générale.

(5) Voir : « Sedentary Fisheries and the North Sea Continental Shelf Cases », L.F.E. Goldie, *A.J.I.L.*, juillet 1969, vol. 63, n° 3.

Enfin, dans le domaine des sources du droit, et plus particulièrement en ce qui concerne la nature juridique de la coutume, l'arrêt apporte des innovations intéressantes.

Après avoir, dans une *Section I*, rappelé les faits générateurs du litige et exposé brièvement les thèses en présence, on étudiera, dans une *Section II*, le raisonnement suivi par la Cour internationale de Justice pour dégager les principes et règles du droit international applicables à la délimitation des zones de plateau continental en cause. Enfin, dans une *Section III*, on portera, sur l'ensemble de l'arrêt, une appréciation critique.

SECTION I

Exposé des faits, historique du litige

A) Quelques données géographiques

La mer du Nord est une mer qui est presque entourée de tous côtés par les masses du continent européen et les îles Britanniques. Elle est peu profonde et son lit est entièrement constitué par un unique plateau continental à une profondeur inférieure à 200 mètres, si l'on excepte une bande de 200 à 650 mètres de profondeur, connue sous le nom de « *fosse norvégienne* » qui longe les côtes sud et sud-ouest de la Norvège sur une largeur moyenne de 80 à 100 kilomètres (6). Sa profondeur, lorsque ses eaux rejoignent celles de l'océan Atlantique, demeure inférieure à 200 mètres ; dans l'ensemble, elle dépasse rarement 100 mètres, sauf dans cette partie proche des côtes norvégiennes.

Du point de vue géologique, le sous-sol de la mer du Nord fait partie de la plate-forme continentale sur laquelle le continent européen et les îles Britanniques reposent. Une grande partie de la mer du Nord recouvre une terre qui n'a été submergée que depuis une période assez récente. Après la découverte d'un gisement de pétrole le long des côtes hollandaises, de premiers sondages ont été systématiquement effectués depuis 1963 (7).

(6) Voir cartes en Annexe 13.

(7) Voir Chapitre I de la I^{re} Partie du « Mémoire » présenté par la République fédérale d'Allemagne : C.I.J., « Mémoires, plaidoiries et documents, Affaire du plateau continental de la mer du Nord », volume I.

Depuis, un grand nombre de découvertes ont été faites dans le plateau continental de la mer du Nord, incluant plusieurs dépôts de gaz naturel dans la zone britannique.

*B) Délimitation du plateau continental de la mer du Nord
par accords*

La plus grande partie de ce plateau continental a été délimitée par une série d'accords conclus entre le Royaume-Uni et certains Etats riverains du côté est : Norvège, Danemark et Pays-Bas (8). Ces trois délimitations conventionnelles ont été effectuées en utilisant le tracé de lignes dites « médianes ».

De plus, des lignes de délimitation partielle, République fédérale d'Allemagne - Danemark et République fédérale d'Allemagne - Pays-Bas ont été respectivement établies par des accords conclus le 9 juin 1965 et le 1^{er} décembre 1964 (9). Une autre ligne séparant les zones revendiquées, au nord par le Danemark, et au sud, par les Pays-Bas, résulte d'un accord conclu le 31 mars 1966 (10) et correspond à la conception que se faisaient ces deux Etats des limites qu'il convenait de tracer entre leurs zones de plateau continental et celle de la République fédérale au delà des délimitations partielles incontestées, mentionnées plus haut.

Les lignes B-E et D-E (11), respectivement ligne d'équidistance entre le Danemark et la République fédérale, et ligne d'équidistance entre les Pays-Bas et la République fédérale, « prolongeant » toutes deux les accords de 1964 et 1965 aboutissaient à un résultat jugé inéquitable par la République fédérale. Ce prolongement des limites partielles, fondé lui aussi, sur le principe de l'équidistance prévu à l'article 6 de la Convention de Genève sur le plateau continental, réduisait, pour la République fédérale ce qu'elle estimait devoir être sa juste part de plateau continental en fonction de la longueur de son littoral sur la mer du Nord.

C) Le problème de la configuration des côtes

Dans son exposé des faits, la Cour internationale de justice ne manque pas d'expliquer combien la méthode de l'équidistance peut

(8) Voir *supra*, II^e Partie, Titre II.

(9) Voir carte en Annexe 13.

(10) *Ibidem*.

(11) Voir croquis en Annexes (croquis n° 1).

tendre à des résultats différents selon que les côtes sont *concaves* ou *convexes* (12).

« Dans le cas d'une côte concave ou rentrante, comme celle de la République fédérale sur la mer du Nord, l'application de la méthode de l'équidistance tend à infléchir les lignes de délimitation vers la concavité. Par suite, quand deux lignes d'équidistance sont tracées à partir d'une côte très concave, elles se rencontrent inévitablement à une distance relativement faible de la côte ; la zone de plateau continental qu'elles encadrent prend donc la forme d'une sorte de triangle au sommet dirigé vers le large, ce qui, pour reprendre le terme de la République fédérale « ampute » l'Etat riverain des zones de plateau continental situées en dehors du triangle... A l'opposé, si la côte d'un Etat présente des saillants ou a une configuration convexe, ce qui est dans une certaine mesure le cas du Danemark et des Pays-Bas, les lignes de délimitation tracées d'après la méthode de l'équidistance s'écartent l'une de l'autre, de sorte que la zone de plateau continental devant cette côte tend à aller en s'élargissant. » (13)

Comme on le verra par la suite, pour la République fédérale, cette configuration concave de ses côtes devait être considérée comme une « circonstance spéciale » au sens de l'article 6 de la Convention de Genève sur le plateau continental, susceptible d'entraîner une délimitation qui ne serait pas basée sur le principe de l'équidistance.

D) *La soumission du différend à la Cour internationale de Justice*

Les trois gouvernements de ces Etats (République fédérale d'Allemagne, Danemark et Pays-Bas), après avoir pris acte de ce que la délimitation du plateau continental dans la mer du Nord, entre la République fédérale et les Pays-Bas a été effectuée par une convention conclue le 1^{er} décembre 1964, entre la République fédérale et le Danemark par une convention conclue le 9 juin 1965, ont considéré qu'un « désaccord frontalier » (14) existait entre les trois gouvernements malgré la signature de ces conventions. Aucun

(12) Voir croquis en Annexes (croquis n° 2).

(13) Voir C.I.J., « Affaire du plateau continental de la mer du Nord », Arrêt, 20 février 1969, § 8.

(14) Voir C.I.J., « Affaire du plateau continental de la mer du Nord », 1968, vol. I, Mémoires, plaidoiries, documents : Mémoire de la République fédérale d'Allemagne.

accord n'ayant pu aboutir sur la fixation de limites au-delà des lignes de délimitation partielles convenues, des pourparlers ayant été infructueux, il fut décidé de soumettre le différend à la Cour internationale de Justice.

Les trois gouvernements ont tenu à manifester leur intention de régler leurs litiges dans un esprit amical en tenant compte des relations de bon voisinage qui existent entre eux. Ils ont rappelé l'obligation décrite à l'article 1^{er} du traité d'arbitrage du 20 mai 1966 conclu entre les Pays-Bas et la République fédérale aux termes duquel tout différend, ne pouvant être réglé par les moyens diplomatiques, doit être soumis à une procédure de conciliation ou à un règlement judiciaire. Ils ont également rappelé la même obligation pesant sur la République fédérale et le Danemark en vertu du traité germano-danois de conciliation et d'arbitrage conclu le 2 juin 1926. De plus, ils ont mentionné l'obligation assumée par les trois Etats, en vertu des articles 1 et 28 de la Convention européenne pour le règlement pacifique des différends internationaux du 29 avril 1957, de soumettre au jugement de la Cour internationale de Justice tous les différends internationaux dans la mesure où des négociations préalables auraient échoué.

Il convient de noter ici que le Danemark et les Pays-Bas, tous deux membres originaires des Nations Unies, sont, en vertu de l'article 93 § 1 de la Charte des Nations Unies, *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice. Non membre des Nations Unies, et non partie au Statut de la Cour, la République fédérale, en vertu de l'article 35 § 2 du Statut de la Cour et de la résolution prise par le Conseil de sécurité le 15 octobre 1946, ainsi que de diverses déclarations de caractère général déposées par elle au Greffe de la Cour, voit néanmoins la compétence de ladite Cour ouverte à elle-même.

Le 20 février 1967, le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas a, comme les Etats intéressés en étaient convenus, déposé auprès de la Cour deux compromis signés à Bonn le 2 février 1967 et entrés en vigueur le même jour, dont l'un soumettait à la Cour un différend entre le Danemark et la République fédérale, et l'autre, un différend entre les Pays-Bas et la République fédérale.

La Cour était priée de décider quels étaient les *principes et règles de droit international applicables à la délimitation entre les parties* des zones du plateau continental de la mer du Nord relevant de chacune d'elles, au delà des lignes de délimitation partielles déterminées par les conventions en vigueur. Les compromis prévisaient que les gouvernements des parties délimiteraient ultérieu-

rement le plateau continental de la mer du Nord conformément à la décision demandée à la Cour et rendue par elle.

Le 8 mars 1967, tenant compte d'un accord intervenu entre les parties et indiqué dans les compromis, le juge faisant fonction de Président de la Cour en vertu de l'article 12 du règlement, avait fixé au 21 août 1967 la date d'expiration du délai pour le dépôt du mémoire de la République fédérale dans chacune des affaires et au 20 février 1968 la date d'expiration du délai pour le dépôt des contre-mémoires du Danemark et des Pays-Bas dans les affaires auxquelles ces Etats étaient respectivement parties. Le 1^{er} mars 1968, après s'être renseigné auprès des parties, le Président de la Cour avait fixé au 31 mai 1968 la date d'expiration du délai pour le dépôt des répliques de la République fédérale dans chacune des affaires et au 30 août 1968 la date d'expiration du délai pour le dépôt des dupliques du Danemark et des Pays-Bas. Les répliques avaient été déposées dans le délai ainsi fixé.

Par lettre du 10 août 1967, l'agent de la République fédérale avait fait savoir que son gouvernement avait désigné M. *Herman Mosler* comme juge *ad hoc* pour siéger dans les deux affaires. Le Président de la Cour avait fixé au 13 septembre 1967 la date d'expiration du délai dans lequel les Gouvernements danois et néerlandais pourraient soumettre leurs vues à la Cour sur cette désignation. Le Gouvernement danois avait fait connaître son accord dans le délai ainsi fixé et le Gouvernement néerlandais n'avait pas soulevé d'objections. Par lettres datées respectivement des 9 et 12 février 1968, les agents des Pays-Bas et du Danemark avaient fait savoir que leurs gouvernements avaient désigné M. *Max Sorensen* pour siéger comme juge *ad hoc* dans les deux affaires. Le Président de la Cour avait fixé au 11 mars 1968 la date d'expiration du délai dans lequel le Gouvernement de la République fédérale pouvait soumettre ses vues à la Cour sur cette désignation. Ce gouvernement avait fait connaître son accord dans le délai prescrit.

Le 26 avril 1968, la Cour avait rendu une ordonnance par laquelle elle constatait que les Gouvernements danois et néerlandais faisaient cause commune et joignaient les instances dans les deux affaires.

Dans cette ordonnance, la Cour se référait à un protocole conclu le 2 février 1967 entre les trois gouvernements en cause et aux lettres par lesquelles les Gouvernements danois et néerlandais avaient fait connaître au Greffe le nom de la personne choisie par eux pour siéger en qualité de juge *ad hoc*. La Cour avait noté que les contre-mémoires du Danemark et des Pays-Bas confirmaient que les deux gouvernements se considéraient comme faisant *cause*

commune, puisqu'ils énonçaient leurs conclusions en des termes presque identiques. Elle avait, de plus, relevé que, en ce qui concernait le choix d'un juge *ad hoc*, les Pays-Bas et le Danemark ne comptaient que pour une seule partie. La Cour s'était, à cet égard, fondée sur l'article 3 § 2 du règlement concernant la désignation de juges *ad hoc*.

Avant d'aborder la question des principes et des règles de droit international applicables à la délimitation des zones de plateau continental en cause, la Cour a, dans son arrêt (§ 11), confirmé que les deux affaires, tout en étant distinctes peuvent être traitées comme une « situation unique ». Elle a rappelé que la République fédérale a formellement réservé ses positions non seulement à l'égard de la délimitation dano-néerlandaise résultant de l'accord du 31 mars 1966, mais encore au sujet des délimitations entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas (15).

E) *Les thèses des parties en présence*

Il faut ici faire une remarque préliminaire importante en ce qui concerne la position juridique des trois Etats à l'égard des dispositions de la Convention de Genève. Le *Danemark et les Pays-Bas ont signé et ratifié la Convention* sur le plateau continental et y sont parties depuis le 10 juin 1964 et le 20 mars 1966 respectivement. La *République fédérale a signé la Convention* mais ne l'a *jamais ratifiée. Elle n'y est donc pas partie.*

Les *thèses respectives* des parties sur lesquelles on aura l'occasion de revenir tout au long de l'analyse de l'arrêt (Section II) seront ici résumées. Pour cela on utilisera d'abord les conclusions présentées par les Parties : tout d'abord, celles de la *République fédérale d'Allemagne* :

« 1. La délimitation du plateau continental de la mer du Nord entre les parties est régie par le principe selon lequel chacun des Etats riverains a droit à une part juste et équitable.

2. a) La méthode consistant à déterminer les limites du plateau continental de telle sorte que tous les points de la ligne de délimitation soient équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun des Etats intéressés (méthode de l'équidistance) n'est pas une règle de droit international coutumier.

(15) Voir *supra*, II^e Partie, Titre II.

b) La règle énoncée dans la deuxième phrase de l'article 6, paragraphe 2, de la Convention sur le plateau continental, stipulant qu'à défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci s'opère par application du principe de l'équidistance, n'est pas devenue une règle de droit international coutumier.

c) Même si la règle mentionnée à l'alinéa b) était applicable entre les parties, des circonstances spéciales au sens de cette règle s'opposeraient à l'application de la méthode de l'équidistance dans la présente affaire.

3. a) La méthode de l'équidistance ne saurait être utilisée pour délimiter le plateau continental à moins qu'il ne soit établi par voie d'accord, d'arbitrage ou autrement, qu'elle assurera une répartition juste et équitable du plateau continental entre les Etats intéressés.

b) En ce qui concerne la délimitation du plateau continental de la mer du Nord entre les parties, le Royaume du Danemark et le Royaume des Pays-Bas ne peuvent se fonder sur l'application de la méthode de l'équidistance car elle n'aboutirait pas à une répartition équitable.

4. En conséquence la délimitation du plateau continental dont les parties doivent convenir conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du compromis est déterminée par le principe de la part juste et équitable, en fonction de critères applicables à la situation géographique particulière de la mer du Nord. » (16)

— *Celles des Pays-Bas et du Danemark.*

« 1. Que la délimitation entre les parties desdites zones du plateau continental de la mer du Nord est régie par les principes et les règles du droit international énoncées à l'article 6, paragraphe 2 de la Convention de Genève de 1958 sur le plateau continental.

2. Que les parties étant en désaccord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, la délimitation entre elles doit être opérée par application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

3. Que, des circonstances spéciales justifiant une autre délimitation n'ayant pas été établies, la délimitation entre les parties

(16) Conclusions déposées par la République fédérale à l'audience du 5 novembre 1968.

doit être opérée par application du principe de l'équidistance mentionné dans la conclusion précédente.

4. Que, si les principes et les règles du droit international mentionnés à la conclusion n° 1 ne sont pas applicables entre les parties, la délimitation doit s'opérer entre elles sur la base de droits exclusifs de chacune des parties sur le plateau continental adjacent à ses côtes et du principe selon lequel la délimitation doit laisser à chacune des parties tous les points du plateau continental qui sont plus près de ses côtes que des côtes de l'autre partie. » (17)

Sous une autre forme, et à l'issue de l'examen des mémoires et contre-mémoires successifs présentés par les parties, il est possible d'affirmer que pour les Pays-Bas et le Danemark, l'ensemble de la question de la délimitation du plateau continental de la mer du Nord est régi par une règle de droit « obligatoire », celle de l'« équidistance-circonstances spéciales » prévue par la Convention de Genève dans son article 6 § 2. Pour ces deux Etats la méthode de l'équidistance n'est pas seulement une méthode « cartographique » (18), mais une règle de droit qui peut être énoncée ainsi :

« ... à défaut d'un accord entre les parties en vue d'employer une autre méthode ou de se fonder sur les éléments de fait de l'espèce, toute délimitation de plateau continental doit suivre la ligne d'équidistance, sauf dans la mesure où l'existence de « circonstances spéciales » est reconnue. » (19)

Selon la thèse commune aux Pays-Bas et au Danemark, la concavité de la côte allemande de la mer du Nord ne pouvant constituer une « circonstance spéciale », il y a lieu d'appliquer la méthode de l'équidistance. Celle-ci est inhérente à la notion même de plateau continental qui accorde à l'Etat riverain l'exclusivité des droits aux fins de l'exploitation et de l'exploration de son sous-sol.

« C'est en partie sur la Convention de Genève de 1958, ... et en partie sur des considérations juridiques de caractère général ayant trait au plateau continental, mais extérieures à la Convention que le Danemark et les Pays-Bas font reposer ces diverses thèses et notamment leur opinion selon laquelle une règle équidistance-circonstances spéciales lierait la République fédérale. » (20)

(17) Conclusions communes déposées par le Danemark et les Pays-Bas le 11 novembre 1968.

(18) On peut définir la ligne d'équidistance comme suit : une ligne dont chacun des points est à égale distance du point le plus proche de la ligne de base de la mer territoriale bordant la côte de chacun des Etats intéressés (cf. Arrêt, § 13).

(19) Cf. Arrêt, § 13.

(20) Cf. Arrêt, § 14.

La République fédérale refuse, pour sa part, le caractère obligatoire de la méthode de l'équidistance à l'égard des Etats qui, comme elle-même, ne sont pas partie à la Convention de Genève. Elle affirme que la règle qu'il conviendrait d'appliquer devrait être celle suivant laquelle chacun des Etats en cause obtiendrait « une part juste et équitable » du plateau continental. Cette obtention devrait être établie en prenant pour repère ce que la République fédérale nomme la « *façade maritime* » « qui serait constituée par la ligne de base droite réunissant les extrémités de la côte et à partir de laquelle s'effectueraient les constructions géométriques nécessaires » (21). Ainsi, selon la République fédérale, les effets d'amputation dont elle se plaint dûs au tracé de lignes d'équidistance aux deux extrémités d'une côte concave, seraient éliminés.

C'est sur la base de ces dispositions antagonistes que la Cour internationale de justice eut à rendre son arrêt et à se prononcer sur les principes et règles de droit applicables à l'espèce.

SECTION II

La solution apportée par la Cour :

principes et règles de droit international applicables à la délimitation des zones de plateau continental en cause

La question fondamentale que la Cour doit se poser est la suivante : est-il « obligatoire » « juridiquement » pour la République fédérale d'accepter la délimitation du plateau continental de la mer du Nord sur la base du principe « *équidistance-circonstances spéciales* » ?

La Cour commence par souligner (§ 22) l'aspect « pratique » de cette méthode : elle « peut être utilisée dans presque toutes les circonstances, pour singulier que soit parfois le résultat », elle présente en outre « l'avantage qu'en cas de besoin, par exemple si une raison quelconque empêche les parties d'entreprendre des négociations, tout cartographe peut tracer sur la carte une ligne d'équidistance *de facto*, et que les lignes dessinées par des cartographes qualifiés coïncideront pratiquement ».

Cependant, la Cour, à juste titre, fait remarquer qu'on ne saurait déduire le caractère obligatoire d'une règle de ses avantages.

(21) Cf. Arrêt, § 14.

« Juridiquement, si une telle règle existe, sa valeur en droit doit tenir à autre chose (22) qu'à ces avantages, si importants soient-ils. La réciprocité n'est pas moins vraie : que l'application de la méthode de l'équidistance soit obligatoire ou non, ses avantages pratiques resteront les mêmes » (§ 23).

En premier lieu, il faut étudier le raisonnement suivi par la Cour avant d'examiner les solutions qu'elle estime satisfaisantes.

§ 1. — LE RAISONNEMENT SUIVI PAR LA COUR :

LA « SITUATION JURIDIQUE » DE LA MÉTHODE DE L'ÉQUIDISTANCE

Après avoir souligné une fois de plus que cette méthode de l'équidistance peut « dans certains cas, aboutir à des *résultats* de prime abord *extraordinaires, anormaux* ou *déraisonnables* » (§ 24) et que c'est ce genre de résultat qui, « *fondamentalement* » est « *à l'origine de la présente instance* » (§ 24), la Cour commence par s'interroger sur la question de savoir si toutes les parties à l'affaire sont liées par la Convention de Genève.

1° La Convention de Genève lie-t-elle toutes les parties à l'affaire ?

A cette question la Cour prend acte de ce que la Convention de Genève de 1958 sur le plateau continental a été signée par 46 Etats et a reçu 39 ratifications ou adhésions (23), et qu'elle est *entrée en vigueur le 10 juin 1964* après avoir obtenu les 22 ratifications ou adhésions exigées par l'article 11 de la Convention.

La Cour note ensuite que, comme on l'a vu précédemment, si les Pays-Bas et le Danemark sont parties à la Convention pour l'avoir ratifiée, la République fédérale n'est pas liée contractuellement par ses dispositions puisqu'elle l'a signée mais ne l'a jamais ratifiée.

A l'évidence, les Pays-Bas et le Danemark ne prétendent pas que la Convention puisse « en tant que telle » lier la République fédérale. Mais ils soutiennent que le régime institué par la Conven-

(22) Krystyna Marek : « Le problème des sources du droit international dans l'Arrêt sur le plateau continental de la mer du Nord » (*Revue belge de droit international*), vol. VI, 1970-1 : « On restera sur sa faim quant à savoir ce que la Cour entend par « autre chose » et quelle aurait été sa notion positive — et non seulement polémique — d'une règle de droit ».

(23) Voir en Annexe, Etat récapitulatif des signatures, ratifications et adhésions (Annexe 2).

tion, et par son article 6 en particulier, est devenu, d'une autre manière, obligatoire pour la République fédérale.

2° Peut-on déduire du comportement ou de diverses déclarations publiques de la République fédérale qu'elle a assumé unilatéralement les obligations de la Convention ou reconnu le régime qu'elle institue comme généralement applicable ?

Le Danemark et les Pays-Bas ont, dans leurs contre-mémoires respectifs (24), mis l'accent sur le fait que, si la République fédérale a été, avec le Japon et la Belgique, l'un des Etats à avoir voté contre la Convention de Genève en séance plénière (25), aucun d'eux, dans ses votes explicatifs, n'a justifié son attitude par une opposition fondamentale à l'article 6.

Le Japon déclara qu'il avait voté contre la Convention pour le motif qu'aucune réserve n'était admise aux articles 1 à 3, et parce que l'article 73 (26) (du projet de la Commission du droit international) avait été rejeté par la Conférence. La Belgique et la République fédérale justifiaient leurs votes par leur désaccord avec le critère de l'exploitabilité retenu par la Conférence. Ces deux Etats indiquèrent, de plus, qu'ils désapprouvaient le rejet, par la Conférence, de l'article 73 du projet de la Commission du droit international.

Mais, aux yeux du Danemark et des Pays-Bas, si le 26 avril 1958, la République fédérale vote contre la Convention de Genève, la portée de ce vote est singulièrement diminuée par la signature apposée à cette Convention, par la République fédérale, le 30 octobre de la même année, soit l'avant-dernier jour ouvert à la signature des Etats, en émettant des réserves à l'article 5 (dispositions visant la pêche).

Le Danemark et les Pays-Bas ont également, à plusieurs reprises, fait état de diverses déclarations de la République fédérale démontrant, selon eux, que ce dernier Etat avait manifesté son acceptation du régime conventionnel établi à Genève. Sur ce point, la réponse de la Cour est très *catégorique*. *Si la République fédérale désirait être liée par les dispositions de la Convention, elle pouvait « à tout moment » accomplir les formalités prescrites (adhésion, ratification). Or, elle ne l'a pas fait.*

« ... Autre chose est de déduire des déclarations de la République fédérale d'Allemagne qu'elle a admis la conception fonda-

(24) Voir Mémoires, C.I.J., *op. cit.*, pp. 99 et 160 (vol. I).

(25) Adoptée par 57 voix contre 3 et 8 abstentions.

(26) Voir *supra*, I^{re} Partie, Titre III, Chapitre III.

mentale des droits de l'Etat riverain sur le plateau continental. Autre chose est d'y voir une acceptation des règles de délimitation par la Convention. Considérées globalement, les déclarations de la République fédérale permettraient tout au plus de penser qu'au début, avant d'être pleinement consciente des effets probables du principe de l'équidistance dans le cas de la mer du Nord, la République fédérale n'était pas expressément opposée au principe énoncé dans l'article 6 de la Convention » (§ 32).

De plus, poursuit la Cour, la République fédérale pouvait, et peut encore, user de la faculté offerte par l'article 12 de *formuler une réserve* à l'égard de l'article 6 de la Convention. En effet, l'article 12 n'exclut que les articles 1 à 3 (inclus) de la possibilité d'être « touchés » par d'éventuelles réserves.

Enfin, pour la Cour, dans cette affaire, une situation *d'estoppel* (27) ne saurait étayer la thèse dano-néerlandaise car rien n'indique que les « déclarations » et le « comportement » (28) de la République fédérale auraient pu conduire le Danemark et les Pays-Bas « à modifier leur position à leur détriment ou à subir un préjudice quelconque » (§ 30).

3° La méthode « *équidistance-circonstances spéciales* » relève-t-elle d'une règle de droit international général ou coutumier liant la République fédérale ?

Sous son aspect « *fondamentaliste* », la thèse (celle des Pays-Bas et du Danemark) répondant par l'affirmative à cette question, découle « de ce que l'on pourrait appeler le *droit naturel* (29) *du plateau continental*, en ce sens que le principe de l'équidistance serait une expression nécessaire, pour ce qui est de la délimitation, de la doctrine établie d'après laquelle le plateau continental relève exclusivement de l'Etat riverain voisin et aurait donc *a priori* un caractère en quelque sorte inéluctable sur le plan juridique » (§ 37).

a) CARACTÈRE « NÉCESSAIRE » OU « INHÉRENT » DE LA THÈSE.

Le Danemark et les Pays-Bas ont soutenu la thèse selon laquelle le principe de l'équidistance est inhérent à la conception fonda-

(27) Voir Dominicé, « A propos du principe de l'estoppel en droit des gens », *Recueil d'études de droit international en hommage à Paul Guggenheim*, Genève, 1968, pp. 328-329.

(28) Voir *infra*, Section III.

(29) « L'expression « droit naturel » paraît troublante, ...et on peut se demander pourquoi la Cour, au lieu de préciser et rendre plus rigoureuses les notions, s'attache à contribuer à la confusion terminologique qui a déjà fait tant de ravages en droit international » (Krystyna Marek, *op. cit.*, p. 60).

mentale du régime juridique du plateau continental que la Cour énonce en ces termes : le droit de l'Etat riverain sur son plateau continental a pour fondement la souveraineté qu'il exerce sur le territoire dont le plateau continental est le prolongement naturel sous la mer.

Après avoir repoussé comme vague et imprécis le critère de la « proximité » et de la « plus grande proximité » comme justification des droits de l'Etat riverain sur le plateau continental bordant ses côtes et affirmé (§ 39) que ceux-ci « existent *ipso facto* et *ab initio* sans que la validité de ses revendications doive être établie », la Cour procède, au passage, à une critique de l'article 1^{er} de la Convention de Genève.

En effet, cet article (30) dans la « définition » qu'il propose du plateau continental stipule que cette expression désigne « ... le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines *adjacentes* aux côtes... ». Or, selon la Cour, (§ 41) « des termes comme *près de*, *proche de ses côtes*, *au voisinage de*, *avoisinant la côte*, *adjacent*, *contigu*..., etc. », « sont tous assez imprécis et ... tout en donnant une idée suffisamment claire peuvent avoir un sens très difficile à cerner ».

Puis, la Cour en arrive à formuler le principe qui, selon elle, est la justification fondamentale des droits de l'Etat riverain : le *principe du prolongement naturel*. « Il y a plusieurs manières de formuler ce principe, mais l'idée de base, *celle d'une extension de quelque chose que l'on possède déjà*, ... et c'est cette idée qui est décisive selon la Cour » (§ 43).

Les deux parties ont invoqué ce principe (31) du prolongement naturel ; mais elles l'ont interprété différemment de façons qui semblent fondamentalement inexactes à la Cour. « Le Danemark et les Pays-Bas ont assimilé le concept de prolongement naturel à celui de plus grande proximité et ils ont déduit que le premier exige le tracé de la ligne d'équidistance... » « la République fédé-

(30) Voir *supra*, I^{re} Partie, Titre III, Chapitre II.

(31) La Cour exprime sous une autre forme ce principe au § 19 : « ...de la règle qui constitue sans aucun doute possible pour la Cour la plus fondamentale de toutes les règles de droit relatives au plateau continental et qui est consacrée par l'article 2 de la Convention de Genève de 1958, bien qu'elle en soit tout à fait indépendante : les droits de l'Etat riverain concernant la zone de plateau continental qui constitue un prolongement naturel de son territoire sous la mer existent *ipso facto* et *ab initio* en vertu de la souveraineté de l'Etat sur ce territoire et par une extension de cette souveraineté sous la forme de l'exercice de droits souverains aux fins de l'exploration du lit de la mer et de l'exploitation de ses ressources naturelles. Il y a là un droit inhérent ».

rale paraît avoir pensé qu'il implique la notion de la part juste et équitable, bien que le rapport soit très lointain » (§ 44).

Concluant sur ce point, la Cour estime que l'on ne peut considérer comme « logiquement nécessaire » la notion d'équidistance. Elle n'est pas liée « de façon inévitable et *a priori* à la conception fondamentale du plateau continental » (§ 46).

Elle estime, en effet, que la notion d'équidistance ne saurait être identifiée à celle d'extension ou de prolongement naturel car, « l'emploi de la méthode de l'équidistance aurait souvent pour résultat d'attribuer à un Etat des zones prolongeant naturellement le territoire d'un Etat lorsque la configuration côtière du premier fait dévier latéralement la ligne d'équidistance et ampute le second de zones situées juste devant sa façade maritime » (§ 44).

b) LA RÈGLE DE L'ÉQUIDISTANCE EST-ELLE DEVENUE UNE RÈGLE DE DROIT POSITIF ?

Ici, les éléments susceptibles d'être pris en considération sont, d'une part, la genèse de la méthode de la délimitation fondée sur l'équidistance, d'autre part l'évolution subie par celle-ci. La Cour examine successivement ces deux points.

i) *La genèse* : Tout d'abord, la Cour rappelle l'acte particulièrement important dans l'élaboration de la notion juridique de plateau continental qu'est la *Proclamation Truman du 28 septembre 1945* (32).

En ce qui concerne la délimitation latérale des plateaux continentaux d'Etats limitrophes, la Proclamation stipulait :

« Lorsque le plateau continental s'étend jusqu'aux rivages d'un autre Etat ou est commun à un Etat adjacent, la frontière sera déterminée par les Etats-Unis et l'Etat intéressé conformément à des principes équitables. »

« De ces deux notions », affirme la Cour, « par voie d'accord et de délimitation conforme à des principes équitables a procédé toute l'évolution historique postérieure » (§ 47).

Puis, la Cour note que, selon elle, les travaux de la Commission du droit international (33) ont porté surtout sur le fondement juridique et la nature des droits pouvant être éventuellement revendiqués par les Etats sur le plateau continental. Elle estime que les diverses étapes des travaux de la Commission du droit international (34) ne montrent en rien « qu'il soit venu à l'esprit d'aucun

(32) Voir *supra*, I^{re} Partie, Titre I, Chapitre I.

(33) Voir *supra*, I^{re} Partie, Titre II.

(34) *Ibidem*.

de ses membres qu'elle dût adopter une règle fondée sur l'équidistance pour le motif qu'une telle règle constituait l'expression linéaire d'un principe de proximité inhérent à la conception fondamentale du plateau continental d'après lequel toute partie du plateau relèverait de l'Etat riverain le plus proche à l'exclusion de tout Etat, et était, en conséquence, obligatoire en droit international coutumier. Cette idée ne semble jamais avoir été avancée. Si elle l'avait été et si elle avait eu le caractère évident que les Pays-Bas et le Danemark lui prêtent, la Commission n'aurait pu faire autrement que de l'adopter, et ses hésitations à ce sujet seraient incompréhensibles » (§ 49) (35). En fait, c'est seulement après le renvoi de la question à un *Comité d'experts hydrographes*, en 1953, que le principe de l'équidistance a été reconnu comme une méthode possible de délimitation. Ce Comité avait, par ailleurs, retenu d'autres méthodes :

- le prolongement vers le large de la frontière terrestre entre les deux Etats limitrophes intéressés ;
- le tracé d'une ligne perpendiculaire à la côte à l'endroit où la frontière entre les deux territoires atteint la mer ;
- le tracé d'une ligne perpendiculaire à la « direction générale » de la côte.

Sur ce point, la Cour conclut qu'il « est clair qu'à aucun moment, on n'a considéré que la notion d'équidistance soit liée de façon inhérente et nécessaire à la doctrine du plateau continental » (§55). La Cour estime que l'étude de la genèse de plateau continental montre que les juristes ont, dès l'origine, été inspirés par deux convictions : « En premier lieu, il était peu probable qu'une méthode de délimitation unique donne satisfaction dans toutes les circonstances et la délimitation devait donc s'opérer par voie d'accord ou d'arbitrage ; en second lieu, la délimitation devait s'effectuer selon des principes équitables » (§ 55).

C'est en vertu de ces considérations que la Commission du droit international a, selon la Cour, donné la priorité à la délimitation par voie d'accord et qu'elle a introduit l'exception des « circonstances spéciales ».

ii) *Evolution du principe de l'équidistance.*

Pour le Danemark et les Pays-Bas, la définition et la consolidation d'un droit coutumier en voie de formation se sont effectuées grâce aux travaux de la Commission du droit international, aux réactions du gouvernement devant l'œuvre de la Commission et

(35) Voir *infra*, Section III.

aux débats de la Conférence de Genève. Ce droit coutumier en voie de formation, en matière de délimitation du plateau continental, se serait cristallisé par l'adoption de la Convention de Genève et par la pratique postérieure des Etats. La méthode de la Cour consiste à s'interroger sur les trois problèmes successifs.

c) INFLUENCE DE LA RÉDACTION DE LA CONVENTION.

Ici, la Cour répète son argumentation mentionnée plus haut. Les *hésitations* de la Commission du droit international montrent que le principe de l'équidistance n'a été accepté par cette Commission qu'à titre purement expérimental. Aussi, pour la Cour, on ne peut prétendre que l'article 6 de la Convention ait consacré ou cristallisé ce même principe.

A l'appui de cette conclusion, sans doute quelque peu expéditive (36), la Cour trouve une confirmation dans l'article 12 de la Convention qui permet à tout Etat de formuler des *réserves* à l'égard de l'article 6 au moment de la signature de la ratification ou de l'adhésion.

Ici, la Cour fait remarquer que s'il est caractéristique d'une règle ou d'une obligation purement conventionnelle d'être assortie de réserves, dans certaines limites, « il ne saurait en être ainsi dans le cas de règles et d'obligations de droit général ou coutumier qui, par nature, doivent s'appliquer dans des conditions égales à tous les membres de la communauté internationale et ne peuvent donc être subordonnées à un droit d'exclusion exercé unilatéralement et à volonté, par l'un quelconque des membres de la communauté à son propre avantage » (§ 63).

Après avoir renforcé sa conviction selon laquelle les articles à propos desquels la possibilité de formuler des réserves ne saurait être considérés comme règles de droit préexistantes ou en voie de formation, la Cour examine un autre argument, la portée de l'article 12 ne serait pas illimitée et n'exclurait pas totalement le principe de délimitation fondé sur l'équidistance, car les articles 1 et 2 de la Convention pour lesquels aucune réserve n'est admise impliquerait la délimitation sur la base de l'équidistance.

La Cour n'est pas convaincue par une telle interprétation. Elle rappelle que les articles 1 et 2 n'ont pas de « rapport direct avec une délimitation entre Etats en tant que telle » (§ 66).

S'appuyant sur les considérations précédentes, la Cour conclut que « la Convention de Genève n'a ni consacré, ni cristallisé une règle de droit coutumier préexistante ou en voie de formation,

(36) Voir *infra*, Section III.

selon laquelle la délimitation du plateau continental entre Etats limitrophes devrait s'opérer, sauf si les parties en décident autrement, sur la base du principe « équidistance-circonstances spéciales ». Une règle a bien été établie par l'article 6, mais uniquement en tant que règle conventionnelle » (§ 63).

d) INFLUENCE DE LA CONVENTION ELLE-MÊME.

La Cour s'interroge sur le caractère « fondamentalement normatif » des dispositions de la Convention. Elle estime, d'abord, qu'en ce qui concerne la règle de l'équidistance, le fait qu'elle soit, dans l'article 6, placée après l'obligation primordiale d'effectuer la délimitation par voie d'accord, peut sérieusement faire douter de son caractère normatif (37).

De plus, la possibilité d'apporter des réserves à l'article 6, si elle ne suffit pas à empêcher le principe de l'équidistance de s'intégrer finalement au droit général fait « qu'il est beaucoup plus difficile de soutenir que ce résultat a été ou pourrait être atteint sur la base de la Convention » (§ 72).

Parmi les autres objections de la Cour, il faut retenir qu'elle estime insuffisant le nombre de ratifications ou d'adhésions. De même, si la Cour convient que l'élément « temps » n'est pas, en soi, indispensable à la formation d'une règle nouvelle de droit à partir d'une règle purement conventionnelle à l'origine, il faut, néanmoins, que, pour être pris en considération, le « laps de temps » soit « assorti » d'une pratique des Etats, y compris ceux qui sont particulièrement intéressés, « fréquente et ... uniforme dans le sens de la disposition invoquée et se soit manifestée de manière à établir une reconnaissance générale du fait qu'une règle de droit ou une obligation juridique est en jeu » (§ 74).

e) LA « PRATIQUE » DES ETATS APRÈS LA CONVENTION.

La question que la Cour se pose maintenant est celle de savoir si la règle de délimitation basée sur l'équidistance a acquis la force d'une règle de droit international coutumier liant tous les Etats, y compris la République fédérale, sous l'effet de la pratique des Etats postérieure à la Convention de Genève.

Cette thèse, soutenue par le Danemark et les Pays-Bas, revient à considérer que l'article 6 a acquis une valeur normative. Cette règle de l'équidistance, « conventionnelle ou contractuelle à l'origine se serait, depuis lors, intégrée à l'ensemble du droit international général et serait maintenant acceptée à ce titre par l'*opinio*

(37) Voir *infra*, Section III.

juris, de telle sorte que, désormais, elle s'imposerait même aux pays qui ne sont pas et n'ont jamais été parties à la Convention » (§ 71).

Pour parvenir à l'*opinio juris*, la Cour rappelle que deux conditions doivent être remplies :

« Non seulement les actes considérés doivent représenter une pratique constante, mais, en outre, ils doivent témoigner, par leur nature ou la manière dont il sont accomplis, de la conviction que cette pratique est rendue obligatoire par l'existence d'une règle de droit. La nécessité de pareille conviction, c'est-à-dire l'existence d'un élément subjectif, est implicite dans la notion même d'*opinio juris sive necessitatis*. Les Etats intéressés doivent donc avoir le sentiment de se conformer à ce qui équivaut à une obligation juridique » (§ 77).

Dans cette affaire, celle de la délimitation du plateau continental de la mer du Nord, la Cour relève qu'on a cité une quinzaine de cas où les limites du plateau continental ont été déterminées par l'application de l'article 6 de la Convention de Genève.

Cependant, pour la Cour, ces précédents ne sont pas concluants et ne peuvent, sur le plan juridique, démontrer, à eux seuls, que les Etats avaient le sentiment d'appliquer une règle de droit international coutumier à caractère obligatoire.

Ceci pour deux raisons : d'abord, plus de la moitié des Etats parties à ces délimitations conventionnelles ou unilatérales étaient, ou sont devenus, parties à la Convention ; « il est donc permis de supposer que leur action s'inscrivait, en fait, virtuellement dans le cadre de l'application de la Convention » (§ 76). Ensuite, s'agissant des Etats qui n'étaient pas parties à la Convention ou qui ne le sont pas devenus, « les raisons de leur action ne peuvent être que problématiques et restent entièrement du domaine de la conjecture » (§ 76).

Enfin et surtout, pour la Cour, les exemples cités par les Pays-Bas et le Danemark, ne sauraient être invoqués en tant que « précédents » véritables, car, dans la plupart des cas, les lignes de délimitation ont été des lignes « médianes » conformes à l'article 6 § 1 de la Convention de Genève sur le plateau continental et non des lignes d'équidistance conformes à l'article 6 § 2 de la même Convention.

En définitive, la Cour ne peut prendre en considération les exemples cités par le Danemark et les Pays-Bas car, « elle estime qu'ils ne sont pas décisifs et ne suffisent pas à établir, comme on le voudrait, une pratique constante manifestée dans des circonstances permettant de conclure que la délimitation suivant le prin-

cipe de l'équidistance constitue une règle obligatoire de droit international coutumier, en particulier en matière de délimitation latérale » (§ 79).

f) CONCLUSION SUR LA « SITUATION JURIDIQUE » DU PRINCIPE DE L'ÉQUIDISTANCE.

« La Cour conclut donc que, si la Convention de Genève n'était ni dans ses origines ni dans ses prémices déclaratoire d'une règle obligatoire de droit international coutumier imposant l'emploi du principe de l'équidistance pour la délimitation du plateau continental entre Etats limitrophes, elle n'a pas non plus, par ses effets ultérieurs, abouti à la formation d'une telle règle, et que la pratique des Etats jusqu'à ce jour a également été insuffisante à cet égard » (§ 81).

Dans ces conditions, point n'est donc besoin de rechercher si, dans la présente affaire, on peut considérer que la côte allemande de la mer du Nord constitue ou non une « circonstance spéciale » au sens de l'article 6 de la Convention de Genève sur le plateau continental ; « en effet, dès lors qu'il est établi que la méthode de délimitation fondée sur l'équidistance n'est en aucune façon obligatoire, il cesse d'être juridiquement nécessaire de prouver l'existence de circonstances spéciales pour en justifier la non-application » (§ 82).

§ 2. — LES CONCLUSIONS PRÉSENTÉES PAR LA COUR

A) *Présentation*

1° *Les bases des solutions.*

La Cour estime que les principes et les règles du droit international applicables à la délimitation, entre les parties, des zones du plateau continental de la mer du Nord relevant de chacune d'elles, sont les suivants :

a) *L'accord* (38). — La délimitation doit s'opérer par voie d'accord, compte tenu « de toutes les circonstances pertinentes ».

b) *L'équité*. — La délimitation doit s'opérer conformément « à des principes équitables ».

(38) Voir *infra*, Section III.

2° *Les buts auxquels elles correspondent.*

a) *Le principe.* -- Il faut que la délimitation s'efforce d'attribuer, dans toute la mesure du possible, à chaque partie, la totalité des zones du plateau continental qui constituent le *prolongement naturel* du territoire de l'Etat riverain sous la mer, de telle sorte que ces zones n'empiètent pas sur le territoire de l'autre Etat.

b) *L'exception.* - Si, par suite des dispositions précédentes, « la délimitation attribuée aux parties des zones qui se chevauchent, celles-ci doivent être divisées entre les parties par voie d'accord ou, à défaut, par parts égales, à moins que les parties n'adoptent un régime de juridiction, d'utilisation ou d'exploitation commune pour tout ou partie des zones de chevauchement » (§ 101, C).

B) *Les facteurs à prendre en considération*

a) *La configuration générale des côtes* ainsi que la présence de toute caractéristique spéciale ou inhabituelle.

b) *L'unité de gisement*, c'est-à-dire « la structure physique et géologique et les ressources naturelles des zones de plateau continental en cause » ;

c) *La « façade maritime »*, c'est-à-dire « le rapport raisonnable qu'une délimitation opérée conformément à des principes équitables devrait faire apparaître entre l'étendue des zones de plateau continental relevant de l'Etat riverain et la longueur de son littoral mesurée suivant la direction générale de celui-ci, compte tenu à cette fin des effets actuels ou éventuels de toute autre délimitation du plateau continental effectuée entre Etats limitrophes dans la même région » (§ 101, D).

SECTION III

Appréciation critique

L'arrêt du 20 février 1969 est extrêmement riche en divers enseignements sur la notion juridique même de plateau continental. Niant qu'il soit possible d'appliquer à l'affaire, sur une base purement conventionnelle, le paragraphe 2 de l'article 6 de la Convention de Genève sur le plateau continental et que le principe de l'équidistance (même s'il peut être modifié dans des « circonstances

spéciales ») soit inhérent à cette notion juridique de plateau continental, l'arrêt propose un certain nombre de « directions » auxquelles les parties devront se conformer ultérieurement.

Mais, quelle que soit l'importance de l'arrêt en ce qui concerne le plateau continental proprement dit, ses développements les plus « nouveaux » visent la question des sources du droit international.

§ 1. — LES PROBLÈMES SE RATTACHANT DIRECTEMENT A LA DÉLIMITATION DU PLATEAU CONTINENTAL

On peut, d'abord, regretter avec M. Jessup (39) que l'arrêt ne s'étende pas plus longuement sur ce que le Danemark et les Pays-Bas ont appelé « certaines des réalités que recouvre la part juste et équitable dans les présentes affaires ».

Certes, ce reproche n'est pas fondamental. Cependant l'insertion, dans l'arrêt, des motivations économiques des parties eut sans doute permis de comprendre pourquoi celles-ci ne s'étaient jamais préoccupées, bien que la mer du Nord ait toujours été un endroit de pêche très fréquenté, de « délimiter » leurs droits sur les organismes vivants décrits au paragraphe 4 de l'article 2 de la Convention sur le plateau continental, ainsi que l'attitude « changeante » de la République fédérale (40).

Ne souscrivant pas intégralement aux conclusions présentées par la Cour et n'étant pas complètement convaincu par son raisonnement, il faut successivement reprendre ces deux points d'une manière critique.

A) *Le raisonnement de la Cour*

La question essentielle qui se posait à la Cour était celle de l'applicabilité à l'espèce de l'article 6 de la Convention de Genève, et plus particulièrement du paragraphe 2 de l'article 6. Ce dernier

(39) « Pour des raisons qui n'ont pas été divulguées pleinement mais que l'on peut soupçonner, les parties ont jugé bon de ne parler qu'indirectement, dans leurs écritures ou plaidoiries, de leurs intérêts réels et fondamentaux concernant le plateau continental de la mer du Nord, mais il est évident que la raison pour laquelle elles attachent tant d'importance à la délimitation de leurs zones respectives est l'existence connue ou probable de gisements de pétrole et de gaz naturel sous le lit de la mer. » (Opinion individuelle de M. Jessup).

(40) Voir *infra*.

prévoit la délimitation du plateau continental adjacent aux territoires de *deux Etats* (la Cour, à juste titre, souligne ce point, par comparaison avec l'article 6 § 2 qui mentionne « deux ou plusieurs Etats ») limitrophes doit être effectuée en tenant compte de trois règles essentielles que l'on peut résumer ainsi :

- 1) *L'accord* ;
- 2) *L'équidistance* ;
- 3) *Les circonstances spéciales.*

1) L'argumentation de la Cour, on l'a vu, s'articule autour de plusieurs interrogations. La première consiste à se demander si la Convention de Genève de 1958 peut lier de façon « *contractuelle* » la République fédérale qui ne l'a pas ratifiée. Bien évidemment, la réponse de la Cour est négative, et, pas plus que les Pays-Bas et le Danemark ne l'ont fait, on ne peut pas contester ce point.

2) Ensuite, la Cour, examinant la question de savoir si le principe de délimitation selon la méthode de l'équidistance est *a priori inhérent* à la notion même de plateau continental, apporte ici une réponse résolument négative. On ne peut encore qu'acquiescer à cette conclusion de la Cour. En effet, on voit mal pourquoi se rattacherait nécessairement à la notion de droits souverains et exclusifs exercés par l'Etat riverain, sur le plateau continental, aux fins de son exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles, l'application de l'article 6 § 2 de la Convention de Genève de 1958. Certes, comme le souligne M. Lachs, dans son opinion dissidente, « lorsque se pose un problème de délimitation, l'exercice de droits définis à l'article 2 est conditionné (sinon entièrement, en tout cas, dans une certaine mesure) par l'application du paragraphe 2 de l'article 6 ». Mais déduire de cette affirmation, comme le fait M. Lachs, que ce paragraphe 2 de l'article 6 énonce des règles relatives à l'application de l'article 2 dans des circonstances particulières, ce qui revient à dire que la méthode de l'équidistance (car c'est surtout celle-ci qui est visée ici) est indissolublement liée à la « notion fondamentale » de plateau continental, est abusif.

3) S'agissant à présent de la troisième interrogation posée par la Cour, à savoir celle portant sur l'éventuelle *acquisition* de « force obligatoire » pour tous, et donc pour la République fédérale, par le principe de délimitation basé sur la règle de l'équidistance, on ne suivra pas la Cour ni dans ses réponses ni dans ses diverses démonstrations.

On a pu voir et montrer dans la première partie de cette étude combien les travaux préparatoires effectués par la *Commission du droit international* avaient été conduits sérieusement. Il ne fallut

pas moins de six années au cours desquelles, rapports, projets, contacts avec les divers gouvernements intéressés se succédèrent avant qu'une Conférence internationale ne s'ouvrit. Celle-ci montra, il est vrai, que les divergences et oppositions les plus fondamentales n'étaient pas apaisées, mais enfin l'accord se fit sur un grand nombre de problèmes.

L'œuvre entreprise par l'O.N.U. en ce qui concerne la codification et le développement progressif du droit international (41) a eu des développements d'une grande portée. Les projets de conventions internationales, tel celui sur le plateau continental, ont été établis par les membres de la Commission du droit international qui est composée de juristes « *possédant une compétence reconnue en matière de droit international* » (42) et, pour reprendre l'expression de M. Koretsky, dans son opinion dissidente, « ce processus de formation et de formulation de principes et de règles du droit international — par son envergure et sa méticulosité — devrait conduire à considérer sous un jour nouveau ce que l'on admet être le résultat de ses travaux... ».

Dans cette perspective, s'il faut garder à l'esprit que l'on ne peut conclure à la légère que les règles énoncées dans un traité peuvent obliger un Etat non contractant en tant que règles coutumières du droit international ou règles généralement acceptées comme normes internationales juridiquement obligatoires, on doit également regretter que la Cour n'ait pas observé de plus près la nature particulière de la Convention de Genève. *Celle-ci, en effet, appartient à cette catégorie de conventions multilatérales qui sont le fruit des travaux des Nations Unies dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international selon les termes de l'article 13 de la Charte* (43).

La Cour, au lieu d'apprécier l'opiniâtreté et la qualité des travaux menés par la Commission du droit international, se borne,

(41) La querelle sur la « frontière » séparant ces deux notions apparaît, souvent vaine et inutile, en particulier pour ce qui est des matières relativement nouvelles récemment appréhendées par le droit international public.

(42) Article 2, § 1, du Statut de la Commission du droit international.

(43) Voir Virally : « Le droit international en question », Archives de Philosophie du droit, 1963, n° 8, p. 153 : « Les apports respectifs de la coutume et des traités n'auront bientôt plus rien à voir avec ce qu'ils représentaient autrefois. Pendant longtemps, le droit international général a été exclusivement d'origine coutumière et il était impensable qu'il en fût autrement : les traités ne pouvaient régler que les rapports particuliers entre deux ou quelques Etats. La convocation de conférences internationales réunissant la quasi-totalité des Etats du monde est en train de changer cette situation. On aperçoit le moment où des règles écrites constitueront le droit international général ».

pour les besoins de sa démonstration, à relever les « hésitations prolongées », « incompréhensibles » (§ 49) de cette dernière en ce qui concerne la genèse de la notion d'équidistance. Bien plus, se fondant sur la manière « presque improvisée et purement contingente » (§ 53) par laquelle le principe de l'équidistance a été envisagé pour la délimitation du plateau continental, la Cour en déduit que l'étude de la formation de ce principe montre qu'au moins à ce stade, il ne saurait être considéré comme un principe général de droit international public.

Cet argument n'est pas convaincant. Car on peut, au contraire, affirmer, avec M. Lachs (opinion dissidente), qu'« il est tout à l'honneur de la Commission du droit international de s'être penchée aussi longuement sur les problèmes que posait les règles mentionnées à l'article 6 avant d'en accepter le texte définitif, cependant qu'elle sollicitait et recevait les observations des gouvernements ».

On peut donc se montrer surpris de ce que la Cour n'ait attaché aucune importance particulière à un fait fondamental : l'énonciation de la doctrine du plateau continental dans des dispositions juridiques élaborées par la Commission du droit international et, par la suite, discutées, modifiées puis adoptées lors de la Conférence de Genève de 1958. Par contre, lorsqu'elle examine l'élaboration de la délimitation latérale des plateaux continentaux d'Etats limitrophes la Cour, pour appuyer les conseils qu'elle préconise aux parties, cite la *Proclamation Truman*. *Sans mésestimer l'importance considérable (44) de ce document dans l'« histoire » du plateau continental il peut cependant paraître surprenant de voir la juridiction internationale suprême fonder ses recommandations (l'accord et l'équité) sur une déclaration unilatérale, « qui doit être considérée comme ayant posé les règles de droit en la matière » (§ 86) (45), et ne pas accorder aux résultats des travaux de la Com-*

(44) Voir *supra*, I^{re} Partie, Titre I, Chapitre I.

(45) Il convient de remarquer ici que la Cour, auparavant (§ 47) avait noté, à juste titre, que la Proclamation Truman pouvait être « considérée comme le point de départ dans l'élaboration du droit positif ». Il y a là, bien évidemment, une contradiction avec la formule : « ayant posé les règles de droit en la matière ». L'ambiguïté n'est d'ailleurs pas dissipée quand, un peu plus loin, la Cour revient à sa première conception de la Proclamation Truman. Notons avec Krystyna Marek (*op. cit.*) que « ce retour se fait dans un contexte qui ne brille pas par la clarté ».

« Le régime du plateau continental est l'exemple d'une théorie juridique née d'une solution particulière qui a fait école ...c'est la Proclamation Truman du 28 septembre 1945 qui est à l'origine de la théorie et les particularités de celle-ci sont le reflet de cette origine » (§ 100).

A cet égard, Krystyna Marek fait le sévère commentaire suivant :

« Il serait souhaitable que la plus haute juridiction internationale emploie un langage précis : un « régime » n'est pas une « théorie », une « théorie » ne

mission du droit international une considération qui devrait être, pour le moins, semblable.

En ce qui concerne l'éventuelle influence exercée par la Convention sur le plateau continental elle même sur l'acquisition, par la règle de l'équidistance, d'une valeur obligatoire en tant que principe du droit international, la Cour la refuse. Si elle accepte la thèse selon laquelle la Convention a cristallisé un droit coutumier en voie de formation pour « certaines parties de la Convention » (§ 62), la Cour estime qu'« elle ne saurait la retenir pour ce qui est de la clause sur la délimitation » (§ 62). Pour étayer cette affirmation la Cour reprend, pour l'essentiel, son argumentation basée sur les lenteurs et les incertitudes de la Commission du droit international dont on a vu, plus haut, ce qu'il convenait de penser :

« La valeur de la règle dans la Convention doit donc surtout être jugée par rapport aux conditions dans lesquelles la Commission a été amenée à la proposer et qui ont déjà été examinées au sujet de la thèse du Danemark et des Pays-Bas sur le caractère nécessaire et *a priori* de l'équidistance. La Cour considère que cet examen suffit, aux fins du présent raisonnement, à montrer que le principe de l'équidistance, tel qu'il est actuellement énoncé à l'article 6 de la Convention a été proposé à la Commission avec beaucoup d'hésitations, à titre plutôt expérimental et tout au plus *de lege ferenda*, donc certainement pas *de lege lata*, ni même à titre de règle de droit coutumier en voie de formation » (§ 62).

Pour confirmer cette conclusion, la Cour tire son argumentation de la possibilité, pour tout Etat, de formuler des *réserves* à l'article 6 au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion.

Ici, on ne peut que souscrire sans aucune restriction à la pertinente observation formulée par M. Sorensen dans son opinion dissidente :

« ... la faculté d'apporter des réserves à une disposition conventionnelle ne dépend pas de la question de savoir si ladite disposition peut être considérée ou non comme l'expression d'une règle de droit généralement reconnue. »

La Cour internationale de Justice, elle-même, dans son « Avis consultatif » donné en 1951, à propos de la « Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide » a posé comme

dérive pas d'une « source » ; la « source » ne peut faire école, même si, en s'écartant du texte authentique, on la traduit par « solution ». Cela est un exemple regrettable — mais seulement isolé — du style relâché qui commence à s'introduire dans le langage scientifique de nos jours, jusque, et y compris, dans la jurisprudence de la Cour ».

règles que « l'objet et le but de la Convention posent ainsi des limites tant à la liberté d'apporter des réserves qu'à celle d'y objecter » (46).

Cette disposition a été reprise dans l'article 19 de la Section II consacrée aux « Réserves » de la *Convention de Vienne* du 23 mai 1969 :

« Un Etat, au moment de signer, de ratifier, d'accepter, d'approuver un traité ou d'y adhérer, peut formuler une réserve, à moins :

.....

c) ... que ... la réserve ne soit incompatible avec l'objet et le but du traité. »

Ces considérations s'appliquant à tous les traités multilatéraux, la Convention sur le plateau continental n'y fait pas exception. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 6, le droit de formuler des réserves est indissociable des trois éléments qui le composent. Ces trois éléments, il faut y revenir, sont l'« accord », l'« équidistance », et un « tempérament » à ce dernier principe : les « circonstances spéciales ».

S'agissant de l'« accord », l'article 6 § 2 n'impose pas une obligation dépassant celle de négocier qui constitue, on le sait, un des principes généraux du droit international contemporain. Dans ces conditions, peut-on admettre qu'une réserve soit émise à l'égard de la disposition de l'article 6 § 2 de la Convention prévoyant que la délimitation du plateau continental doit être effectuée « par accord » ? « Evidemment non », répond M. Lachs dans son opinion dissidente, « car cette disposition ... doit être interprétée comme l'application *ad casum* d'une obligation générale des Etats ». De même, M. Koretsky, dans son opinion dissidente, déclare : « Il est inconcevable que quiconque puisse s'opposer à ce principe ou veuille y apporter une réserve ».

Mais un Etat peut-il émettre une réserve au reste du paragraphe, c'est-à-dire à la règle de l'équidistance et à l'exception à cette règle (« circonstances spéciales ») ? Quatre Etats, le *Venezuela*, la *Yougoslavie*, l'*Iran* et la *France* (47), ont, au cours du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion formulé des réserves au « reliquat » (l'« accord » étant exclu) du paragraphe 2 de l'article 6.

La réserve de la France visait d'ailleurs les paragraphes 1 et 2 de l'article 6. Elle spécifiait qu'en l'absence d'accord particulier son gouvernement n'acceptera pas qu'une délimitation de son pla-

(46) C.I.J., *Recueil*, 1951, p. 24.

(47) Voir en Annexe 3 le texte de ces réserves.

teau continental soit déterminée par application du principe de l'équidistance.

L'objet des réserves faites par le Venezuela et la Yougoslavie (celles formulées par l'Iran traduisent une conception particulière des circonstances spéciales) *montre que ces Etats, comme la France, entendent, qu'ent erla règle* (ligne d'équidistance) *et l'exception* (circonstances spéciales) *cette dernière doit l'emporter.*

Ces réserves, fort peu nombreuses apportées à l'article 6 § 2 montrent qu'aucun des Etats les ayant formulées n'a marqué une opposition générale aux principes et aux règles énoncées dans cette disposition.

En définitive, l'argumentation de la Cour selon laquelle la possibilité pour tout Etat, en vertu de l'article 12, de formuler des réserves à l'article 6 § 2 priverait les dispositions de ce dernier de la « qualité » de principe général du droit ne tient pas. Pour ce qui est de l'« accord », l'objection est évidente ; s'agissant de la règle « équidistance-circonstances spéciales », les exemples de réserves formulées jusqu'à ce jour *démontrent qu'une réserve, ici comme dans tous les cas, ne fait que modifier, pour l'Etat auteur de la réserve ses relations avec les Etats l'ayant acceptée. Cette possibilité d'ordre purement contractuel ne préjuge en rien de la nature juridique de la disposition visée par une réserve* (48) (49).

(48) « L'acceptation tacite ou expresse d'une réserve faite par une partie contractante n'a pas pour effet d'ôter à la Convention tout entière ou à l'article en question son caractère déclaratoire. Elle n'a pour effet que d'établir un rapport contractuel spécial entre les parties intéressées dans le cadre général du droit coutumier énoncé dans la Convention. Si la règle coutumière n'appartient pas à la catégorie du *jus cogens*, un rapport contractuel de cette nature est nul en soi. Il n'y a donc pas incompatibilité entre la faculté de faire des réserves à certains articles de la Convention sur le plateau continental et la reconnaissance de cette Convention ou des articles en question comme l'expression de règles de droit généralement acceptées » (M. Sorensen, opinion dissidente).

(49) « D'un point de vue plus général on constate que les réserves apportées à plusieurs Conventions normatives ou de codifications importantes n'ont pas empêché leurs dispositions d'être généralement acceptées comme étant le droit. Cinq Etats ont fait des réserves à la quatrième Convention de La Haye (1907), et pourtant les principes qu'elle énonce sont devenus, avec le temps, partie intégrante du droit international général s'imposant à tous les Etats.

La *Convention de Genève sur la haute mer* fournit un autre exemple en ce sens. Elle ne contient aucune disposition autorisant expressément les réserves, mais elle n'en renferme non plus aucune qui les interdise, comme c'est le cas de la Convention relative à l'esclavage en date du 7 septembre 1956 (art. 9). D'ailleurs elle a fait l'objet de plus de réserves que la Convention sur le plateau continental. Or, la Convention de Genève sur la haute mer est de toute évidence un instrument de codification par excellence : son préambule commence par les mots « désireux de codifier les règles » et précise que les dispositions qui y sont contenues « *sont pour l'essentiel déclaratoires de principes établis du droit international* » (opinion dissidente de M. Lachs).

Poursuivant sa recherche concernant les éléments tenus pour importants et nécessaires « afin qu'une règle conventionnelle soit considérée comme étant devenue une règle générale de droit international » (§ 73), la Cour estime que les deux éléments à prendre en considération à savoir, le nombre des Etats-parties à la Convention et la « longévité » de cette dernière sont « insuffisants » (50).

Pour ce qui est du premier élément, il faut rappeler qu'au 20 février 1969, la Convention sur le plateau continental avait été signée par 46 Etats et avait reçu 39 ratifications ou adhésions. Si l'on tient compte de ce qu'entre la période qui a séparé la date limite d'ouverture à la signature de cette Convention (31 octobre 1958) et son entrée en vigueur (10 juin 1964) une trentaine d'Etats sont nés tandis que près de 15 autres accédaient à l'indépendance, et du fait que 26 Etats sont dépourvus de littoral maritime, le nombre des Etats parties à la Convention apparaît relativement élevé. Cette considération est d'ailleurs renforcée si l'on remarque que sur les 70 Etats (chiffre avancé par M. Lachs dans son opinion dissidente) se livrant actuellement à l'exploration et à l'exploitation des richesses de leur plateau continental, seuls quelques-uns les ont « entreprises » sur une échelle importante.

En ce qui concerne l'élément « temps », on doit remarquer que les nécessités du monde contemporain font que, dans tous les domaines, la durée requise pour la formation d'une coutume a tendance à diminuer. De plus, la « nouveauté » du sujet ne peut que rendre souhaitable une exigence moins minutieuse en matière de « constituantes » de la coutume. Enfin il y avait plus de dix années que la Convention était signée lorsque la Cour a rendu son arrêt, et la Commission du droit international avait posé les règles en matière d'équidistance dès 1953.

Considérant, à présent, la pratique et l'uniformité dans le sens de la disposition visée, celle de l'équidistance, la Cour, pour les raisons qui ont été évoquées dans la Section II du présent Chapitre, estime que ces deux caractéristiques jointes à la « conviction que cette pratique est rendue obligatoire par l'existence d'une règle de droit » (§ 77) font défaut dans cette affaire.

(50) Krystyna Marek (*op. cit.*), p. 63 : « ...faire dépendre un principe d'un critère purement quantitatif paraît très peu satisfaisant. Combien de ratifications et d'adhésions faut-il pour opérer le passage du droit conventionnel dans le droit coutumier ? Dix ? Quinze ? Vingt ? ...Comment apprécier de manière adéquate les délais de ratification ? En conclusion, il nous paraît extrêmement difficile d'admettre qu'un traité multilatéral *non codificateur mais créant du droit nouveau* (ce qui est le cas dans l'espèce d'après la Cour elle-même) puisse servir, en tant que tel, de preuve du droit coutumier ».

Pourtant, un certain nombre de Conventions ont été, depuis 1958, conclues entre Etats riverains de la mer du Nord (51) sur la base de la Convention de Genève de 1958 sur le plateau continental. Outre les deux traités de délimitation partielle conclus par la République fédérale, les Pays-Bas et le Danemark, on peut rappeler :

- Traité entre Norvège et Grande-Bretagne (10 mars 1965),
- Traité entre Pays-Bas et Grande-Bretagne (6 octobre 1965),
- Traité entre Danemark et Norvège (8 décembre 1965),
- Traité entre Danemark et Grande-Bretagne (3 mars 1966) ;
- Traité entre Danemark et Pays-Bas (31 mars 1966).

Mais la Cour fait remarquer à ce propos que « plus de la moitié des Etats intéressés qu'ils aient agi unilatéralement ou conjointement, étaient ou sont bientôt devenus parties à la Convention de Genève et il est donc permis de supposer que leur action s'inscrivait en fait ou virtuellement dans le cadre de l'application de la Convention. On ne saurait donc légitimement en déduire qu'il existe une règle de droit international coutumier consacrant le principe de l'équidistance » (§ 76).

Cette objection a une portée très réduite si l'on remarque que la Norvège, par exemple, s'est fondée sur l'article 6 *bien qu'elle n'ait pas encore adhéré à la Convention de Genève ; les Pays-Bas ont également adopté les principes posés dans cet article dans leur accord avec la Grande-Bretagne à un moment où ils n'avaient pas encore ratifié la Convention.*

Quant à la Belgique (52), n'ayant pas, comme on l'a vu signé la Convention sur le plateau continental, son gouvernement, par une note du 15 septembre 1965 adressée par l'ambassade de Belgique au ministère néerlandais des Affaires étrangères, précise que « les deux pays sont d'accord sur le principe de l'équidistance et sur son application pratique ». La loi du 13 juin 1969 dans le deuxième alinéa de l'article 2 illustre, d'ailleurs, le point de vue officiel du Gouvernement belge : « La délimitation du plateau continental vis-à-vis des pays dont les côtes sont adjacentes aux côtes belges c'est-à-dire la France et les Pays-Bas, est déterminée par l'application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacune des puissances intéressées. Cette délimitation peut être aménagée par un accord particulier avec la puissance intéressée » (53).

(51) Voir *supra*, II^e Partie, Titre II.

(52) Voir *supra*, II^e Partie, Titre I, Chapitre I.

(53) Voir *supra*, II^e Partie, Titre I, Chapitre I et Annexe 6.

Ainsi, comme le note M. Fouad Ammoun, dans son opinion individuelle, on peut dénombrer « pendant le cours de la décade qui s'est écoulée depuis l'institution de la règle nouvelle par voie conventionnelle, *une douzaine d'Etats n'étant pas parties à la Convention sur le plateau continental, qui ont opté en plus des Etats signataires de celle-ci, pour la méthode de l'équidistance* ».

Tout en étant conscient de ce que la formation du droit coutumier ne saurait dépendre uniquement de la pratique répétée des Etats au cours d'une certaine période et que la mesure « quantitative » de ces éléments ne doit pas être interprétée de façon trop rigide, on ne peut manquer d'être frappé par les remarques précédentes. Celles-ci tendent à démontrer que *le principe de l'équidistance a acquis l'autorité d'une règle de droit international coutumier au terme d'un processus que la Convention de Genève, par son rôle normatif, a contribué à accélérer*.

Mais la Cour ne s'attache à l'examen de ces délimitations que pour affirmer : « ... dans presque tous les cas de délimitation invoqués, il s'est agi de tracer des lignes médianes entre Etats se faisant face et non des limites latérales entre Etats limitrophes » (§ 79).

A cette objection on peut répondre avec M. Sorensen que « du point de vue juridique la distinction entre ligne médiane et équidistance est fictive », et que la terminologie juridico-technique des deux premiers paragraphes est impropre. *Car, dans les deux paragraphes, l'élément décisif est que la ligne en question doit être tracée de telle manière que chacun de ses points soit équidistant des points les plus proches des lignes de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale de Chaque Etat. De même, les techniques géométriques employées pour tracer la ligne sont identiques dans les deux cas.*

Les débats de la Conférence de Genève semblent confirmer que le principe juridique est le même dans le cas de la « ligne médiane » que dans celui de la « ligne d'équidistance ». Dans son projet d'articles, la Commission du droit international a appliqué la distinction entre « côtes se faisant face » et « Etats limitrophes » à la délimitation du plateau continental et de la mer territoriale. Mais cela ne signifie pas qu'il y ait une différence de principe entre les paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de la Convention de Genève sur le plateau continental. Sans doute, aurait-il été préférable d'adopter une formule négative, sur le modèle de l'article 12 de la Convention sur la mer territoriale, et dire qu'aucun Etat n'est en droit d'étendre son plateau continental au delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants.

A cet égard, il faut, pour renforcer la démonstration allant dans le sens d'une acquisition, par le principe de l'équidistance, de la valeur d'une règle obligatoire de droit coutumier, mentionner que, sur les quatre Conventions adoptées à Genève en 1958, *trois ont retenu le principe de l'équidistance et, qu'en outre, la Convention européenne sur la pêche du 9 mars 1964 a adopté également cette solution pour la délimitation des zones exclusives de pêche entre Etats voisins.*

Afin de poursuivre l'argumentation en faveur de l'applicabilité à la République fédérale de la règle de l'équidistance, il faut revenir sur la « *situation d'estoppel* » (54) abordée au paragraphe 20 de son arrêt. Selon la Cour, le principe de l'estoppel ne s'applique pas à l'espèce. Pourtant un examen de l'attitude de la République fédérale montre :

— que la République fédérale a pris part aux travaux de la Conférence de Genève et a signé la Convention sans émettre de réserves à l'article 6 ;

— qu'elle a informé le Danemark et les Pays-Bas qu'elle prenait des mesures pour ratifier la Convention ;

— plus important encore, que la République fédérale, dans sa proclamation du 20 février 1964, s'est fondée sur la Convention pour affirmer ses droits souverains sur le plateau continental, aux fins de son exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

En effet, la proclamation du gouvernement fédéral en date du 20 janvier 1964 contient le passage suivant :

« Afin d'éliminer les incertitudes d'ordre juridique qui pourraient surgir dans la situation nouvelle, en attendant que la Convention de Genève sur le plateau continental entre en vigueur et soit ratifiée par la République fédérale d'Allemagne, le gouvernement fédéral estime désirable de faire dès à présent la déclaration suivante :

Compte tenu de l'évolution du droit international général telle qu'elle s'exprime dans la pratique récente des Etats et, en particulier, dans la signature de la Convention de Genève sur le plateau continental, la République fédérale considère l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du lit de la mer et du sous-sol ... comme le droit souverain exclusif de la République fédérale. » (55)

(54) Voir : Jack Lang, *Le plateau continental de la mer du Nord*, Avant-propos de Charles Chaumont, L.G.D.J., 1970, pp. 51-55.

(55) C.I.J., Affaires du plateau continental de la mer du Nord, *Mémoires, plaidoiries et documents*, vol. I.

Il est évident que, par ce comportement, la République fédérale a « formellement exprimé l'idée que cette Convention correspondait au droit international applicable. Comme ce point de vue était parfaitement fondé, cet Etat ne saurait maintenant échapper à l'application de la Convention » (M. Sorensen, opinion dissidente).

De plus, à l'égard de l'article 6 lui-même, la République fédérale a formellement exprimé l'idée selon laquelle la Convention de Genève correspondait au droit international généralement applicable.

On peut, en effet, lire dans le procès-verbal commun signé à Bonn le 4 août 1964 par les chefs des délégations allemande et néerlandaise que la délégation allemande souhaitait réunir une Conférence des Etats riverains de la mer du Nord « en vue d'aboutir à une répartition appropriée du plateau continental conformément à la première phrase du paragraphe 1 et à la première phrase du paragraphe 2 de l'article 6 de la Convention de Genève » (56).

Pour conclure sur ce point, M. Lachs, dans son opinion dissidente, fait, à juste titre, remarquer : « *Il est évident que les intentions, la conduite et la politique des Etats peuvent changer, mais la valeur et le crédit des déclarations faites par les gouvernements seraient sérieusement ébranlés si l'on méconnaissait des jugements de valeur d'une telle importance ou si l'on considérait qu'ils ne lient pas les gouvernements qui les ont émis* ».

Enfin, que faut-il penser de l'argument de la Cour lorsqu'elle exprime l'idée selon laquelle la rédaction même de l'article 6 laisse subsister des doutes quant à son caractère fondamentalement normatif : « ... l'article 6 est rédigé de telle sorte qu'il fait passer l'obligation de recourir à la méthode de l'équidistance après l'obligation primordiale d'effectuer la délimitation par voie d'accord. Cette obligation primordiale précéderait de manière bien inusitée ce que l'on prétend être virtuellement une règle de droit général » ? (§ 72). Ici, il faut mettre en relief l'obligation, pour les Etats concernés, de déployer tous les efforts possibles afin de résoudre leurs différends autour d'une table de Conférence, et rappeler que l'on ne peut s'étonner (57) de la primauté reconnue, par l'article 6, à cette obligation. L'article 33 de la Charte des Nations Unies ne

(56) *Ibidem*.

(57) Il est toutefois remarquable que la Cour, dans cet arrêt, énonce, *formellement*, l'obligation de parvenir à un accord : « ...les parties sont tenues d'engager une négociation en vue de réaliser un accord et non pas simplement de procéder à une négociation formelle comme une sorte de condition préalable à l'application automatique d'une certaine méthode de délimitation faite d'accord ; les parties ont l'obligation de se comporter de telle manière que la négociation ait un sens, ce qui n'est pas le cas lorsque l'une d'elles insiste sur sa propre position sans envisager aucune modification » (§ 85-A).

dispose-t-il pas que « les parties à tout différend ... doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation... » ?

Première conclusion.

Pour toutes ces raisons dont aucune, prise isolément, n'a sans doute une portée suffisante pour que l'on adopte un point de vue différent de celui de la Cour, mais dont toutes concourent à former un « *faisceau d'indices* » tel que l'on ne peut souscrire au raisonnement qu'elle suit, la question posée dans les compromis aurait dû recevoir la réponse suivante :

— L'article 6 § 2 de la Convention de Genève sur le plateau continental du 29 avril 1958 est applicable à l'espèce.

— Aucune circonstance spéciale ne peut être prise en considération pour justifier, dans ce cas de délimitation des zones de plateau continental de la mer du Nord, une exception à l'application du principe de l'équidistance.

Sur ce dernier point la conclusion de la Cour est identique. Elle se fonde, cependant, sur des bases différentes. Liant les « circonstances spéciales » au principe de l'équidistance et concluant que ce dernier n'a pas une portée obligatoire, la Cour estime qu'il cesse d'être juridiquement nécessaire de prouver l'existence de circonstances spéciales pour en justifier la non-application » (§ 82) (58).

B) Les conclusions présentées par la Cour

Outre l'obligation de négocier, la Cour propose que toute délimitation accorde à chaque Etat la partie du plateau continental qui est le « *prolongement naturel* » de son territoire sous la mer.

Que faut-il en penser ? En plus de la difficulté géologique de prouver ce « prolongement » de façon certaine en le distinguant de celui d'un autre Etat et même du sol de la haute mer, il semble qu'il soit malaisé de justifier juridiquement ce principe.

Pour sa part, la Cour en donne une explication assez curieuse. Lorsqu'elle affirme que « la doctrine du plateau continental est l'un des cas récents d'empiètement des espaces maritimes qui, pendant la plus grande partie de l'histoire, ne relevaient de personne »,

(58) On ne peut manquer d'être surpris par ce raccourci saisissant. L'arrêt ne consacre, ainsi que quelques lignes à ce qui peut sembler être au cœur du litige. En lui consacrant une attention plus grande, et quitte à la repousser, la Cour eut, au moins, démontré (elle le fait ici d'une façon par trop sommaire) que la règle des « circonstances spéciales » était inapplicable à l'espèce.

on ne peut en disconvenir (§ 92). Puis, comparant le plateau continental à la zone contiguë, elle conclut que, dans les deux cas, « on applique le principe que la terre domine la mer ». Aussi, selon la Cour, ce dernier principe doit être renforcé « lorsqu'il ne s'agit plus de zones aquatiques comme la zone contiguë mais d'espaces terrestres submergés, car le régime juridique du plateau continental est celui d'un sol et d'un sous-sol, deux mots qui évoquent la terre et non pas la mer » (§ 96).

Cette « évocation » ne peut justifier le principe du prolongement naturel. En effet, les zones sous-marines appelées « plateau continental » et que la Convention a singulièrement étendues par l'utilisation du critère de l'exploitabilité ne « prolongent naturellement » le territoire de l'Etat riverain *qu'au titre de l'unité générale des composantes de notre planète entière*.

Quant aux « principes équitables » qui devront être respectés lors des délimitations et aux « *parts égales* » auxquelles il faudra avoir recours en cas de chevauchement, on doit s'inquiéter de voir s'introduire dans la jurisprudence de la Cour une notion aussi *vague et susceptible d'interprétations subjectives et arbitraires*. De plus cette notion d'« équité » met inévitablement en jeu l'idée de « justice distributive » *contre laquelle la Cour s'est, dans ce même arrêt, elle-même prononcée* : « Sa tâche, en l'espèce, concerne essentiellement la délimitation et non point la répartition des espaces visés » (§ 18) (59).

Ne doit-on pas également être surpris par la curieuse « équation » opérée par la Cour entre « justice » et « équité » :

« La Cour en vient maintenant à la règle de l'équité... Il faut noter cependant que cette règle repose aussi sur une base plus large. *Quel que soit le raisonnement juridique du juge, ses décisions doivent par définition être justes, donc en ce sens équitables*. Néanmoins, lorsqu'on parle du juge qui rend la justice ou qui dit le droit, il s'agit de justification objective de ses décisions non pas au delà des textes mais selon les textes et, dans ce domaine, c'est précisément une règle de droit qui appelle l'application de prin-

(59) La Cour avait, au § 20, exprimé son hostilité à l'égard de la notion de « partage » : « ...même dans la situation de la mer du Nord, l'idée de répartir une zone non encore délimitée, considérée comme un tout, idée sous-jacente à la doctrine de la part juste et équitable, est absolument étrangère et opposée à la conception fondamentale du régime du plateau continental suivant laquelle l'opération de délimitation consiste essentiellement à tracer une ligne de démarcation entre des zones relevant déjà de l'un ou l'autre des Etats intéressés. Certes la délimitation doit s'effectuer équitablement, mais elle ne saurait avoir pour objet une part équitable ni même simplement une part car la conception fondamentale en la matière exclut qu'il y ait quoi que ce soit d'indivis à partager ».

cipes équitables. Il n'est par conséquent pas question en l'espèce d'une décision *ex æquo et bono*, ce qui ne serait possible que dans les conditions prescrites à l'article 38, paragraphe 2, du Statut de la Cour » (§ 88).

À l'égard de ce texte, Krystyna Marek (60) formule une critique très pertinente :

« ... on ne voit pas bien la raison pour laquelle la Cour s'attache à une description du raisonnement juridique ou des fonctions du juge. Tout cela est strictement en dehors du contexte dans lequel se place logiquement toute cette partie de l'arrêt.

... L'exégèse d'un tel texte se révèle un jeu intellectuel d'une stérilité totale. Il vaut mieux revenir à la rigueur et à la simplicité qui est celle d'un Charles De Visscher, d'un Max Huber, de l'Institut de droit international et de la jurisprudence antérieure de la Cour elle-même, pour arriver à une conclusion toute simple : ayant refusé d'appliquer au litige le principe d'équidistance à titre conventionnel ou à titre coutumier, la Cour fait droit à la demande de l'Allemagne de renvoyer les parties aux négociations en vue de réaliser un accord, et elle leur recommande de se laisser guider dans ces négociations par des considérations d'équité. Il aurait mieux valu le dire clairement et simplement. »

Enfin, parmi les « facteurs » que les parties devront prendre en considération en cours de négociations, outre la configuration des côtes et l'« unité de gisement », (pour autant en convient la Cour, « que cela soit connu ou facile à déterminer »), la Cour introduit le rapport « raisonnable » entre l'étendue des zones du plateau continental relevant de l'Etat riverain et la longueur de son littoral. Cette notion de « façade maritime » a été invoquée et défendue par la République fédérale. Elle ne présente pas les mêmes avantages de précision et de commodité que la méthode de l'équidistance.

En dernier lieu, l'idée d'une éventuelle « utilisation ou exploration commune pour tout ou partie des zones de chevauchement » ne peut qu'être désirée. Retenue et appliquée, elle serait la première étape vers l'internationalisation des fonds marins.

Deuxième conclusion.

La Cour internationale de Justice a jugé bon de prodiguer un certain nombre de conseils aux parties au litige. Ceux-ci avaient

(60) *Op. cit.*, pp. 70-71.

pour but d'inviter les trois gouvernements intéressés à délimiter aussi équitablement que possible leur plateau continental.

Récemment, les experts danois, hollandais et allemands se sont séparés, une fois de plus, sans aboutir à des résultats positifs (61).

Il est à prévoir que si les parties en présence ne parviennent pas à s'entendre, elles devront s'adresser de nouveau à la Cour pour lui demander de procéder elle-même au découpage de la zone litigieuse (qui paraît aujourd'hui moins prometteuse que naguère en ressources pétrolières) (62).

§ 2. — PORTÉE DE L'ARRÊT S'AGISSANT DU PROBLÈME DES SOURCES DU DROIT INTERNATIONAL

Comme on a tenté de le souligner au paragraphe précédent l'arrêt n'aboutit pas à une conclusion exempte de critiques lorsqu'il estime que la Convention de Genève n'a pas, s'agissant de l'équidistance, acquis une valeur générale.

Mais l'analyse de la Cour touchant les diverses sources du droit international est intéressante.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'examiner directement l'arrêt sous l'angle des sources du droit international. De plus, au cours des développements précédents on a pu porter des appréciations sur l'examen effectué par la Cour de ces diverses sources (traité, coutume, principes généraux de droit, actes unilatéraux, équité...). Cependant, il paraît nécessaire de résumer brièvement les résultats les plus importants du raisonnement de la Cour.

A) *Traités*

Plusieurs principes se dégagent en matière de droit des traités, la Cour demeurant, en général, fidèle à sa jurisprudence antérieure.

C'est ainsi que le principe de la non-opposabilité des traités à l'égard des Etats tiers est maintenue. Ce maintien vise autant les effets d'un traité « au bénéfice » d'un Etat tiers que ceux « à la charge » d'un Etat tiers :

(61) Voir *Le Monde*, 27 janvier 1970. Voir également : Charles Zorgbibe, *Le Monde diplomatique*, décembre 1970, « Un différend juridique dont l'enjeu est le pétrole » : « L'arrêt rendu en février 1969... aura sans doute facilité un règlement du problème ; un accord est maintenant sur le point d'être conclu... ».

(62) Voir : Henkin L., « The outer limit of the continental shelf », *AJIL.*, janvier 1970, n° 1.

« D'ailleurs, s'il s'agissait de droits et non d'obligations, en d'autres termes si un Etat essayait de revendiquer des droits en vertu d'une Convention à laquelle il n'aurait donné ni sa ratification ni son adhésion alors qu'il était habilité à le faire, et s'il alléguait à cette fin qu'il a proclamé sa volonté d'être lié par la Convention ou a manifesté par son comportement son acceptation du régime conventionnel, on lui répondrait simplement que, n'étant pas devenu partie à la Convention, il ne peut revendiquer aucun droit à ce titre tant qu'il n'a pas exprimé sa volonté ou son acceptation dans les formes prescrites » (§ 28).

Il faut rappeler, de surcroît, que la Cour énonce (63) l'obligation de parvenir à un accord :

« ... les parties sont tenues d'engager une négociation en vue de réaliser un accord » (§ 85, a). Certes, il y a lieu de distinguer cette « obligation » de la « négociation formelle » condamnée par la Cour. Toutefois, les récents pourparlers tripartites susmentionnés laissent craindre que ce caractère finaliste de la négociation risque de n'être qu'un vœu dépourvu d'effets.

En ce qui concerne les *réserves* l'arrêt est conforme à la théorie développée dans l'Avis de la Cour sur les réserves à la Convention sur le génocide et reprise par la Convention de Vienne du 23 mai 1969. Mais la Cour a insisté, et ceci est nouveau dans sa jurisprudence, sur « l'invulnérabilité de la coutume à l'égard des atteintes volontaristes auxquelles est exposé le droit conventionnel, en l'occurrence à l'égard des réserves » (64).

Enfin, la Cour donne une définition (négative) du *jus cogens* (65) :

« Sans chercher à aborder la question du *jus cogens* et encore moins à se prononcer sur elle, on doit admettre qu'en pratique il est possible de déroger par voie d'accord aux règles de droit international dans des cas particuliers ou entre certaines parties, mais cela ne fait normalement pas l'objet d'une disposition expresse comme dans l'article 6 de la Convention de Genève » (§ 72).

(63) Voir *supra*, Section II.

(64) Krystyna Marek (*op. cit.*), p. 76.

(65) L'article 53 de la Convention de Vienne sur le droit des traités dispose : « ... Aux fins de la présente Convention, une norme impérative du droit international général est une norme acceptée et reconnue par la communauté internationale des Etats dans son ensemble en tant que norme à laquelle aucune dérogation n'est possible et qui ne peut être modifiée que par une nouvelle norme du droit international général ayant le même caractère ».

B) *La coutume*

S'agissant de la formation de la règle coutumière, des éléments constitutifs de la coutume, de sa preuve, l'arrêt n'apporte aucune contribution véritablement nouvelle. Il n'est que de rappeler l'analyse faite par la Cour de la « pratique » des Etats. Elle s'inscrit fidèlement dans sa jurisprudence antérieure.

On ne reviendra pas, ici, sur certains passages à propos desquels on a eu l'occasion de dénoncer des prises de position sommaires ou obscures. Ainsi, pour reprendre certaines situations envisagées par la Cour, telle la participation à la Convention : qu'entend-on par « très large et représentative » ? Qu'est-ce qu'un Etat « particulièrement intéressé » ?

Ces insuffisances ne sauraient cependant faire oublier les précieux enseignements apportés par l'arrêt en ce qui concerne la *nature juridique* même du *droit coutumier* envisagée en discutant la question des réserves et leur inapplicabilité aux règles coutumières (66). La règle essentielle que pose la Cour est celle de *l'autonomie et de la suprématie de la coutume à l'égard du droit conventionnel* (67).

C) *Autres sources*

Si l'on excepte la considération « démesurée » (68) accordée à la Proclamation Truman, l'arrêt n'apporte, s'agissant des « *Actes unilatéraux* » aucun élément particulièrement neuf. Cette remarque s'applique également aux « *Principes généraux de droit* ».

Enfin, les conclusions de la Cour concernant l'« *Equité* » sont susceptibles de devenir une source de confusion plus que de clarté.

CONCLUSION

C'est dans l'étude de l'interaction des diverses sources du droit international que l'apport de l'arrêt est le plus grand. Il constitue une remarquable étude dépassant la simple « péripiétie » que représente la délimitation du plateau continental de la mer du Nord.

(66) Voir *supra*, Section III, § 1, et Arrêt, § 63.

(67) « ...il ne s'agit pas là de supériorité au sens classique de la hiérarchie des normes, ce qui est un tout autre problème, mais de ce qu'on pourrait appeler une « supériorité de qualité » de la coutume à l'égard du droit conventionnel » (K. Marek, *op. cit.*).

(68) Voir *supra*, Section III, § 3.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Malgré ses défauts, l'Arrêt de 1969 a pu apparaître, aux yeux de certains auteurs, comme un pas décisif vers une clarification de la notion juridique de plateau continental. En introduisant le concept de « prolongement naturel » la Cour aurait ainsi, de façon incidente, mis un terme aux craintes nées de l'adoption, à Genève d'un double critère définissant le plateau continental. Plus prudent, Jack Lang note (1), avec raison, que cet « accent sur la notion de prolongement naturel du territoire » « contribuera peut-être à mettre un terme à l'incertitude concernant la limite extérieure du plateau continental ».

On ne saurait trop insister sur ce « peut-être ». La théorie juridique du plateau continental a été échafaudée à coups d'approximations successives toutes bâties autour de cette hypothèse géologique d'une certaine identité entre le sol et le sous-sol du territoire et ceux les prolongeant sous la mer jusqu'aux profondeurs dites abyssales.

Aujourd'hui, les préoccupations des Etats les plus technologiquement développés convergent vers l'exploration et l'exploitation du « lit des océans ». A Genève, l'introduction du critère de l'exploitabilité n'a pas été le fait du hasard. Elle ménageait l'avenir. Mais, de même que l'artifice de la définition de l'article 1^{er} de la Convention consiste à n'entendre par « plateau continental » qu'une zone s'étendant « au delà des eaux territoriales », de même, le critère de la possibilité d'exploitation ne fonde plus le plateau continental sur le fait géologique. On doit, à cet égard, s'en féliciter. Car, si l'on désire sortir de l'impasse, toute référence géologique est improprie à la progression d'une construction juridique satisfaisante. Elle l'est encore davantage quand, comme c'est le cas pour la no-

(1) *Op. cit.*, p. 161.

tion de « prolongement naturel », il est aisé de démontrer que, sur le globe terrestre, tout est le prolongement de tout (2).

Le droit international et, plus précisément, les Etats, doivent découvrir un langage proprement juridique et détaché de prétendues certitudes physiques qui ne peuvent, en ce domaine, qu'être une source de conflits.

Les multiples réactions au sein de la Communauté internationale suscitées par les travaux du Comité chargé d'étudier les utilisations pacifiques du fond des mers, et l'annonce, par l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa XXV^e session de la réunion d'une Conférence, en 1973, sur le droit de la mer, peuvent permettre d'espérer une prochaine et équitable solution aux problèmes posés par l'utilisation, par l'humanité, du lit des océans. Pour cela, le processus d'élaboration des règles de droit devrait être calqué sur celui mis en œuvre par la Commission du droit international. Sinon, le risque serait encore bien grand de voir le droit empreint des désirs excessifs et contradictoires des Etats. Cette marque semble aussi pernicieuse qu'indélébile. La Cour internationale de Justice, elle-même, a été, comme on l'a vu, fortement « impressionnée » par les dispositions de la Proclamation Truman.

Il faut former le vœu, qu'à l'avenir, elle le sera moins par des prétentions étatiques opposées (3) et davantage par une nouvelle et plus satisfaisante Convention internationale.

(2) La faiblesse de la démonstration de la Cour est significative. A l'appui de sa thèse du « prolongement naturel » elle signale que les termes « plateau continental » « évoquent la terre et non la mer » (§ 96). De tels arguments « structuralistes » donnent à penser que le « sol » et le « sous-sol » de ce que l'on nomme encore « haute mer » « évoquent », eux aussi, la terre ferme...

(3) Voir les récentes aspirations (8 août 1970) des Etats latino-américains (Annexe 10) ainsi que celles des Etats-Unis (23 mai 1970) (Annexe 11).

ANNEXES

ANNEXE I

CONVENTION SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

(Texte définitif adopté par la Conférence)

Les Etats parties à la présente Convention
Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Aux fins des présents, l'expression « plateau continental » est utilisée pour désigner *a)* le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou, au-delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions ; *b)* le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines analogues qui sont adjacentes aux côtes des îles.

Article 2

1. L'Etat riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

2. Les droits visés au paragraphe 1 du présent article sont exclusifs en ce sens que, si l'Etat riverain n'explore pas le plateau continental ou n'exploite pas ses ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités ni revendiquer de droits sur le plateau continental sans le consentement exprès de l'Etat riverain.

3. Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive aussi bien que de toute proclamation expresse.

4. Les ressources naturelles visées dans les présents articles comprennent les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol, ainsi que les organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire les organismes qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol.

Article 3

Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental ne portent pas atteinte au régime des eaux surjacentes en tant que haute mer, ni à celui de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux.

Article 4

L'Etat riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de câbles ou de pipe-lines sous-marins sur le plateau continental, réserve faite de son droit de prendre des mesures raisonnables pour l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles.

Article 5

1. L'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles ne doivent pas avoir pour effet de gêner d'une manière injustifiable la navigation, la pêche ou la conservation des ressources biologiques de la mer, ni de gêner les recherches océanographiques fondamentales ou les autres recherches scientifiques effectuées avec l'intention d'en publier les résultats.

2. Sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 6 du présent article, l'Etat riverain a le droit de construire et d'entretenir ou de faire fonctionner sur le plateau continental les installations et autres dispositifs nécessaires pour l'exploration de celui-ci et l'exploitation de ses ressources naturelles, d'établir des zones de sécurité autour de ces installations ou dispositifs et de prendre dans ces zones les mesures nécessaires à leur protection.

3. Les zones de sécurité visées au paragraphe 2 du présent article peuvent s'étendre à une distance de 500 mètres autour des installations ou autres dispositifs qui ont été aménagés, mesurée à partir de chaque point de leur bord extérieur. Les navires de toutes nationalités sont tenus de respecter ces zones de sécurité.

4. Ces installations ou dispositifs, tout en étant soumis à la juridiction de l'Etat riverain, n'ont pas le statut d'îles. Ils n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre et leur présence n'influe pas sur la délimitation de la mer territoriale de l'Etat riverain.

5. Avis doit être dûment donné de la construction de ces installations, et l'entretien des moyens permanents de signalisation nécessaires doit être assuré. Toutes les installations abandonnées ou ne servant plus doivent être complètement enlevées.

6. Ni les installations ou dispositifs, ni les zones de sécurité établies autour de ceux-ci ne doivent être situés dans des parages où ils peuvent gêner l'utilisation des routes maritimes régulières indispensables à la navigation internationale.

7. L'Etat riverain est tenu de prendre dans les zones de sécurité toutes les mesures propres à protéger les ressources biologiques de la mer contre les agents nuisibles.

8. Le consentement de l'Etat riverain doit être obtenu pour toutes recherches touchant le plateau continental, entreprises sur place. Toutefois, l'Etat riverain ne refusera normalement pas son consentement lorsque la demande sera présentée par une institution qualifiée, en vue de recherches de nature purement scientifique concernant les caractéristi-

ques physiques ou biologiques du plateau continental, à condition que l'Etat riverain puisse, s'il le souhaite, participer à ces recherches ou s'y faire représenter, et qu'en tout cas les résultats en soient publiés.

Article 6

1. Dans le cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux ou plusieurs Etats dont les côtes se font face, la délimitation du plateau continental entre ces Etats est déterminée par accord entre ces Etats. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci est constituée par la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

2. Dans le cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux Etats limitrophes, la délimitation du plateau continental est déterminée par accord entre ces Etats. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci s'opère par application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

3. Lors de la délimitation du plateau continental, toute ligne de démarcation établie conformément aux principes mentionnés dans les paragraphes 1 et 2 du présent article devrait être définie par référence aux cartes et aux caractéristiques géographiques existant à une date donnée et il devrait être fait mention de points de repère fixes et permanents à terre.

Article 7

Les dispositions des présents articles n'affectent en rien le droit de l'Etat riverain d'exploiter le sous-sol en recourant au percement de tunnels, quelle que soit la hauteur des eaux au-dessus du sous-sol.

Article 8

La présente Convention sera, jusqu'au 31 octobre 1958, ouverte à la signature de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale à devenir Partie à la Convention.

Article 9

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Article 10

La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat qui appartient à l'une des catégories mentionnées à l'article 8. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Article 11

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront ou adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 12

1. Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, tout Etat pourra formuler des réserves aux articles de la Convention autres que les articles 1 à 3 inclus.

2. Tout Etat contractant ayant formulé des réserves conformément au paragraphe précédent, pourra à tout moment la retirer par une communication à cet effet adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

Article 13

1. Après expiration d'une période de cinq ans à partir de la date à laquelle cette Convention entrera en vigueur, une demande de révision de la présente Convention peut être formulée en tout temps, par toute Partie Contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général.

2. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies statue sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

Article 14

Le Secrétaire général des Nations Unies notifie à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés à l'article 8

a) Les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles 8, 9 et 10.

b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 11.

c) Les demandes de révision présentées conformément à l'article 13.

d) Les réserves à cette Convention présentées conformément à l'article 12.

Article 15

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats visés à l'article 8.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé cette Convention.

Fait à Genève, le vingt-neuf avril mil neuf cent cinquante-huit (1).

(1) Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 499, p. 311.

ANNEXE II

CONVENTION SUR LE PLATEAU CONTINENTAL
ÉTAT DES SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS,
NOTIFICATITONS DE SUCCESSION, ACCESSIONS (1)

<i>Etat</i>	<i>Signature</i>	<i>Ratification, adhésion (a)</i> <i>notification de succession (d)</i>
AFGHANISTAN	30 octobre 1958	
AFRIQUE DU SUD		9 avril 1963 (a)
ALBANIE		7 décembre 1964 (a)
ARGENTINE	29 avril 1958	
AUSTRALIE	30 octobre 1958	14 mai 1963
BOLIVIE	17 octobre 1958	
BULGARIE		31 août 1962 (a)
CAMBODGE		18 mars 1960 (a)
CANADA	29 avril 1958	6 février 1970
CEYLAN	30 octobre 1958	
CHILI	31 octobre 1958	
CHINE	29 avril 1958	12 octobre 1970
COLOMBIE	29 avril 1958	8 janvier 1962
COSTA-RICA	29 avril 1958	
CUBA	29 avril 1958	
DANEMARK	29 avril 1958	12 juin 1963
EQUATEUR	31 octobre 1958	
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	15 septembre 1958	12 avril 1961
FINLANDE	27 octobre 1958	16 février 1965
FRANCE		14 juin 1965 (a)
GHANA	29 avril 1958	
GUATEMALA	29 avril 1958	27 novembre 1961
HAÏTI	29 avril 1958	29 mars 1960
INDONÉSIE	8 mai 1958	
IRAN	28 mai 1958	
IRLANDE	2 octobre 1958	
ISLANDE	29 avril 1958	

(1) Voir : Traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire. Etat au 31 décembre 1969 (mis à jour, novembre 1970). O.N.U./ST/LEG/SER.D/3, pp. 361-362.

<i>Etat</i>	<i>Signature</i>		<i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i>	
ISRAËL	29 avril	1958	6 septembre	1961
JAMAÏQUE			8 octobre	1965 (a)
KENYA			20 juin	1969 (a)
LIBAN	29 mai	1958		
LIBÉRIA	27 mai	1958		
MADAGASCAR			31 juillet	1962 (a)
MALAISIE			21 décembre	1960 (a)
MALAWI			3 novembre	1965 (a)
MALTE			19 mai	1966 (d)
MAURICE			5 octobre	1970 (d)
MEXIQUE			2 août	1966 (a)
NÉPAL	29 avril	1958		
NOUVELLE ZÉLANDE	29 octobre	1958	18 janvier	1965
OUGANDA			14 septembre	1964 (a)
PAKISTAN	31 octobre	1958		
PANAMA	2 mai	1958		
PAYS-BAS	31 octobre	1958	18 février	1966
PÉROU	31 octobre	1958		
POLOGNE	31 octobre	1958	29 juin	1962
PORTUGAL	28 octobre	1958	8 janvier	1963
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	29 avril	1958	11 août	1964
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	30 octobre	1958		
R.S.S. DE BIÉLORUSSIE	31 octobre	1958	27 février	1961
R.S.S. D'UKRAINE	31 octobre	1958	12 janvier	1961
ROUMANIE			12 décembre	1961 (a)
ROYAUME-UNI	9 septembre	1958	11 mai	1964
SÉNÉGAL			25 avril	1961 (a)
SIERRA LEONE			25 novembre	1966 (a)
SOUAZILAND (accession)	16 octobre	1970		
SUÈDE			1 ^{er} juin	1966 (a)
SUISSE	22 octobre	1958	18 mai	1966
TCHÉCOSLOVAQUIE	31 octobre	1958	31 août	1961
THAÏLANDE	29 avril	1958	2 juillet	1968
TRINITÉ ET TOBAGO	30 octobre	1958	11 juillet	1968 (a)
UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES	31 octobre	1958	22 novembre	1960
URUGUAY	29 avril	1958		
VENEZUELA	30 octobre	1958	15 août	1961
YUGOSLAVIE	29 avril	1958	28 janvier	1966

ANNEXE III

DÉCLARATIONS, RÉSERVES ET OBJECTIONS (1)

I) Déclarations et Réserves

FRANCE

« En déposant cet instrument d'adhésion le Gouvernement de la République française déclare :

« Article 1

« Selon le Gouvernement de la République française, le terme régions « adjacentes » se réfère à une notion de dépendance géophysique, géologique et géographique qui exclut par elle-même une extension illimitée du plateau continental.

« Article 2 (alinéa 4)

« Le Gouvernement de la République française estime que l'expression « organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires » doit être interprétée comme excluant les crustacés, à l'exception d'une espèce de crabe, dite « anatife » ; et exprime les réserves suivantes :

« Article 4

« Le Gouvernement de la République française n'accepte cet article qu'à la condition que l'Etat riverain qui invoquerait le caractère « raisonnable » des mesures qu'il se propose de prendre admette que ce caractère soit, en cas de contestation, établi par voie d'arbitrage.

« Article 5 (alinéa 1)

« Le Gouvernement de la République française accepte les dispositions de l'article 5, alinéa 1, sous les réserves suivantes :

« a) Un élément essentiel, qui devrait servir de base à l'appréciation de la « gêne » apportée par l'exploitation du plateau continental à la conservation des ressources biologiques de la mer, notamment dans des zones de reproduction de stocks, sera constitué par le rapport d'expertise des organismes scientifiques internationaux chargés de la conser-

(1) Voir : Traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire. Etat au 31 décembre 1969 (mis à jour, novembre 1970), O.N.U./ST/LEG/SER.D/3, p. 363.

vation des ressources biologiques dans les zones définies, respectivement, aux articles 1 de la Convention sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest du 8 février 1949 et de la Convention sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Est du 24 janvier 1959.

« *b*) Les atteintes portées à l'exercice des droits acquis en matière de pêche au-dessus du plateau continental font naître un droit à réparation.

« *c*) Le point de savoir si la gêne apportée par l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental aux autres activités dont l'article 5, alinéa 1, assure la protection revêt un caractère « injustifiable » doit pouvoir être établi en cas de contestation, par voie d'arbitrage.

« *Article 6* (alinéas 1 et 2)

« Le Gouvernement de la République française n'acceptera pas que lui soit opposée, sans un accord exprès, une délimitation entre des plateaux continentaux appliquant le principe de l'équidistance :

« Si celle-ci est calculée à partir de lignes de base instituées postérieurement au 29 avril 1958 ;

« Si elle est prolongée au-delà de l'isobathe de 200 mètres de profondeur ;

« Si elle se situe dans des zones où il considère qu'il existe des « circonstances spéciales », au sens des alinéas 1 et 2 de l'article 6, à savoir : le golfe de Gascogne, la baie de Granville et les espaces maritimes du Pas-de-Calais et de la mer du Nord au large des côtes françaises. »

IRAN

En signant la présente Convention sur le plateau continental, je fais, d'ordre du Gouvernement iranien, les réserves suivantes :

a) Article 4 : En ce qui concerne le membre de phrase « L'Etat riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de câbles ou de pipe-lines sous-marins sur le plateau continental », le Gouvernement iranien se réserve le droit d'autoriser ou de ne pas autoriser la pose ou l'entretien de câbles ou de pipe-lines sous-marins sur son plateau continental.

b) Article 6 : En ce qui concerne le membre de phrase « et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation », qui figure aux paragraphes 1 et 2 de cet article, le Gouvernement iranien accepte cette disposition étant entendu que l'un des moyens de fixer la ligne de démarcation dans des circonstances spéciales pourrait consister à mesurer à partir de la laisse de haute mer.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

En signant la Convention du 29 avril 1958 sur le plateau continental, la République fédérale d'Allemagne tient à préciser qu'à son avis, le paragraphe 1 de l'article 5 de ladite Convention garantit l'exercice des droits de pêche (*Fischerei*) dans les eaux surjacentes au plateau continental, dans les conditions où ces droits ont été généralement exercés jusqu'à présent.

VENEZUELA

La République du Venezuela déclare, en signant la présente Convention, qu'en ce qui concerne l'article 6 il existe des circonstances spéciales qui devront être prises en considération pour les régions suivantes : golfe de Paria — dans la partie qui n'est pas délimitée par les accords existants — et zones adjacentes ; région comprise entre les côtes vénézuéliennes et l'île d'Aruba ; golfe de Venezuela.

Réserve faite au moment de la ratification :

...avec réserve expresse concernant l'article 6 de ladite Convention.

YUGOSLAVIE

Avec la réserve suivante à l'article 6 de la Convention :

« Dans la délimitation de son plateau continental, la Yougoslavie ne reconnaît aucune « circonstance spéciale » qui devrait influencer cette délimitation. »

II) Objections

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

19 septembre 1962.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne juge pas acceptables les réserves suivantes :

1. La réserve faite par le Gouvernement iranien à l'article 4.

2. La réserve faite par la République fédérale d'Allemagne au paragraphe 1 de l'article 5.

9 septembre 1965.

Les réserves faites par la France aux articles 4, 5 et 6. Les déclarations de la France en ce qui concerne les articles 1 et 2 sont notées sous toutes réserves.

FRANCE

« Le Gouvernement de la République française n'accepte pas la réserve faite par le Gouvernement iranien à l'article 4 de la Convention. »

PAYS-BAS

En déposant son instrument de ratification de la Convention sur le plateau continental, en date, à Genève, du 29 avril 1958, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare ne pouvoir accepter :

Les réserves à l'article 4 formulées par le Gouvernement iranien ;

Les réserves formulées par le Gouvernement de la République française au sujet du paragraphe 1 de l'article 5 et des paragraphes 1 et 2 de l'article 6.

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas réserve tous ses droits en ce qui concerne les réserves à l'article 6 que le Gouvernement vénézuélien a formulées au moment où il a ratifié la présente Convention.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

14 janvier 1966.

Article 1. — Le Gouvernement du Royaume-Uni prend note de la déclaration du Gouvernement de la République française et réserve sa position à son égard.

Article 2 (paragraphe 4). — Le Gouvernement du Royaume-Uni n'a aucune observation à formuler au sujet de cette déclaration.

Article 4. — Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République française sont tous deux parties au Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, en date, à Genève, du 29 avril 1958. Le Groupement du Royaume-Uni présume que la déclaration du Gouvernement de la République française ne doit pas s'entendre comme dérogeant aux droits et obligations des parties au Protocole de signature facultative.

Article 5 (paragraphe 1). — La réserve *a* n'appelle aucune observation de la part du Gouvernement du Royaume-Uni.

Le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas en mesure d'accepter la réserve *b*.

Le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à accepter la réserve *c*, étant entendu qu'elle ne doit pas s'entendre comme dérogeant aux droits et obligations des parties au Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends.

Article 6 (paragraphes 1 et 2). — Le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas en mesure d'accepter les réserves formulées par le Gouvernement de la République française.

THAÏLANDE

Lors du dépôt de l'instrument de ratification, le Gouvernement thaïlandais a fait objection aux réserves aux articles 1, 4 5 (paragraphe 1) et 6 (paragraphes 1 et 2) faites par le Gouvernement français.

YUGOSLAVIE

29 septembre 1965.

Le Gouvernement yougoslave n'accepte pas la réserve faite par le Gouvernement de la République française en ce qui concerne l'article 6 de la Convention sur le plateau continental.

ANNEXE IV

**PROTOCOLE DE SIGNATURE FACULTATIVE
CONCERNANT LE RÈGLEMENT OBLIGATOIRE DES DIFFÉRENDS**

Les Etats parties au présent Protocole et à l'une quelconque ou à plusieurs des Conventions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, qui s'est tenue à Genève du 24 février 1958 au 27 avril 1958,

Exprimant leur désir de recourir, pour ce qui les concerne, à la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la solution de tous différends touchant l'interprétation ou l'application de tous les articles de toutes les Conventions du droit de la mer en date du 29 avril 1958, à moins qu'un autre mode de règlement n'ait été prévu dans la Convention ou n'ait été accepté d'un commun accord par les Parties dans un délai raisonnable,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de toutes les Conventions sur le droit de la mer relèveront de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice qui, à ce titre, pourra être saisie par une requête de toute partie au différend qui sera elle-même Partie au présent Protocole.

Article II

Le présent engagement vise l'ensemble des dispositions de toutes les Conventions sur le droit de la mer, à l'exception des articles 4, 5, 6, 7 et 8 de la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer, auxquels les articles 9, 10, 11 et 12 de cette Convention demeurent applicables.

Article III

Les Parties peuvent convenir, dans un délai de deux mois après notification, par une Partie à l'autre, qu'il existe, à son avis, un litige, d'adopter, d'un commun accord, au lieu du recours à la Cour, une procédure devant un tribunal d'arbitrage. Ce délai étant écoulé chaque partie au présent Protocole peut, par voie de requête, saisir la Cour du différend.

Article IV

1. Les Parties au présent Protocole peuvent également convenir, d'un commun accord, dans le même délai de deux mois, de recourir à une procédure de conciliation avant d'en appeler à la Cour.

2. La Commission de conciliation devra formuler ses recommandations dans les cinq mois suivant sa constitution. Si celles-ci ne sont pas acceptées par les Parties au litige dans l'espace de deux mois après leur énoncé, chaque Partie sera libre de saisir la Cour du différend par voie de requête.

Article V

Le présent Protocole restera ouvert à la signature de tous les Etats qui deviendront Parties à l'une quelconque des Conventions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et est, le cas échéant, soumis à ratification, conformément aux dispositions constitutionnelles des Etats signataires.

Article VI

Le Secrétaire général des Nations Unies informera tous les Etats qui deviennent Parties à l'une quelconque des Conventions sur le droit de la mer, des signatures apposées au présent Protocole et du dépôt des instruments de ratification, conformément à l'article V.

Article VII

L'original du présent Protocole, dont les textes chinois, anglais, français, russe et espagnol font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les Etats visés à l'article V.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, ce vingt-neuvième jour d'avril mil neuf cent cinquante-huit (1).

(1) Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 450, p. 169.

ANNEXE V

**PROTOCOLE DE SIGNATURE FACULTATIVE
CONCERNANT LE RÈGLEMENT OBLIGATOIRE DES DIFFÉRENDS
ÉTAT DES SIGNATURES, RATIFICATIONS,
NOTIFICATIONS DE SUCCESSION (1)**

<i>Etat</i>	<i>Signature</i>	<i>Ratification, notification de succession (d)</i>
AUSTRALIE	14 mai 1963	
AUTRICHE *	27 octobre 1958	
BOLIVIE	17 octobre 1958	
CAMBODGE	27 janvier 1970	
CANADA *	29 avril 1958	
CEYLAN	30 octobre 1958	
CHINE	29 avril 1958	
COLOMBIE ²	29 avril 1958	
COSTA-RICA	29 avril 1958	
CUBA	29 avril 1958	
DANEMARK *	29 avril 1958	26 septembre 1968
FINLANDE	15 septembre 1958	
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ³	27 octobre 1958	16 février 1965
FRANCE	30 octobre 1958	
GHANA	29 avril 1958	
HAÏTI	29 avril 1958	29 mars 1960
INDONÉSIE ⁴	8 mai 1958	
ISRAËL *	29 avril 1958	
LIBÉRIA	27 mai 1958	
MADAGASCAR	10 août 1962	
MALAISIE	1 ^{er} mai 1961	
MALAWI	17 décembre 1965	
MALTE		19 mai 1966 (d)
MAURICE		6 octobre 1970 (d)

(*) Sous réserve de ratification.

(1) Voir : Traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire. Etat au 31 décembre 1969 (mis à jour, novembre 1970). O.N.U./ST/LEG/SER.D/3, p. 364.

<i>Etat</i>	<i>Signature</i>		<i>Ratification, notification de succession (d)</i>	
NÉPAL	29 avril	1958		
NOUVELLE-ZÉLANDE	29 octobre	1958		
OUGANDA	15 septembre	1964		
PAKISTAN	6 novembre	1958		
PANAMA	2 mai	1958		
PAYS-BAS *	31 octobre	1958	18 février	1966
PORTUGAL *	28 octobre	1958	8 janvier	1963
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	29 avril	1958		
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	30 octobre	1958		
ROYAUME-UNI	9 septembre	1958		
SAINT-SIÈGE	30 avril	1958		
SIERRA LEONE	14 évrier	1963		
SUÈDE *	1 ^{er} juin	1966	28 juin	1966
SUISSE *	29 avril	1958	18 mai	1966
URUGUAY	24 mai	1958		
YUGOSLAVIE *	29 avril	1958	28 janvier	1966

ANNEXE VI

LOI DU 13 JUIN 1969 SUR LE PLATEAU CONTINENTAL
DE LA BELGIQUE (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. — Le Royaume de Belgique exerce des droits souverains sur le plateau continental tel qu'il est délimité à l'article 2 de la présente loi aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

Au sens de la présente loi :

a) l'expression « plateau continental » désigne le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes mais situées en dehors de la mer territoriale ;

b) les « ressources naturelles » comprennent les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol, ainsi que les organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire les organismes qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol.

(1) *Session 1966-1967.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi et exposé des motifs n° 471-1 (1968-1969 : 243-1).

Session 1967-1968.

Chambre des représentants :

Annales parlementaires. — Dépôt du projet de loi. Séance du 14 novembre 1967.

Session 1968-1969.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Rapport, n° 243-2.

Annales parlementaires. — Dépôt du rapport. Séance du 14 janvier 1969. — Discussion. Vote. Séance du 23 janvier 1969.

Sénat :

Documents parlementaires. — Rapport, n° 327.

Annales parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants. Séance du 28 janvier 1969. — Discussion et vote. Séance du 8 mai 1969.

Art. 2. — La délimitation du plateau continental belge vis-à-vis du plateau continental du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est constituée par la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de la Belgique et du Royaume-Uni. Cette délimitation peut être aménagée par un accord particulier.

La délimitation du plateau continental vis-à-vis des pays dont les côtes sont adjacentes aux côtes belges, c'est-à-dire la France et les Pays-Bas, est déterminée par application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacune des puissances intéressées. Cette délimitation peut être aménagée par un accord particulier avec la puissance intéressée.

Art. 3. — La recherche et l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol sont subordonnées à l'octroi de concessions accordées aux conditions et selon les modalités déterminées par le Roi.

Art. 4. — Sauf exceptions collectives ou individuelles qui peuvent être accordées par le Roi, sont réservées aux ressortissants belges l'exploration et l'exploitation des organismes vivants qui, selon la définition de l'article 1^{er}, alinéa 2, *b*, appartiennent aux espèces sédentaires.

Art. 5. — Les installations et autres dispositifs établis en haute mer, nécessaires à l'exploration ou à l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental, ainsi que les zones de sécurité visées à l'article 6 ne pourront gêner d'une manière injustifiable ni la navigation, la pêche ou la conservation des ressources biologiques de la mer, ni l'utilisation des routes maritimes régulières d'un intérêt essentiel pour la navigation internationale, ni les recherches océanographiques fondamentales ou les autres recherches scientifiques effectuées avec l'intention d'en publier les résultats.

A cet effet, le Roi fixe les mesures à prendre ainsi que leurs modalités d'exécution.

Il détermine de même toute obligation qu'il juge utile à cette fin, notamment en ce qui concerne la signalisation et les moyens d'éviter la pollution des eaux de la mer ainsi que la détérioration des câbles sous-marins et de pipe-lines.

Il arrête la procédure à suivre pour l'application du retrait partiel ou total de l'autorisation ou de la concession.

Art. 6. — Une zone de sécurité pourra être établie selon les modalités déterminées par le Roi pour chaque installation ou dispositif situé sur le plateau continental.

Elle peut s'étendre à une distance de cinq cents mètres mesurée à partir de chaque point du bord extérieur de ces installations ou dispositifs.

Art. 7. — Les installations ou autres dispositifs situés en haute mer fixés à demeure sur le plateau continental et visés par la présente loi, ainsi que les personnes et les biens qui se trouvent sur ces installations ou dispositifs sont soumis au droit belge.

Art. 8. — Toute personne qui aura commis une infraction réprimée par le droit belge sur une installation ou un autre dispositif visé à l'article précédent pourra être poursuivie en Belgique.

A défaut d'autres règles attributives de compétence, les juridictions qui siègent à Bruxelles sont compétentes.

Art. 9. — Les actes ou faits ayant des effets juridiques autres que pénaux qui se produiront sur ou à l'égard d'une installation ou d'un autre dispositif visé à l'article 7 seront réputés s'être produits en Belgique.

A défaut d'autres règles attributives de compétence, ces actes ou faits seront réputés s'être produits sur le territoire du deuxième canton de justice de paix de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1969 (2).

BAUDOUIN.

(2) *Moniteur belge*, 8 octobre 1969.

ANNEXE VII

**LOI FRANÇAISE N° 68-1181 DU 30 DÉCEMBRE 1968
RELATIVE A L'EXPLORATION DU PLATEAU CONTINENTAL
ET A L'EXPLOITATION DE SES RESSOURCES NATURELLES (1)**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

Dispositions générales

Article premier

La République française exerce, conformément à la Convention de Genève sur le plateau continental du 29 avril 1958, publiée par le décret n° 65.1049 du 29 novembre 1965, des droits souverains aux fins de l'exploration du plateau continental adjacent à son territoire et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

(1) Loi n° 68-1181. — Travaux préparatoires :

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 654 ;

Rapport de M. Lefaire, au nom de la commission de la production (n° 773) ;
Discussion et adoption le 15 mai 1968.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 175 (1967-1968) ;

Rapport de M. Brun, au nom de la commission des affaires économiques,
n° 207 (1967-1968) ;

Discussion et adoption le 19 juillet 1968.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 199 ;

Rapport de M. Lemaire au nom de la commission de la production (n° 281) ;
Discussion et adoption le 15 octobre 1968.

Sénat :

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, n° 6 (1967-1968) ;

Rapport de M. Brun, au nom de la commission des affaires économiques,
n° 29 (1968-1969) ;

Discussion et adoption le 14 novembre 1968.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 438 ;

Rapport de M. Lemaire, au nom de la commission de la production (n° 481) ;
Discussion et adoption le 16 décembre 1968.

Le plateau continental sur lequel la République française exerce les droits définis ci-dessus est, dans toute son étendue et quels que soient la situation géographique et le statut des territoires auxquels il est adjacent, soumis à un régime juridique unique fixé par la présente loi sous réserve des dispositions des articles 35 et 36.

Article 2

Toute activité entreprise par une personne publique ou privée sur le plateau continental, en vue de son exploration ou de l'exploitation de ses ressources naturelles, est subordonnée à la délivrance préalable d'une autorisation.

En ce qui concerne l'exploitation des ressources végétales et des ressources animales appartenant aux espèces sédentaires, les ressortissants français sont dispensés de l'autorisation prévue à l'alinéa premier sauf dans le cas où cette exploitation comporte l'installation d'un établissement de pêche ou de culture marine sur le plateau continental.

Article 3

L'expression « installations et dispositifs » désigne, au sens de la présente loi :

- 1) Les plates-formes et autres engins d'exploration ou d'exploitation, ainsi que leurs annexes ;
- 2) Les bâtiments de mer qui participent directement aux opérations d'exploration ou d'exploitation.

Article 4

Il peut être établi autour des installations et dispositifs définis à l'article 3 une zone de sécurité s'étendant jusqu'à une distance de 500 mètres mesurée à partir de chaque point du bord extérieur de ces installations et dispositifs. Il est interdit de pénétrer sans autorisation, par quelque moyen que ce soit, dans cette zone, pour des raisons étrangères aux opérations d'exploration ou d'exploitation.

Des restrictions peuvent être apportées au survol des installations et dispositifs et des zones de sécurité, dans la mesure nécessaire à la protection de ces installations et dispositifs et à la sécurité de la navigation aérienne.

Article 5

Sous réserve des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, les lois et règlements français s'appliquent, pendant le temps où sont exercées les activités mentionnées à l'article 2, sur les installations et dispositifs définis à l'article 3, comme s'ils se trouvaient en territoire français métropolitain. Ils sont également applicables, dans les mêmes conditions, aux installations et dispositifs eux-mêmes.

Lesdits lois et règlements s'appliquent, dans les mêmes conditions, à l'intérieur des zones de sécurité, au contrôle des opérations qui y sont effectuées ainsi qu'au maintien de l'ordre public.

Article 6

La recherche, l'exploitation et le transport par canalisations de l'ensemble des substances minérales ou fossiles contenues dans le sous-sol du plateau continental ou existant à sa surface sont soumis au régime applicable sur le territoire métropolitain aux gisements appartenant à la catégorie des mines. Toutefois, la durée des concessions sur le plateau continental est sans distinction de substances, limitée à cinquante ans.

Article 7

Sauf dérogation exceptionnelle accordée par le ministre compétent, tout transport maritime ou aérien entre le territoire français et les installations et dispositifs mis en place sur le plateau continental adjacent est réservé aux navires et aéronefs français.

Article 8

Les installations et dispositifs définis au 1) de l'article 3 ci-dessus sont meubles et susceptibles d'hypothèques dans les conditions prévues par les articles 43 à 57 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer.

Article 9

Les marins qui concourent, à bord des installations et dispositifs définis au 1) de l'article 3 ci-dessus aux activités d'exploration ou d'exploitation des ressources du plateau continental peuvent, sur leur demande, rester assujettis au régime de sécurité sociale des marins et continuer à bénéficier des dispositions du Code du travail maritime en ce qui concerne les maladies et blessures ainsi que le rapatriement ; dans ce cas, l'employeur assume, à leur égard, les obligations de l'armateur.

TITRE II**Dispositions relatives aux mesures de sécurité***Article 10*

Les installations et dispositifs définis au 1) de l'article 3 ci-dessus sont soumis aux lois et règlements concernant la sauvegarde de la vie humaine en mer.

En outre, lorsqu'ils sont susceptibles de flotter, ils sont soumis aux lois et règlements concernant l'immatriculation et le permis de circulation, ainsi qu'au règlement relatif à la prévention des abordages en mer pendant le temps où ils flottent.

Pour l'application de ces lois et règlements la personne assumant sur ces installations et dispositifs la conduite des travaux d'exploration ou d'exploitation est considérée comme le capitaine au sens desdits lois et règlements. Elle relève dans tous les cas de la juridiction de droit commun.

Article 11

Le propriétaire ou l'exploitant d'une installation ou d'un dispositif défini au 1) de l'article 3 ci-dessus, prenant appui sur le fond sous-marin, ou la personne assumant à son bord la conduite des travaux d'exploration ou d'exploitation, est responsable, chacun en ce qui le concerne, de l'installation, du fonctionnement et du maintien constant en bon état de sa signalisation maritime. Dans tous les cas, les frais de signalisation incombent au propriétaire ou à l'exploitant. Ces dispositions s'appliquent, le cas échéant, à la signalisation des zones de sécurité prévues par l'article 4.

Faute pour les personnes énumérées à l'alinéa précédent de se conformer aux instructions que l'autorité compétente leur donne pour l'application du présent article et sans préjudice des poursuites judiciaires, ladite autorité peut, après injonction restée sans effet, prendre d'office et aux frais du propriétaire ou de l'exploitant les mesures nécessaires.

Pour s'assurer que lesdites personnes satisfont aux obligations mises à leur charge par le présent article, l'autorité compétente a accès aux installations et dispositifs, ainsi qu'aux appareils de signalisation.

Article 12

Les informations nautiques relatives aux activités d'exploration et d'exploitation du plateau continental doivent être transmises aux autorités compétentes.

Cette obligation incombe, suivant les cas, au propriétaire ou à l'exploitant d'une installation ou d'un dispositif défini à l'article 3 ci-dessus ou à la personne assumant à son bord la conduite des travaux.

Article 13

Les articles 70 à 74 du Code des ports maritimes sont applicables à la signalisation des installations et dispositifs définis au 1) de l'article 3 de la présente loi ainsi qu'à celle des zones de sécurité prévues par l'article 4 de cette loi.

Pour l'application des articles 70 à 72 du Code des ports maritimes, la personne assumant, sur ces installations et dispositifs, la conduite des travaux d'exploration ou d'exploitation est considérée comme le capitaine ou le patron au sens desdits articles. Elle relève dans tous les cas de la juridiction de droit commun.

Article 14

Le propriétaire ou l'exploitant sont tenus d'enlever complètement les installations ou dispositifs qui ont cessé d'être utilisés. S'il y a lieu, ils sont mis en demeure de respecter cette obligation et des délais leur sont impartis pour le commencement et l'achèvement des travaux.

S'ils refusent ou négligent d'exécuter ces travaux, il peut y être procédé d'office à leurs frais et risques.

Dans ce cas, le propriétaire ou l'exploitant peuvent être déchus de leurs droits sur les installations et dispositifs.

TITRE III**Dispositions douanières et fiscales****Article 15**

En matière douanière, les produits extraits du plateau continental sont considérés comme extraits d'une nouvelle partie du territoire douanier prévu par l'article 1^{er} du Code des douanes.

Les mêmes produits doivent, pour l'application de la législation fiscale, être considérés comme extraits du territoire français métropolitain.

Article 16

Les matériels industriels, ainsi que les produits nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien, affectés, sur le plateau continental, à la recherche ou à l'exploitation des hydrocarbures et d'autres substances minérales et organiques dont la liste est fixée par décret, sont exemptés des droits de douane d'importation.

Article 17

Les agents des douanes peuvent, à tout moment, visiter les installations et dispositifs. Ils peuvent également visiter les moyens de transport concourant à l'exploration du plateau continental ou à l'exploitation de ses ressources naturelles, à l'intérieur des zones de sécurité prévues par l'article 4 ci-dessus et dans la zone maritime du rayon des douanes.

Article 18

Les installations et dispositifs qui sont utilisés sur le lieu d'exploration ou d'exploitation du plateau continental à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ainsi que les matériels et autres marchandises se trouvant au même moment sur ces installations et dispositifs, sont réputés faire l'objet d'une importation à cette date.

Article 19

Les impositions visées à la deuxième partie du livre I^{er} du Code général des impôts et perçues au profit des collectivités locales et de divers organismes, ne sont pas applicables sur le plateau continental, à l'exception des contributions indirectes prévues au Chapitre II du Titre III.

TITRE IV**Dispositions relatives aux redevances****Article 20**

Les titulaires de concessions d'hydrocarbures liquides ou gazeux sur le plateau continental sont assujettis au paiement de la redevance annuelle prévue par l'article 31 du Code minier.

Article 21

Les titulaires de permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux ainsi que les titulaires de concessions et de permis d'exploitation de toutes autres substances minérales soumises, en vertu de l'article 6 ci-dessus, à la réglementation minière, sont assujettis au paiement d'une redevance spécifique à la tonne, dont les taux seront fixés compte tenu de la valeur de la substance considérée.

Une loi de finances déterminera, avant le 1^{er} janvier 1970, les conditions dans lesquelles le produit de cette redevance sera réparti entre l'Etat et les collectivités locales.

Article 22

Les exploitations de ressources végétales ou animales comportant un établissement de pêche ou de culture marine sur le plateau continental sont assujetties au paiement d'une redevance annuelle au profit de l'Etat.

Article 23

Les taux des redevances instituées par le présent titre, ainsi que l'assiette de la redevance instituée par l'article précédent, seront fixés par des lois de finances.

TITRE V**Dispositions pénales****Article 24**

Quiconque aura entrepris sur le plateau continental une activité en vue de son exploration ou de l'exploitation de ses ressources naturelles sans l'autorisation prévue à l'article 2 ci-dessus ou sans que soient respectées les conditions fixées par ladite autorisation, sera puni d'un emprisonnement de onze jours à trois mois et d'une amende de 1.000 F à 5.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, la peine d'amende sera de 2.000 F à 10.000 F et un emprisonnement n'exédant pas cinq ans pourra en outre être prononcé.

De plus, le tribunal pourra ordonner, s'il y a lieu, soit l'enlèvement des installations et dispositifs mis en place sur les lieux d'exploration ou d'exploitation sans l'autorisation mentionnée à l'alinéa précédent, soit leur mise en conformité avec les conditions fixées par cette autorisation. Il pourra impartir au condamné un délai pour procéder, selon le cas, à l'enlèvement des installations ou dispositifs ou à leur mise en conformité.

Les peines prévues à l'alinéa premier seront également applicables en cas d'inexécution, dans les délais prescrits, des travaux d'enlèvement ou de mise en conformité visés à l'alinéa 2.

Si, à l'expiration du délai fixé par le jugement, l'enlèvement des installations et dispositifs ou leur mise en conformité, selon le cas, n'a pas eu lieu ou n'est pas terminé, l'autorité administrative désignée par décret en Conseil d'Etat pourra faire procéder d'office à tous travaux nécessaires à l'exécution de la décision de justice, aux frais et aux risques du condamné.

Article 25

A moins qu'elles ne soient déjà prévues et réprimées par l'article 24 ci-dessus et lorsqu'elles sont commises sur le plateau continental, les infractions aux dispositions du Code minier auxquelles se réfèrent les articles 141 et 142 dudit code seront punies des peines prévues à ces articles. Toutefois, les peines d'amende seront de 1.000 à 5.000 F en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 141 et de 1.000 à 2.500 F en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 142. Ces taux seront doublés en cas de récidive.

Article 26

Lorsqu'un procès-verbal relevant une infraction prévue à l'article 24 de la présente loi a été dressé, l'interruption des travaux d'exploration ou d'exploitation peut être ordonnée jusqu'à la décision définitive de l'autorité judiciaire soit sur réquisition du ministère public agissant à la requête de l'autorité administrative désignée conformément audit article 24, soit même d'office, par le juge d'instruction saisi des poursuites ou par le tribunal correctionnel.

L'autorité judiciaire statue après avoir entendu le propriétaire ou l'exploitant ou l'avoir dûment convoqué à comparaître dans les quarante-huit heures.

La décision judiciaire est exécutoire sur minute et nonobstant toute voie de recours.

Dès l'établissement du procès-verbal mentionné au premier alinéa du présent article, l'autorité administrative peut également, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée, ordonner, par décision motivée, l'interruption des travaux. Copie de cette décision est transmise sans délai au ministère public.

L'autorité administrative prend toutes mesures de coercition nécessaires pour assurer l'application immédiate de son arrêté.

L'autorité judiciaire peut à tout moment, d'office ou à la demande soit de l'autorité administrative, soit du propriétaire ou de l'exploitant, se prononcer sur la mainlevée ou sur le maintien des mesures prises pour assurer l'interruption des travaux. En tout état de cause, la décision de l'autorité administrative cesse d'avoir effet en cas de décision de non-lieu ou de relaxe.

L'autorité administrative est avisée de la décision judiciaire et en assure, le cas échéant, l'exécution.

Lorsqu'aucune poursuite n'a été engagée, le procureur de la République en informe l'autorité administrative qui, soit d'office, soit à la demande du propriétaire ou de l'exploitant intéressé, met fin aux mesures par elle prises.

Article 27

La continuation des travaux d'exploration ou d'exploitation, nonobstant la décision judiciaire ou administrative ordonnant l'interruption, sera punie d'un emprisonnement de onze jours à trois mois et d'une amende de 1.000 à 5.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 28

Sans préjudice de l'application des lois et règlements concernant la répression de la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures aux installations et dispositifs visés au 2) de l'article 3 de la présente loi, sera puni d'une amende de 2.000 à 20.000 F et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 5.000 à 50.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura, au cours d'exploration ou d'exploitation des ressources naturelles du plateau continental, déversé ou laissé échapper dans la mer, à partir d'une installation ou d'un dispositif visé au 1) dudit article, des produits énumérés au 1) de l'article 3 de la convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, signée à Londres le 12 mai 1954, tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er}, 1^o, de ladite convention.

Le propriétaire ou l'exploitant des installations ou dispositifs visés à l'article 3 de la présente loi ou la personne assumant à bord de ces installations et dispositifs la conduite des travaux d'exploration ou d'exploitation sera puni d'un emprisonnement de dix jours à six mois et d'une amende de 5.000 à 50.000 F lorsque l'infraction aura été commise sur son ordre exprès.

Tout propriétaire ou exploitant de ces installations et dispositifs qui n'aura pas donné à la personne assumant à bord de ces installations et dispositifs la conduite des travaux d'exploration ou d'exploitation l'ordre exprès de se conformer aux dispositions dont l'inobservation est réprimée par l'alinéa premier du présent article, pourra être retenu comme complice de l'infraction prévue audit alinéa.

L'infraction prévue à l'alinéa premier du présent article ne sera pas constituée lorsque :

a) Le déversement aura lieu afin d'assurer la sécurité de l'installation et du dispositif visés au 1^o de l'article 3 de la présente loi ou de leur éviter une avarie grave ou pour sauver des vies humaines en mer ;

b) L'échappement proviendra d'une avarie ou d'une fuite imprévisibles et impossibles à éviter, si toutes les mesures nécessaires ont été prises après l'avarie ou la découverte de la fuite pour empêcher, arrêter ou réduire cet échappement.

Les articles 5, 6 et 7 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures sont applicables aux infractions réprimées par le présent article.

Article 29

Le propriétaire ou l'exploitant qui aura refusé ou négligé de se conformer aux dispositions de l'alinéa premier de l'article 14 ci-dessus, après avoir pris connaissance de la mise en demeure prévue audit alinéa, sera puni d'un emprisonnement de onze jours à trois mois et d'une amende de 1.000 à 5.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 30

Toute infraction aux dispositions de l'alinéa 1 de l'article 11 ci-dessus sera punie des peines prévues par les articles 80 et 81 du Code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Article 31

Toute infraction aux dispositions de l'article 12 ci-dessus sera punie des peines prévues par les articles 5 et 6, alinéa 3, de la loi n° 67-405 du 20 mai 1967 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires.

Article 32

Quiconque, sauf cas de force majeure, aura irrégulièrement pénétré à l'intérieur d'une zone de sécurité définie à l'article 4 ci-dessus ou l'aura irrégulièrement survolée, après que les autorités compétentes auront pris les mesures appropriées en vue de permettre aux navigateurs d'avoir connaissance de la situation de cette zone, sera puni d'un emprisonnement de onze jours à trois mois et d'une amende de 1.000 à 5.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double et un emprisonnement n'excédant pas deux ans pourra, en outre, être prononcée.

Article 33

Sont habilités à constater les infractions prévues par les articles 13, 24, 27, 29, 30, 31 et 32 de la présente loi :

- Les officiers et agents de police judiciaire ;
- Les Administrateurs des affaires maritimes ;
- Les ingénieurs des mines ou les ingénieurs placés sous leurs ordres ;
- Les ingénieurs des ponts et chaussées du service maritime ;
- Les officiers et officiers marins commandant les bâtiments ou embarcations de l'Etat ;
- Les chefs de bord des aéronefs de l'Etat ;
- Les agents des douanes ;
- Les agents de la police de la navigation et de la surveillance des pêches maritimes.

Les procès-verbaux constatant ces infractions sont transmis au procureur de la République.

TITRE VI

Dispositions diverses

Article 34

Le centre national pour l'exploitation des océans aura accès aux documents ou renseignements d'ordre géologiques, hydrologique ou minier et visés à l'article 132 du Code minier ; il pourra en outre se faire remettre tous documents ou renseignements d'ordre biologique.

Les agents du C.N.E.X.O. ayant accès à ces documents ou renseignements sont astreints au secret professionnel dans des conditions qui seront définies par décret.

Article 35

Les installations et dispositifs définis à l'article 3 ci-dessus et les zones de sécurité prévues par l'article 4 sont soumis à la législation pénale et de procédure pénale en vigueur au siège du tribunal de grande instance ou du tribunal de première instance au ressort duquel ils seront rattachés.

Article 36

Les conditions d'adaptation de la présente loi aux opérations effectuées sur le plateau continental adjacent aux collectivités territoriales d'outre-mer seront fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article 37

Les titulaires de permis de recherche délivrés sur le plateau continental antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi conservent le bénéfice des dispositions contenues dans les décrets accordant ces titres.

Ils devront rendre les installations et dispositifs, ainsi que leurs règles de fonctionnement, conformes aux dispositions de la présente loi, dans un délai d'un an à compter de sa promulgation.

Article 38

Les conditions d'application de la présente loi seront fixées par décret en Conseil d'Etat, notamment en ce qui concerne les articles 2, 5, 8, 11, 12, 14 et 35.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 décembre 1968.

Par le Président de la République :

C. DE GAULLE.

Le Premier Ministre :

Maurice COUVE DE MURVILLE.

Le Ministre de l'Industrie :

André BETTENCOURT.

Le Ministre

des Affaires étrangères :

Michel DEBRÉ.

ANNEXE VIII

DÉCRET DU PRÉSIDIUM DU SOVIET SUPRÊME DE L'U.R.S.S.
DU 6 FÉVRIER 1968

(Extraits)

« Dispositions relatives au plateau continental de l'U.R.S.S.

Le Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. décrète ce qui suit :

1) L'U.R.S.S. exerce des droits souverains sur le plateau continental adjacent aux limites extérieures de la mer continentale de l'U.R.S.S., aux fins d'exploration dudit plateau continental et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

Le plateau continental de l'U.R.S.S. comprend le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes à la côte ou aux îles de l'U.R.S.S. mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou, au delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions.

Le lit de la mer et le sous-sol des dépressions entourés en totalité par le plateau continental de l'U.R.S.S., font partie du plateau continental de l'U.R.S.S., indépendamment de leur profondeur.

2) Lorsque le plateau continental de l'U.R.S.S. est adjacent au plateau continental d'autres Etats, la délimitation du plateau continental entre ces Etats est déterminée par accord entre lesdits Etats. A défaut d'accord et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation ;

a) La délimitation entre le plateau continental de l'U.R.S.S. et le plateau continental d'un Etat dont les côtes font face aux côtes de l'U.R.S.S. est constituée par la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de l'U.R.S.S. et de cet autre Etat ;

b) La délimitation entre le plateau continental de l'U.R.S.S. et le plateau continental d'un Etat adjacent à celui de l'U.R.S.S. s'opère par application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de l'U.R.S.S. et de cet autre Etat.

(1) O.N.U., A.G., A/AC.135/11. Etude des législations nationales relatives au lit et au sous-sol des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale.

3) Les ressources naturelles du plateau continental appartiennent à l'Etat soviétique. L'exploration et l'exploitation de ces ressources et toute recherche touchant le plateau continental doivent être effectuées conformément à la législation en vigueur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des républiques fédérées.

Les ressources naturelles du plateau continental comprennent les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol ainsi que les organismes vivants appartenant aux espèces sédentaires, c'est-à-dire les organismes qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol.....

4) Aux fins d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du plateau continental, les autorités compétentes de l'U.R.S.S. autoriseront la construction d'installations et autres dispositifs et l'établissement, autour desdites installations desdits dispositifs, d'une zone de sécurité pouvant s'étendre à une distance de 500 mètres, mesurée à partir de chaque point de leur bord extérieur.

Ni les installations ou dispositifs, ni les zones de sécurité établies autour de ceux-ci ne doivent être situés dans des parages où ils peuvent gêner l'utilisation des routes maritimes régulières indispensables à la navigation internationale.....

5) Il est interdit à toute personne physique ou morale étrangère de se livrer à la prospection, à l'exploration ou à l'exploitation des ressources naturelles ou à toute autre activité sur le plateau continental de l'U.R.S.S., à moins que l'activité en question ne soit spécialement prévue par un accord conclu entre l'U.R.S.S. et l'Etat étranger intéressé ou ne fasse l'objet d'une autorisation spéciale accordée par les autorités compétentes de l'U.R.S.S.

8) Le soin d'assurer la protection des ressources naturelles du plateau continental de l'U.R.S.S. incombe aux organismes chargés de la surveillance des pêches qui, dans l'accomplissement de leurs fonctions agiront conformément à la législation en vigueur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des républiques fédérées, et conformément aux accords conclus par l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les républiques fédérées avec d'autres Etats.»

ANNEXE IX

PROPOSITIONS PRÉSENTÉES PAR LA FRANCE
CONCERNANT L'INSTITUTION D'UN RÉGIME D'EXPLORATION
ET D'EXPLOITATION DES FONDS MARINS (1)

Le Gouvernement français a étudié avec le plus grand intérêt les divers documents et propositions qui ont été diffusés au sujet de l'institution d'un régime d'exploration et d'exploitation des fonds marins situés au delà des limites de la juridiction nationale, et notamment le rapport intérimaire du sous-comité économique et technique (document A/AC.138/SC.2/L.6, du 24 mars 1970) qui comporte diverses propositions formulées en séance (annexes I à VI), le rapport du Secrétaire général sur le mécanisme international (document A/AC.138/23 du 26 mai 1970), et la déclaration du Président Nixon (document A/AC.138/22 du 25 mai 1970).

A la suite de cet examen, le Gouvernement français souhaite présenter au Comité des fonds marins un premier aperçu de ses vues sur la structure et les mécanismes d'un régime international :

I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX

Dans l'esprit du Gouvernement français, le régime de l'exploration et de l'exploitation des ressources des fonds marins doit concilier deux exigences fondamentales :

a) *L'efficacité économique*, en ce que de tels travaux supposent des investissements financiers considérables et exigent des capacités techniques indiscutables ;

b) *L'équité internationale*, en ce qu'une part des richesses qui pourront être éventuellement retirées de l'exploitation de fonds qui ne sont la propriété ni des Etats ni des sociétés puissent concourir au développement des Etats les plus défavorisés dans des conditions à définir (cf. par. IV).

(1) Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale. O.N.U., Assemblée générale, 5 août 1970, A/AC.138/27.

Ces deux conditions devraient conduire à écarter des solutions trop catégoriques, et notamment :

a) Un système qui conduirait à une appropriation pure et simple par les Etats de zones plus ou moins grandes des fonds marins, ce qui serait contraire au caractère international de ceux-ci ;

b) Un système qui conduirait à la prise en charge pure et simple, par un organisme international investi de pouvoirs considérables, de l'exploration et de l'exploitation des fonds marins, ce qui risque d'être difficilement conciliable avec l'impératif d'efficacité économique.

Dans cet esprit, le projet présenté tente de dégager une voie moyenne.

Au cours de la session du Comité des fonds marins qui s'est tenue à New York en mars 1970, la délégation française avait suggéré que, pour le régime international à mettre en place pour l'exploration et l'exploitation des fonds marins situés au-delà de la juridiction nationale, il y aurait intérêt à établir une différence entre deux types d'exploitation :

— d'une part, les substances minérales pour lesquelles l'exploration (dans sa phase décisive) et l'exploitation nécessitent des installations mobiles : ce pourrait être le cas des nodules de manganèse épars sur le fond des océans et susceptibles d'être exploités par dragues ;

— d'autre part, les substances minérales pour lesquelles les mêmes opérations impliquent l'usage d'installations fixes (cas des hydrocarbures).

Cette distinction doit normalement conduire à deux catégories de régimes dans lesquelles des dispositions différentes pourraient être envisagées.

Pour la première catégorie (substances dont l'exploitation se fait à partir d'installations mobiles), le régime revêtirait la forme d'un simple enregistrement auprès d'un organisme international, avec déclaration des zones explorées ou exploitées et sans exclusivité. L'exploration et l'exploitation seraient soumises à la réglementation internationale en matière de protection de la vie en mer, de respect des libertés de la haute mer, de protection contre la pollution des eaux, etc... Les règles applicables à l'exploration et à l'exploitation feraient l'objet d'un cahier des charges défini par une convention internationale qui fixerait une durée de validité pour chaque enregistrement avec possibilité de renouvellement.

Pour la deuxième catégorie, les droits d'exploration et d'exploitation seraient exclusifs et donneraient lieu à l'octroi à des Etats de zones à l'intérieur desquelles ceux-ci délivreraient des titres. L'économie du régime qui serait appliqué à cette catégorie est exposée dans les chapitres suivants.

II. — ECONOMIE GÉNÉRALE DU PROJET

A) Dans la forme :

Il conviendrait d'élaborer une *Convention* générale (en s'inspirant, par exemple, du précédent de l'Union internationale des télécommunications) qui énoncerait les *principes* fondamentaux (à définir par le

Sous-Comité juridique), les grandes lignes d'un *régime* (à définir par le Sous-Comité économique et technique), et les structures d'un *organisme*.

En second lieu, un *Règlement international* détaillé, élaboré par des Sous-Comités plus légers, où les techniciens et les économistes auraient une part prépondérante, comporterait l'énoncé d'un ensemble de droits, de limites et d'obligations que seraient, en toute hypothèse tenus d'observer tant l'organisme que les Etats et les sociétés. Ce règlement serait révisable, par exemple, tous les quinze ans.

Dériveraient, en troisième lieu, de ce règlement et de l'ensemble des autres obligations internationales qui peuvent exister dans les fonds marins (oléoducs, câbles télégraphiques, pollution, etc.) des *cahiers des charges* applicables à chaque opération donnant lieu à l'octroi d'une zone à un Etat pour délivrance d'un titre à une société, étant entendu que la Convention devrait prévoir l'association d'Etats sur des zones et l'association de sociétés quant aux titres.

B) Au fond :

a) Principes applicables au *régime* :

1. Les Etats se voient attribuer, pour une durée déterminée, des zones à l'intérieur desquelles ils attribuent eux-mêmes des titres ;

2. L'octroi d'une zone à un Etat est subordonné à la présentation d'une société candidate à un titre portant sur cette zone ;

3. Le droit régissant les rapports de la communauté internationale, représentée par l'organisme, avec les Etats est exclusivement international ; le droit régissant les rapports des Etats avec les sociétés est partiellement international, partiellement national ;

4. Les Etats doivent s'engager à faire exécuter des recherches et, ultérieurement, une exploitation dans les zones qui leur sont octroyées afin d'éviter un « gel » des superficies. Toutefois, on ne peut pas exclure la constitution de réserves (« gel provisoire »), dès lors qu'une telle faculté serait limitée à une durée raisonnable, et dûment justifiée ;

5. La sanction de la méconnaissance par les Etats et les sociétés des principes énoncés au paragraphe 4 et des stipulations du Règlement international dans ses dispositions techniques doit d'abord être recherchée par voie de *négociations* tendant à des *accords amiables* ; ce n'est qu'en cas d'impossibilité de parvenir à de tels accords qu'une procédure d'arbitrage devrait être utilisée.

Il va de soi que les zones pourraient également être accordées à des groupes d'Etats, soit qu'ils fassent partie d'une organisation internationale existante, soit qu'ils s'associent à cette fin. Dans cette hypothèse, les règles énoncées dans le présent document devraient être aménagées en tant que de besoin.

b) Principes applicables à l'*organisme* :

1. Il comporterait en premier lieu un *Bureau permanent*, chargé d'instruire toutes les demandes et de prendre des décisions dans les cas simples ; ce Bureau centraliserait les informations recueillies, exercerait un contrôle et serait habilité à émettre des avertissements à l'encontre des Etats dans le cas d'infractions aux dispositions du Règlement.

2. Il comporterait en second lieu une *Conférence des plénipotentiaires* — suppléée par un *Comité technique* — appelée d'une part à

prendre des décisions sur les demandes présentant des difficultés (en cas de concurrence sur une même zone), et à examiner et, si possible, faire disparaître les infractions constatées.

3. Cette conférence et ce comité seraient ainsi des organismes de *rencontre*, d'échange de vues, de *négociations* et, éventuellement d'arbitrage. Ils devraient pouvoir associer aux représentants des Etats ceux des entreprises, quel que soit leur régime juridique (privé ou public).

III. — ECONOMIE DU RÉGIME

A) Conditions mises à l'attribution des zones et des titres :

Afin d'éviter tout à la fois des incertitudes dans la répartition des zones et une répartition trop inégale qui serait contraire à l'intérêt de la communauté internationale, il convient d'enserrer l'attribution des zones et des titres dans un réseau assez serré de règles limitatives :

a) Un Etat ne saurait prétendre au monopole d'octroi des zones qui seraient adjacentes à son plateau continental ;

b) Un même Etat (ou un même groupe d'Etats) ne saurait, à lui seul, prétendre à se voir octroyer plus d'une certaine superficie de km² d'un seul tenant ou en plusieurs fractions dans un délai de dix ans, sauf s'il a rendu des portions de zones dans les conditions prévues ci-après (B, b) ;

c) Toute société qui sollicite un titre doit avoir un établissement sur le territoire de l'Etat qui demande l'octroi de la zone correspondante ; la société est alors réputée avoir la nationalité de l'Etat demandeur pour l'application du régime ;

d) Toute société doit présenter des garanties techniques et financières suffisantes, dont se porte garant l'Etat qui la présente ;

e) Les titres délivrés par les Etats aux sociétés sont exclusifs pour une ou plusieurs substances données. Seul l'Etat détenteur de la zone peut délivrer d'autres titres dans sa zone, pour d'autres substances.

f) En cas de découverte, le titre de prospection est, à condition d'être réduit à la dimension des superficies utiles, transformé en titre d'exploitation lorsqu'il est dûment justifié d'une découverte exploitable, soit dans l'immédiat, soit dans un délai raisonnable ;

B) Conditions mises à la recherche et à l'exploitation :

a) Qu'il y ait ou non activité de recherche, la superficie couverte par les titres de recherches octroyés par un Etat à une société est amputée automatiquement de moitié tous les cinq ans ;

b) Si, dans une zone détenue par un Etat, ce dernier n'attribue pas dans un délai de trois ans des titres nouveaux sur les superficies qui lui sont rendues, la partie de la zone correspondante est réputée être à nouveau ouverte à la communauté internationale et peut être octroyée à un autre Etat ;

c) Le retrait par un Etat d'un permis attribué à une société entraîne pour cet Etat les mêmes effets que ce qui est dit au paragraphe b).

C) Rapports juridiques entre Etat et sociétés :

a) Le régime international fixé par le règlement détermine les principes généraux d'octroi des titres de recherche et d'exploitation des

gisements, ainsi que les problèmes connexes posés par l'implantation d'installations fixes, ceux relatifs aux gênes à la navigation et à la pêche, aux nuisances, etc...

b) Les Etats appliquent leur droit national aux sociétés dans les zones qui leur ont été octroyées, en ce qui concerne les conditions de travail, la protection sociale des travailleurs, le régime pénal, la perception des impôts et taxes, le régime douanier des produits extraits.

IV. — REDEVANCES

Le Gouvernement français estime qu'il est légitime et nécessaire que les pays en voie de développement, y compris ceux qui n'ont pas accès à la mer, tirent un profit éventuel de l'exploitation des biens qui font partie du patrimoine commun de l'humanité.

Il considère à cet effet que le mécanisme de répartition des ressources le plus compatible tant avec l'équité internationale qu'avec l'efficacité économique conduit à ne pas envisager la fixation et la perception directes par l'organisme international de taxes prédéterminées sur la production des gisements.

Il appartient au contraire aux Etats de prélever un impôt sur les sociétés détentrices de titres d'exploitation dans les zones qui leur sont attribuées. Au moment de l'attribution de chaque titre d'exploitation, l'Etat intéressé devra s'engager d'une part à instituer et à recouvrer un tel impôt, et d'autre part à en verser une part appréciable à tout programme d'aide au tiers-monde, international, régional ou bilatéral de son choix.

L'exécution de cet engagement sera contrôlée par le Bureau permanent. Au cas où un Etat ne se conformerait pas à l'obligation ainsi souscrite volontairement, la sanction serait soit le refus d'attribution de zones nouvelles, soit le retrait de zones déjà détenues, décidées par la Conférence des plénipotentiaires.

V. — COMPÉTENCE DE L'ORGANISME

Les sommes nécessaires au fonctionnement de l'organisme, pourraient être recueillies par la voie d'une taxe *modique* assise sur la superficie des titres de recherche au moment de l'octroi des zones de chaque Etat ;

a) L'attribution des zones, dans les cas simples, serait assurée par le Bureau sur la base de critères prédéterminés ;

b) De tels automatismes devront être écartés lors de l'octroi de zones à des demandeurs concurrents, par les soins de la Conférence des plénipotentiaires ou de son Comité technique délégué. La méthode de l'adjudication au plus offrant risquant de provoquer des surenchères non conformes à l'intérêt des sociétés relevant des petits Etats, il y aura lieu de préconiser *l'entente amiable en vue d'un partage équilibré*.

Le Gouvernement français croit devoir souligner l'intérêt d'une concertation des Etats et d'une bonne volonté mutuelle en cette hypothèse, conduisant à des solutions ayant reçu l'agrément de la communauté internationale afin d'éviter, autant que possible, que des litiges et des conflits ne portent atteinte à l'exploitation rationnelle d'un bien commun à l'humanité tout entière.

ANNEXE X

DÉCLARATION DES ÉTATS LATINO-AMÉRICAINS
SUR LE DROIT DE LA MER
(8 AOÛT 1970) (1)

La réunion latino-américaine chargée d'étudier certains aspects du droit de la mer,

Considérant :

Qu'il existe entre la mer, la terre et l'homme qui l'habite, un lien géographique, économique et social d'où découle une légitime priorité en faveur des populations riveraines pour l'utilisation des ressources naturelles que leur offre leur environnement maritime,

Que du fait de cette relation prééminente, il a été reconnu aux Etats riverains le droit d'établir les limites de leur souveraineté ou de leur juridiction maritime conformément à des critères raisonnables, compte tenu des réalités géographiques, géologiques et biologiques, ainsi que de leurs besoins et de leurs responsabilités socio-économiques,

Que les dangers et les préjudices résultant de l'exploitation sans discernement et abusive des ressources marines ont, entre autres motifs, incité un groupe important d'Etats riverains à étendre les limites de leur souveraineté ou de leur juridiction sur la mer, dans le respect de la liberté de navigation et de survol pour les navires et les aéronefs sans distinction de pavillon,

Que certaines formes d'utilisation du milieu marin ont aussi fait naître de graves dangers de pollution des eaux et de perturbation de l'équilibre écologique, qui rendent nécessaire l'adoption par les Etats riverains de mesures destinées à protéger la santé et les intérêts de leur population,

Que le développement de la recherche scientifique en milieu marin exige une plus large collaboration des Etats, de manière que tous prêtent leur concours et reçoivent leur part d'avantages, sans préjudice de l'autorisation, de la surveillance et de la participation de l'Etat riverain quand cette recherche s'effectue dans les limites de sa souveraineté ou de sa juridiction,

(1) Lettre datée du 14 août 1970, adressée par le Président de la délégation du Pérou au Président du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale. O.N.U., Assemblée générale, 14 août 1970, A/AC. 138/28.

Que des déclarations, des résolutions et des traités, en particulier interaméricains, aussi bien que des déclarations unilatérales et des accords conclus entre Etats de l'Amérique latine consacrent les principes juridiques qui justifient les droits mentionnés ci-dessus,

Que le droit souverain des Etats sur leurs ressources naturelles a été reconnu et réaffirmé dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et d'autres organes des Nations Unies,

Que dans l'exercice de ces droits, chaque Etat doit respecter les droits des autres Etats voisins et riverains d'une même mer,

Qu'il convient de grouper les notions qui précèdent et de les réaffirmer dans une déclaration commune qui tienne compte de la pluralité des régimes juridiques en vigueur dans les Etats d'Amérique latine quant à la souveraineté ou à la juridiction maritime,

Déclare principes communs du droit de la mer :

1. Le droit imprescriptible de l'Etat riverain d'explorer, de conserver et d'exploiter les ressources naturelles de la mer contiguë à ses côtes, du sol et du sous-sol de cette mer, ainsi que du plateau continental et de son sous-sol, afin de favoriser au maximum le développement de son économie et d'élever le niveau de vie de sa population ;

2. Le droit de l'Etat riverain de fixer les limites de sa souveraineté ou de sa juridiction maritime conformément à des critères raisonnables, compte tenu de ses caractères géographiques, géologiques et biologiques et des nécessités de l'utilisation rationnelle de ses ressources ;

3. Le droit de l'Etat riverain d'adopter à ces fins des mesures de réglementation applicables dans les zones soumises à sa souveraineté ou à sa juridiction maritime, sans préjudice de la liberté de navigation et de survol des navires et aéronefs de tout pavillon ;

4. Le droit de l'Etat riverain de prévenir la pollution des eaux et autres effets dangereux et nocifs qui pourraient résulter de l'utilisation, de l'exploration et de l'exploitation du milieu marin contigu à ses côtes ;

5. Le droit de l'Etat riverain d'autoriser, de surveiller et de partager toutes les activités de recherche scientifique qui seraient effectuées dans les zones maritimes soumises à sa souveraineté ou à sa juridiction, et de recevoir communication des données obtenues et des résultats des recherches.

La présente déclaration sera connue sous le nom de « Déclaration des Etats latino-américains sur le droit de la mer. »

Lima, le 8 août 1970.

ANNEXE XI

DÉCLARATION FAITE PAR LE PRÉSIDENT NIXON

LE 23 MAI 1970

SUR LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS TOUCHANT LES OCÉANS (1)

Le moment est venu pour les nations du monde de prendre des décisions qui sont appelées à avoir, pendant des décennies, un retentissement considérable sur l'utilisation des océans par l'homme. Il s'agit en fait de savoir si les océans seront utilisés rationnellement et équitablement dans l'intérêt de l'humanité ou s'ils deviendront le théâtre d'une exploitation effrénée et d'un affrontement de revendications juridictionnelles dont même les Etats les plus avantagés sortiraient perdants.

L'actualité et, dirai-je, l'urgence du problème tiennent à ce que les pays ont pris de plus en plus conscience de toutes les richesses que l'on peut retirer des fonds marins et des eaux qui les recouvrent, et qu'ils commencent aussi à s'inquiéter des dangers d'ordre écologique qui menacent les océans et les fonds marins si leur utilisation n'est pas réglementée. Pour parler net, le fait est que le Droit de la mer ne suffit plus à répondre ni aux besoins de la technique moderne ni aux préoccupations de la collectivité internationale. S'il n'est pas modernisé par accord multilatéral, il y aura inévitablement action unilatérale et conflit international.

Il est donc temps que tous les pays se mettent en devoir d'apporter au problème fondamental qu'est le régime futur des océans, une solution propre à servir l'intérêt général dans la période d'exploitation intensive où nous allons entrer. Grande puissance maritime, à la pointe du progrès technique dans les océans, les Etats-Unis ont plus que quiconque le devoir de contribuer au progrès d'une telle entreprise.

C'est pourquoi je propose aujourd'hui que tous les pays adoptent aussitôt que possible un traité par lequel ils renonceraient à toutes leurs revendications nationales sur les ressources naturelles du fond des mers au delà du point où la haute mer atteint une profondeur de 200 mètres (218,8 yards) et acceptent de considérer ces ressources comme le patrimoine commun de l'humanité.

(1) Lettre datée du 25 mai 1970 adressée au Président du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale par le représentant des Etats-Unis. O.N.U., Assemblée générale, 25 mai 1970, A/AC.138/22.

Le traité devra établir un régime international pour l'exploitation des ressources du fond des mers au delà de ladite limite. Selon ce régime, il serait prévu que d'importantes redevances seraient perçues sur les activités extractives et seraient utilisées aux fins de la collectivité internationale et notamment pour l'assistance économique aux pays en voie de développement. Des règles d'application générale devraient également être instituées pour empêcher qu'il ne soit fait entrave sans motif valable aux autres utilisations de l'océan, pour protéger l'océan contre la pollution, pour assurer la sécurité des investissements nécessaires à ce genre d'exploitation et pour prévoir un mode de règlement pacifique et obligatoire des différends.

Pour régir l'exploitation des ressources du fond des mers au-delà d'une profondeur de 200 mètres, je propose d'instituer un double mécanisme.

En premier lieu, je propose que les Etats riverains fassent office de mandataires de la collectivité internationale dans une zone sous mandat international composée des marges continentales au-delà d'une profondeur de 200 mètres au large de leurs côtes. En échange, chaque Etat riverain toucherait une part des revenus internationaux tirés de la zone où il fait office de mandataire, et pourrait lever des impôts supplémentaires si cela est jugé désirable.

En deuxième lieu, un mécanisme international institué d'un commun accord autoriserait et réglementerait l'exploration et l'exploitation des ressources des fonds marins au-delà des marges continentales.

A la prochaine réunion du Comité du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis présenteront des propositions concrètes en vue de réaliser ces objectifs.

J'espère certes qu'il sera possible de se mettre d'accord à bref délai sur les mesures en question, mais il faudra sans doute quelque temps pour négocier un traité d'une telle complexité. Or, il ne me paraît ni nécessaire ni désirable de tenter de bloquer pour la durée des négociations l'exploration et l'exploitation des fonds marins au delà d'une profondeur de 200 mètres.

Je m'adresse donc aux autres pays pour leur demander de s'entendre avec les Etats-Unis sur une politique commune pour la période intérimaire. Je propose que toute délivrance de permis d'exploration ou d'exploitation des fonds marins au delà de l'isobathe des 200 mètres se fasse sous réserve des dispositions du régime international qui sera adopté d'un commun accord. Il conviendra donc que ledit régime contienne les dispositions voulues pour protéger la sécurité des investissements effectués durant la période intérimaire. Une part importante des revenus que retirerait chaque Etat des activités d'exploitation au delà de l'isobathe des 200 mètres pendant la période intérimaire serait versée à une institution internationale de développement appropriée pour servir aux activités d'assistance aux pays en voie de développement.

J'envisagerai de demander au Congrès des Etats-Unis de prendre les mesures voulues pour la mise à disposition de ces fonds dès lors qu'un nombre suffisant d'autres Etats se seront également déclarés disposés à suivre la même politique pendant la période de transition.

Je compte proposer que soient apportées aux textes législatifs et réglementaires des Etats-Unis relatifs aux impôts et aux importations les modifications voulues pour que ces textes n'aient pas d'effet discriminatoire à l'encontre des nationaux des Etats-Unis qui se livreraient

à des activités dans la zone sous mandat au large de nos côtes ou sous l'autorité du mécanisme international qui sera créé.

Il n'est pas moins important de veiller à ce que les océans puissent sans entrave ni désaccord, servir de voie de transport et d'échanges commerciaux, et de source d'aliments. C'est pourquoi les Etats-Unis s'efforcent actuellement, en même temps qu'un certain nombre d'autres Etats, d'élaborer un nouveau traité à cette fin. Ce traité situerait à 12 milles les limites de la mer territoriale et prévoirait la liberté du transit dans les détroits internationaux. Il serait aussi dûment tenu compte des problèmes qui se posent aux pays en voie de développement et aux autres quant à la conservation et à l'utilisation des ressources biologiques de la haute mer.

A mon avis, ces propositions sont essentielles à la protection de tous les pays, riches ou pauvres, riverains ou sans littoral, sans distinction de régime politique. Si elles aboutissent à la conclusion d'accords internationaux, nous pourrions soustraire les deux tiers de la surface du globe aux rivalités et aux conflits nationaux, les protéger contre la pollution et les mettre au service du bien général. Pareil résultat couronnerait dignement une année où nous célébrons le vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies.

ANNEXE XII

MALTE : PROJET DE RÉSOLUTION (1)

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2340 (XXII) du 18 décembre 1967 et 2467 (XXIII) du 21 décembre 1968,

Réaffirmant l'intérêt que présentent pour toute l'humanité le fond des mers et des océans et son sous-sol,

Notant que l'Etat riverain exerce sur son plateau continental, comme le stipule la Convention du 29 avril 1958 sur le plateau continental, des droits souverains aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles,

Considérant que la définition du plateau continental figurant dans la Convention ne délimite pas avec précision la zone sur laquelle un Etat riverain exerce des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles,

Notant que le progrès technique rend l'ensemble du fond des mers et des océans progressivement accessible et exploitable à des fins scientifiques, économiques, militaires et autres,

Reconnaissant qu'il existe une zone du fond des mers et des océans et de son sous-sol qui est située au delà des limites de la juridiction nationale,

Estimant que l'exploration, l'exploitation et l'utilisation de cette zone doivent se faire au profit de l'humanité tout entière, indépendamment de la situation géographique des Etats, de leur degré de développement économique ou de leurs possibilités techniques, sans porter atteinte pour autant aux libertés de la haute mer,

Convaincue de la nécessité urgente de protéger contre tout empiétement la zone du fond des mers située au delà des limites de la juridiction nationale,

Sans préjudice des limites des eaux situées au delà de la juridiction nationale conformément au droit international, ou de toute détermination des limites précises du plateau continental qui pourra être convenue lors d'une future conférence internationale,

Déclare solennellement que le fond des mers et des océans et son sous-sol, sous des eaux d'une profondeur de plus de 200 mètres situées à plus de milles marins de la côte la plus proche, compte non

(1) Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale. O.N.U., Assemblée générale, 18 mars 1969, A/AC.138/11.

tenu des rochers et des îles sans population permanente, se trouvent et doivent rester incontestablement au delà des limites de la juridiction nationale ;

Prie le Secrétaire général de consulter les Etats Membres, la Cour internationale de Justice, la Commission du droit international, les organismes intergouvernementaux compétents, y compris la Commission océanographique intergouvernementale, et les institutions spécialisées intéressées, au sujet de la possibilité de réunir le plus tôt possible une conférence internationale chargée de reviser la Convention du 29 avril 1958 sur le plateau continental et de formuler des normes juridiques devant régir la conduite des Etats dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation, au profit de l'humanité tout entière, du fond des mers et des océans et de son sous-sol au delà des limites de la juridiction nationale ;

Prie le Secrétaire général de lui rendre compte à ce sujet à sa vingt-cinquième session.

ANNEXE XIII

CROQUIS (1)

CROQUIS N° 1

— *Ligne A.B :*

Ligne de délimitation partielle établie par le Traité germano-danois du 9 juin 1965.

— *Ligne C.D :*

Ligne de délimitation partielle établie par le Traité conclu entre les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne le 1^{er} décembre 1964.

— *Ligne B.E :*

Ligne d'équidistance entre la République fédérale d'Allemagne et le Danemark.

— *Ligne D.E :*

Ligne d'équidistance entre la République fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas.

— *Ligne E.F :*

Ligne de délimitation partielle établie par l'accord conclu entre les Pays-Bas et le Danemark le 31 mars 1966.

— *Ligne F.G. :*

Ligne de délimitation établie par l'accord anglo-néerlandais du 6 octobre 1965.

— *Ligne F.H :*

Ligne de délimitation établie par l'accord conclu entre la Grande-Bretagne et le Danemark le 3 mars 1966.

— *Ligne H.I :*

Ligne de délimitation établie par l'accord conclu entre le Danemark et la Norvège le 8 décembre 1965.

— *Ligne H.J. :*

Ligne de délimitation établie par l'accord anglo-norvégien du 10 mars 1965.

(1) Extraits de « C.I.J., Affaires du plateau continental de la mer du Nord, Mémoires, plaidoiries et documents », volume 1.

Côtes concaves et convexes
Leur influence sur la méthode de l'équidistance

CROQUIS N° 2

CROQUIS N° 3

— *Croquis n° 2 et 3 :*

Tracées à partir d'une côte concave ou rentrante les lignes d'équidistance se croisent nécessairement à une distance très proche de la côte pour enserrer le plateau dans une sorte de triangle.

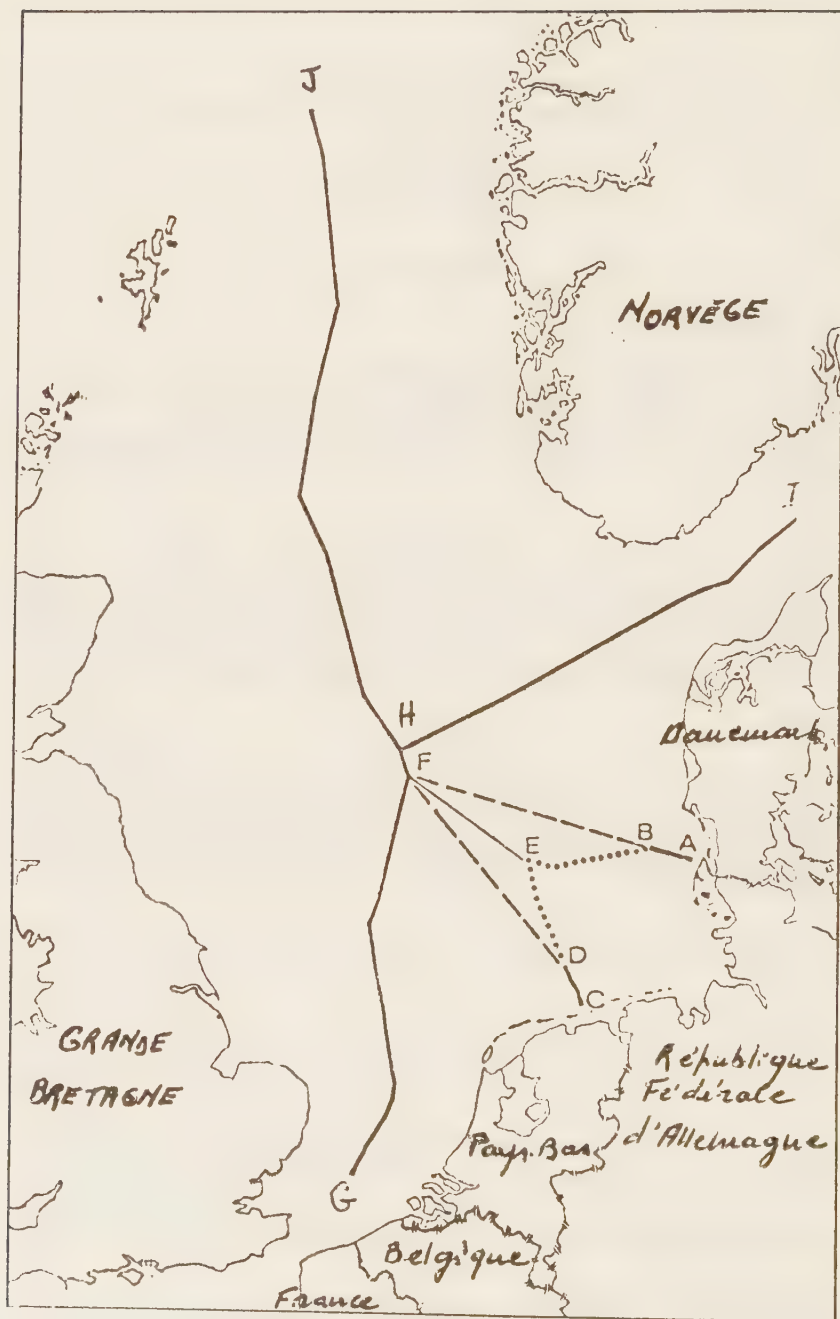
Même dans le cas d'une côte droite le résultat est quasiment identique.

CROQUIS N° 4

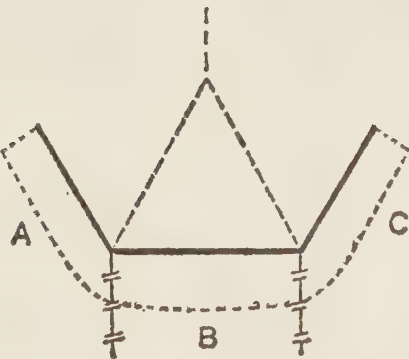
Une telle division de l'océan Atlantique Nord suivant la méthode d'équidistance montre qu'en raison de leur position avancée le Canada, le Groenland, l'Islande, l'Irlande et le Portugal excluraient les autres Etats d'une partie importante de l'océan Atlantique.

CROQUIS N° 5

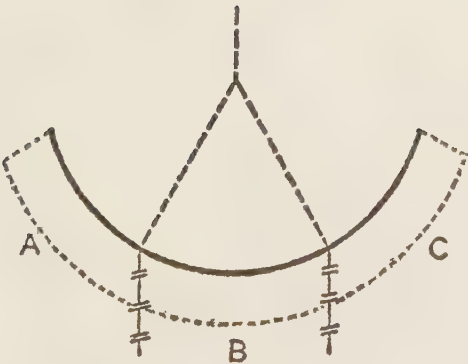
Résultat de la proposition de la République fédérale d'Allemagne proposant la division de la mer du Nord en secteurs dont l'étendue aurait été à peu près proportionnelle à la « *façade maritime* » de chaque Etat riverain.



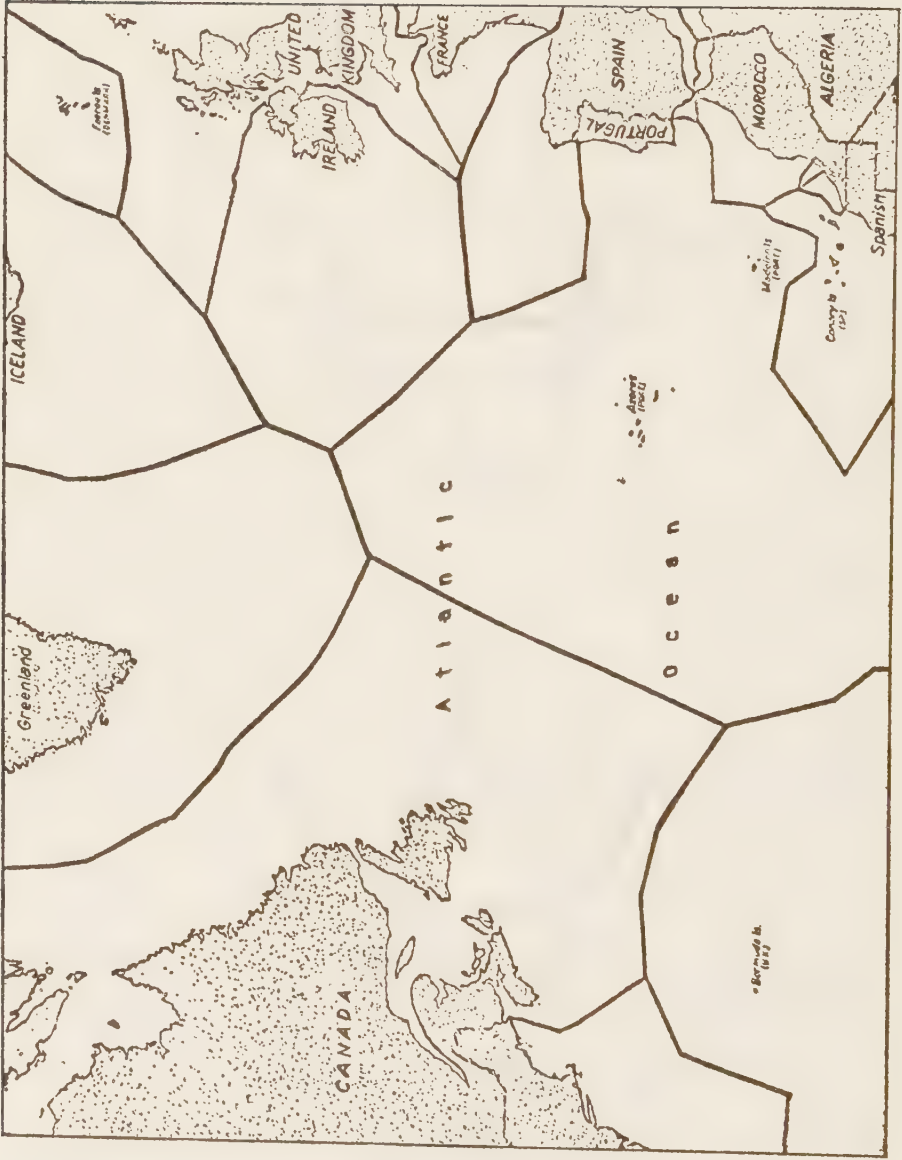
CROQUIS N° 1



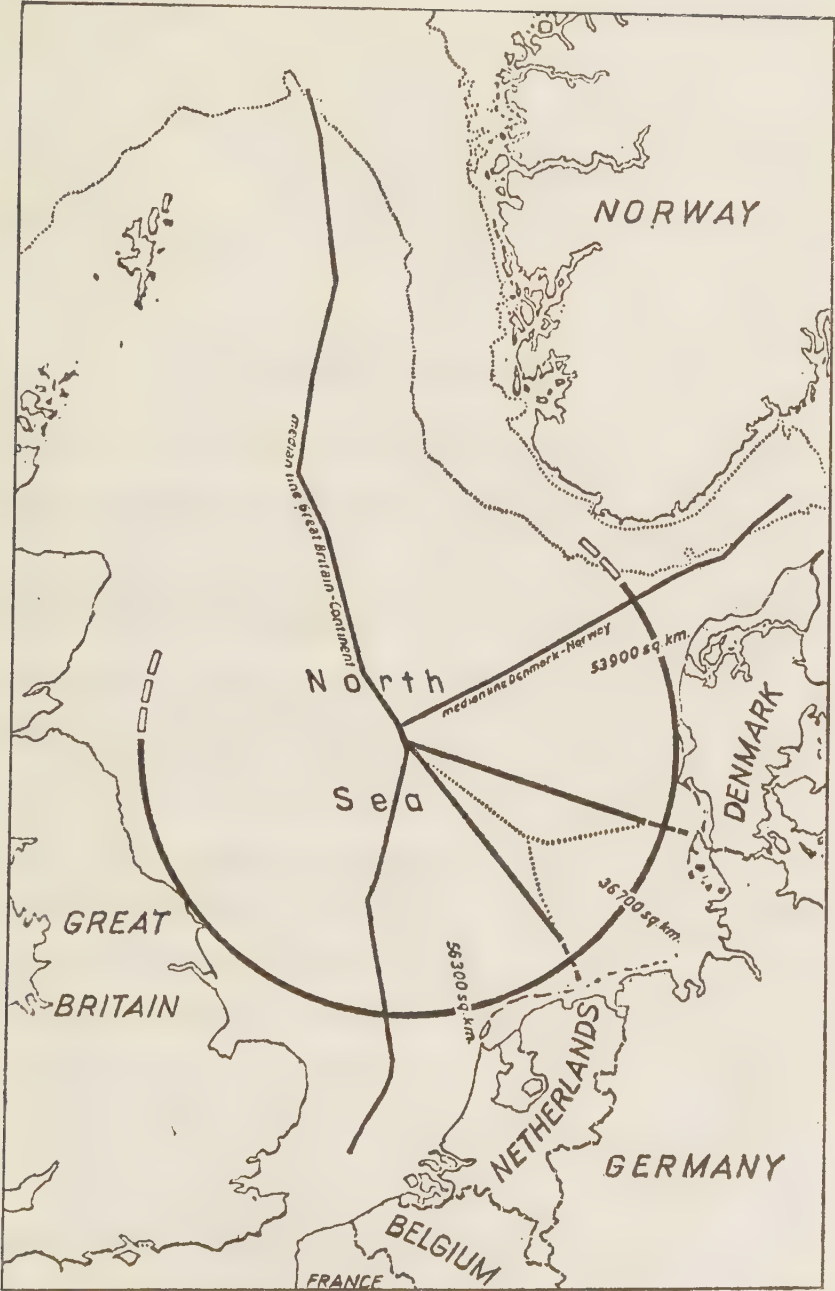
CROQUIS N° 2



CROQUIS N° 3



CROQUIS N° 4



CROQUIS N° 5

BIBLIOGRAPHIE

1) Ouvrages et articles

- ALEXANDER (L.M.). — *The law of the sea offshore boundaries and zones*, Columbus, Ohio, 1967.
- AUGUSTE (B.L.). — *The continental shelf : practice and policy of latin american states with special reference to Chile, Ecuador and Peru*, Minard, Paris, 1960.
- LORD ASQUITH OF BISHOPSTONE. — « Award in the arbitration between Petroleum Development Ltd and the Cheik of Abu Dhabi », *The International and Comparative Law Quarterly*, vol. I, 1952, pp. 247-261.
- AZCARRAGA (J.L. DE). — « Los derechos sobre la plataforma submarina », *Revista Española de Derecho Internacional*, 1949.
- « La plataforma submarina y el derecho internacional », Madrid, 1952. *Legislacion internacional maritima*, Madrid, 1955.
- BASTID (S.). — *Cours de droit international public*. Licence 3^e année, Paris, 1963.
- « Le territoire dans le droit international contemporain » (*Cours de droit international public*, D.E.S. droit public, 1953-54).
- BENAR (G.) et DEHAUSSY (J.). — « La coutume », *Jurisclasseur, droit international*, fascicule 13 B, § 35.
- BOGGS (S.W.). — « National claims in adjacent seas », *Geographical Review*, New York, avril 1951.
- « Delimitation of seaward areas under national jurisdiction », *A.J.I.L.*, vol. 2, avril 1951.
- BORCHARD (E.). — « Resources of the continental shelf », *A.J.I.L.*, vol. 40, 1946.
- BOUCART (J.). — *Géographie du fond des mers ; étude du relief des océans*, Paris, 1959.
- *Les frontières de l'océan*, Paris, 1952.
- BRIERLY (J.L.). — *The law of Nations*, 3^e édition, Londres, 1942.
- BRIGGS (H.W.). — « Jurisdiction over the seabed and subsoil beyond territorial waters », *A.J.I.L.*, 1951, vol. 45, p. 338.
- BURKE (W.T.). — *Legal aspects of ocean exploitation status and outlook*, Washington, 1966.

- BURKE (W.T.) et MC DOUGAL (M.). — *The public order of the oceans*, Yale, 1962.
- BUTLER (W.E.). — « The Soviet Union and the continental shelf ; notes and comments », *A.J.I.L.*, janvier 1969.
- « The law of territorial waters », *A.J.I.L.*, janvier 1967.
- CAVARÉ (L.). — « Problèmes juridiques posés par la pollution des eaux maritimes au point de vue interne et international », *R.G.D.I.P.*, 1964, n° 3.
- CECCATTO (G.N.). — *L'évolution juridique de la notion de plateau continental*. Préface de Charles ROUSSEAU. Paris, Pedone, 1955.
- CHARLES (Hubert). — « Les îles artificielles », *R.G.D.I.P.*, 1967, pp. 342-368.
- CHARLIER (R.E.). — « Résultats et enseignements des conférences du droit de la mer », *A.F.D.I.*, 1960, pp. 63-76.
- CHENG (T.). — « Communist China and the law of the sea », *A.J.I.L.*, janvier 1969, vol. 63, n° 1.
- CHERET (Y.). — *L'eau*, Seuil, Société, n° 20.
- COLOMBOS (C.I.). — *International Law of the sea*, 4^e édition, Londres, 1962 (n° 84 et suiv.).
- DAUDET (Y.). — *Les Conférences des Nations Unies pour la codification du droit international*, Paris, 1968.
- DEVAUX-CHARBONNEL (J.). — *L'intervention des Etats dans la recherche et dans l'exploitation des gisements de pétrole*, Thèse, Paris, 1951.
- « Régime juridique de la recherche et de l'exploitation du pétrole dans le plateau continental », *A.F.D.I.*, 1956.
- « Régime juridique de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures en mer », *Revue française de l'énergie*, octobre 1964.
- « Le plateau continental du Royaume-Uni et la Convention internationale de Genève de 1958 », *A.F.D.I.*, 1964.
- EUSTACHE (François). — « L'affaire du plateau continental de la mer du Nord », *R.G.D.I.P.*, juillet-septembre 1970.
- DOMINICÉ. — « A propos du principe de l'estoppel en droit des gens », *Recueil d'études de droit international en hommage à Paul Guggenheim*, Genève, 1968, pp. 328-329.
- FERRON (O. DE). — *L'évolution juridique de la haute mer*, Genève, 1951.
- *Le droit international de la mer*, t. I, Genève, 1958 ; t. II, Genève, 1960.
- FITZMAURICE (Sir G.). — « Some results of the Geneva Convention of the law of the sea », *I.C.L.Q.*, 1959, p. 349.
- Rapports sur le droit des traités, O.N.U., A/CN/4/120, New York.
- FRANÇOIS (J.P.A.). — Rapports sur la haute mer. Documents officiels des Nations Unies, A/CN 4/17, A/CN 4/42, A/CN 4/97, A/CN 4/99, O.N.U., 1952, 1953, 1954.
- GIDEL (G.). — *La plataforma continental ante el Derecho*, Valladolid, 1951.
- *Le plateau continental*, Congrès de l'International Bar Association, 1952.

- GOLDIE (L.F.E.). — « Sedentary fisheries and article 2 § 4. A plea for a separate regime », *A.J.I.L.*, vol. 63, n° 1, janvier 1969.
- « Sedentary fisheries and the North Sea Continental Shelf Cases », *A.J.I.L.*, juillet 1969, vol. 63, n° 3.
- HARTINGH (F. DE). — *Les positions de l'U.R.S.S. en matière de droit international de la mer*, Paris, 1960.
- « La position française à l'égard du plateau continental », *A.F.D.I.*, 1965, p. 725.
- HIGGINS et COLOMBOS (C.J.). — *The international law of the sea*, Londres, 1945.
- HURST (Sir Cecil). — « The continental shelf », *I.C.L.Q.*, vol. 2.
- « Whose is the bed of the sea ? », *B.Y.I.L.*, vol. 4, 1923-1924.
- JESSUP (P.C.). — « The Geneva Conference on the law of the sea : a study of international law making », *Columbia Law Review*, 1959.
- LANG (J.). — *L'affaire du plateau continental de la mer du Nord*, L.G.D.J., Paris, 1970 (Avant-Propos de Ch. CHAUMONT).
- LAUTERPACHT (H.). — « Sovereignty over submarine areas », *B.Y.I.L.*, 1950.
- MAREK (Krystyna). — « Le problème des sources du droit international dans l'arrêt sur le plateau continental de la mer du Nord », *Revue belge de droit international*, vol. VI, 1970, I, pp. 44-78.
- MATEESCO (N.). — *Vers un nouveau droit international de la mer*, Paris, 1950.
- MATINE-DAFTARY (A.). — *Cours abrégé sur la contribution des Conférences de Genève sur le développement progressif du droit international de la mer*, Leyde, 1962.
- MONCONDUIT (Fr.). — « L'affaire du plateau continental de la mer du Nord », *A.F.D.I.*, 1969, p. 213.
- MOUTON (N.W.). — *The continental shelf. Chart of Western and Eastern hemisphere*, La Haye, 1952.
- « The continental shelf », *Recueil des cours de l'Académie internationale*, 1954, Leyde, A.W. Sijthoff, 1955.
- « Recent developments in the technology of exploiting the mineral resources of the continental shelf », Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (documents préparatoires). (N.U., doc. of. A/CH/13/25).
- PAPANDREOU (A.). — *La situation juridique des pêcheries en haute mer*, Thèse, Athènes, 1952.
- PATEY (J.). — « La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer », *R.G.D.I.P.*, 1958.
- PÈRÈS (J.M.). — *La découverte des mers*, P.U.F.
- QUÉNEUDEC (J.-P.). — « Chronique du droit de la mer », *A.F.D.I.*, 1969, pp. 737-760.
- RÉMOND (Martine). — *L'exploration pétrolière en mer et le droit*, Technip, 1970. Préface de R. RODIÈRE.
- ROUSSEAU (Charles). — *Principes généraux du droit international public*, Paris, 1944.
- *Droit international public approfondi*, 2^e édition, Paris, Dalloz, 1961.

- « Progrès technique et droit international », *Cours D.E.S. Droit public*, Paris, 1966-1967.
- « Appartenance des ressources du plateau continental dans un Etat fédéral », *R.G.D.I.P.*, 1966, n° 4.
- « Répartition des recettes provenant des ressources du plateau continental entre le gouvernement fédéral des Etats-Unis et les gouvernements des Etats particuliers », *R.G.D.I.P.*, 1966, n° 2, pp. 469-470.
- *Droit international public*, t. I, Sirey, 1970.
- SCELLE (G.). — « Plateau continental et droit international », *R.G.D.I.P.*, 1955.
- SEIDL-HOHENVELDERN (I.). — « Le plateau continental de la République fédérale d'Allemagne », *A.F.D.I.*, 1964.
- SLOUKA (Zdenek J.). — *International custom and the continental shelf. A study in the dynamics of customary rules of International law*, Martinus Nijhoff, 1968.
- SIMONNET (M.R.). — *La Convention sur la haute mer*, Paris, L.G.D.J., 1966.
- SORENSEN (M.). — *Principes de droit international public*, La Haye, 1960.
- SUY (E.). — *Les actes juridiques unilatéraux en droit international public*, Paris, 1962.
- VALLAT (F.A.). — « The continental shelf », *B.Y.I.L.*, vol. 23, 1946.
- « Summary of paper on continental shelf », Congress of International Bar Association, Madrid, 1952.
- VERZIJL (J.H.W.). — « Conférence sur les problèmes fiscaux et douaniers du plateau continental », Compte rendu, La Haye, 1965.
- VISSCHER (Ch. De). — *Problèmes d'interprétation judiciaire en droit international public*, 1963.
- VISSER T. HOOFT. — *Les Nations Unies et la conservation des ressources de la mer*, La Haye, 1959.
- WALDOCK (C.H.M.). — « The legal basis of claims to the continental shelf », *Transactions of the Grotius Society*, 1950.
- WHITEMAN (M.). — « Conference on the law of the sea, convention on the continental shelf », *A.J.I.L.*, 1958, p. 712.
- YÉPÈS (J.M.). — *Les nouvelles tendances du droit international américain*, Paris, Pedone, 1956.
- YOUNG (R.). — « The Geneva Convention on the continental shelf ; a first impression », *A.J.I.L.* (1958, 735),
- « The legal regime of the deep sea floor », *A.J.I.L.*, vol. 62, juillet 1968, n° 3.

2) Nations Unies

A) Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au delà de la juridiction nationale

- 1 — Aspects juridiques de la question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans ainsi que de

- leur sous-sol, en haute mer au delà de la juridiction nationale. Doc. A/AC/135/19, 21 juin 1968.
- 2 — Rapport du Comité spécial. Doc. A/7230, 1968.
 - 3 — Les utilisations militaires des fonds marins au delà de la juridiction nationale. Doc. A/AC/135/28, 10 juin 1968.
 - 4 — Note établie par le secrétariat. Doc. A/AC/135/19 add. I.
 - 5 — Traités bilatéraux et lois de la législation nationale concernant la délimitation du plateau continental. Doc. A/AC/135/11 add. I, 12 août 1968.
 - 6 — Les utilisations militaires des fonds marins au delà des limites de la juridiction nationale actuelle. Doc. A/AC/135/28 du 10 juin 1968.
 - 7 — Les aspects scientifiques de l'étude des utilisations pacifiques du lit des mers et les des océans au delà des limites de la juridiction nationale (aperçu préparé par le Secrétariat de la Commission océanographique intergouvernementale - C.O.I.). Doc. A/AC 135, 26 mars 1968.
 - 8 — Effets de l'exploitation des ressources naturelles sur les eaux surjacentes et sur les autres utilisations de ce milieu marin (note du secrétaire). Doc. A/AC/135/15, 21 juin 1968.
 - 9 — Les incidences économiques de l'exploitation des ressources minérales sur le fond des mers et des océans et dans le sous-sol en ce qui concerne particulièrement l'examen et les prix mondiaux (note du secrétaire). Doc. A/AC/135/14, 14 juin 1968.
 - 10 — Projet de résolution de l'U.R.S.S. sur l'interdiction de l'utilisation à des fins militaires du fond des mers et des océans au delà des limites des eaux territoriales. Doc. A/AC/135/20.
 - 11 — Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale. O.N.U., Assemblée générale, 5 août 1970, Doc. A/AC/138/27.
 - 12 — Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale. O.N.U., Assemblée générale, Doc. A/AC/138/22 ; Doc. A/AC/138/28 ; Doc. A/AC/138/11.

B) Conférences des Nations Unies

- 1 — Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1958).

Documents officiels - Vol. I : Documents préparatoires.
 Vol. II : Séances plénières.
 Vol. III : Première Commission.
 Vol. IV : Deuxième Commission.
 Vol. V : Troisième Commission.
 Vol. VI : Quatrième Commission.
 Vol. VII : Cinquième Commission.

<i>Cote des documents</i>	<i>Nature des documents</i>
A/Conf. 13/1 à 36	Documents préparatoires.
A/Conf. 13/L.1 à L.58	Séances plénières.
A/Conf. 13/SR.1 à SR.21	
A/Conf. 13/BUR/L.1 à L.7	Bureau de la Conférence.
A/Conf. 13/BUR/SR.1 à SR.7	
A/Conf. 13/C.1/L.1 à L.168	Première Commission.
A/Conf. 13/C.1/SR.1 à SR.66	
A/Conf. 13/C.2/L.1 à L.153	Deuxième Commission.
A/Conf. 13/C.2/SR.1 à SR.37	
A/Conf. 13/C.3/L.1 à L.93	Troisième Commission.
A/Conf. 13/C.3/SR.1 à SR.43	
A/Conf. 13/C.3/L.1 à L.67	Quatrième Commission.
A/Conf. 13/C.4/SR.1 à SR.42	
A/Conf. 13/C.5/L.1 à L.27	Cinquième Commission.
A/Conf. 13/C.5/SR.1 à SR.25	

C) Commission du Droit international

Documents officiels A/1316.

Documents officiels A/3159.

D) Institutions spécialisées

- 1 — U.N.E.S.C.O. - Doc. 1967, vol. XI , n° 12.
- 2 — U.N.E.S.C.O. - Doc. 1968, vol. XIV, n° 11.
- 3 — Etude des caractéristiques scientifiques du plateau continental.
Etude préparée pour le Secrétariat de l'U.N.E.S.C.O., Doc. A/Conf.
13/28.

INDEX

- 1) INDEX ALPHABÉTIQUE.
 - 2) DÉCLARATIONS UNILATÉRALES.
 - 3) COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL.
 - 4) ARTICLES DE LA CONVENTION DE GENÈVE
SUR LE PLATEAU CONTINENTAL.
 - 5) LÉGISLATIONS INTERNES.
 - 6) INDEX ANALYTIQUE.
-

1) INDEX ALPHABÉTIQUE

AMADOR (G.) : 148, 150, 152.
 AMMOUN (F.) : 79, 83, 284.
 ARISTOTE : 12.
 ASQUITH OF BISHOPSTONE (L.) : 70, 195.
 AZCARRAGA (J.L. de) : 80.

BAILEY : 120.
 BARROS : 134.
 BENGZON : 254.
 BENFELD (S.S.) : 138.
 BOGGS (S.W.) : 19.
 BOULGANINE : 108.
 BOURCART (J.) : 19, 22, 23.
 BURKE (W.T.) : 137, 144, 154.
 BUTLER (W.E.) : 196, 197.

CAVANAUGH (T.J.) : 143.
 CECCATTO (G.N.) : 23, 36, 56, 62, 70, 93.
 CHARLES (H.) : 166, 215.
 CHARLIER (R.E.) : 177.
 CHELDON : 175.
 CHÉRET (Y.) : 14.
 COLOMBOS : 77, 78.

DE LAPRADELLE : 169.
 DEVAUX-CHARBONNEL (J.) : 17, 177.
 DOMINICÉ : 266.

EMERY (K.O.) : 12.
 EISENHOWER (D.) : 108.

FAUCHILLE (P.) : 78.
 FERRON (O. de) : 19, 37, 45, 49, 62, 68,
 79, 150, 158, 159, 164, 173.
 FRANÇOIS (J.P.A.) : 26, 91, 92, 163.
 FRA PAOLO SERPI : 26.

GABRIELLI : 173.
 GIDEL : 148, 149.
 GOHAR : 126, 129.
 GOLDIE (L.F.) : 169.
 GOMEZ : 115.
 GONZALEZ (D.) : 109.
 GROS (A.) : 110, 114, 125, 176.
 GROTIUS : 75.
 GUGGENHEIM (P.) : 266.

- HACKWORTH (G.H.) : 47.
 HARTINGH (F. de) : 142, 200.
 HENKIN (L.) : 290.
 HERODOTE : 12.
 HIGGINS (A.P.) : 106, 107.
 HIPPARQUE : 12.
 HUBER (M.) : 79.
 HURST (C.) : 132.
- JESSUP : 275.
 JHIRAD : 122.
- KENNEDY : 172.
 KHROUCHTCHEV : 108.
 KORETSKI : 64, 277, 280.
 KWEI : 134.
- LACHS (M.) : 72, 254, 276, 278, 280, 281, 282, 286.
 LAKHTINE : 81.
 LANCAROS : 60, 63.
 LANG (J.) : 285, 293.
 LAUTERPACHT : 23, 64, 120.
 LETTS : 65, 157, 162.
- MAC DOUGAL (M.) : 137, 144, 154.
 MAREK (K.) : 264, 266, 278, 282, 289, 291, 292.
 MARIANI : 11.
 MOLODTSOV : 197.
 MORELLI : 254.
 MORENO (R.) : 66, 111.
 MORGENTHAU (H.J.) : 227.
 MOSLER : 259.
 MOUTON (N.W.) : 62, 70, 122, 137, 159, 163, 173.
 MÜNCH : 110.
 NICOLIC : 117, 119, 171.
- ODON DE BUEN : 26.
 ONASSIS (A.) : 63.
- PATEY : 125, 134, 138, 158, 159, 173.
 PERERA (A.B.) : 109.
 POIRIER : 81.
 PTOLÉMÉE : 12.
 PYTHAGORE : 12.
- QUARSHIE : 109.
- RÉMOND (M.) : 22, 41, 156.
 REUTER (P.) : 151.
 ROBERT (P.) : 13.
 ROBLED0 : 112.
 RODRIGUEZ (C.) : 119.
 ROSENNE : 120.
 ROTSCHI (H.) : 11, 12, 18.
 ROUSSEAU (C.) : 14, 23, 36, 63, 68, 70, 75, 81, 152, 182.
 RUBIO : 123.
- SCELLE (G.) : 50, 64, 69, 70, 83, 177.
 SELDEN : 75.
 SIMONNET (M.R.) : 109.
 SLOUKA (Z.J.) : 36, 37, 42, 46, 117, 119, 120, 137, 139, 143, 145, 154, 155.
 SORENSEN (M.) : 72, 73, 89, 254, 259, 279, 281, 284, 286.
 SUAREZ : 26.
 SUY (E.) : 67, 69.
- TANAKA : 254.
 TRUMAN : voir « Proclamation Truman » (Index analytique).
- VALLAT (F.A.) : 37.
 VAN WAITHAYAKON : 109.
 VIRALLY : 277.
 VISSER THOOFI (H.P.H.) : 89.

2) DÉCLARATIONS UNILATÉRALES

- ABU DHABI : 58.
 ARABIE SAOUDITE : 58.
 ARGENTINE : 53.
 AUSTRALIE : 53.
- BRÉSIL : 56.
- CHILI : 53-55.
- DÉCLARATION DE SANTIAGO : 57.
- KOWEIT : 59.
- NICARAGUA (Constitution) : 57.
- PAKISTAN : 58.
 PANAMA (Constitution) : 57.
 PHILIPPINES : 58.
- Proclamation Truman : (voir *infra*, Index analytique).
- Sur l'attitude des Etats latino-américains, voir : pp. 157 et s.
 Sur la valeur juridique de ces déclarations, voir : pp. 64-74.

3) COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

Généralités : 87-103, 162, 269-270, 276-279.	1953 : 93. 1954 : 94. 1955 : 95.
RAPPORTS : 1950 : 91. 1951 : 92. 1952 : 93.	Projet d'articles adoptés en 1956 (8 ^e session) : 95-96.

4) ARTICLES DE LA CONVENTION DE GENÈVE SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

ARTICLE 1 ^{er} : 115-147, 267.	ARTICLE 6 : 171-175, 253-290.
ARTICLE 2 : 151-156, 167-168, 169-170.	ARTICLE 7 : 166.
ARTICLES 3 et 4 : 156-158, 163.	ARTICLES 7, 8, 9, 10, 11 : 105 et s.
ARTICLE 5 : 158-163, 165-166.	ARTICLE 12 : 253-290.

5) LÉGISLATIONS INTERNES

AUSTRALIE : 195-196.	FRANCE : 206-208, 211-214.
BELGIQUE : 187-192, 283.	ITALIE : 211.
CANADA : 194-195.	PAYS-BAS : 203-205, 211.
DANEMARK : 201-203.	RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE : 197.
ETATS-UNIS : 193-194, 211.	U.R.S.S. : 196-200.

6) INDEX ANALYTIQUE

ABU DHABI : 46, 58, 80, 195.	CÂBLES ET PIPES-LINES SOUS-MARINS (protection des) : 163-164.
ACCORDS INTERNATIONAUX : 218-225, 257.	C.N.E.X.O. (Centre national pour l'exploitation des océans) : 13, 16, 18, 208.
AFFAIRE DES LANGOUSTES : 76, 169, 181-183.	CIRCONSTANCES SPÉCIALES : 174, 273, 276, 287.
AFFAIRE DES PÊCHERIES : 71.	CIUDAD-TRUJILLO : 123.
AFFAIRE DU PLATEAU CONTINENTAL DE LA MER DU NORD : 22, 44, 71, 72, 73, 79, 81, 89, 111, 146, 174, 180, 183, 253-292.	CODIFICATION : 87-90, 272-277.
APPARTENANCE : 81-82.	COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'Étudier les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale : 235-252.
AVIS CONSULTATIF (1951), (Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide) : 279.	

COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOU-
VERNEMENTALE : 228-232.

CONFÉRENCE DE BERLIN (1885) : 76-77.

CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLOI-
TATION DE LA MER : 232-234.

CONTIGUÏTÉ : 79, 142-144, 267.

CONTINUÏTÉ : 79.

CONVENTION DE VIENNE DUR LE DROIT
DES TRAITÉS (23 mai 1969) : 280.

COUTUME : 65-69, 119-120, 270-272, 282-
292.

CRUSTACÉS : 168-169.

DÉLIMITATION :

Généralités : 144-145, 171-175.

En mer du Nord : 253-292.

DÉVELOPPEMENT PROGRESSIF : 87-90,
272-277.

ENGINS DE FORAGE (statut) : 213-215.

EQUITÉ : 273.

ESTOPPEL : 265-266, 285.

EXPLOITABILITÉ : 117-131, 132-138, 142,
144-146, 198.

EXPLORATION : 138.

FAÇADE MARITIME : 274.

ILE DE PALMAS : 79.

INCHOATE TITLE : 78.

JUS COGENS : 291.

LIBERTÉ DE LA HAUTE MER (principe) :
156-157.

OCÉANOGRAPHIE : 12, 13, 159-161, 228,
234.

PÊCHE : 13, 18, 158, 162, 168-169.

PÊCHERIES SÉDENTAIRES : 26, 169-170.

PÉTROLE : 16-18, 25, 275.

POLLUTION : 25.

PROCLAMATION TRUMAN : 26, 39-51, 73,
84, 99, 111, 120, 131, 268, 278.

PROLONGEMENT NATUREL : 22-23, 150-
152, 254, 267, 287-288.

REASONABLENESS : 144.

RÈGLEMENT DES LITIGES : 175-176.

RÉSERVES : 266, 270, 279-281.

SCOTIA BERKSHIRE : 70.

SECTEURS (Théorie des) : 81.

SONARS : 240.

TEXAS TOWERS : 154.

TRAITÉ DE PARIA : 26, 35-38.

TRÉPAN : 25.

UNITÉ DE GISEMENT : 274.

UTILISATIONS MILITAIRES DU PLATEAU
CONTINENTAL : 16, 154-155, 237-242.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE INTRODUCTIF	11
<i>Section I.</i> — Réalité de ce monde : Planète « Terre » ou Planète « Océan » ?	11
<i>Section II.</i> — La Mer et ses richesses	13
<i>Section III.</i> — Pétrole et Plateau continental	16
<i>Section IV.</i> — La notion géographique et géologique de pla- teau continental	19
<i>Section V.</i> — Les forages pétroliers : « Plateau-poubelle » ou « Plateau-trésor » ?	25
<i>Section VI.</i> — Aperçu historique	26
<i>Section VII.</i> — Progrès de la technologie et nécessité d'un droit nouveau	27

PREMIÈRE PARTIE

LA TRADUCTION DES FAITS ÉCONOMIQUES EN CONSTRUCTIONS JURIDIQUES	31
--	----

TITRE I

PRISE DE CONSCIENCE PAR CERTAINS ÉTATS DE L'IMPORTANCE DU PLATEAU CONTINENTAL..	35
INTRODUCTION	35
CHAPITRE I. — LA PROCLAMATION TRUMAN DU 28 SEPTEMBRE 1945.	39
<i>Section I.</i> — Texte de la Proclamation	39
<i>Section II.</i> — Analyse de ce document	41
§ I) Fondement de la Proclamation	41
§ II) Objet de la Proclamation	49
CHAPITRE II. — LES DÉCLARATIONS UNILATÉRALES POSTÉRIEURES A LA PROCLAMATION TRUMAN	52
<i>Section I.</i> — Contenu de ces Déclarations	53
<i>Section II.</i> — Appréciation critique	60

	Pages
CHAPITRE III. — VALEUR JURIDIQUE ET PORTÉE DE CES ACTES UNILATÉRAUX	64
<i>Section I.</i> — Une « coutume en formation » ?	65
<i>Section II.</i> — La valeur juridique de ces déclarations est-elle nulle ?	69
<i>Section III.</i> — Ces déclarations unilatérales ont constitué un « noyau autour duquel se cristallisera un ensemble de règles juridiques généralement reconnues »	72
CHAPITRE IV. — FONDEMENTS JURIDIQUES POSSIBLES DE L'ACQUISITION ET DE L'EXERCICE DE DROITS SUR LE PLATEAU CONTINENTAL.	75
<i>Section I.</i> — Théories autres que celles de l'« appartenance »	76
<i>Section II.</i> — La théorie de l'appartenance	81
<i>Section III.</i> — La théorie des « objectifs économiques poursuivis par l'Etat riverain »	82

TITRE II

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION

DU DROIT INTERNATIONAL	87
<i>Section I.</i> — « Codification » et « Développement progressif »	88
<i>Section II.</i> — Etapes et résultats des travaux de la Commission du droit international	90
§ I) Etapes des travaux	91
§ II) Le projet d'articles adoptés à la huitième session ..	95

TITRE III

LA CONVENTION DE GENÈVE DU 29 AVRIL 1958

SUR LE PLATEAU CONTINENTAL	105
CHAPITRE I. — CONTEXTE ET CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LE PLATEAU CONTINENTAL	107
<i>Section I.</i> — Le climat international de 1958	108
<i>Section II.</i> — Organisation générale des travaux de la Conférence	109
<i>Section III.</i> — La discussion générale : une inutile logomachie ?	110
CHAPITRE II. — LES IMPERFECTIONS ET INCERTITUDES DE LA DÉFINITION DU PLATEAU CONTINENTAL SELON LA CONVENTION DE GENÈVE	115
<i>Section I.</i> — Examen des propositions formulées par les délégations	117

	Pages
<i>Section II.</i> — Suggestions et commentaires d'autres Etats ..	126
<i>Section III.</i> — Conséquences de cette définition	131
§ I) Signification du critère de l'exploitabilité	133
§ II) Exploitabilité et contiguité : un troisième critère ?	142
§ I) Exploitabilité et délimitation du plateau continental.	144
CHAPITRE III. — LES DROITS DE L'ÉTAT RIVERAIN SUR LE PLATEAU CONTINENTAL	148
<i>Section I.</i> — Caractères de ces droits	151
§ I) Des droits souverains « finalisés » et « exclusifs » ..	151
§ II) Les limitations des droits de l'Etat riverain sur le plateau continental	156
<i>Section II.</i> — Objet des droits de l'Etat riverain	167
§ I) Fondement de cette définition	167
§ II) L'exclusion des crustacés	167
§ III) Les pêcheries sédentaires et la notion de « ressource naturelles » de l'article 2 § 4 de la Convention sur le plateau continental	169
<i>Section III.</i> — La délimitation du plateau continental : la conciliation sur une base géographique, des droits de l'Etat riverain avec les Etats voisins.	171
<i>Section IV.</i> — Le règlement des litiges relatifs au plateau con- tinental	175

DEUXIÈME PARTIE

LA NOTION JURIDIQUE DE PLATEAU CONTINENTAL A L'ÉPREUVE DES FAITS

179

PRÉSENTATION GÉNÉRALE	181
-----------------------------	-----

TITRE I

ÉTUDE DE LÉGISLATIONS NATIONALES RELATIVES A L'EXPLORATION DU PLATEAU CONTINENTAL ET A L'EXPLOITATION DE SES RESSOURCES NATURELLES

185

CHAPITRE I. — LA LÉGISLATION D'UN ETAT UNITAIRE : LA BELGIQUE.

LA LÉGISLATION DE QUELQUES ETATS FÉDÉRAUX	187
---	-----

<i>Section I.</i> — La législation de la Belgique	189
---	-----

§ I) Contenu	189
--------------------	-----

§ II) Appréciation critique	192
-----------------------------------	-----

	Pages
<i>Section II.</i> — Les Etats à structure fédérale	193
§ I) Le cas des Etats-Unis	193
§ II) Le cas du Canada	194
§ III) Le cas de l'Australie	195
§ IV) Le cas de la République fédérale d'Allemagne	196
§ V) Le cas de l'U.R.S.S.	196
CHAPITRE II. — LES LÉGISLATIONS DANOISES ET NÉERLANDAISES ...	201
<i>Section I.</i> — La législation danoise	201
<i>Section II.</i> — La législation néerlandaise	203
CHAPITRE III. — LA LÉGISLATION FRANÇAISE	206
<i>Section I.</i> — La question des redevances	206
<i>Section II.</i> — Les activités de recherche à bord	207
CHAPITRE IV. — CONCLUSIONS SUR LES TENDANCES DES LÉGISLATIONS NATIONALES	209
<i>Section I.</i> — Tendances générales	210
<i>Section II.</i> — Statut des engins de forage	213

TITRE II

ACCORDS INTERNATIONAUX

RELATIFS AU LIT DES MERS ET DES OCÉANS

ET A LEUR SOUS-SOL

<i>Section I.</i> — Traités multilatéraux de caractère régional ...	218
<i>Section II.</i> — Traités bilatéraux	220

TITRE III

ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES 227

CHAPITRE I. — LES PROPOSITIONS FORMULÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNE- MENTALE ET DU CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLOITATION DE LA MER	228
<i>Section I.</i> — Dispositions entravant ou pouvant entraver les recherches océanographiques	229
<i>Section II.</i> — Propositions relatives aux principes juridiques et autres mesures visant à faciliter les recher- ches scientifiques	230
<i>Section III.</i> — Propositions du « Conseil international pour l'exploitation de la mer » relatives à la Con- vention de Genève sur le plateau continental.	232

	Pages
CHAPITRE II. — LES TRAVAUX DU COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ÉTUDIER LES UTILISATIONS PACIFIQUES DU LIT DES MERS ET DES OCÉANS AU DELÀ DES LIMITES DE LA JURIDICTION NATIONALE	235
Section I. — Les utilisations militaires du plateau continental	237
Section II. — Les réponses des gouvernements des États mem- bres	242

TITRE IV

L'ARRÊT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE DU 20 FÉVRIER 1969 : « AFFAIRE DU PLATEAU CONTINENTAL DE LA MER DU NORD »	253
Section I. — Exposé des faits, historique du litige	255
Section II. — La solution apportée par la Cour : principes et règles de droit international applicables à la délimitation des zones de plateau continental en cause	263
§ I) Le raisonnement suivi par la Cour : la « situation juridique » de la méthode de l'équidistance	264
§ II) Les conclusions présentées par la Cour	273
Section III. — Appréciation critique	274
§ I) Les problèmes se rattachant directement à la déli- mitation du plateau continental	275
§ II) Portée de l'arrêt s'agissant du problème des sources du droit international	290
CONCLUSION GÉNÉRALE	293
ANNEXE I. — Convention sur le plateau continental	297
ANNEXE II. — Convention sur le plateau continental. Etat des signatures, ratifications, adhésions, notifications de succession, accessions	301
ANNEXE III. — Déclarations, Réserves et Objections	303
ANNEXE IV. — Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends	307
ANNEXE V. — Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends. Etat des signatures, ratifications, notifications de succe- sion	309
ANNEXE VI. — Loi du 13 juin 1969 sur le plateau continental de la Belgique	311
ANNEXE VII. — Loi française du 30 décembre 1968	314

DANS LE DROIT POSITIF ACTUEL	359
ANNEXE VIII. — Décret du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. du 6 février 1968	324
ANNEXE IX. — Propositions présentées par la France concernant l'institution d'un régime d'exploration et d'exploitation des fonds marins	326
ANNEXE X. — Déclaration des Etats latino-américains sur le droit de la mer (8 août 1970)	331
ANNEXE XI. — Déclaration du Président Nixon du 23 mai 1970.	333
ANNEXE XII. — Malte : Projet de résolution	336
ANNEXE XIII. — Croquis	338
BIBLIOGRAPHIE	344
INDEX	350

IMPRIMERIE GRANDVILLE

10, RUE DE MALZÉVILLE, 10

— N A N C Y —

Dépôt légal, 2^e trim. 1971

